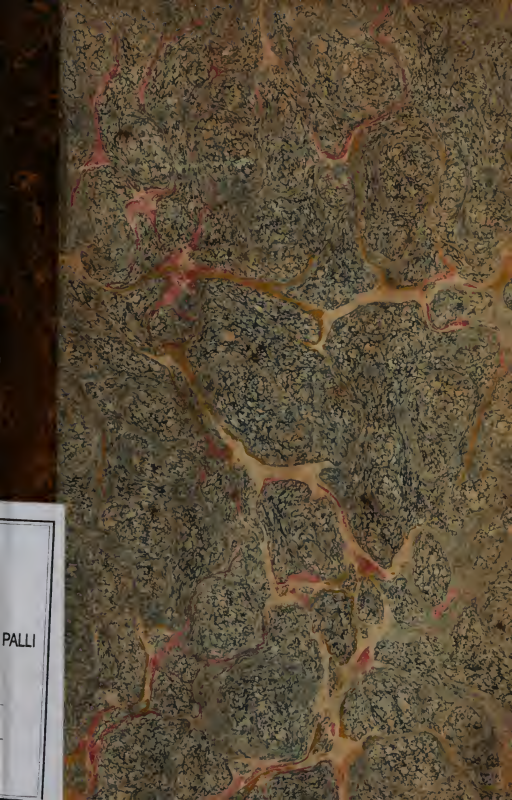


The image shows the front cover of an old book. The cover is decorated with a traditional marbled paper pattern, featuring a dense, dark grey or black base with intricate, branching veins of reddish-pink and ochre yellow. The spine of the book, visible on the left, is bound in a dark, possibly black, material. A small, rectangular white paper label is affixed to the lower-left corner of the front cover. The label has a thin black border and contains the word "PALLI" printed in a simple, black, sans-serif font.

PALLI

· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·



Grande Sella OS.
22-V-1874

III 22 V 12 (7)



LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'ÉON.

TOME SEPTIEME.

LES LOISIRS
DU
CHEVALIER D'EON
DE BEAUMONT,

Ancien ministre plénipotentiaire de France,

SUR

Divers sujets importants d'administration, &c.

P E N D A N T

S O N S É J O U R E N A N G L E T E R R E .

Eruditio inter prospera ornamentum, inter adversa refugium;
LAERTIUS.

T O M E S E P T I E M E .



A A M S T E R D A M .

M. DCC. LXXV.

1900





TABLE

DES MATIERES

Contenues dans le Tome VII.

O bservations générales sur le Royaume d'Angleterre.	Page 1
Chapitre I. du gouvernement de l'Angleterre.	2
Article I. des Pairs d'Angleterre.	4
Art. II. de la Chambre des Communes.	5
Art. III. Etendue & limites des droits du Roi.	ibid.
Chap. II. des Grands Officiers d'Angleterre.	11
Art. I. du Grand Stewart d'Angleterre.	ibid.
Art. II. du Grand Chancelier d'Angleterre.	12
Art. III. du Grand Trésorier d'Angleterre.	13
Section I. des Officiers de la Trésorerie.	14
Seçt. II. de l'Echiquier.	15
Paragraphe I. de la Cour de l'Echiquier.	ibid.
Parag. II. de la Recette ou bas Echiquier.	18
Parag. III. de la Cour de la Taille.	19
Parag. IV. du Bureau dit Imprest Office.	21
Parag. V. Tax Office, ou Bureau de la taxe sur les terres.	ibid.
Table de la première taxe des terres faite le premier février 1688.	23
Table des acres de terre, des maisons & des paroisses de chaque comté.	25
Table générale de ce qu'a produit la taxe des terres, depuis la révolution, jusques & compris celui de cette année 1772.	27
Distribution de cette taxe par comté pour la présente année 1772.	28

T A B L E

<i>Distribution pour le comté de Middlesex.</i>	30
Parag. VI. <i>Des officiers préposés à l'assise particulière, & au recouvrement de la taxe sur les terres.</i>	ibid.
<i>Frais de régie.</i>	36
Parag. VII. <i>des personnes & des choses qui sont exemptes de la taxe des terres.</i>	37
Parag. VIII. <i>du partage & des enclos des terres.</i>	38
Parag. IX. <i>de la taxe sur les maisons & sur les tenêtres.</i>	45
Art. IV. <i>Du Président du Conseil privé.</i>	47
Seçt. I. <i>Du Conseil privé.</i>	ibid.
<i>Liste des membres en 1772.</i>	59
Seçt. II. <i>des Secretaires d'Etat.</i>	64
<i>Ministres étrangers à Londres.</i>	67
<i>Ministres Anglois dans l'étranger.</i>	68
Art. V. <i>du Lord du Sceau privé.</i>	69
Art. VI. <i>du Grand Chambellan d'Angleterre.</i>	ibid.
Art. VII. <i>du Grand Connétable d'Angleterre.</i>	70
Art. VIII. <i>du Grand Maréchal d'Angleterre.</i>	ibid.
Art. IX. <i>du Grand Amiral d'Angleterre.</i>	71
Chap. III. <i>Des Grands Officiers de la maison du roi.</i>	72
Chap. IV. <i>Des Tribunaux d'Angleterre.</i>	73
Art. I. <i>de la Chancellerie.</i>	74
Art. II. <i>du Banc du Roi.</i>	75
Art. III. <i>des Plaidoyers - Communs.</i>	78
Art. IV. <i>de l'Echiquier.</i>	79
Art. V. <i>de la Cour du Duché de Lancastre.</i>	80
Art. VI. <i>de la Cour du Primat.</i>	ibid.
Art. VII. <i>des Grands Juges d'Angleterre.</i>	81
Art. VIII. <i>Maniere de procéder en affaires criminelles.</i>	82
Art. IX. <i>Des supplices.</i>	83
Chap. V. <i>Du gouvernement de la cité de Londres.</i>	87
Art. I. <i>du Lord Maire.</i>	88
Art. II. <i>des Aldermans ou Echevins de Londres.</i>	89

DES MATIERES.

Art. III. <i>des Shérifs de Londres & Middlesex.</i>	90
Art. IV. <i>du Conseil de la ville de Londres.</i>	91
Chap. VI. <i>Quelques usages particuliers à l'Angleterre.</i>	92
<i>Projet d'Acte présenté aux deux Chambres du Parlement d'Angleterre, pour mieux régler les mariages dans la famille royale.</i>	94
Chap. VII. <i>Des douanes d'Angleterre.</i>	120
Art. I. <i>des droits de la douane.</i>	123
Art. II. <i>Réglement pour le commerce des laines.</i>	124
Art. III. <i>Moyens en usage pour encourager l'importation & l'exportation.</i>	127
Seçt. I. <i>Articles dont l'exportation est encouragée par Bounty.</i>	128
Seçt. II. <i>Articles dont l'exportation est encouragée par Drawback.</i>	133
Seçt. III. <i>Articles dont l'importation a droit au Præmium.</i>	136
Seçt. IV. <i>Maniere de régler l'Allowance.</i>	137
Seçt. V. <i>Bounty pour l'encouragement de la pêche.</i>	139
Chap. VIII. <i>de l'Accise ou Maltote Angloise.</i>	142
Art. I. <i>Notions générales sur les droits d'Accise.</i>	144
Art. II. <i>Des droits du Timbre.</i>	ibid.
Art. III. <i>Des droits sur le Sel.</i>	145
Art. IV. <i>Des droits sur les Voitures.</i>	ibid.
Art. V. <i>Des droits sur les Licences pour vendre des Liqueurs.</i>	146
Art. IV. <i>Des droits sur les Porte-balles, &c.</i>	147
Chap. IX. <i>Des finances d'Angleterre.</i>	ibid.
<i>Etat du produit des différentes branches du revenu public, qui composent le fonds national.</i>	152
<i>Etat des subsides accordés en 1772.</i>	165
<i>Etats des moyens pour fournir à ces subsides.</i>	172
Chap. X. <i>De l'état militaire de la Grande Bretagne.</i>	176

TABLE DES MATIERES.

<u>Art. I. Des troupes de terre.</u>	<u>177</u>
<u>Section I. Maison militaire du roi.</u>	<u>181</u>
<u>Section II. Autres forces militaires de la Grande-</u>	
<u>Bretagne.</u>	<u>185</u>
<u>Section III. De l'artillerie & du génie.</u>	<u>ibid.</u>
<u>Art. II. Des forces maritimes de l'Angleterre.</u>	<u>186</u>
<u>Chap. XI. De la population , des especes , des poids</u>	
<u>& mesures de la Grande-Bretagne.</u>	<u>188</u>
<u>Chap. XII. Des compagnies de commerce.</u>	<u>190</u>
<u>Article I. De la compagnie des Indes orientales.</u>	
	<u>197</u>
<u>Art. II. De la banque d'Angleterre.</u>	<u>199</u>
<u>Art. III. De la Compagnie de la mer du sud.</u>	<u>205</u>
<u>Art. IV. Des autres Compagnies commerçantes.</u>	
	<u>210</u>
<u>Chap. XIII. Des compagnies d'assurance.</u>	<u>213</u>
<u>Article I. De la société amicale d'assurance per-</u>	
<u>pétuelle.</u>	<u>214</u>
<u>Art. II. De l'assurance de Londres.</u>	<u>220</u>
<u>Art. III. De la société de l'union.</u>	<u>230</u>
<u>Mémoire historique sur le commerce de la ville de</u>	
<u>Hambourg avec celle de Londres.</u>	<u>244</u>

Fin de la Table du Tome VII.

OBSERVATIONS



OBSERVATIONS.

GÉNÉRALES

SUR LE ROYAUME

D'ANGLETERRE.

LE long séjour que j'ai fait en Angleterre ; le titre distingué sous lequel une nation rivale m'y a fait paroître ; les malheurs injustes que j'y ai essuyés, tout m'a en quelque façon forcé à faire une étude particulière des loix, des usages & des mœurs, des richesses, des forces & de la population d'un pays, auquel j'ai dû successivement & mon ressentiment, & ma reconnaissance. J'ai fait taire l'un & l'autre dans les réflexions que j'ai pu faire ; & sans trop me confier à mes propres lumières, ce n'a été qu'après avoir uni l'approbation d'Anglois très-versés dans la connoissance de leurs propres affaires, & de François qu'un long séjour en Angleterre a parfaitement instruits de sa situation, que je me suis déterminé à communiquer au public le fruit de mes recherches.

Si je voulois considérer, dans toute son étendue, le gouvernement civil & militaire, le com-

Tome VII.

A

merce & les finances de cette nation, il faudroit faire des volumes : mais comme je suppose que mes lecteurs ont déjà quelques notions sur cette maniere, je me contenterai, en général, d'indiquer les objets principaux d'une maniere claire, mais concise, & je ne m'étendrai que sur quelques articles particuliers, dont l'intérêt semble exiger des détails. J'en dirai assez pour qu'on conclue avec moi que, si l'Angleterre a une si grande influence dans tous les événements politiques, elle la doit moins à l'étendue de ses domaines & au nombre de ses sujets, qu'à l'attention qu'elle ne cesse de donner au commerce, à l'agriculture & aux autres branches de l'administration économique.

L'Angleterre avec l'Ecosse, qui y est réunie depuis 1708, forme un royaume connu sous le nom de la Grande-Bretagne : car l'Irlande se gouverne par ses propres loix. L'Angleterre, en y comprenant le pays de Galles, est divisée en cinquante deux Comtés, & l'Ecosse en a trente qui la partagent.



CHAPITRE I.

Du Gouvernement de l'Angleterre.

LE pouvoir législatif de la Grande-Bretagne est dépendant de trois ordres de personnes qui, en agissant chacun d'une maniere absolument libre, doivent néanmoins tous concourir au même but. Le monarque forme seul le premier ordre, & est comme l'arbitre de la nation, qui d'un mot donne force aux opérations des deux autres ou les annihile. Le second est composé des seigneurs spirituels & temporels, & donne l'idée

d'une Aristocratie. Le troisieme est appelé chambre des communes, parce la libre élection du peuple en nomme les membres, ce qui constitue une espece de démocratie.

Comme les trois parties de ce corps ne peuvent manquer d'avoir des intérêts différents, & que leur consentement unanime est requis pour donner, à un *bill* ou acte de parlement, une force obligatoire, il est facile de sentir que l'administration Angloise n'expose point aux inconveniens inseparables des manieres de gouverner, adoptées par les autres Potentats de l'Europe.

La plus grande partie de ces *bills* est d'abord portée à la chambre des communes qui, après les avoir lus trois fois & y avoir donné son consentement, les envoie par députation à celle des Lords; & si ceux-ci y adherent, le roi a la liberté de les sceller ou de les rejeter.

On ne peut douter que celle des deux chambres, qui voit le *bill* en seconde instance, ne puisse y faire des changements : mais dans ce cas, l'autre doit les avoir approuvés, avant qu'on puisse les soumettre au jugement du souverain. Il faut cependant remarquer que, toute imposition étant de la compétence des communes, les seigneurs, ni le roi ne peuvent rien changer à un *bill* qui ordonne une levée de deniers, & qu'ils doivent ou l'admettre ou le rejeter sans restriction. Il est vrai qu'il n'arrive presque jamais que ces sortes de *bills* éprouvent des difficultés, parce qu'ordinairement les levées d'argent ne se font qu'à la réquisition du roi & pour l'exécution des projets qu'il peut avoir formés. Mais si les communes étoient opiniâtement décidées à faire passer une clause qui déplût aux deux autres parties de la législation, elles pourroient l'insérer dans un *bill* de subsides, & par-là forcer la couronne, ou à souscrire à ses desirs particuliers,

ou à se priver des ressources qui y sont accordées. Tels sont en général les moyens que ces trois parties nécessaires de l'administration Angloise, tirent de leur pouvoir spécial, pour faire prévaloir le bien général sur l'intérêt particulier.

A R T I C L E I.

Des pairs d'Angleterre.

Il y a aujourd'hui 200 pairs nés en Angleterre, non compris 26 prélats : mais des premiers il n'en entre que 184, dans la chambre haute, les autres étant ou mineurs, ou attachés à la religion de Rome. Dans ces 200, sont compris les 16 que l'Ecosse a droit de députer au parlement d'Angleterre, depuis que, par l'acte de réunion, celui d'Edimbourg a été supprimé. Ces 16 sont électifs & leur pouvoir ne dure que sept ans, à moins qu'ils ne soient continués par un choix nouveau.

Tous ces pairs composent la chambre haute, qui est la cour suprême de judicature, où tous les appels sont jugés en dernier ressort. Ce tribunal est composé de la haute noblesse du royaume, laquelle consiste actuellement en 25 ducs, 1 marquis, 79 comtes, 13 vicomtes, 66 barons, 2 archevêques qui ont rang immédiatement après les princes du sang, & 24 évêques qui sont tous lords, à raison des baronnies qui font partie des domaines de leurs églises, & qui comme tels ont rang après les vicomtes. Toute personne qu'il plaît au roi d'honorer d'un de ces titres, a un droit naturel à la chambre haute, qui ne peut se perdre qu'en punition d'une faute capitale, reconnue par un jugement de la chambre, ou en conséquence du refus de se conformer aux rites religieux du pays.

ARTICLE II.

De la chambre des Communes.

La chambre basse est composée de 558 membres, y compris 45 députés d'Ecosse, qui les uns & les autres sont électifs, & dont la mission cesse avec la durée du parlement, qui est de sept ans.

Les principales conditions requises pour obtenir un siège dans cette chambre, sont d'être Anglois par naissance, d'avoir atteint l'âge de 21 ans, & d'y être appelé par la majorité des suffrages du lieu qu'on doit y représenter. Il faut de plus, selon le statut d'Henri VI, être d'un rang à prétendre à la dignité de chevalier, & jouir d'un revenu annuel de 600 liv. st. ou 13,850 l. tournois, pour être choisi par un comté; ou être citoyen & bourgeois possesseur de 300. l. st. par an, pour être le représentant d'une ville ou d'un bourg.

Le chancelier du royaume préside à la chambre des seigneurs : mais les communes se choisissent un orateur, qui ne peut entrer en fonctions, qu'après avoir été agréé par le monarque.

ARTICLE III.

L'étendue & les limites des droits du monarque Anglois.

Le roi d'Angleterre, subordonné d'ailleurs aux loix comme le moindre de ses sujets, a néanmoins de très grandes prérogatives & un pouvoir très-étendu.

Il a seul le droit de convoquer, d'ajourner, de proroger & de dissoudre le parlement, quand il

lui plaît; il dispose de tous les bénéfices & de tous les emplois du royaume, & peut révoquer à son gré tous ceux qu'il a revêtus des derniers, à l'exception d'un petit nombre qui sont à vie. il a le pouvoir de faire la paix & la guerre, des traités & des lignes; de recevoir & d'envoyer des ambassadeurs, & d'accorder grace aux criminels condamnés à mort. Ce dernier privilege souffre une exception particuliere en cas de meurtre; car si l'assassin est de nouveau poursuivi à la requête du plus proche parent du défunt, quelque grace qu'il ait pu antérieurement obtenir du souverain, il sera jugé; & s'il est condamné, il sera exécuté, sans que le roi puisse faire valoir en sa faveur le privilege de sa couronne.

Ce prince est l'administrateur des deniers de l'état, dès que le parlement en a ordonné la levée & fixé la destination. C'est en son nom que se bat la monnoie, & pour les frais de fabrication, il reçoit par an la somme de 15,000 l. st. ou 341,250 l. tournois. Il confere à son gré tous les titres d'honneur, & fait de sa pure volonté des pairs ou des chevaliers. Les derniers sont de deux sortes, ceux que l'on appelle baronnets, dont la dignité est héréditaire, & qui semblent faire un ordre constant de noblesse inférieure: & les chevaliers simples, dont le titre meurt avec ceux qui en sont décorés: mais qui, comme les premiers, ne peuvent être dégradés que pour crimes & par sentence.

Le roi d'ailleurs, depuis Henri VIII, est chef suprême de l'église Anglicane, en conséquence d'une résolution unanime des seigneurs spirituels, qui en 1534. déférerent ce titre au monarque pour lui & ses héritiers.

Si l'on compare cette étendue d'autorité, avec les limites que les loix Angloises y ont mises, on sera forcé de conclure, que le prince a la puissance

ce nécessaire pour opérer le bien , sans être , en quelque façon , dans la possibilité de faire le mal.

Il ne peut ni imposer , ni lever des taxes sans le concours de son parlement , & n'a aucun droit sur la vie ni sur les biens de ses sujets. Il est vrai que c'est en son nom qu'on arrête les personnes dont on veut s'assurer ; mais la loi ne lui accorde que 4 heures , au bout desquelles tout homme , sur la liberté duquel on a attenté , doit être élargi en donnant caution ; & dans le cas où il ne pourroit en fournir , il ne sauroit être détenu en captivité pendant plus de six semaines , sans voir son sort décidé par un jugement ; terme de rigueur pour toutes les circonstances où l'énormité du crime ne permet pas d'élargir un prisonnier sous caution.

Vouloir détailler ici les actions qui privent un suzerain de cette ressource , ce seroit s'engager dans un labyrinthe impénétrable , sur-tout depuis que les magistrats en ont soumis la décision à leur volonté arbitraire. Un événement passé en 1771 , ne jete que plus d'obscurité sur cette manière.

Un particulier d'un état décent & d'une fortune aisée , vole quelques cahiers de papier dans la chambre des échevins de Londres : il est arrêté , & une partie de ce qu'il avoit dérobé se trouve sur lui : il est donc clairement coupable de félonie , sans qu'on puisse alléguer une incertitude dans les preuves qui , en permettant de douter de la réalité du crime , mette dans le cas de lui accorder sa liberté sous caution jusqu'à ce qu'il soit clairement convaincu. Il réclame néanmoins le privilège , & le Lord Mansfield , chef de justice du Banc du roi , l'admet à caution , & le laisse en liberté , jusqu'au moment où , sans nouvelles preuves , la loi le condamne à être transporté. Si cette conduite a exposé le magistrat à la censure

8 O B S E R V A T I O N S

la plus severe de quelques habiles jurisconsultes , elle en a trouvé d'autres aussi sçavans , qui n'ont rien épargné pour en faire valoir la justice.

Il a encore régné long-temps en Angleterre un autre abus , fondé de même sur une prétendue prérogative de la couronne. Celui dont je viens de parler met entre les mains des juges qui agissent au nom du roi , la puissance d'étendre ou de restreindre la liberté des sujets , mais en observant du moins quelques formalités de justice , lorsque celui dont je vais parler , rendoit inutiles toutes les cautions prises par la loi pour empêcher le souverain de disposer à son gré du corps & des effets d'un Anglois , sans même en faire connoître le motif apparent.

Les ministres d'état s'étoient arrogés le droit d'expédier des *Warrans généraux* , ou ordres émanés de leur seule puissance , en vertu desquels leurs *messagers* ou vils huissiers , pouvoient forcer les maisons , s'emparer des personnes , & saisir les papiers de tout sujet , qu'ils soupçonnoient complice d'une action , à laquelle leur jugement particulier donnoit le nom de crime. Ces ordres étoient exécutés avec la dernière rigueur , sans que les *privileges* même des membres du parlement y missent obstacle , ou y apportassent quelque adoucissement ; & l'infortuné , qui en devenoit victime , devoit s'estimer heureux si , après avoir essuyé un dur emprisonnement , avoir vu pénétrer tous les secrets de ses affaires ou de sa famille par l'examen indiscret ou intéressé de ses papiers , il obtenoit comme citoyen de rentrer dans sa maison dévolée , ou comme étranger d'être conduit sur la frontière , avec injonction de quitter les isles Britanniques , ce pays si renommé pour venger la liberté de ceux qui y sont nés ou qui ont pu y choisir leur domicile.

Une tyrannie si odieuse , soutenue par une pra-

tique constante des ministres , même les plus célèbres , pour leur zèle patriotique , subsisteroit encore sans la fermeté inébranlable d'un simple écuyer, M. Jean Wilkes.

On le soupçonne auteur d'un pamphlet , que les ministres regardent comme injurieux à la personne du monarque , parce que leur véracité y est vivement attaquée , & il est à l'instant dévoué à devenir victime d'un de ces *warrans-généraux*. Quoique membre du parlement , sa personne , sacrée dans toute autre circonstance , est arrêtée , ses bureaux sont forcés , ses papiers sont saisis , & il est entraîné chez un messager d'état. Les secrétaires d'état le font paroître devant eux & osent l'interroger ; mais instruit des droits que lui donne le nom d'Anglois , sans vouloir entrer dans la discussion du crime qu'on lui impute , il n'ouvre la bouche que pour faire rougir ceux qui prennent le titre de ses juges , de l'illégalité de leur conduite. La vérité dure produit rarement le repentir ; aussi se voit-il bientôt étroitement enfermé dans la tour de Londres , sans que personne puisse avoir accès auprès de lui. Tranquille sur les ressources que lui offrent les loix de son pays , il se soumet à son sort qu'il fait ne pouvoir être que momentané ; ses amis prennent sa défense , & un *habeas corpus*, ce frein irrésistible à l'oppression , ouvre les portes de la prison , le conduit devant un tribunal qui , autant surpris de la sérénité avec laquelle , en sortant des fers , il défend sa cause , que de l'injustice de sa détention , le remet en liberté & le renvoie triomphant. En restera-t-il là ? Non , il juge que sa cause est celle de sa nation , & sans s'intimider par les périls auxquels il expose sa tranquillité , son état & sa vie , il ne profite de l'air qu'il respire , que pour attaquer tous ceux qui avoient prétendu montrer sur lui , ce qu'ils étoient capables d'attenter con-

tre ses concitoyens. Quels que puisse être l'étroit de sa situation, la rigueur de l'exil auquel il est forcé de se condamner, la variété des disgraces qu'il éprouve, la succession des périls auxquels on l'expose, supérieur à tout, rien ne peut le distraire du plan qu'il s'est formé : & sans être satisfait par les dommages qu'il obtient, par les frais dont il accable ses adversaires, il ne se repose qu'après avoir mis les tribunaux & la législation même, dans la nécessité de déclarer les *warrans-généraux* contraires à la loi & à la constitution de son pays, & après avoir affranchi par-là les Anglois d'un joug que pouvoient seuls imposer les despotes les plus arbitraires. L'Angleterre n'eût-elle que cette obligation, à ce simple particulier, on ne peut être surpris que la saine partie de la nation se soit fait une loi de réparer sa fortune, & de réunir sur sa tête les honneurs & les dignités qui étoient à sa disposition. Que l'on critique sa conduite, ses mœurs ; le mal, s'il en résulte, est pour lui seul : mais les fruits du bien qu'il a fait, sont recueillis par la généralité des sujets. Il a rendu l'Anglois véritablement libre, véritablement homme : quelle couronne éternelle ne lui auroient pas déferé les peuples les plus judicieux, dont l'histoire ancienne fasse mention ! L'Anglois de nos jours seroit-il moins juste ?





CHAPITRE II.

Des grands Officiers d'Angleterre.

IL y a en Angleterre neuf grands officiers de la couronne dont les places donnent à ceux qui les possèdent le titre de lords , quand ils ne le tiendroient pas de leur naissance , savoir , le grand *Stewart* , le grand chancelier , le grand trésorier , le président du conseil privé , le garde du sceau privé , le grand chambellan , le grand connétable , le comte maréchal , & le grand amiral.

ARTICLE I.

Du grand Stewart d'Angleterre.

La première dignité de la couronne est celle du grand-maître ou lord *Stewart* qui , selon les plus anciennes annales du royaume , en étoit comme le vice - roi ; & que les anciens interpretes de la loi nommoient le grand sénéchal d'Angleterre.

Son pouvoir étoit si étendu , qu'il lui appartenoit , en temps de paix ou de guerre , de régler l'état sous l'autorité du roi , sur les actions duquel il avoit même droit de veiller.

Le dernier qui ait possédé cet emploi , fut Henri de Bolinbroke , fils & héritier de Jean de Gand duc de Lancastre. En montant sur le trône , ce prince ne laissa subsister que le titre de cette haute dignité ; & depuis ce temps les fonctions ne s'en exercent que dans des circonstances spéciales & passagères , telles que la cérémonie du couronne-

ment d'un roi, ou la nécessité de juger un pair du royaume, sa femme ou sa veuve.

Dans ces occasions, le seigneur qui représente ce grand officier, porte pour marque de sa prérogative une grande baguette blanche, qui lui donne droit de précéder les princes du sang royal, pendant tout le temps que dure la commission qu'il tient du souverain : mais aussi-tôt qu'elle est accomplie, il rompt sa baguette, & il ne lui reste d'un si auguste emploi, que l'honneur de l'avoir exercé. On en a vu deux exemples sous le regne auguste de George III, qui chaque fois a honoré des fonctions de cette charge feu Robert Henley comte Northington, alors grand Chancelier d'Angleterre, pour prononcer sur le sort de deux pairs du royaume, dont l'un fut condamné au dernier supplice & l'autre absous.

Je ne puis m'empêcher de remarquer à ce sujet, que l'état d'un pair, dont une faute met la vie en danger, est plus incertain & moins favorable, que celui d'un particulier chargé d'un même crime. L'un & l'autre sont également soumis à l'opinion des grands jurés chargés de prononcer sur la validité des preuves : mais ensuite l'homme ordinaire est jugé par douze petits-jurés, qui doivent être unanimes dans leur opinion pour le condamner, lorsque le seigneur attend sa vie ou sa mort, de la pluralité des suffrages de 184 juges ses égaux.

A R T I C L E II.

Du Grand Chancelier d'Angleterre.

Le grand chancelier, qui tient son office par patente, est proprement le premier ministre d'état, quoiqu'il n'en fasse pas toujours les fonctions. Il est orateur de la chambre des pairs ; & comme il n'y a plus de Lord Stewart, il est la première per-

sonne du royaume pour les affaires civiles. C'est à lui que le roi confie ordinairement la garde du grand sceau, & il préside seul à un tribunal, chargé de prononcer sur tous les appels, sans être astreint à la lettre de la loi, dont il peut adoucir la rigueur, selon que l'équité naturelle lui en découvre la nécessité ou la convenance.

Il est tuteur né de tous les pupiles, & tient du roi l'autorité de disposer à sa volonté de tous les bénéfices ecclésiastiques qui, dans le poulver de la cour, n'excedent pas 20 l. st. de revenu annuel.

Le revenu de la charge de grand chancelier est évalué à 10000 l. st. par an; & elle est aujourd'hui exercée par Henri Bathurst qui, le 22 juin 1771, a été élevé à la dignité de Lord Apsley.

ARTICLE III.

Du Grand Trésorier d'Angleterre.

Cette place étoit d'autant plus importante, dans son origine, que celui qui en étoit pourvu devoit seul administrer tous les revenus de l'état : mais depuis le comte d'Oxford, qui en jouissoit sous la reine Anne, le titre en est demeuré éteint & l'on y a suppléé par un bureau, composé de cinq personnes, nommées commissaires de la trésorerie, dont le premier est le lord Frédéric North, fils aîné du comte de Guilford & membre de la chambre des communes.

Le ministre, qui est à la tête de ce bureau, par une coutume presque toujours suivie, malgré l'inconséquence qu'elle renferme, est en même temps sous-trésorier d'Angleterre & chancelier de l'échiquier; de façon qu'en cette dernière qualité, il juge sans appel de la validité des comptes qu'il rend lui-même, comme chef commissaire de la trésorerie. Cette union d'emplois, qui paroît con-

traire à toute bonne administration , produit à celui qui en est revêtu , environ 6000 l. st. ou 136 500 l. tournois de revenu fixe par an : mais on fait que les émoluments de ces sortes de places sont beaucoup plus considérables , que les appointements qui y sont attachés.

Le département qui relève de ce bureau est si étendu , & contient tant de parties essentielles à la connoissance de l'administration Angloise , que je vais en donner ici les détails les plus intéressants.

S E C T I O N I.

Des Officiers de la Trésorerie.

Les officiers qui , sous les commissaires , forment le bureau de la trésorerie , sont deux secrétaires , deux sollicitateurs , dont les places sont considérables , & 39 clercs , commis , garde-notes & employés , qui ont tous de forts appointements.

L'office des seigneurs est de veiller à tous les revenus du roi déposés & gardés dans l'échiquier ; d'avoir inspection sur tous les officiers chargés de lever les impôts , douanes , tributs & autres droits appartenants à la couronne.

On fait que la place de premier seigneur de la trésorerie , étant toujours occupée par l'homme du roi , est aussi celle du premier ministre d'état ; que le seigneur qui en est revêtu , distribue seul les pensions , donne toutes les places des douanes qui sont dans les différents ports du royaume. Il fait seul les emprunts dont le gouvernement peut avoir besoin , & seul contracte pour les intérêts aux conditions qu'il lui plaît d'accorder. Il ordonne la remise des fonds , que les circonstances exigent d'envoyer hors du royaume , pour la paie des troupes , l'acquit des subides , &c.

Les autres seigneurs de la trésorerie n'ont de

réelle influence que dans les détails économiques ; & leurs places , à parler sincèrement , ne paroissent que des moyens inventés par la cour , afin de s'assurer des membres dans la chambre des communes.

SECTION II.

De l'Echiquier.

L'échiquier , qui dépend de la trésorerie , comprend deux parties , savoir la cour de l'échiquier & la recette de l'échiquier , que l'on appelle autrement l'échiquier proprement dit , ou le bas échiquier , qui est le bureau où l'on reçoit & débourse tous les revenus du roi.

PARAGRAPHE I.

De la Cour de l'Echiquier.

Ce tribunal prend son nom d'un grand tapis à carreaux , qui couvre la table autour de laquelle se tiennent les séances. Il connoît généralement de toutes les causes qui ont rapport au trésor ou revenu du roi , en douanes , comptes , amendes & déboursés de toute espèce.

Cette cour est composée du chancelier de l'échiquier , qui y préside au défaut du grand trésorier ; d'un premier juge qui a le titre de *Lord-chef Baron* , & qui a 3000 l. st. d'appointement ; de trois autres juges dénommés barons avec 1000 l. st. par an . & d'un autre appelé *Cursitor-baron* , dont l'office est de faire prêter serment aux Shérifs , sous-Shérifs , baillis , visiteurs , inspecteurs de la douane & autres pareils officiers. Il y a de plus un secrétaire & un sous-secrétaire du chancelier du tribunal.

De cette cour dépendent plusieurs bureaux par-

ticuliers, servant à enrégistrer les comptes, ainsi qu'aux diverses fonctions qui sont de sa compétence. Ces bureaux sont,

1°. Celui du *King's Remembrancer*, qui peut se rendre en françois, *mémorateur du roi*. Le président est à la nomination du roi, & c'est aujourd'hui Robert Masham Lord Masham. Ce bureau enrégistre tous les états de comptes qui peuvent concerner le revenu du roi, dans les douanes, accises, subsides ou aides accordés par le parlement, ainsi que les comptes de l'argent déboursé pour le service du roi dans les affaires qui regardent le revenu.

2°. Celui du *Lord Treasurer's Remembrancer*, qui est chargé de procéder contre tous les Shérifs, baillis, receveurs, &c. en ce qui peut concerner leurs comptes, & qui expédie les ordres en vertu desquels on doit lever la somme de 20 l. st. sur tous les papistes récusants & convaincus.

3°. Le bureau des *erreurs* qui peuvent se commettre dans la chambre même de l'échiquier.

4°. Le bureau des *extraits* dans lequel, à chaque terme, en reçoit par abrégés les états du *Lord Treasurer's Remembrancer*, que l'on copie ensuite, pour procéder à la levée des sommes qui y sont désignées. C'est aussi le clerk de ce bureau qui expédie les cédules pour toutes les sommes qu'on doit acquitter.

5°. Le bureau des *plais*, auquel tous les officiers de l'échiquier, ainsi que toutes les personnes privilégiées, telles que les débiteurs du roi, ont droit de ressortir.

6°. Le bureau où s'enrégistrent les actes passés dans le comté de Middlesex.

Il est encore dans cette cour divers autres petits départements, & tous les officiers qui composent ces différens bureaux sont au nombre de 38, non compris les barons & les deux secrétaires.

L'enregistrement

L'enregistrement & le contrôle des comptes ont donné lieu à l'établissement de deux grands bureaux particuliers, savoir,

1°. Le *pipe-office* ou bureau du grand rôle. Tous les comptes qui passent au bureau du *mémorateur*, sont déposés dans le *pipe-office*, où l'on dresse les comptes des shérifs, & où l'on donne décharge à ceux qui ont rendu un compte juste des sommes qu'ils doivent rapporter à l'échiquier.

Ce bureau est composé d'un commis du grand rôle appelé *clerk of the pipe*, qui passe les baux pour toutes les terres de la couronne, en vertu d'une autorisation des seigneurs de la trésorerie; d'un contrôleur, dont l'office est d'adresser, deux fois par an, à tous les shérifs des comtés, les sommations nécessaires pour les mettre en état de lever les taxes : ce dernier doit de plus transcrire sur un rôle particulier tout ce qui est porté sur le grand. Ces deux chefs ont sous eux treize officiers.

Trois départements relèvent de ce bureau, savoir, celui des terres abbatiales qui n'a qu'une garde archives; celui des prémices ou annates, dans lequel il y a un *Remembrancer*, qui reçoit les abonnements, & qui procède contre ceux qui manquent à payer : & celui des dîmes dont la dénomination dénote les fonctions.

Il est bon de remarquer que les prémices & les dîmes ne sauroient plus être placées entre les articles du revenu de la couronne, ayant été les unes & les autres assignées à perpétuité, pour servir à augmenter le revenu des pauvres bénéfices, par acte du parlement passé en 1703.

2°. Le second grand bureau qui relève de la cour de l'échiquier est celui qu'on appelle *la cour de la chambre ducal de Lancastre*, qui connoît de toutes les causes, qui peuvent avoir quelque rapport au revenu que la couronne tire de ce duché : & pour la régie de laquelle il y a quinze officiers.

PARAGRAPHE II.

De la Recette ou Bas - Echiquier.

La recette, ou l'échiquier proprement dit, est composé d'un chancelier, d'un auditeur, d'un commis dit *clerk of the pells*, de quatre maîtres des comptes & de 58 autres officiers.

Le chancelier a la garde du sceau dont on se sert dans ce tribunal; il siege, comme je l'ai déjà dit, page 15 au-dessus des barons; il a le droit de contrôler les rôles des seigneurs de la trésorerie; il nomme à plusieurs postes considérables, & ses appointements avec les profits casuels lui donnent plus de 4000 l. st. par an.

Il est assez ordinaire que la place de premier seigneur de la trésorerie & celle de chancelier de l'échiquier soient occupées par la même personne, comme cela se trouve à présent: mais il dépend du roi de les séparer, comme on l'a vu dans les dernières années, pendant que le marquis de Rockingham & le duc de Grafton ont été à la tête de la trésorerie.

L'auditeur est chargé d'ordonner tous les paiements prescrits par les seigneurs de la trésorerie, & d'en tenir un état dans des registres séparés. Chaque jour il reçoit les comptes de chaque maître en particulier, & toutes les semaines il est tenu d'en remettre un bordereau général aux seigneurs, qui doivent le présenter au roi. Il rédige à la fin de chaque semestre, c'est-à-dire, à la S. Michel, & à notre-Dame de Mars, un livre qu'on appelle *déclaration*, & qui contient l'état de recette & de dépense qu'on a pu faire d'un de ces termes à l'autre.

Les maîtres des comptes, ou *Tellers of the Exchequer*, font la recette de l'argent du roi, & à

mesure qu'il parvient quelque somme entre leurs mains, ils sont obligés de jeter, par un tuyau, dans la *cour de la taille*, un billet qui en spécifie la quantité. Le billet est reçu par le clerc de l'auditeur, qui le note sur la taille, & le remet ensuite au commis, qu'on appelle *clerk of the pells*, pour en faire l'enregistrement. Chaque maître des comptes est obligé de donner une caution de 20,000 l. st.

Le *clerk of the pells*, est ainsi nommé du mot *pellis*, comme qui diroit, commis des peaux ou du parchemin, parce que sa fonction est d'enregistrer, sur des feuilles de parchemin, les états des maîtres des comptes, & ceux de toutes les recettes du roi, de telle naturelle qu'elles soient.

PARAGRAPHE III.

De la Cour de la Taille.

Ce bureau est ainsi appelé, parce que l'on s'y sert encore de l'ancienne méthode de marquer sur des tailles. Celui qui prête de l'argent au roi reçoit, pour reconnoissance, une taille de bois, sur laquelle la somme est écrite de chaque côté. Cette taille est fendue en deux, le prêteur ou le payeur en reçoit la moitié, & l'autre est gardée dans cette cour.

Les principaux officiers sont deux chambellans de l'échiquier, qui ont la garde de plusieurs anciennes archives, des originaux de diverses ligues & traités faits avec des princes étrangers, & des étalons de toutes les monnoies, poids & mesures.

Il ne sera pas inutile, je crois, de faire remarquer ici, que, dans chaque province de l'Angleterre, il y a un officier public, qu'on appelle *clerk of the market* ou *commis du marché*, dont l'emploi est d'avoir un étalon particulier de tous les poids & de toutes les mesures, lequel doit être entière-

ment conforme à l'étalon royal que gardent les chambellans de l'échiquier. Il doit veiller à ce que tous les poids & toutes les mesures de la province, où il réside, soient parfaitement semblables au modèle qu'il en a de cette cour, & il a droit de brûler tout ce qui en diffère. Il tient à ce sujet une cour particulière, dont il est le chef dans le district qui lui est confié. Cette égalité de poids & de mesures dans toute l'Angleterre est un des articles de la *grande charte*.

Les chambellans ont aussi la garde du fameux livre connu d'abord sous le titre de *the black book*, ou *livre noir*, & depuis sous ce titre de *Dooms-day's-book* ou *livre du jour du jugement*, qui, en deux volumes, contient un dénombrement général & détaillé de toutes les terres & de tous les habitants du royaume, si l'on excepte les comtés de Cumberland, Westmorland, Northumberland & l'évêché de Durham. Cet ouvrage fut exécuté par ordre de Guillaume le conquérant, & est gardé sous trois clefs; chacun peut le consulter moyennant 6 schellings 8 sous: mais si on en veut transcrire quelque chose, il faut payer quatre sous par ligne qu'on en tire.

Chacun des chambellans a son député, dont la fonction est d'être présent, lorsqu'on fend les tailles, & de les examiner, pour éviter toute erreur.

Les autres officiers de la cour de la taille sont au nombre de 18, y compris un huissier, qui doit veiller à la sûreté de l'échiquier, & fournir au bureau les livres, les papiers & toutes les choses qui lui sont nécessaires.



P A R A G R A P H E IV.

Du Bureau dit Imprest office.

On y examine les grands comptes des douanes du roi de la grande-Bretagne, de la grande-garderobe, de la monnoie, des prémices, des annates & des dépenses qu'exigent les flottes & les armées; on a préposé à ces occupations importantes deux auditeurs & 16 autres officiers.

P A R A G R A P H E V.

Tax Office ou Bureau de la taxe sur les lettres.

Quoique ce bureau paroisse borné par sa dénomination à ce qui concerne la taxe sur les terres, il s'occupe néanmoins également de celle qui est imposée, soit sur les fenêtres, soit sur les maisons.

Il est composé de sept commissaires qui ont chacun 600 l. st. d'appointements, de deux secrétaires, d'un solliciteur & de sept autres commis.

Il a de plus deux auditeurs & un député pour les provinces de Lincoln, Nottingham & Derby; un auditeur, un député & deux commis pour les autres comtés d'Angleterre; outre un auditeur, un député & un commis pour la principauté de Galles.

La fonction des auditeurs consiste à examiner tous les comptes du revenu royal, qui provient, ou des taxes accordées par le parlement, ou des terres & rentes qui appartiennent à la couronne.

Les autres officiers, chargés des détails du bureau de la taxe, sont des inspecteurs généraux à 100 l. st. par an; & cent soixante & trois inspecteurs particuliers, dont les appointements

font de 50 l. st. pour ceux qui fonctionnent en Angleterre ; & de 40 l. st. pour ceux qui sont proposés sur le pays de Galles.

La taxe des terres s'impose chaque année par acte du parlement , qui l'augmente ou la diminue selon que les circonstances l'exigent. L'acte qui en ordonne la levée doit non seulement spécifier ce qu'on exigera par livre , mais déterminer encore exactement la somme que chaque comté , cité ou bourg parlementaire doit payer en particulier.

Ce fut en 1688 , que toutes les provinces d'Angleterre s'imposèrent pour la première fois une taxe sur les terres. On en fit l'assise générale ; & dans la distribution de ce qu'en devoit contribuer chaque district , on eut égard à l'étendue des terres qui y étoient contenues , à leur population respective , & à la quantité de membres que chaque endroit envoyoit au parlement.

L'acte qui en fait l'imposition , & le tarif de distribution sont du 23 février 1688. Tous les comtés , & plusieurs districts , cités ou bourgs particuliers de chaque comté , y sont dénommés pour y fixer le contingent-spécial que chacun d'eux devra payer par mois. On prit pour modèle l'imposition navale , en portant la nouvelle exactement au double de ce qu'exigeoit la première. C'est ce même tarif qui de nos jours sert encore de règle pour la répartition de cette taxe , & les tables qui suivent feront parfaitement connoître au lecteur toute cette opération.



TABLE de la taxe des terres arrêtée
le 23 fév. 1688, pour 6 mois &
par mois.

Imposition
Navale sous
Charles II.

Provinces ou comtés.	Liv. St.	Sch.	Den.	Livres.
Bedfordshire. . .	896	17	9	. 3000
Berkshire. . . .	1132	6	7	. 4000
Buckinghamshire..	1315	6	5	. 4500
Cambridgshire. .	1369	17	11	. 3500
Cheshire.	801	5	6	. 3000
Cornwall.	1540	18	3	. 5500
Cumberland. . . .	162	6	1	. 200
Derbyshire. . . .	862	8	4	. 3500
Devonshire. . . .	3346	6	6	. 9000
Dorsetshire. . . .	1355	10	1	. 5000
Durham.	323	16	9	. 1000
Essex.	3098	8	10	. 8000
Gloucestershire. .	1847	16	10	. 5500
Herefordshire. . .	1131	13	4	. 3500
Hertfordshire. . .	1345	16	3	. 4000
Huntingdonshire..	633	14	2	. 2000
Kent.	3326	18	8	. 8000
Lancashire. . . .	1006	13	6	. 1000
Leicestershire. . .	1084	14	3	. 4500
Lincolnshire. . . .	2575	2	0	. 8000
Middlesex.	7332	1	4	. 20180
Monmouthshire. . .	390	0	0	. 1750
Norfolk.	3450	12	0	. 7800
Northamptonshire..	1413	18	2	. 6000
Northumberland..	372	15	8	. 1300
Nottinghamshire..	1135	10	8	. 3500
Oxfordshire. . . .	1135	10	8	. 3500
Rutlandshire. . . .	240	8	0	. 800
	L 44628	14	6	L 132130

SUITE de la taxe sur les terres du
23 février 1688 pour fix mois.

Imposition
navale.

Provinces ou comtés.	Livres.	Sch.	Den.	Livres.
<i>De l'autre part.</i>	44628	14	6	132130
Shropshire. . .	1203	14	2	. 4500
Somersetshire. .	2970	19	0	. 9000
Southamptonshire.	2189	8	8	. 6000
Staffordshire. . .	865	11	8	. 3000
Suffolk.	3298	10	8	. 8000
Surrey.	1597	0	2	. 3500
Suffex.	1821	7	9	. 5000
Warwickshire. .	1191	8	9	. 4000
West norland. .	116	0	0	. 600
Wiltshire. . . .	1966	17	7	. 7000
Worcestershire. .	1109	8	6	. 3500
Yorkshire. . . .	3469	5	2	. 12000
Principatcy of Wales.	2547	11	11	. 8750
	68976	18	6	206980

2^e. TABLE contenant le nombre des
acres de terre, celui des maisons
& paroisses de chaque comté.

Taxe de pro-
portion entre
la taxe & le
nombre des
membres.

Provinces ou comtés.	Acres.	Maisons.	paroiss.	Parties de la taxe.	Nom. des memb.
Bedfordshire. . .	260,000	12 170	124	7	4
Berkshire. . . .	527,000	17,000	140	10	9
Buckinghamshire.	541,000	18 350	185	12	14
Cambridgeshire.	5 0,000	17,400	163	9	6
Cheshire.	720 000	24,054	26	7	4
Cornwall.	960,000	25,374	161	8	44
Cumberland. . .	1,040,000	148,825	53	1	6
Derbyshire. . . .	680,000	21,155	106	6	4
Devonshire. . . .	1,920,000	57,000	394	21	26
Dorsetshire. . . .	772,000	21,914	243	9	20
Durham.	610,000	15,984	52	3	4
Essex.	1,240 000	34,819	415	24	8
Gloucestershire.	800 000	26,764	280	12	8
Herefordshire.	660,000	15,000	176	5	8
Hertfordshire.	451,000	16,569	120	11	6
Huntingdonshire	240,000	8,250	79	4	4
Kent.	1,248,000	39,240	408	22	18
Lancashire. . . .	1,150 000	40,100	60	5	14
Leicestershire.	560,000	18,700	200	9	4
Lincolnshire. . .	1,740,000	40 790	688	19	12
Middlesex. . . .	247,000	110 000	194	80	8
Montmoutshire.	340,000	6,490	127	3	3
Norfolk.	1,148,000	47,180	660	22	12
Northamptonshire	550,000	24,808	330	12	9
Northumberland.	1,350,000	22,741	46	4	8
Nottinghamshire.	560,000	17,584	168	7	8
	20,904,000	848,331	5,668	332	271

Suite de la Table, des acres, maisons
& paroisses par comté.

Proportion
de la taxe au
nombre des
membres.

Provinces ou comtés.	Acres.	Maisons.	Paroif.	Taxe.	Mem- bres.
<i>De l'autre part.</i>	5,661,600	848,331	5,668	332	513
Oxfordshire. .	534,000	19,700	280	10	9
Rutlandshire. .	110,000	3,263	48	2	2
Shropshire. .	890,000	23,284	170	7	12
Sommerfetshire.	1,075,000	44,686	385	19	18
Southamptonshire.	1,312,500	36,000	253	14	26
Staffordshire. .	810,000	24,000	150	7	10
Suffolk. . . .	995,000	34,422	575	20	16
Surrey. . . .	592,000	34,218	140	18	14
Suffex. . . .	140,000	21,537	312	16	28
Warwickshire. .	1 670,000	21,973	158	10	6
Westmorland. .	510,000	6,600	64	1	4
Wiltshire. . .	876,000	27,093	304	13	34
Worcestershire. .	540,000	20,634	152	9	9
Yorkshire. . .	3,770,000	06,551	563	24	30
principality of Wales. . . .	5,310,000	53,993	751	11	24
	40,038,500	1,326,285	9,973	513	513

TABLE GÉNÉRALE du produit de la taxe des terres depuis la révolution.

Années.	Par livres.	La taxe d'un fouéva- luée à L. 500,000.
1688 . . .	1	L . . 500,000
de 1689 à 91. . .	2	. . 3,000,000
de 1691 à 94. . .	3	. . 4,500,000
de 1695 à 97. . .	4	. . 6,000,000
de 1698 à 99. . .	3	. . 3,000,000
1700.	3½	. . 1,750,000
de 1701 à 1712. . .	4	. . 24,000,000
de 1713 à 1715. . .	2	. . 3,000,000
1716.	4	. . 2,000,000
de 1717 à 1721. . .	2	. . 5,000,000
de 1722 à 1726. . .	4	. . 10,000,000
1727.	3	. . 1,500,000
de 1728 à 1729. . .	2	. . 2,000,000
de 1730 à 1731. . .	3	. . 3,000,000
de 1732 à 1733. . .	1	. . 1,000,000
de 1734 à 1739. . .	2	. . 6,000,000
de 1740 à 1749. . .	4	. . 10,000,000
de 1750 à 1752. . .	3	. . 4,500,000
de 1753 à 1755. . .	2	. . 3,000,000
de 1756 à 1767. . .	4	. . 24,000,000
de 1768 à 1770. . .	3	. . 6,000,000
1771	4	. . 2,000,000
en 1772 elle est à	3	. . 1,500,000
84 ans.		L . 137,250,000.

Distribution par Comté de la taxe sur les terres à trois sous par livre, telle qu'elle est en 1772.

Provinces ou Comtés.	Livres.	Sch.	Den.
Bedfordshire. . . .	20,896	12	10 $\frac{7}{8}$
Berkshire.	30,632	19	6 $\frac{5}{8}$
Buckinghamshire. . .	35,356	18	9
Cambridgeshire. . . .	24,549	11	3
Cheshire.	21,449	9	4 $\frac{7}{8}$
Cornwall.	23,917	5	9
Cumberland.	2,785	8	7 $\frac{7}{8}$
Derbyshire.	18,070	9	10 $\frac{1}{8}$
Devonshire.	61,937	7	6
Dorsetshire.	24,809	18	4
Durham.	7,948	5	10 $\frac{1}{8}$
Essex.	67,048	0	0
Gloucestershire. . . .	35,504	5	0
Herefordshire.	15,307	0	0
Hertfordshire.	31,779	1	10 $\frac{4}{8}$
Huntingdonshire. . . .	11,622	18	9
Kent.	61,914	17	0
Lancashire.	15,742	5	10 $\frac{7}{8}$
Leicestershire.	26,013	17	10 $\frac{1}{8}$
Lincolnshire.	53,930	11	0
Middlesex.	244,609	15	0
Monmouthshire.	7,359	8	8 $\frac{2}{8}$
Norfolk.	68,480	9	6 $\frac{5}{8}$
Northamptonshire. . .	35,752	1	9
Northumberland. . . .	0,911	3	9
Nottinghamshire. . . .	20,457	12	10 $\frac{1}{8}$
	978,827	16	6

Suite de la distribution par comté en 1772.

Provinces ou Comtés.	Livres.	Sch.	Den.
<i>D'autre part.</i>	978,827	16	6
Oxfordshire.	29,063	19	10 ⁴ / ₂
Rutlandshire.	4,143	17	10 ¹ / ₂
Shropshire.	21,794	4	4 ¹ / ₂
Sommerfetshire.	34,334	17	7 ¹ / ₂
Southamptonshire.	41,205	8	4 ¹ / ₂
Staffordshire	20,340	17	4 ¹ / ₂
Suffolk.	55,129	10	6 ³ / ₂
Surrey.	49,599	14	7 ¹ / ₂
Suffek.	45,069	7	11 ¹ / ₂
Warwickshire.	27,994	9	7 ¹ / ₂
Westmorland.	2,283	17	10 ¹ / ₂
Wiltshire.	38,743	0	11 ¹ / ₂
Worcestershire.	25,186	15	2 ¹ / ₂
Yorkshire.	68,620	13	6
Principalty of Wales.	31,601	1	6
Produit de la taxe en 1772	1,493,959	13	9 ² / ₂
Sa valeur réelle devroit être.	1,500,000	- -	- -
Il y a donc un déficit de	6,040	6	2 ² / ₂

Distribution particuliere, de la taxe sur les terres
pour le comté de Middlesex.

Distribution.	Livres.	Sch.	Den.
Ville de Londres.	92,545	9	11 $\frac{2}{8}$
Colleges de chancellerie. . .	97	10	7 $\frac{4}{8}$
Ville de Westminster. . . .	47,315	1	1 $\frac{4}{8}$
Palais de Witehalt & de S. James.	23,067	14	8 $\frac{2}{8}$
Reste du comté de Middlesex.	80,701	18	7 $\frac{4}{8}$
Produit de cette distribution.	144,609	15	0
Egal à sa distribution page 28.	144,609	15	0

Quant à l'Ecosse, il a été réglé, dans la cinquieme année de la reine Anne, chapitre 28, que, si on leve en Angleterre 1,997,768 l. 8. s. 4 d $\frac{1}{2}$ en taxe sur les terres, le contingent pour ce royaume allié, doit être 48000 l. st.

P A R A G R A P H E V I.

Des officiers préposés à l'Affise particuliere & au recouvrement de la taxe sur les terres.

La taxe des terres est affise & répartie dans les campagnes, ainsi que dans les corporations, par des Commissaires nommés & autorisés par un acte spécial du parlement, qui accompagne toujours celui que l'on appelle *Land tax act*. Leur

nombre n'est jamais fixe, & il varie d'une année à l'autre.

Ces commissaires sont d'abord choisis dans une des assemblées provinciales, appelées *Quarter-sessions*, ou sessions de quartier, que les juges à paix tiennent, de trois en trois mois, dans un des principaux endroits du comté, & la liste en est envoyée au parlement.

Aucun état n'empêche de remplir cet office de commissaire qui est purement honoraire, & ceux qui doivent l'exercer, peuvent être indifféremment pairs du royaume, baronnets, officiers, ministres, juges, avocats, procureurs, médecins, chirurgiens, apothicaires, fermiers, marchands, &c. Toute personne, dont la taxe particulière monte à cent livres sterling au moins, peut être commissaire; cependant si c'est un procureur qui soit désigné, l'acte du parlement exige qu'il possède au moins 100 l. st. en fonds de terre. Il faut observer que les maires, baillis, ou autres premiers officiers des cités, bourgs, corporations, &c. sont commissaires nés dans leur district.

Tout commissaire, avant que d'être admis, doit prêter, serment, sous peine de 200 l. st. d'amende. Le premier soin de ces commissaires, après leur élection, est de fixer le temps où ils s'assembleront dans l'endroit le plus convenable de leur province; mais pour pouvoir légalement s'occuper des affaires de leur compétence, ils doivent se trouver au moins trois par chaque centurie, *Hundred*, ou autre subdivision de la province.

Leurs fonctions consistent à choisir les assesseurs de la taxe, qui doivent être deux habitants pour chaque paroisse; à déterminer le temps & le lieu où ils entendront les plaintes des taillables qui se croient lésés dans l'imposition, ainsi que les temps & les lieux où les collecteurs devront faire leurs divers paiements. Ils ont droit de prononcer sur

les plaintes des particuliers, & sur tous les différens mûs à l'occasion des saisies faites par leurs officiers, pour refus de paiement.

Ces commissaires, dans chaque province, ont un certain nombre de commis, qui travaillent aux comptes & à la répartition de la taxe, & qui doivent avoir les qualités prescrites pour être commissaires, parmi lesquels ils sont inscrits dans l'acte du parlement. En 1688 on ne leur accordoit qu'un sou par livre: mais aujourd'hui on leur alloue trois demi-sous par livre sterling; profit qui leur est payé par le receveur général, au prorata de la somme levée dans le district où ils sont employés.

Tout assesseur nommé par les commissaires, qui refuse d'exercer, ou qui s'absente de son domicile, pour s'en exempter, est condamné à une amende qui ne peut être moindre de 40 schellings, ni plus forte que 5 l. st. Si, ayant accepté l'emploi il néglige d'en remplir les devoirs, les commissaires ont droit d'en exiger une amende, pourvu qu'elle n'excede pas la somme de 40 l. st.

Les assesseurs, après avoir fait leur répartition, en doivent remettre aux commissaires une copie signée, en y joignant les noms des deux personnes de leur paroisse ou district, qu'ils jugent les plus capables d'être collecteurs de la taxe. Les commissaires donnent à ces derniers une copie de l'état de la répartition, avec un ordre d'en lever les deniers. Si un de ceux qui sont chargés de la collecte refusoit de servir, il seroit soumis à une amende de 40 l. st. & celui qui ayant accepté l'emploi, néglige d'en remplir les devoirs, ou refuse de payer l'argent qu'il a ramassé, doit être mis en prison, & ses biens saisis & vendus à la poursuite & par ordre des commissaires.

Les collecteurs font leurs paiements au receveur général ou à ses ayans-cause, & la quittance qu'ils
en

en reçoivent est pour eux une décharge suffisante. On ne peut les forcer à porter l'argent de leur recette à une distance plus éloignée que 10 milles de leur domicile. Les paiements de chaque quartier sont ordinairement fixés, le premier au 24 de juin, le second au 29 de septembre, le troisième au 25 de décembre, & le quatrième au 24 mars de l'année suivante.

Chaque collecteur est responsable en particulier de la somme qu'il a ramassée : mais s'il devenoit insolvable, la paroisse ou le district seroit tenu de remplacer les deniers, dont il seroit arriéré.

Si quelque personne refuse de payer la part de cette taxe à laquelle elle aura été imposée, le collecteur est en droit de saisir les biens & les meubles du réfractaire, & il peut au bout de quatre jours, faire estimer, par deux habitants de la paroisse, les effets qu'il a confisqués, afin de procéder immédiatement à leur vente ; du produit de laquelle, après avoir prélevé le montant de la taxe due & des frais que le refus de payer a occasionnés, le reste doit être remis sur le champ au propriétaire.

Il sera libre aux collecteurs, pourvu que ce soit en plein jour & avec l'assistance des *constables* & autres officiers de police, de rompre & ouvrir de force tout coffre, boîte, armoire, où pourront être renfermés les effets ou meubles qui sont dans le cas d'être saisis. S'il arrivoit qu'un particulier persistât dans le refus de payer la taxe, parce qu'il auroit détourné ses effets de façon qu'il fût impossible de les découvrir, les commissaires au bout de dix jours seront en droit de l'envoyer en prison, où il demeurera jusqu'à ce qu'il ait satisfait. Il faut cependant remarquer que cette contrainte ne peut avoir lieu contre un pair du royaume.

Comme la peine de lever la taxe & de donner des quittances mérite un salaire, en 1688 on accorda aux collecteurs 4 sous par livre sur l'argent qu'ils auroient ramassé : mais on l'a réduit de nos jours à 3 sous par livre, qui ne leur sont payés qu'après qu'ils ont complété la somme totale due à chaque échéance ; & alors seulement il leur est permis de se rembourser par leurs mains sur les deniers provenants du dernier quartier.

On voit par ce qui vient d'être dit, qu'il doit y avoir un receveur général dans chaque province, auquel les commissaires sont tenus de remettre un état de l'assise de la taxe pour la province, avec les noms des collecteurs, assesseurs & collecteurs, dont un double est remis au *mémorateur* du roi dans l'échiquier.

Les receveurs généraux donnent les quittances que doivent avoir les commissaires : mais un mois après qu'ils ont perçu la totalité de la somme imposée sur une division, qu'ils doivent remettre à l'échiquier, dans les dix jours qui suivent immédiatement leur recette.

Les seigneurs de la trésorerie sont autorisés à allouer, à un receveur général qui rend ses comptes, un salaire qui ne peut excéder 2 sous par livre sterling de tout l'argent qu'il fait rentrer à l'échiquier.

Ce receveur, en comptant, est tenu de remettre aux commissaires un mémoire des arrérages qui peuvent être dus ; & s'il lui arrivoit de déclarer comme arriérée une personne qui auroit satisfait, il seroit condamné à payer, à celui qu'il auroit faussement accusé, le triple des dommages qu'auroit pu lui causer sa déclaration, & à payer au roi le double des mêmes dommages.

Les receveurs généraux sont obligés, sous peine de 100 l. d'amende, d'établir dans les différentes parties de leurs provinces, des députés,

qu'ils doivent autoriser à recevoir l'argent dû pour la taxe, & desquels ils répondent. Le nombre de ces députés sera plus ou moins grand selon l'étendue du département.

Si un receveur emploie l'argent de la taxe à un autre usage, que celui pour lequel il est destiné, il doit être condamné à une amende de 500 l. st.

Tels sont les réglemens principaux qui sont observés en Angleterre pour la répartition, la levée & le paiement de la taxe des terres : mais, comme ils ne font pas connoître au juste ce qu'est la taxe en elle même, & que le nom qu'on lui donne pourroit induire en erreur sur les objets qu'elle affecte, il me paroît nécessaire d'ajouter ici quelques remarques.

L'acte qui prescrit la levée de cette taxe, ordonne qu'elle sera imposée le plus également qu'il sera possible sur tout l'argent comptant, biens personnels, fonds en marchandises, offices, pensions, emplois, annuités ; sur les fiefs & terres seigneuriales, fermes, rentes, héritages ; sur les carrières, mines de charbon de terre ou de toute autre espèce, sur les forges, les martinets & les fonderies ; sur les salines ; sur les mines & les travaux d'alun ; sur les parcs, chasses, garennes, forêts, bois taillis, p. ches, dixmes, péages & tout ce qui produit un revenu annuel, si l'on excepte les rentes pour argent prêté au roi, qui n'y sont pas plus sujettes que les meubles.

Les officiers de la recette de l'échiquier doivent remettre gratis aux assesseurs de la taxe une liste des pensions, annuités, salaires & autres gratifications qui sont payables dans leurs bureaux, avec un ordre pour faire arrêter sur le champ toute partie dont le possesseur aura refusé de payer la taxe.

Il faut observer à l'égard des biens & possessions

personnelles, que personne n'est taxé que dans la paroisse de son domicile, & que quiconque n'a pas vingt schellings par an, en terres ou héritages, n'est pas sujet à la taxe.

Les Papistes & tous les sujets, désignés sous le nom de *Non-jurors* ou Jacobites protestants, c'est-à-dire, ceux qui parvenus à l'âge de 18 ans, ne prêtent pas le serment de fidélité & de suprématie, paient une taxe double; & il est toujours enjoint aux commissaires de veiller à ce que les assesseurs se conforment littéralement à cette partie de l'ordonnance, comme à celle de 1722 qui soumet les uns & les autres à une imposition extraordinaire de 100,000 l. st.

Comme la religion des *Quakers* leur défend de prêter aucun serment de telle nature qu'il soit, le parlement a décidé qu'une déclaration de fidélité signée de leur main, leur tiendrait lieu de serment.

Le produit de la taxe est en 1772, L 1,493,59-13-9⁷

La régie de cette taxe exige les frais suivants.

1. aux commis à la répartition.	L 9337-4-10 ⁶
2. aux collecteurs.	18716-3-1
3. aux receveurs généraux.	12449-3-2 ⁷
4. aux divers officiers pour salaires.	19610 — —

Total des frais. 60112-11-1⁵

Il en rentrera donc net à l'échiquier. L 1,433,847-2-8



PARAGRAPHE VII.

Des personnes & des choses qui sont exemptes de la taxe des terres.

Les seules personnes & les seules choses qui soient affranchies du paiement de cette taxe , sont la reine , les princes & les princesses du sang , les pensions des officiers caducs de la marine , les revenus de l'ordre de la jarretiere , ceux des pauvres chevaliers de Windsor , des pages d'honneur , & les péages levés pour l'entretien des grands chemins.

Les deux universités d'Oxford & de Cambridge sont pareillement exemptes de cette taxe , ainsi que les colleges de Westminster, Eaton, Bromley, &c. &c. la fondation charitable établie pour le maintien des veuves & des enfants des pauvres ecclésiastiques.

Il en est de même des hôpitaux du royaume , pour l'emplacement qu'ils occupent , & pour les terres qu'ils possédoient avant une époque que l'acte spécifie.

Toutes ces exemptions sont sujettes à bien des clauses restrictives , sur lesquelles les commissaires ont droit de prononcer.

Les Anglois se plaignent en général que la taxe sur les terres n'est pas répartie avec égalité , parce que la plupart des grands possesseurs ont , lors de son premier établissement , donné de fausses déclarations , ce qui fait que leurs terres ne sont imposées aujourd'hui qu'à une partie de la somme qu'elles devroient payer. Ils ajoutent encore , que la partie de cette taxe levée sur les fonds en marchandises , est injuste ; & que l'on ne doit & l'on ne peut taxer légitimement que le profit annuel fait sur les marchandises. Ils pensent qu'on pourroit facilement abolir ce dernier inconv.

vénient, sans diminuer le revenu que la taxe produit au roi, en travaillant à remettre plus d'égalité dans la répartition. Bien des auteurs ont écrit sur ce sujet, mais comme cela ne peut avoir lieu sans un acte du parlement, & que la plupart de ceux qui se trouvent intéressés à soutenir l'état actuel du cadastre que l'on suit, sont membres de ce parlement, il y a bien peu d'apparence que la législation ait égard aux cris du peuple.

P A R A G R A P H E VIII.

Du partage & des enclos des terres dans le royaume d'Angleterre.

La taxe sur les terres, qui m'a donné occasion de présenter une table générale du nombre d'acres que renferme chaque comté, en faisant connoître l'étendue de ce royaume, semble exiger que j'examine, s'il est avantageux qu'elle soit également cultivée dans toutes ses parties.

Il n'est point de séance du parlement, qui ne permette d'en partager, enclore ou défricher quelques parties, antécédemment connues sous le nom de communes. En peut-il résulter un avantage pour la nation en général? Est-il sage à l'administration d'accorder ces sortes de grâces, & quelles sont les formalités à observer pour les obtenir? Voilà ce que je me propose d'examiner d'une manière courte & satisfaisante.

Les communes en Angleterre ne consistent qu'en de simples pâturages, dont l'origine remonte jusqu'au temps de l'invasion des Saxons, des Danois & des Normands. Le pays dévasté alternativement, la moindre partie en fut cultivée. & le reste devint pâturages ou forêts. Les rois Normands s'emparèrent des forêts, y établirent un droit de chasse exclusif, & laisserent aux rivo-

rains le privilege de parcours dans ces forêts ; & à l'égard des prairies , des terres incultes & friches , elles restèrent sans autre usage que celui de la pâture.

La prescription forma insensiblement le droit qu'ont les villes & les villages , d'envoyer leurs bestiaux paître dans ces vastes plaines , qui sont restées incultes , & dans les forêts que la consommation & la négligence ont réduites à n'être couvertes que de bruyères , de genêts , & d'une herbe très fine qui nourrit une grande quantité de moutons.

Il suit de cet exposé que les communautés ne possèdent en Angleterre qu'un droit de parcours dans des terres incultes , puisque les forêts sont au roi ou à des particuliers qui les tiennent par concession de la couronne , & que ces communautés n'ont point de terres labourables , ni de prairies où elles puissent faire une récolte de foin. Chacun d'ailleurs peut enclore son héritage , & en interdire l'accès à tout autre bétail que le sien.

Les communautés , ainsi bornées au droit de parcours , ne peuvent diviser entre les particuliers qui les composent , les terres qui y sont assujetties. Le seigneur ne peut , de son côté , obtenir ce partage , à moins qu'il n'achete l'intérêt des communautés , & ne s'en fasse faire une cession en tout ou en partie , sur laquelle il obtient un acte du parlement , qui homologue son contrat , & il y a peu de sessions du parlement qui n'accordent ces sortes de grâces à différents particuliers.

Depuis plus de cent ans , il s'est octroyé un si grand nombre de ces permissions de partager & d'enclore les communes , qu'on estime qu'il y a actuellement un tiers en sus de terres labourables , de ce qu'il y en avoit avant cette époque. On attribue , en grande partie , à ces défrichements , la

quantité de bled, que l'Angleterre exporte annuellement, & les partisans de ce système assurent que le labourage, loin de diminuer le nombre des moutons, en a fait doubler la quantité.

Malgré cette utilité apparente, le respect qu'on est obligé d'avoir en Angleterre pour tout droit de propriété, n'a pas permis de faire sur cette matière aucun règlement général : mais seulement des actes particuliers homologués en parlement : tel est l'acte de 1680 & autres : ainsi la législation s'est toujours contentée de favoriser les arrangements particuliers qui se sont faits, & dont l'opposition d'un seul des intéressés pouvoit arrêter l'accomplissement.

Pour obtenir un acte de parlement qui permette d'enclorre ce qu'on appelle en Angleterre, *common-fields*, c'est-à-dire, des champs où les terres des particuliers se trouvent enclavées les unes dans les autres, il est nécessaire d'avoir les deux tiers des voix du village, & ces deux tiers doivent en outre posséder les quatre cinquièmes du revenu total des fonds à enclorre. L'acte établit des commissaires pour présider au partage demandé, lesquels choisissent un certain nombre de notables, qui n'ont aucune possession ni aucun établissement dans l'endroit. Ces notables, après avoir estimé la valeur respective de toutes les terres, les divisent en autant de portions qu'il y a d'habitants, & assignent à chacun d'eux l'équivalent de ce qu'il possédoit auparavant. Dans cette répartition, ils ont autant égard à la qualité des terres, qu'à leur quantité, & si les commissaires ratifient leur ouvrage, chaque particulier est obligé de se conformer au résultat de leurs opérations.

Ce partage des communes souffre beaucoup plus de difficultés, parce qu'il y a quelquefois cinq ou six villages qui y sont intéressés, & dont les suffrages ne peuvent s'unir qu'avec des peines.

Infinies ; aussi les enclos des communes sont-ils moins fréquents que les autres.

Autrefois l'on ne donnoit aux enclos qu'une étendue médiocre , qui passoit rarement un *acre* ou dix acres : mais on en fait aujourd'hui qui contiennent jusqu'à cent acres. Les fermiers expérimentés n'approuvent point des enclos si vastes ; ils leur trouvent trop de ressemblance avec les rases campagnes , & ils prétendent même que la récolte sera d'autant plus abondante , que les enclos auront moins d'étendue , sur-tout dans les terres médiocres , telles que les sablonneuses & les graveleuses , &c. où les petits enclos sont indispensables , parce qu'ils y entretiennent l'humidité ; dont elles ont absolument besoin.

Indépendamment de l'avantage qu'ont les terres encloses sur les rases campagnes , en fournissant des abris au bétail qu'il retient dans le champ , en empêchant les grains de verser , & en les défendant contre les irruptions des bestiaux , des passants & des chasseurs ; ces terres sont encore moins sujettes aux déchirures formées par les torrents d'été , si fréquents dans les campagnes d'Angleterre. Elles fournissent aux propriétaires du bois pour bâtir & pour brûler , des fruits pour faire du cidre , du gland & des saignes pour les pourceaux. On ajoute que les terres deviennent une ressource continuelle pour les pauvres , par les travaux qu'elles exigent , soit pour planter les haies , les réparer & les émonder , soit pour creuser & entretenir les fossés qui les entourent , soit pour faire ou relever les barrières : mais ce que les Anglois regardent comme un avantage qui surpasse tous les autres , c'est que chaque particulier , au moyen de la réunion de toutes les terres qui lui appartiennent , a la liberté de suivre l'agriculture qui lui convient , sans être obligé de s'astreindre aux divers sols où elles se trouvoient au-

paravant, & comme est tenu de faire celui qui habite les provinces dont les terres ne sont point encloses : aussi une terre qui a une haie se vend-elle, pour cela seul, le double d'un champ ras de même étendue & de même qualité.

Quoique la législation favorise par toutes sortes de moyens le partage des terres; & que depuis 150 ans que l'on a commencé à former des enclos dans la province de Norfolk, ils se soient multipliés à l'infini dans tous les comtés du royaume, beaucoup d'Anglois zélés pour le bien de leur pays, ont cependant écrit contre l'accroissement des enclos, sur-tout à l'égard des communes : voici à peu près les raisons qu'ils allèguent.

Dans les paroisses encloses, *disent-ils*, on observe que les fermes rases de labour deviennent des fermes de pâtures, depuis qu'on a défendu l'importation du bétail d'Angleterre en Irlande, qui montoit à 60,000 pieces de bétail par an; depuis que le commerce du cuir s'est accru; depuis que l'on approvisionne en Angleterre presque toute la marine militaire & marchande du royaume; depuis que les manufactures de laine, augmentées à un point extravagant, ont exigé que le nombre des moutons fût quadruplé; depuis tout cela, les pâturages artificiels se sont répandus de toutes parts, & le labour a diminué en proportion. Cette méthode de faire valoir la terre, est plus aisée & plus profitable que la première. Chaque piece de terre enclose devient un parc pour les bestiaux : & une ferme de pâtures ne demande pas la quatrième partie des bras nécessaires à une ferme de labour.

La conséquence, qui doit résulter d'un pareil changement de culture, est aussi évidente que fâcheuse. Les paroisses, dans lesquelles les prés artificiels prennent le dessus, se dépeuplent, & les

pauvres en sont chassés dans les paroisses non encloses, qui ont besoin d'un grand nombre de bras. Il est constant que la réparation des haies & l'entretien des fossés ne peuvent fournir une occupation constante, même à un petit nombre de journaliers : & que d'ailleurs cet emploi passager ne sauroit entrer en comparaison, avec le travail lucratif & non interrompu, que la garde des bestiaux, les façons & les transports des grains procuroient auparavant à un grand nombre d'habitants.

Les paroisses encloses sont en général, je l'avoue, d'un plus grand revenu, que celles où il n'y a point de haies : mais on a observé que, dans la taxe des pauvres, elles paient beaucoup moins que les dernières.

On pourroit encore citer plusieurs défavantages physiques, qui résultent de la multiplicité des enclos. L'ombre des arbres est fort nuisible aux grains & aux herbages, & l'eau qui dégoutte de leurs feuilles, en tenant l'herbe continuellement trempée, la rend amère & l'empêche de croître. On ne parle point de la perte du terrain qu'occasionne cette grande quantité de haies & de rideaux artificiels.

À l'égard des communes encloses, toutes ces raisons existent & avec encore plus de force, & il y en a plusieurs autres qui leur sont particulières. Les anciennes loix Angloises défendent l'accroissement des enclos ; & ce qu'on appelle aujourd'hui amélioration, passoit alors pour dépopulation. Le roi Henri VII se plaint, dans un de ses statuts, que l'isle de Wight se trouve dépeuplée par le trop grand nombre de prairies & de pâtures qu'on y a introduit ; & ordonne en conséquence la démolition de tous les rideaux artificiels qui les entourent. Un autre statut de ce prince fixe le nombre d'arpents dont une ferme doit

être composée , & enjoit en même temps de bâtir une habitation sur chaque mesure depuis 30 jusqu'à 50 acres , dans treize des plus fertiles provinces d'Angleterre. Une des fautes du regne d'Elisabeth a été d'avoir porté atteinte à ce dernier reglement , en limitant le nombre de ces habitations , de maniere que peu de personnes aient droit d'en bâtir. Cet acte & celui de la cinquième année de son regne , où l'admission aux apprentissages dans les manufactures de laine se trouve restreinte aux fils de ceux qui sont maîtres ou qui ont un certain revenu , sont regardés par les Anglois comme l'origine du grand nombre de pauvres en Angleterre , & des taxes immenses destinées à leur entretien.

Le droit de communes attaché à la plupart des paroisses d'Angleterre est une bonne politique , parce qu'il assure aux plus pauvres un intérêt inaliénable dans le pays , qui ne peut jamais être égalé par la portion qu'ils auroient dans les communes , si on en permettoit le partage. Si cependant quelques habitants riches veulent y parvenir , ils ont toujours des ressources pour obtenir des pauvres qu'ils vendent leur droit , & c'est leur facilité qui a été une des causes de l'accroissement des fermes jusques à 3000 , 4000 & 6000 acres. Comme elles s'augmentent journellement , elles contribuent plus qu'aucune autre chose à la dépopulation du royaume. On a calculé qu'une ferme ne devoit pas excéder 1000 acres , pour que le fermier , en faisant son profit particulier , fasse aussi celui de son pays , & on a proposé d'établir en Angleterre une ancienne loi romaine , qui fixoit le nombre des mesures de terre qu'on pourroit prendre à ferme : ou plutôt on a proposé de renouveler la sage ordonnance d'Henri VII.

On peut conclure de cet exposé qu'il n'est point de pays où les enclos ne doivent se faire avec

beaucoup de circonspection , & qu'il ne faut en aucune maniere permettre le monopole destructeur des grandes fermes. Il est toujours imprudent de mettre les pauvres dans la puissance d'aliéner les intérêts qu'ils tiennent de leur naissance , car toute administration sage n'épargnera rien pour attacher à la patrie les citoyens même les plus pauvres , elle inventera , s'il est nécessaire , de nouveaux moyens de les y fixer , parce que la force d'un pays consiste moins dans la qualité des habitants , que dans le nombre de sujets intéressés à le défendre.

PARAGRAPHE IX.

De la taxe sur les maisons & sur les fenêtres.

Cette taxe fut établie en 1696 & n'étoit d'abord qu'annuelle : mais en 1706 on la rendit perpétuelle. Dans son origine chaque maison étoit taxée à 2 schel. & on y ajoutoit 4 sch. pour celles qui avoient plus de dix fenêtres , & 8 sch. pour celles qui en avoient plus de 10. Cette taxe a été changée & augmentée successivement , jusqu'en 1756 où celle sur les maisons fut fixée à 3 sch. & en 1763 où celle sur les fenêtres , en exemptant toute maison qui avoit sept fenêtres , imposa celles qui en avoient 8 à un schelling pour chacune, & à 18 sous pour chaque sur toute maison qui en avoit plus de huit.

Le règlement qui subsiste aujourd'hui laisse la taxe des maisons à 3 sch. mais établit une proportion bien plus détaillée dans l'imposition mise sur les fenêtres. Elle veut que toute maison paie pour chacune, savoir celle qui en a sept, 2 f. ; huit, 6 f. ; neuf, 8 f. ; dix, 10 f. ; onze, 1 sch. douze, 4 f. ; treize, 16 f. ; de quatorze à dix-neuf, 18 f. ; vingt, 19 f. ; vingt-une, 20 f. ; vingt-deux, 21 f. ; vingt-

trois, 22 f. ; vingt-quatre, 23 f., & 25 & au-dessus
2 sch. par fenêtre.

Toute maison qui ne paie pas les charges paroissiales, principalement la taxe pour les pauvres, n'est pas sujette à celle des fenêtres ; ces sortes de maisons sont appelées *cottages*, nom que l'on donne aux maisons de Londres, dont la rente ne va pas à 10 l. st. & dans les villes de provinces à celles dont le loyer ne monte pas à 20 sch. par an.

Le nombre des maisons dans l'Angleterre, & le pays de Galles, lorsqu'on établit cette taxe en 1696, fut trouvé dans la proportion suivante.

Dans les cités & les villes.

Maisons sujettes à la taxe. . . .	249,380
Pauvres.	65,696

314,476

Dans les paroisses de la campagne.

Maisons sujettes à la taxe.	589,314	} 785,593
Pauvres.	196,279	

1,100,069

Les commissaires nommés pour la taxe des terres, le sont en même temps pour celle des fenêtres, & les collecteurs de l'une & de l'autre sont choisis de la même manière : mais le produit de celle-ci rentre presque tout entier dans l'échiquier, par le peu de dépenses qu'exige la façon de la lever.

Ces différents détails sur les principales branches du revenu du roi d'Angleterre, intéressants par eux-mêmes, m'ont paru capables de démontrer

l'importance dont seroit l'emploi de grand trésorier s'il subsistoit encore , & quelle influence doit avoir dans les affaires générales de ce royaume , le sujet que la bienveillance du roi met à la tête du bureau qu'on a substitué pour en remplir les fonctions.

ARTICLE IV.

Du président du conseil privé.

Ce grand officier de la couronne tire son nom de sa principale fonction , qui est de proposer au conseil les affaires sur lesquelles il doit délibérer & de rendre compte au roi de ce qui s'y est passé. Cette place , plus honorable que lucrative , est occupée à présent par le Lord Granville Levison comte Gower.

Comme selon l'expression du pays , le conseil privé est le premier mobile du gouvernement Anglois , je crois nécessaire d'en donner ici une connoissance exacte.

SECTION I.

Du conseil privé.

Ce conseil , aussi ancien que respecté , décideoit autrefois quantité d'affaires , qu'il a depuis entièrement abandonnées aux cours de judicature , & il ne s'occupe absolument aujourd'hui que des intérêts de l'état.

Toute personne née en Angleterre , ou hors du royaume , mais de parents Anglois , peut avoir séance dans ce conseil , s'il plaît au roi de l'y appeler , car le Monarque a seul le droit d'en choisir les membres , qui n'y ont pas un rang acquis par leur naissance , ou par les emplois qu'ils remplissent. Les premiers sont les princes du sang , & les

seconde font l'archevêque de Cantorbéry qui y a le pas sur le grand chancelier, qui suit l'archevêque d'Yorck qui précède tous les ducs, le seigneur du sceau privé, les chambellans & vice-chambellans du roi & les secrétaires d'état.

Quoique l'entrée à ce conseil ne soit pas absolument attachée aux charges des premiers seigneurs de la trésorerie, de l'amirauté, du commerce & des plantations; ni aux places de grand chambellan, de grand juge, de chancelier de l'échiquier, de l'orateur des communes, du grand maître & du grand écuyer de la maison du roi, cependant il est très-rare qu'elle ne leur soit pas accordée, sur-tout au premier seigneur de la trésorerie, dont la charge est proprement celle d'un premier ministre.

Un conseiller privé, ne fût-il que simple gentilhomme, a le pas sur tous les baronnets & les chevaliers, sur tous les fils puînés des vicomtes & des barons, & sa place lui donne le titre de *très-honorable*. On ne peut mieux connoître l'importance des fonctions attachées à cet emploi, qu'en prenant une idée du serment que doit prêter tout sujet choisi par le souverain pour les remplir.

Il porte en substance que, dans toutes les affaires qui seront portées au conseil, il donnera son avis avec toute l'intelligence & la sagesse dont il sera capable, n'ayant en vue que l'honneur du roi & le bien du public, sans écouter aucun de ces mouvements, que peuvent faire naître l'affection, l'amour ou la crainte, & en évitant avec soin de se laisser corrompre: qu'il n'épargnera aucun effort pour mettre à exécution les arrêtés du conseil, en résistant même à ceux qui voudroient y mettre obstacle; & enfin qu'il exécutera tout ce qu'un bon conseiller doit à son souverain.

Le roi, de l'avis de son conseil privé, publie des proclamations qui, en Irlande & dans les Colonies, obligent indistinctement tous les sujets: mais

mais qui dans la grande-Bretagne, n'ont de force qu'autant qu'elles ne se trouvent en opposition, ni avec les statuts, ni avec les coutumes du royaume.

Comme il n'a jamais paru aucune proclamation sur un objet plus important que celle que fit publier le Monarque régnant, pour, de l'avis de son conseil privé, disposer d'une manière absolue, des concessions faites à l'Angleterre, par le traité de Fontainebleau, du 10 février 1763, j'en vais donner la traduction.

« D'autant que nous avons pris en considération les acquisitions importantes & étendues en Amérique, qui ont été assurées à notre couronne, par le dernier traité de paix définitive, conclu à Paris le 10 de février dernier; & ayant envie que tous nos sujets bien-aimés, tant ceux de nos royaumes que de nos colonies en Amérique, puissent se prévaloir, avec la promptitude convenable, des grands avantages qui doivent résulter de ces acquisitions, en faveur de leur commerce, de leurs manufactures & de leur navigation; nous avons jugé à propos, de l'avis de notre conseil privé, de publier cette proclamation royale, par laquelle nous déclarons & faisons savoir à tous nos sujets bien-aimés, que nous avons, de l'avis de notre-dit conseil privé, accordé nos lettres patentes, sous notre grand sceau de la grande-Bretagne, pour ériger, dans les pays & îles qui nous ont été cédés, & confirmé par ledit traité, quatre gouvernements séparés & distincts, qui seront désignés par les dénominations de *Quebec*, *Floride-orientale*, *Floride-occidentale* & *Grenade*, lesquels seront limités & bornés, ainsi qu'il suit.

» 1°. Le gouvernement de *Quebec* borné sur la côte de Labrador par la rivière S. Jean, & de là par une ligne tirée de la source de cette rivière au travers du lac S. Jean, à l'extrémité méridionale

du lac Nipissin, d'où ladite ligne traversant le fleuve S. Laurent, & le lac Champlain au 45^e degré de latitude septentrionale, cotoiera la hauteur des terres qui divisent les rivières qui se déchargent dans ledit fleuve S. Laurent, d'avec celles qui tombent dans la mer ; comme aussi la côte du nord de la baie des Chaleurs & la côte du golfe S. Laurent jusqu'au cap Rosiers ; & de-là traversant l'embouchure du fleuve S. Laurent par l'extrémité occidentale de l'île d'Anticosti, cettedite ligne se terminera à la rivière S. Jean déjà nommée.

» 2^o. Le gouvernement de la Floride-orientale sera borné, vers l'ouest, par le golfe du Mexique & par la rivière Apalachicola ; vers le nord, par une ligne tirée de la partie de cette rivière, où celles de Chatabouchée & de Flint se joignent, à la source de la rivière Ste. Marie, & par le cours de cette même rivière jusqu'à l'océan Atlantique, & vers l'ouest & le sud par l'océan Atlantique & le golfe de la Floride, en y comprenant toutes les îles qui sont à 6 lieues des côtes.

» 3^o. Le gouvernement de la Floride-occidentale sera borné du côté du sud par le golfe du Mexique, en y renfermant toutes les îles qui sont à 6 lieues des côtes, depuis la rivière Apalachicola jusqu'au lac Pontchartrain ; à l'ouest par ledit lac, celui de Maurepas & le fleuve Mississipi ; vers le nord, par une ligne tirée de la partie du fleuve Mississipi qui est au 31^e degré de latitude septentrionale, jusqu'à la rivière Apalachicola ou Chatabouchée, & vers l'est par la même rivière.

» 4^o. Le gouvernement de la Grenade, qui comprendra l'île de ce nom, avec les Grenadines, & les îles de la Dominique, S. Vincent & Tobago.

» Afin que la pêche de nos sujets puisse s'étendre & s'exercer librement & ouvertement sur la côte Labrador & les îles adjacentes, nous avons jugé convenable, de l'avis de notre dit conseil

privé, de mettre sous l'inspection & sous le soin de notre gouverneur de Terreneuve, toute la côte, depuis la rivière S. Jean jusqu'au détroit d'Hudson, ensemble avec les isles d'Anticosti & de la Magdeline, & autres petites adjacentes à cette côte.

» Nous avons aussi, de l'avis de notredit conseil privé, jugé convenable d'annexer à notre gouvernement de la nouvelle Ecosse, les isles de S. Jean & de Cap-Breton, ou isle royale, avec celles qui y sont adjacentes.

» Nous avons aussi, de l'avis de notredit conseil privé, annexé à notre province de Géorgie, toutes les terres comprises entre les rivières d'Attamaha & de Ste Marie.

» Et d'autant que ce sera contribuer au prompt établissement de nos nouveaux gouvernements susdits, si nos sujets bien-aimés sont informés de notre soin paternel pour assurer la liberté & les possessions de ceux d'entr'eux qui sont établis ou qui par la suite pourront s'établir dans l'étendue de ces gouvernements, nous avons jugé convenable de publier & déclarer, comme nous le faisons dans notre présente proclamation, que, dans les lettres patentes sous notre grand sceau de la grande-Bretagne, par lesquelles lesdits gouvernements sont constitués, nous avons expressément donné pouvoir aux gouverneurs respectifs de nosdites colonies, & les avons munis des instructions nécessaires, pour que, dès l'instant & aussi tôt que l'état & les circonstances desdites colonies pourront le permettre, lesdits gouverneurs, de l'avis & avec le consentement des membres de notre conseil, puissent respectivement chacun dans leur gouvernement sommer & convoquer des assemblées générales, dans la forme & manière usitées & suivies dans les colonies & provinces de l'Amérique, qui sont sous notre gouvernement

immédiat. Nous avons pareillement donné pouvoir auxdits gouverneurs, avec le consentement de notredit conseil, & celui des représentants du peuple convoqués comme il vient d'être dit, d'établir & de rédiger des loix, statuts & ordonnances, pour la tranquillité du public, le bien-être & la bonne administration de nosdites colonies, ainsi que des habitants d'icelles; pourvu néanmoins qu'ils se conforment, autant qu'il leur sera possible, aux loix d'Angleterre, aux réglemens & aux restrictions qui sont en usage dans les autres colonies : & en attendant & jusqu'à ce que les assemblées ci dessus indiquées puissent être convoquées ainsi qu'on vient de le dire, toutes personnes qui habiteront ou qui fréquenteront cesdites colonies, peuvent se confier en notre protection royale qui entend les faire jouir de tous les avantages qu'accordent les loix de notre royaume d'Angleterre : & à ces fins nous avons donné pouvoir sous notre grand sceau, aux gouverneurs respectifs de nosdites colonies, d'ériger & de constituer des cours de judicature & de justice publique dans nosdites colonies, pour ouïr & décider toutes causes, tant civiles que criminelles, suivant la loi & l'équité, & en se conformant, autant qu'il sera possible, aux loix d'Angleterre, avec liberté à toutes personnes, qui pourront se croire lésées par les sentences desdites cours, d'en appeller à nous siégeant dans notre conseil privé, selon les limitations & restrictions d'usage.

» Nous avons pareillement jugé convenable, de l'avis de notre conseil privé, de donner aux gouverneurs de nos trois colonies susdites, aidés des conseils qu'ils auront établis, comme il est spécifié ci dessus, plein pouvoir & autorité de convenir & transiger avec les habitants de nosdites nouvelles colonies & avec toutes autres personnes qui s'y établiront, pour les pays, terres & héri-

tages , dont il est en noire puissance de disposer actuellement, ou dont nous pourrions disposer par la suite , & de les concéder à telles personnes qu'ils choisiront , aux termes & conditions modérées de cens , servitudes & hommages qui sont en usage dans nos autres colonies , & sous telles autres conditions qui nous paroîtront nécessaires & convenables à l'avantage des concessionnaires , & à l'établissement ainsi qu'à l'amélioration de nos dites colonies.

» Et d'autant que nous souhaitons avec ardeur de témoigner , en toutes occasions , combien nous sommes satisfaits de la conduite & de la valeur des officiers & soldats de nos armées , & avec quelle sincérité nous voulons les récompenser , nous ordonnons par celle-ci à nos gouverneurs de nos trois colonies susdites & à tous nos autres gouverneurs de nos diverses provinces dans le continent de l'Amérique septentrionale , que nous autorisons à cet effet , de concéder , sans aucun droit & sans aucune rétribution , à ceux des officiers réformés qui ont servi en Amérique durant la dernière guerre , & à ceux des soldats ordinaires qui ont été ou qui seront licenciés en Amérique , qui y résident effectivement & qui comparoîtront en personne à cet effet , les quantités suivantes de terre , lesquelles à l'expiration d'un terme de dix ans , seront assujéties aux mêmes cens que les autres terres de la province dans laquelle elles seront enclavées , comme aussi elles seront assujéties aux mêmes conditions de culture & d'amélioration : savoir.

» A chaque personne ayant le rang d'officier général 5000 acres.
 » A chaque capitaine. 3000 acres.
 » A chaque officier subalterne ou de l'état major 2000 acres.

» A tout officier sans brevet . . . 200 acres.

» A chaque soldat 50 acres.

» Nous autorisons parcelllement les gouverneurs & commandants en chef de toutes nosdites colonies sur le continent de l'Amérique septentrionale, à concéder les mêmes quantités de terre, & aux mêmes conditions, à ceux des officiers réformés de notre marine, selon le rang susdit dans lequel ils auront servi à bord de nos vaisseaux de guerre de l'Amérique septentrionale, lors de la réduction de Quebec & de Louisbourg, qui comparoîtront en personne devant nos gouverneurs respectifs, pour en réclamer l'obtention des susdits avantages.

» D'autant qu'il paroît juste, raisonnable & essentiel à notre intérêt, ainsi qu'à la sûreté de nos colonies, que les diverses tribus de sauvages, avec lesquelles nous avons des liaisons, ou qui vivent sous notre protection, ne soient ni molestées ni troublées dans la possession des parties de nos territoires & domaines qui, ne nous ayant point été cédées, ou qui n'ayant point été par nous achetées, leur sont réservées pour pays de chasse, nous déclarons, de l'avis de notre conseil privé, que c'est notre bon plaisir & notre volonté royale que nul de nos gouverneurs ou commandants en chef d'aucune de nos colonies de Quebec, Floride-orientale ou occidentale n'aie la témérité, sous quelque prétexte que ce puisse être, d'octroyer aucune permission d'arpenter de pareils terrains, ou d'accorder aucune patente pour des terres, qui ne sont point renfermées dans les bornes de leurs gouvernements respectifs, telles qu'elles ont été spécifiées ci dessus: comme aussi qu'aucun gouverneur ou commandant en chef, dans aucune de nos autres colonies ou plantations en Amérique, ne s'ingere pour le présent, & jusqu'à ce que notre bon plaisir à ce sujet lui soit manifesté,

d'accorder des permissions d'arpenter ou de concéder la moindre partie des terres, qui sont au-delà des sources ou origines d'aucune des rivières, qui tombent dans l'océan Atlantique de l'ouest & du nord-ouest; ou de celles qui, ne nous ayant point été cédées, ou n'ayant point été par nous achetées, sont réservées auxdits sauvages en commun ou par aucun d'eux en particulier.

» Nous déclarons de plus que c'est notre bon plaisir & notre volonté royale, pour le présent, ainsi qu'il est dit ci-devant, de réserver sous notre souveraineté, protection & domaine, pour l'usage desdits sauvages, tous les pays & territoires qui ne sont point compris dans les limites de nos trois gouvernements susdits, non plus que dans celles des terrains concédés à la compagnie de la baie d'Hudson; comme aussi tous les pays & territoires qui sont à l'ouest des sources des rivières qui tombent dans la mer, en venant de l'ouest & du nord-ouest, ainsi qu'il est ci-devant dit; & nous faisons par cette présente très-expresses inhibitions & défenses à tous nos sujets bien-aimés, sous peine d'encourir notre déplaisir, de faire aucun achat ou établissement quelconque, dans aucun des pays ci-dessus réservés, sans avoir préalablement à cet effet obtenu notre permission particulière.

» Nous voulons de plus, & c'est notre ordre spécial, que toutes personnes, de quelque rang qu'elles soient, qui volontairement ou par inadvertance se feroient établies, dans aucun des pays ci-dessus exceptés, ou sur aucuns autres terrains qui ne nous ayant point été cédés ni par nous spécialement achetés, sont encore réservés pour lesdits sauvages, ainsi qu'il est dit ci-dessus, aient à s'en retirer incessamment & à abandonner les établissements qu'elles pourroient y avoir faits.

» D'autant que dans l'achat des terres des sauvages, il s'est commis de grandes fraudes & de grands abus, au grand préjudice de nos intérêts & de manière à dégoûter les sauvages de notre alliance ; pour empêcher à l'avenir des procédés aussi irréguliers, & afin que les sauvages puissent être convaincus de notre justice & du desir sincere que nous avons de leur ôter toute cause raisonnable de mécontentement, de l'avis de notre conseil privé, nous défendons strictement à tout particulier, de faire l'achat d'aucune partie des terres réservées pour lesdits sauvages, dans les portions de nos colonies, où nous avons jugé à propos de permettre qu'on s'établît. Mais si, dans aucun temps, quelques-uns de ces sauvages étoient volontairement disposés à se défaire des terres qui peuvent leur appartenir, elles ne seroient achetées que par nous & en notre nom, dans une assemblée ou convocation particulière desdits sauvages, laquelle se tiendrait à cet effet par le gouverneur ou commandant en chef des colonies dans le district desquelles elles se trouveroient situées : & au cas qu'elles fussent dans les limites d'un gouvernement sujet à un ou à plusieurs propriétaires, elles seroient achetées pour l'usage & au nom de ce propriétaire ou de ces propriétaires seulement, conformément aux instructions & arrangement que nous ou eux jugerions convenables à cet effet.

» Nous déclarons de plus & ordonnons, de l'avis de notre conseil privé, que le commerce avec lesdits sauvages sera libre, & ouvert à tous nos sujets quelconques ; pourvu que chacune des personnes qui auront envie de commercer avec eux, en prenne la permission du gouverneur ou du commandant en chef de la colonie de sa résidence, laquelle per-

mission ne pourra lui être accordée qu'en donnant caution de se conformer à tous les réglemens que dans aucun temps nous jugerons convenable de faire à ce sujet, soit par nous, soit par des commissaires chargés de nos pouvoirs; & pour conduire & diriger ce commerce d'une manière avantageuse, nous donnons pleine autorité, enjoignons & prescrivons à tous nos gouverneurs & commandans en chef de nos colonies respectives, tant de celles qui sont sous notre gouvernement immédiat, que de celles qui se trouvent sous l'administration de particuliers qui en sont propriétaires, d'accorder ces permissions sans exiger ni droits ni rétributions, & d'avoir l'attention particulière d'y insérer la clause que la permission sera nulle & de nul effet, & que les effets servant de caution seront confisqués, si celui à qui elle est accordée venoit à refuser ou à négliger d'observer les réglemens que nous pourrions juger à propos de prescrire, ainsi qu'il est ci-devant dit.

» De plus nous enjoignons expressément à tous nos officiers, tant militaires, que ceux qui sont préposés à la conduite & à la direction des affaires des sauvages dans les territoires réservés pour leur usage, de saisir & prendre toutes personnes quelconques, qui étant accusées de haute trahison, ou qui, ayant connoissance d'un crime d'état ne l'auront point révélé, ou qui étant accusées de meurtres ou d'autres offenses capitales, se réfugioient dans lesdits territoires pour se soustraire à la justice, & de les envoyer, sous une escorte convenable, dans la colonie où le crime, dont ces personnes sont accusées, aura été commis, afin que leur procès leur soit fait & parfait jusqu'à sentence définitive.

» Donné en notre cour de S. James, le sept du

mois d'octobre 1763, la troisieme année de notre regne. ”

Le lecteur conviendra facilement que le despote le plus absolu ne peut disposer, d'une maniere plus arbitraire, que le fait le monarque Anglois dans cette proclamation, des intérêts considérables pour son pays. Je ne pouvois donc rien choisir qui donnât une idée plus majestueuse de l'étendue de puissance que le conseil privé exerce sur l'Irlande & les Colonies.

C'est à la tête de ce conseil qu'est le grand officier de la couronne, qui en a le titre de président, quoiqu'il n'y prenne séance qu'après les Princes du sang, les deux archevêques & le grand chancelier.

Cet emploi est un des plus anciens du royaume, puisque sa création remonte jusqu'au temps du roi Jean, qui vivoit dans le douzieme siecle. Celui qui en est revêtu, l'obtient en vertu d'une patente scellée du grand sceau; ce qui n'empêche pas cependant que le souverain ne puisse l'en dépouiller à sa volonté.

Tous les membres du conseil privé doivent s'y rendre quand le roi les y appelle: mais il est rare, qu'ils y soient tous mandés. Il faut pour cela de ces occasions extraordinaires, telles que l'avènement du monarque au trône ou la déclaration de son futur mariage; car sans cela, ce conseil n'est ordinairement composé que d'un petit nombre de personnes, qui forment alors ce qu'on appelle le conseil du cabinet. C'est celui-ci qui examine, discute & décide les affaires les plus secretes & les plus importantes, & ceux qui le composent sont communément les princes du sang, les deux archevêques, le chancelier, le président, le lord du sceau-privé, les chambellans & vice-chambellans du roi, le premier seigneur de la trésorerie & les secretares d'état.

Comme le département de ces derniers est d'une très-grande importance, j'en parlerai à part, après que j'aurai donné la liste de ces sujets précieux qui composent actuellement le conseil privé.

On remarquera que je désignerai, par des chiffres les appointements attachés aux offices de la plupart d'entr'eux, par les lettres, J. ceux qui sont chevaliers de la jarretière; B. les chevaliers du bain; C. ceux du chardon, & par un P. les membres du conseil privé qui n'étant point pairs d'Angleterre ont séance dans l'une ou l'autre des deux chambres du parlement.

Liste des membres du conseil privé.

1. S. A. R. Guillaume Henri Duc de Gloucester. J.
2. S. A. R. Henri Frédéric Duc de Cumberland. J.
3. Le docteur Frédéric de Cornwallis, oncle du comte de ce nom, archevêque de Cantorbery. 2682 l. 12 s. 2 d.
4. Henri Bathurst grand chancelier. 10,000 l.
5. Le docteur Robert Drumond, frere du comte Kinnoul, archevêque d'Yorck & grand aumônier. 1600 l. 10 s.
6. Granville Leveson Gower comte Gower président. J.

Ducs.

7. Edouard Seymour duc de Sommerfet.
8. Charles Lenox duc de Richmond, Lenox & Aubigny.
9. Auguste-Henri Fitzroi duc de Grafton, lord du sceau privé. 1500 l. J.
10. Henri Powlet duc de Bolton amiral. 1277 l. 10 s.
11. Thomas Osborne duc de Leeds. J.

60 O B S E R V A T I O N S

12. George Spencer duc de Malborough.
13. Jean Manners duc de Rutland. . . . J.
14. Charles Douglas grand juge d'Ecosse.
2000 l
15. Peregrine Bertie duc d'Ancaſtre grand cham-
bellan d'Angleterre & grand écuyer du roi.
1266 l. 13 ſ. 4 d.
16. Guillaume Henri Cavendiſche Bentinck duc de
Portland.
17. Henri Tienes Pelham Clinthon duc de
Newcaſtle. . . . J.
18. Henri Percy duc de Northumberland. . . J.
19. Charles Watſon Wentworth marquis de
Rockingham. . . . J.

Comtes d'Angleterre.

20. Guillaume Talbot comte Talbot, grand-mai-
tre de la maïſon du roi. 1560 l.
21. François Huſtings comte Huntingdon.
22. Henri Howard comte Suffolk, ſecrétaire d'état
pour le département du nord. 6000 l.
23. Baſile Fielding comte Deubigh, lord de la
chambre. 1000 l.
24. Philippe Dor. Stanhope comte Cheſterfield. . J.
25. Jean Montagu comte Sandwich, premier lord
de l'amirauté 3 00 l.
26. Robert d'Arcy comte Holderneſſe amiral des
5 ports.
27. George Henri Lee comte Lichtfield, capitaine
des gentilſhommes penſionnés 1000 l.
- 28 Richard Lumley Saunderſon comte Scarborough
député du grand maréchal d'Angleterre.
29. Guillaume Henri Naſſau de Zuſteſtein comte
de Rocheford, ſecrétaire d'état pour le dépar-
tement du Sud. 6000 l.
30. George Keppel comte Albemarle. . . . J.
31. Buſſey Villiers comte Jerſey lord de la cham-
bre. 1000 l.

32. Guillaume Legge comte Darmouth.
33. Guille. Hervey comte Bristol, gentilhomme de la garderobe. 2000 l.
34. George Fermor comte Pomfret, seigneur de la chambre. 1000 l.
35. Jean Ashburnham comte Ashburnham, conservateur de la grande garderobe. 1000 l.
36. Jean Hobart comte Buckingham.
37. Henri Arthur Herbert comte Powis.
38. Richard Grenville Temple comte Temple. J.
39. Simon Harcourt comte Harcourt, ambassadeur auprès du roi très chrétien. 24000 l.
40. François Seymour Conway comte Hertford, grand chambellan de sa majesté. 1200 l. . J.
41. Charles Cornwallis comte Cornwallis.
42. Philippe Yorke comte Hardwicke.
43. Rober Henley comte Northington.
44. Etienne Fox comte Ilchester.
45. Guillaume Pitt comte Chatham.

Comtes d'Ecosse.

46. Jean Campbell comte Breadalbane. B.
47. Hugh Hume comte Marchmond, garde du grand sceau d'Ecosse. 1000 l. . P.
48. Jean Stewart comte Bute . P. . J.

Comtes d'Irlande.

49. Guillaume Ponsonby comte Bessborough. P.
40. Ralph Verney comte Verney. . P.
51. Wills Hill comte Hillsborough, secretaire d'état pour les colonies. 6000 l. . P.
52. Guil. Perry comte Shilburne. . P.
53. Perry Wyndham Obrien comte Thomond. P.

Vicomtes d'Angleterre.

54. George vicomte Townshend viceroi d'Irlande.

55. Thomas Thynne vicomte Weymouth.
 56. Hugues Boscawen vicomte Falmouth, capitaine des Hoquetons de la garde. 1000 l.

Vicomtes d'Irlande.

57. Richard vicomte Howe contre-amiral. . P.
 58. Guillaume Wildman comte Barington, secrétaire de la guerre. P.
 59. Jean vicomte Batman. P.
 60. Robert Nugent vicomte Clare, un des vice-trésoriers d'Irlande. 2000 l. P.

Barons d'Angleterre.

61. Le docteur Richard Terrick évêque de Londres. 1000 l.
 62. François d'Ashwood lord Despencer, l'un des maîtres des postes. 2000 l.
 63. Jean lord Berkeley de Stralton.
 64. Allen lord Bathurst.
 65. George lord Edgcumbe, un des vice-trésoriers d'Irlande. 2000 l.
 66. Thomas Villiers lord Hyde.
 67. Guillaume Murray lord Mansfield, grand juge d'Angleterre. 4000 l.
 68. George lord Lyttelton.
 69. Thomas Robinson lord Grantham, ambassadeur auprès du roi d'Espagne. 6000 l.
 70. Thomas Pelham lord Pelham, contrôleur de la maison du roi. 1200 l.
 71. Henri Fox lord Holland.
 72. Charles Pratt lord Camden.
 73. Charles Shaw lord Cathcart *en Ecosse*, président du tribunal de police de ce royaume. 1000 l. P. C.
 74. Jean ô Hara lord Tyrawley *en Irlande*.

Autres conseillers.

75. George Saville Baronnet, frere du comte Scarborough. P.
76. Lord George Cavendish, oncle du duc de Devonshire. P.
77. Lord Charles Spencer, frere du duc de Malborough & un des Seigneurs de l'amirauté. 2000 l. P.
78. Lord Frédéric Campbelle, frere du duc d'Argyl, & Lord greffier d'Ecosse. 2000 l. P.
79. Lord Frédéric North, fils aîné du comte Guilford, premier seigneur de la trésorerie & chancelier de l'échiquier. 5800 l. P.
80. Jean Montagu vicomte Hinchinbroke, fils aîné du comte Sandwich, & vice-chambellan de sa majesté. 1159 l. 8 s. 4 d. P.
81. Jacques Stewart Mackenzie, frere du comte Bute, & garde du sceau privé d'Ecosse. 3000 l. P.
82. Jacques Grenville, neveu du comte Temple. P.
83. Henry Seymour Conway, frere du comte Hertford. P.
84. Edouard Hawk amiral de la flotte. 1825 l. P.B.
85. Guillaume Dowdeswell. P.
86. Jean Rufnout Baronnet.
87. Wellbore Ellis, un des vice-trésoriers d'Irlande. 2000 l. P.
88. Gilbert Elliot Baronnet, trésorier de la marine. 2000 l. P.
89. Hans Stanley, garde du coffre du roi. 500 l. P.
90. Humphry Morice, garde des mines d'étain & Stewart du duché de Cornouailles. 450 l. P.

O B S E R V A T I O N S

64. Richard Rigby payeur général des trottes pes. P.
91. Charles Thomas Sewell Maître des rôles.
92. Jean Eadley Wilmot.
94. Guillaume de Grey juge. 2000 l.
95. Charles Saunders amiral. 1277 l. 10 f. . P. B.
96. Isaac Barré lieutenant colonel. P.
97. Jean Shelley Baronnet trésorier de la maison du roi. 1200 l. P.
98. Thomas Townshend oncle du vicomte. P.
99. George Onslow frere du Baron Onslow & un des Lords de la trésorerie. 1600 l. P.
100. Joseph Yorke frere du comte Hardwicke & lieutenant général d'artillerie. 1100 l. P. B.
101. Thomas Harley, frere du comte Oxford, & ancien Lord Maire de Londres. P.
102. Fletcher Norton orateur des communes. P.
103. Jacques Gray Baronnet. B.
104. George Rice trésorier de la chambre. 459 l. 9 f. P.
105. Henri François Thynne un des maîtres des postes. 2000 l.
106. Laurent Dundas Baronnet, vice-amiral de Scetland & des Orkneys. P.

S E C T I O N I I.

Des Secretaires d'Etat.

L'administration Angloise n'avoit autrefois qu'un secretaire d'état, mais dans les dernieres années du regne d'Henri VIII, la multiplicité des affaires mit dans la nécessité de partager cette place, entre deux personnes, qui eurent chacune le titre de principal secretaire d'état, & George III, actuellement régnant, en a ajouté un pour le département des Colonies.

Dans l'origine, ces offices ne donnoient point de

de rang au conseil, & ceux qui les remplissoient, après avoir préparé les matieres dans une chambre destinée à cet usage, entroient dans celle du conseil, & debout à côté du roi en faisoient l'exposition aux conseillers, qui seuls donnoient leurs avis : mais dans le temps de la reine Elisabeth, comme cette Princeesse n'assistoit presque jamais au conseil, son absence donna lieu au changement de l'ancienne coutume, & les secretaires d'état prirent place au conseil, de façon que maintenant il ne s'assemble plus, qu'au moins un d'entr'eux n'y soit présent.

Les secretaires se partagent sans distinction la correspondance intérieure, c'est à dire, celle qui intéresse la Grande-Bretagne & l'Irlande, dans toutes les affaires qui regardent l'armée, la milice, les concessions, les privileges, les grâces & les exemptions, &c. car les Colonies, quoiqu'autrefois censées de l'intérieur, appartiennent maintenant toutes au département de nouvelle création.

Quant aux affaires étrangères elles se divisent en deux Provinces, sous les noms du Sud & du Nord. Si l'un des deux secretaires, qui sont à la tête de ces départements, quitte ou est remercié, celui qui reste en place a le droit de choisir celui qui peut lui plaire, mais en général dans ce cas celui du Sud obtient la préférence.

Il est maintenant occupé par Guillaume Henri Nassau de Zullenstein comte Rocheford, qui a pour sous-secretaires, R. Sulton & Stanier-Porten.

Celui du Nord a pour principal secretaire Henri Howard comte de Suffolk, qui a Guillaume Frazer & Guillaume Eden pour diriger les affaires sous ses ordres.

Le secretaire d'état pour le département du Nord est Wills Hill comte Hillsborough en

Irlande , Lord Harwich en Angleterre qui a en chef sous lui Jean Pownal & Guillaume Knoxe.

Un simple baron ou chevalier qui devient secrétaire d'état, a le pas sur toutes les personnes du même rang , qui devroient d'ailleurs le précéder par leur création ; mais s'il est par naissance ou par grace du roi au dessus du baron , il ne siege parmi ses égaux que selon la date d'ancienneté que lui donne son titre.

Chaque secrétaire d'état doit avoir son logement dans tous les palais que le roi habite , ainsi que des emplacements pour ses bureaux & pour ceux qui en dépendent. On lui paie , outre ses appointements , une somme stipulée pour sa nourriture. Il choisit les sous-secrétaires & tous les commis qu'il croit lui être nécessaires, & qui dépendent entièrement de lui.

Ces ministres ont en commun la garde du cachet particulier du roi , qui se nomme *signet* , & est conservé dans un bureau , qui a quatre clerks employés alternativement par mois à l'apposer sur tous les actes qui doivent ensuite passer au grand ou au petit sceau. Ils ont de plus un dépôt où l'on conserve tous les papiers qui peuvent avoir rapport aux affaires d'état , comme les lettres , les instructions & les négociations ; dépôt d'autant plus utile aux secrétaires d'état, que c'est avec eux que traitent ordinairement les ministres étrangers qui résident à Londres , & que correspondent ceux que l'Angleterre envoie auprès des autres puissances.



LISTE DES MINISTRES ÉTRANGERS A LONDRES.

Du département du sud.

Ambassadeurs { de France , le comte de Guines.
 extraordinaires. { d'Espagne, le prince de Masserano.

Envoyés extra- { de Naples , le comte Pignatelly.
 ordinaires. { de Portugal , M. de Melo à Cavalho.
 { de Sardaigne , le comte de Scarnafis.

Résidents. { de Venise , le comte de Berlindis.
 { de Genes , le sieur d'Agno.

Du département du Nord.

Envoyés { le comte de Belgioiso pour l'Alle-
 extraordinaires { magne & la Hongrie.
 & Minist. Plénip. { le comte de Haflang pour les Elec-
 { teurs de Baviere & Palatin.

Envoyés { de Pologne , le comte Barzynski.
 extraordinaires. { de Suede , le Baron de Nolken.
 { de Danemarck , le baron Diede de
 { Furstentein.
 { de Prusse , le comte de Maltzahn.
 { de Russie , M. Moussin Pouchkin.
 { de Saxe , le comte de Bruhl.
 { de Hollande , le comte de Welderen.

Ministre de Hanovre, le baron Aldersleben.

Agents. { des villes Anseatiques , le sieur Am-
 { sinck.
 { du prince Stathouder , le sieur Pa-
 { lairet.

Consuls. { de Suede , le sieur Algher.
de Danemarck , le sieur Passow.

L I S T E D E S M I N I S T R E S A N G L O I S C H E Z
L' E T R A N G E R .

Relevant du département du Sud.

Ambassadeurs { le comte d'Harcour , à Paris.
extraordinaires. le Lord Grantham à Madrid.

Ambassadeur le sieur Amb. Murray à Constantinople.

Envoyés Extra- { le St. Guillaume Hamilton , à Naples.
ordinaires. le sieur Robert Walpole , à Lisbonne.
le chev. Guillaume Lynch , à Turin. B.
Horace Mann Baronet , à Florence. B.

Ministre en Suisse le sieur Guillaume Norton.
Résident à Venise le sieur Jacques Wright.

Relevant du département du Nord.

Ambassadeurs { le vicomte Stormont , à Vienne.
extraor- le chevalier Joseph Yorke , à la Haye.
dinaires. le sieur Rich. Gunning à Pétersbourg.

On remarquera que celui de Vienne vient de mourir , & qu'il est probable que le second ne retournera pas à la Haye , étant nommé lieutenant général d'Artillerie.

Envoyés { Thomas Wroughton , à Varsovie.
extraordi- Jean Goodrike Baronet à Stokholm.
naires. Robert Murray Keitg , à Coppenha. B.
Jacques Harris Junior , à Berlin.
Jean Osborn , à Dresde.

Ministres Plé- nipotentiaires.	{	Richard Woodford pour la basse Saxe. Louis de Vismes, pour Baviere & la Diet. Guillaume Gordon, à Bruxelles. George Cressener pour les Electeurs Ecclésiastiques & le cercle de Westphalie.
-----------------------------------	---	--

ARTICLE V.

Du Lord du Sceau privé.

Le garde du sceau privé, qui est Auguste-Henri Fitzroi duc de Grafton, fait expédier toutes les chartes, concessions & graces qu'il plaît au roi d'accorder, avant qu'elles aillent au grand sceau du royaume. Sa place lui donne le titre de lord & rang dans le conseil privé. Il est fait mention avec honneur de cette haute dignité dans le statut de Richard II, qui régnoit dans le quatorzième siècle.

ARTICLE VI.

Du grand chambellan d'Angleterre.

Cet office est possédé par Peregrine Bertie duc d'Ancastré, dans la famille duquel il est héréditaire. Cette dignité est aussi respectable par l'antiquité de son origine, que par les honneurs & les émoluments qui y sont attachés : mais de nos jours, l'occasion où ce grand officier de la couronne paroît avec le plus éclat, est la cérémonie du couronnement d'un roi, quoiqu'il s'en présente souvent d'autres qui le mettent dans le cas d'en exercer les fonctions.

A R T I C L E V I I .

Du grand Connétable d'Angleterre.

L'emploi de grand connétable donnoit une puissance si considérable à celui qui en étoit revêtu, qu'après la mort d'Edouard Bagor ou Stafford duc de Buckingham, le roi crut devoir en éteindre le titre en 1521. Depuis cette époque les monarques ne confient l'exercice de cette charge que pour la cérémonie du couronnement, où il en paroît deux; l'un pour l'Angleterre & l'autre pour l'Ecosse, qui le 22 septembre 1761, furent représentés, au couronnement du roi actuel, le premier par le duc de Bedford & le second par le comte d'Erroll.

A R T I C L E V I I I .

Du grand Maréchal.

Le grand maréchal est juge des armoiries & du point d'honneur; c'est aussi à lui seul qu'il appartient d'ordonner les différentes cérémonies de la cour. Il y avoit autrefois en Angleterre plusieurs cours de justice qui étoient sous son autorité, & dans lesquelles se décidoient toutes les questions qui pouvoient concerner la noblesse & les guerres intérieures, matières qui n'étoient point de la compétence de la commune: mais aujourd'hui la juridiction de ce grand officier du royaume est bornée au tribunal de la Maréchalée, qui a deux départements, celui de la cour qui tient ses audiences le vendredi, & celui du bourg de Southwark qui les donne le lundi. L'un & l'autre a ses officiers distincts, pour administrer & faire exécuter la justice.

Cette charge, depuis 1553 est héréditaire dans la famille des Norfolks, & est aujourd'hui possédée par Edouard Howard duc de Norfolk, premier duc, comte & baron d'Angleterre ; mais qui ne peut en faire les fonctions, parce qu'il suit les rites de l'église de Rome, c'est pour cela qu'il les fait remplir par un député, qui est actuellement Richard Lumley Sunderfon comte de Scarborough ; usage qui paroît ne point devoir être interrompu, parce que l'héritier du présent grand maréchal a été élevé dans les mêmes principes de religion, adoptés par sa famille.

A R T I C L E IX.

Du grand Amiral d'Angleterre.

L'important emploi de grand amiral d'Angleterre donnoit autrefois à celui qui le possédoit, non-seulement l'entière disposition des affaires maritimes tant au civil qu'au criminel, mais encore le droit de se nommer un vice-amiral, un contre-amiral, & d'accorder toutes les commissions de capitaines de vaisseaux.

Cet office fut d'abord connu sous le nom de *Grand Amiral d'Angleterre, d'Irlande & d'Aquitaine* ; ensuite sous celui de *Grand Amiral de la Grande-Bretagne, d'Irlande, de leurs domaines & isles, de la ville de Calais & de ses marches, de la Normandie, de la Gascogne & de l'Aquitaine ; & de commandant général de la flotte & des mers desdits royaumes* ; mais aujourd'hui il est exercé par sept commissaires, qui se qualifient les seigneurs de l'amirauté, à la tête desquels est Jean Montagu comte Sandwich, aux appointements de 3000 l. lorsque les six autres n'ont que 1000 l. par an.

C'est sous leur autorité que s'exerce la juridiction étendue qui relevoit anciennement du seul

grand amiral , & ils remplissent toutes les fonctions qui appartiennent à ce grand officier.

Le chevalier Edouard Hawke est amiral de la flotte & vice-amiral de la Grande-Bretagne.



C H A P I T R E I I I .

Des grands Officiers de la maison du Roi d'Angleterre.

L'Idée qu'on a pu se former dans le chapitre précédent de la majesté de la cour d'Angleterre , par le détail que j'y ai donné des grands officiers du royaume , ne peut que s'augmenter dans celui-ci , à la vue de ceux qui sont spécialement attachés à la personne du roi , & dont les emplois aussi distingués & non moins lucratifs sont remplis par les familles les plus illustres & les plus anciennes dans l'état.

Entre ces derniers , celui qui tient le premier rang est le grand-maitre de la maison du roi , dont le titre depuis la première année de la reine Marie , est lord Stewart. Guillaume Talbot comte Talbot , en remplit les fonctions aux appointemens de 1466 l. & a sous lui le trésorier Jean Shelley Baronnet à 1200 l. Thomas Pelham , lord Pelham , contrôleur à 1200 l. & Hans Stanley , garde du coffre , à 500 l. La juridiction du grand maître s'étend sur une multitude d'officiers & de domestiques , qui composent les divers départemens de la maison , qui ne relèvent ni de la chapelle , ni de la chambre , ni des écuries.

A la tête de la chapelle sont l'archevêque d'York , grand aumônier , un sous-aumônier , &

l'évêque de Londres doyen de la chapelle. La chambre est sous l'inspection du grand chambellan, qui est François Seymour Conway comte Hurtford, qui a 1200 l. . . . par an, & du maître de la grande garde-robe, savoir, Jean comte Ashburnham aux appointements de 2000 l. . . . Quant aux écuries elles ont pour chef Peregrine Bertie duc d'Ancaſtre, ayant 1266 l. 13 ſ. 4 d. d'émoluments annuels.

Il ſeroit ſuperflu de joindre ici l'état des officiers que renferme chacun de ces départemens ; il ſuffira, je crois, de ſavoir, que leur nombre eſt ſi conſidérable, qu'ils rendent la cour du roi d'Angleterre auſſi brillante que celle d'aucun potentat de l'Europe.



CHAPITRE IV.

Des tribunaux d'Angleterre.

IL y a en Angleterre cinq grands tribunaux qui ſiegent à Londres dans quatre temps fixes de l'année, que l'on appelle termes, qui portent les noms de Pâques, de la Trinité, de S. Michel & de S. Hilaire.

Le premier de ces termes commence dix-ſept jours après Pâques, & en dure vingt ſept, le ſecond s'ouvre le cinquieme jour après la Trinité, & continue pendant vingt jours : le troiſieme a trenté-ſept jours qui ſe datent toujours du 28 octobre ; & le quatrieme finit au bout des vingt-deux jours qui ſuivent le 23 janvier.

Ces cinq tribunaux ſont la chancellerie, le banc du roi, les plaidoyers communs, l'échiquier & la cour du duché de Lancaſtre, qui tous tien-

nent leurs séances ordinaires dans les salles de Westminster.

A R T I C L E I.

De la Chancellerie.

L'histoire d'Angleterre n'apprend rien sur l'origine de ce tribunal , dont on remonte la première érection aux temps où le peuple Anglois a commencé à se civiliser. Les prérogatives du grand officier de la couronne qui y préside , sont suffisamment connues par ce que j'en ai dit plus haut , pages 11 & 13. Il ne reste donc à ajouter ici que ce qui peut donner une juste intelligence de cette cour de justice.

Il est des cas dans lesquels la chancellerie prononce selon la rigueur de la loi , & d'autres où , comme je l'ai dit , son chef n'a que l'équité naturelle pour guide.

Si le grand chancelier ne peut tenir les audiences par quelque raison que ce soit , il est toujours remplacé par le maître des rôles , emploi considérable que le roi confère pour le tenir , ou à vie , ou selon son bon plaisir. Il entend de même & décide seul les causes qui sont discutées devant lui.

Quoique la chancellerie ait les mêmes termes que les autres tribunaux , cependant son chef peut , dans tous les temps de l'année , exercer sa juridiction , même pendant que les autres cours sont en vacance , parce que , faite pour réprimer la fraude & l'injustice , elle doit toujours être en état d'empêcher qu'un sujet ne soit victime de la haine & de l'animosité d'un autre.

ARTICLE II.

Du Banc du Roi.

Cette cour est appelée du banc du roi, tant parce que les anciens rois avoient coutume d'y siéger en personne, qu'à cause que, par la nature de sa constitution, elle doit se transporter partout où il plaît au souverain de fixer sa résidence. La salle de Westminster, où elle donne ses audiences, comme les autres cours, est regardée à son égard comme faisant partie d'un des anciens palais de la couronne, & c'est sans doute, pour conserver le souvenir de ce qu'elle ne peut avoir aucun lieu fixe, que dans les ordres qui en émanent pour évoquer une procédure, il est prescrit de comparoître par devant les juges du banc du roi, en tel endroit que le monarque puisse se trouver, *ubicumque fuerimus in Anglia*.

Les quatre juges qui y président, doivent prononcer selon la rigueur littérale de la loi. Le premier d'entr'eux a le titre de lord chef-justice du banc du roi & de lord chef-justice d'Angleterre. C'est aujourd'hui Guillaume Murray lord Mansfield depuis le 8 novembre 1756. Ce grand juge est mis en place par un simple *writ* ou ordre, dont la forme est de lui notifier qu'il a plu au prince de l'élever à cette place qui a 4000 l. d'appointements : lorsque les trois autres, qui ont 2000 l. par an chacun, sont nommés par lettres patentes, enjoignant à la nation de les reconnoître comme tels.

Ce tribunal, originairement établi pour prononcer sur les discussions entre le roi & ses sujets, a trouvé par mille subtilités de chicane, le moyen de s'attribuer la connoissance de toutes sortes d'affaires. On y voit même porter les simples arrêts

pour dettes , qui n'étant que des causes de particuliers à particuliers , deviennent pourtant fournies à sa juridiction , par l'introduction abusive d'un terme dans l'ordre que donne le prince pour saisir le corps du débiteur. Rien de plus opposé à la lettre & à l'esprit des loix Angloises , rien de plus contraire à la liberté essentielle à l'homme , que de voir un créancier jeter son débiteur dans les fers , avant que la justice ait discuté & connu la légitimité des prétentions de l'un sur l'autre : rien cependant de plus ordinaire dans ce royaume. Le simple serment , administré sans aucune de ces formalités , qui par-tout ailleurs en font sentir l'importance , & prêté souvent par un homme que guident la colere & la vengeance , s'il n'est pas même en cela de mauvaise foi , suffit pour arracher à sa famille , à ses affaires , & réduire en captivité l'Anglois ou l'étranger qui vit selon les regles de la probité la plus stricte. La réclamation d'une simple dette ne permet , je le fais , ni d'attenter à sa liberté , ni de le soumettre à la juridiction du banc du roi ; mais par un mensonge aussi effronté , que digne d'un châtiment exemplaire , au lieu d'être approuvé , comme il l'est par une pratique constante , le créancier déclare dans la formule du *writ* son débiteur coupable de *Trepass* , mot auquel on peut donner à sa volonté la signification de la moindre offense comme du plus grand crime , & cette accusation le soumet aux rigueurs de l'emprisonnement , s'il ne peut donner caution suffisante pour assurer qu'il paroîtra en personne , pour répondre sur ces deux chefs , dont un seul , savoir la dette , lui doit être objecté. Ou est donc la justice , où est la liberté dans un pays où l'une est toujours prête à favoriser le mensonge pour sacrifier l'autre à son avarice ?

Le pouvoir de ce tribunal est de nos jours si étendu , qu'il connoît de tout appel fondé sur er-

reur en fait ou en loi dans les jugemens ou procédures de toutes les juridictions d'Angleterre, & que ses arrêts ne peuvent être réformés que par la chambre haute du parlement ou par la chambre de l'échiquier, selon la manière dont les procès ont été conduits. Cependant au terme de la S. Michel 1771, on a vu, à la surprise générale, la cour. des plaidoyers communs admettre l'appel d'un jugement rendu par le chef du banc du roi, & prononcer dernièrement la cassation de la sentence, en conséquence de l'erreur qui avoit déclaré qu'une clause verbale pouvoit préjudicier à un contrat par écrit.

J'avouerai qu'on ne peut trop faire l'éloge des talens naturels ou acquis du chef qui préside de nos jours à ce tribunal : mais il n'est personne qui puisse disconvenir que, par un abus peut-être tolérable, si l'on pouvoit lui imposer de justes bornes, on l'entend rarement prononcer sans méconnoître la nature du tribunal auquel il préside. La loi, je l'ai dit, doit être la seule règle de ses jugemens ; néanmoins il la fait presque toujours céder à ses lumières naturelles. On applaudit souvent à ses décisions ; mais cette innovation ouvre une trop vaste carrière à la subtilité pour prévaloir sur la loi, & doit nécessairement, ou la faire oublier, ou y jeter une confusion, qui ne peut manquer de produire tôt ou tard des injustices réelles.

On me dira peut-être qu'au banc du roi la plupart des affaires soumises à l'opinion des jurés : mais que ne peut sur l'esprit d'hommes, choisis ordinairement parmi le peuple, l'éloquence d'un juge, chargé de diriger leur sentiment par un résumé à charge & à décharge de toute la matière sur laquelle ces jurés doivent prononcer par un seul mot. Ne les a-t on pas vus dernièrement absoudre un libraire qui avoit imprimé & publié un

écrit qui attaquoit la majesté du trône , & condamner sévèrement un autre libraire , pour avoir vendu dans sa boutique ce même écrit qu'il tenoit du premier. Le même juge donc , d'après des jurés divers , déclaroit libelle contre le distributeur , ce qui dans sa bouche même en perdit le nom quelques jours après en faveur de l'imprimeur & du publicateur. Almon paie l'amende ; Baldwin & Woodfall sont absous. Faut-il donc trouver des abus par-tout où il y a des hommes , & ne devoir l'excès des premiers qu'au mérite des derniers ?

ARTICLE III.

Des plaidoyers communs.

Le mécontentement que le peuple témoignoit , en voyant que les décisions des juges , qui étoient auparavant soumises à la cour royale composée de tous les grands officiers de la couronne , ne dépendoient plus que de la volonté seule du premier ministre , força les rois à établir divers ordres de juridictions , composées de légistes , dont la cour des communs plaids fit partie.

Elle étoit d'abord ambulante comme les autres , & obligée de suivre le souverain par tout où il alloit ; mais Jean Santerre , qui vivoit dans le douzième siècle , la rendit stable & la fixa à Westminster.

Edouard I voulant réparer les désordres que les troubles du regne d'Henri III , son pere avoient mis dans l'administration de la justice , lui donna une forme nouvelle , & distingua les matieres qui seroient par suite de la compétence spéciale des différentes cours qu'il établit. Il attribua aux plaidoyers communs la connoissance de tous les procès mus ou à mouvoir entre les particuliers ; juridiction qui est encore propre à ce tribunal ,

quoique celui du banc du roi s'en arroge souvent le partage.

Les plaidoyers communs ont maintenant quatre juges, nommés par lettres patentes, dont le premier a le titre de chef de justice des plaidoyers communs ou du banc du commun; & est le chevalier Guillaume de Grey qui a 2500 l. d'appointements, lorsque ses trois collègues n'ont que 2000 l. st. par an.

Il est un ordre distingué d'avocats qui peuvent seuls plaider devant ce tribunal, & qu'on appelle *sergens en loi*, parmi lesquels tout jurisconsulte doit avoir été reçu, avant que de pouvoir siéger comme juge dans aucun des tribunaux de Westminster.

ARTICLE IV.

De l'Echiquier.

L'échiquier que je ne regarde ici que comme un tribunal contentieux, est une cour inférieure à celles du banc du roi & des plaidoyers communs. Elle doit sa première origine à Guillaume le conquérant, & Edouard I la borna à ne connaître que ce qui pouvoit intéresser les revenus du roi; mais aujourd'hui elle étend sa juridiction sur toutes sortes d'affaires, parce que ceux qui relevent de ce tribunal en conséquence de sa première institution, y amènent toutes les causes dans lesquelles ils peuvent être intéressés. Tout homme d'ailleurs y a recours, en se qualifiant débiteur du roi, & le tribunal l'admet, sans même examiner la réalité du titre sur lequel il fonde ce prétendu droit de *committimus*.

Suivant la diversité des affaires dont cette cour est saisie, elle prononce ou conformément à sa loi ou selon l'équité, & dans l'un ou l'autre cas, elle est différemment composée. Dans le dernier

les barons ont à leur tête le chancelier de l'échiquier, & dans le second, c'est aux quatre barons à prononcer.

M. Selden prétend que ce titre de baron qu'on donne aux magistrats qui composent ce tribunal, vient de ce que le roi dans son origine en confia la conduite aux barons du royaume. Ils sont quatre, dont le chevalier Thomas Parker comme premier, a le titre de Lord chef baron & 3000 l. st. par an.

A R T I C L E V.

De la cour du duché de Lancastre.

Cette cour est sous la présidence d'un chancelier, qui est actuellement Thomas Villiers, Lord Hyde par création du 3 juin 1756. Ce tribunal a dans son ressort toutes les causes qui concernent les revenus du duché & comté palatinat de Lancastre, pour chacun desquels il y a une juridiction séparée, dont le chef est le même qui, en jugeant pour le duché, est accompagné d'un procureur-général; lorsque dans les causes qui regardent le comté, il a sous lui un vice-chancelier & un procureur général.

A R T I C L E VI.

De la cour du Primat.

Quoique je ne prétende pas entrer ici dans le détail des juridictions particulières qui subsistent dans le royaume d'Angleterre, je croirois cependant laisser imparfaite l'idée générale que j'en veux donner, si je ne parlois du tribunal de l'archevêque de Cantorbéry qui prononce sur tous les testaments. En Angleterre, un fils ne sauroit se mettre en possession

possession des biens que lui laisse la mort de son pere , s'il n'en a obtenu la permission de ce prélat, qui ne peut à la vérité la lui refuser sans des motifs incontestables , mais qui du moins tire de cette prérogative un très-gros revenu. Cet archevêque a de plus le droit de nommer les notaires , au sujet desquels je remarquerai qu'ils ne sont point dans l'usage de garder des minutes des actes qu'ils font dans le cas de passer ; ce qui me paroît un défaut sujet à de très-grands inconvénients sur-tout dans un pays de commerce. —

A R T I C L E VII.

Des grands juges d'Angleterre.

Les magistrats qui composent les trois grandes juridictions , savoir , le banc du roi , les plaidoyers communs & l'échiquier , forment ce qu'on appelle les douze grands juges d'Angleterre , qui tiennent leurs places du bon plaisir du roi , mais qui ne peuvent les perdre qu'autant qu'ils seroient juridiquement convaincus d'avoir agi contre la loi.

Ce sont ces jurisconsultes célèbres qui sont obligés deux fois par an de se partager le royaume , & de se rendre chacun dans la partie qui lui est échue , pour y terminer toutes les affaires civiles & criminelles , qui y sont survenues d'une session à l'autre.

Par un pouvoir exprès qu'ils reçoivent du roi , ils peuvent , lorsqu'ils sont en circuit , faire grace aux criminels qu'ils ont condamnés à mort , ou commuer les peines auxquelles la loi les a soumis par leur bouche. Ils ont aussi séance dans la chambre des pairs , mais seulement pour y exposer leur opinion sur les matieres de loi , en cas que les membres la leur demandent.

Ces charges sont aussi honorables que lucratives ; & avec d'autant plus de raison , que l'on est dans la nécessité de les tenir toujours remplies par des gens versés dans les loix & les coutumes d'Angleterre , qui sont trop volumineuses , pour ne pas exiger une étude longue & constante . de la part de ceux qui veulent en acquérir la connoissance : aussi est-ce entre ces juges que le roi choisit ordinairement le grand chancelier du royaume.

ARTICLE VIII.

Maniere de procéder en affaires criminelles.

Les affaires criminelles se décident toujours par le fait , c'est pourquoi les accusés ne peuvent être déclarés coupables que par douze jurés , qui soient du rang de celui contre lequel l'action est portée. Ces hommes doivent être choisis entre les habitants du lieu où se juge le procès : mais si l'accusé étoit étranger , il auroit le droit d'exiger que la moitié des jurés fût de sa nation , ou du moins composée d'étrangers.

C'est à ces hommes seuls qu'il appartient de déclarer l'accusé coupable ou innocent. La fonction du juge est de les instruire des circonstances favorables ou défavorables , résultantes de l'audition des témoins , des réponses du prisonnier & des remarques faites par les avocats des deux parties : & après que ces juges , s'il est nécessaire , ont exposé & discuté les points de loix , qui peuvent avoir rapport à la circonstance en litige , ils laissent les jurés en liberté de prononcer , n'ayant plus rien à faire que d'appliquer la peine prononcée par la loi contre le crime avéré , ou d'absoudre celui que ces jurés ont proclamé innocent.

Comme pour trouver un sujet coupable , il faut que ces douze hommes soient unanimement d'ac-

cord dans cette opinion , que le premier d'entre eux , au nom de tous , donne aux juges pour règle de la sentence qu'il doit prononcer ; s'ils ne peuvent s'accorder sur le champ , ils se retirent dans une chambre , où on les enferme pour y rester , sans prendre aucune nourriture , jusqu'à ce qu'ils aient pris une décision. Cette unanimité est si nécessaire pour condamner un criminel que si , pendant que les jurés sont indécis , un d'entr'eux venoit à mourir , le prisonnier seroit absous dans l'instant , ainsi qu'il doit l'être , si un seul persiste à ne pas vouloir concourir à la sentence , dont tous les autres maintiennent l'équité.

ARTICLE IX.

Des Supplices.

Il n'y a en général que deux supplices en usage dans le royaume d'Angleterre , la potence pour les deux sexes de quelque rang que soit le criminel , & le feu pour les femmes convaincues du meurtre de leurs maris. Il est vrai que selon la diversité du crime , le premier supplice est accompagné de circonstances , que le pré jugé peut rendre plus effrayantes pour le spectateur , plus humiliantes , mais jamais plus douloureuses pour celui qui le subit. Qu'on n'objecte point que les pairs sont souvent décapités , puisque ce n'est alors qu'en vertu d'un acte de clémence du roi , qui commue le genre de mort auquel la loi condamne tout citoyen indistinctement.

Je remarquerai cependant qu'il est un supplice particulier , dont aucun homme ne peut se souvenir d'avoir vu un exemple , & qui par cela seul mériteroit quelque attention , quand la manière de l'exécuter n'auroit pas une singularité qui en fût digne.

34 OBSERVATIONS

Les anciennes loix du royaume condamnoient à mort toute personne qui, dans les palais du roi, frappoit une autre, de façon à causer une effusion de sang : mais le statut de la 33^e. année d'Henri VIII, en adoucissant cette peine, soumet le coupable à avoir le poiugt coupé, à être amendé selon le bon plaisir du roi, & à passer en prison le reste de ses jours.

Le crime est jugé à la cour du grand maître, mais selon la pratique de la loi commune. Les grands jurés prononcent sur le fondement de l'accusation, & les petits sur la réalité du fait, en conséquence de l'audition contradictoire des témoignages reçus sous serment. Si le criminel est convaincu d'avoir encouru la peine portée par le statut, l'exécution de la sentence exige une pompe, qui oblige chaque ordre des officiers inférieurs de la maison du roi à y prendre part.

Le sergent de la basse cour doit porter, au lieu désigné pour le supplice, un billot de forme quadrée, un maillet, un crampon & des cordes pour poser & assujettir la main du coupable; le somier des broches y prépare un grand feu de charbon près du bloc, afin que le premier chirurgien y puisse faire rougir les fers dont il a besoin, & qui doivent lui être fournis par le maréchal ferrant : un garçon de cuisine y est avec du vinaigre & de l'eau fraîche : des officiers de l'échanfonnerie & de la panneterie y assistent, l'un avec une tasse de vin rouge & l'autre avec un pain de la farine la plus pure : le sergent de la lingerie y vient avec le linge que pourra demander l'appareil; le garde de la volaille y apporte un coq pour appliquer sur la coupure, & un autre tient la toile cirée prête à l'envelopper : enfin le chef de cuisine fournit un couteau de service bien tranchant, qu'un de ses aides tient élevé, jusques au moment où doit s'en servir la personne qui est chargée de faire l'exécu;

tion. Que d'appareil pour une faute, qui ne diffère de celles auxquelles la loi n'inflige aucun châ-
timent corporel, que par le lieu où elle est
commise !

La torture, ce supplice si commun dans tous
les royaumes, même chrétiens, n'a jamais été
permise dans la loi Angloise, que dans une seule
circonstance, où selon le statut d'Edouard I, elle
étoit moins une épreuve que le supplice le plus
rigoureux.

La maniere d'interroger un criminel en Angle-
terre est simple & pleine d'humanité. Les gens du
roi n'emploient aucuns subterfuges, pour avoir le
plaisir barbare de trouver un coupable. Le juge
qui par tout ailleurs paroît en vouloir à sa vie, est
au contraire ici son plus zélé défenseur, jusqu'au
moment où l'instruction du procès étant finie, il
est forcé de détailler avec impartialité les preuves
résultantes de toute l'information. L'accusé ne
perd aucun des égards que lui doit la société, tant
qu'il n'est pas convaincu de s'en être rendu in-
digne par une action que la loi soumet à une peine
infamante ; & jusqu'à ce moment le citoyen &
l'artisan sont traités avec bonté, & le seigneur
n'est pas même nommé, sans faire mention des
titres que lui donne sa naissance.

Amené devant le juge, on lui expose son cri-
me, sans employer d'autres termes que ceux que
l'usage prescrit. Après en avoir entendu la lecture,
il est sommé de déclarer sincèrement, s'il s'en
reconnoît coupable, ou s'il s'en croit innocent.
L'aveu de sa faute lui épargne toute autre ques-
tion, & il ne lui reste plus qu'à entendre le juge
prononcer la sentence que la loi y attache. Si au
contraire il se repose sur son innocence, il doit
être convaincu ou justifié par la déposition des
témoins, parmi lesquels il peut produire en sa
faveur ceux qu'il veut : & c'est sur le précis du tout

fait par le juge, que les jurés décident absolument de son sort.

Mais si un prisonnier, chargé d'un crime capital, refusoit de parler, afin de laisser les jurés dans l'incertitude, alors, & seulement alors, la loi permettoit d'employer la torture. On remarquera qu'elle n'étoit point admise dans les cas plus énormes, tels que la haute trahison, parce qu'alors le silence servoit de conviction: mais dans tout autre, le statut d'Edouard vouloit que ce muet volontaire fût appliqué à une peine forte & dure, dont l'exposé que j'en vais faire paroîtra sans doute diamétralement opposé à cet esprit de douceur, qui regne en général dans la pratique criminelle des Anglois.

L'accusé qui ne vouloit ni convenir de son crime, ni le nier, étoit averti, à trois différentes reprises, de la rigueur du tourment auquel il s'exposoit; & on lui accordoit ensuite quelques heures de liberté pour y réfléchir. Si après ce temps écoulé il persistoit dans son silence, on lui lisoit distinctement toutes les circonstances du châtiment qui alloit en être la suite, & on le renvoyoit en prison pour le subir.

Là sans égard, ni pour le sexe, ni pour le rang, on introduisoit cet opiniâtre dans une chambre basse & obscure, & après l'y avoir dépouillé de tous les vêtements que n'exige point une décence rigoureuse, on le couchoit sur le plancher, & l'on entassoit de fer ou de bois sur son corps, jusqu'à ce qu'il étouffât sous le poids, conformément à la coutume qui étoit encore dernièrement en vigueur, en cela contraire au statut d'Edouard, qui vouloit qu'on le délivrât dès qu'il consentoit de parler.

Si cet infortuné vivoit pendant plusieurs jours sous cette peine nommée avec raison dure & forte, il ne lui étoit alloué pour tout aliment qu'un peu

de pain le plus commun dans un jour , & dans l'autre quelques gouttes d'eau croupissante des environs de la prison.

Comme l'homme qui expiroit dans cette déplorable situation n'étoit point censé coupable , parce que son procès n'avoit point été achevé , les biens qu'il laissoit après sa mort n'étoient pas sujets à la confiscation ; ce qui peut avoir engagé plusieurs criminels à se laisser écraser , afin de conserver leur succession à leur postérité.

Quelque resserrée que fût cette loi rigoureuse , le parlement d'Angleterre vient de l'abolir ; & la session actuelle de 1771 , défend de la mettre en usage , en ordonnant que toute personne qui , par la fuite , refusera opiniâtement de parler , sera déclarée convaincue du crime dont elle est accusée & comme telle , soumise au châtiment que la loi y inflige.



C H A P I T R E V.

Du gouvernement de la cité de Londres.

LE gouvernement de cette ville aussi opulente qu'étendue , se divise comme celui du royaume en civil & ecclésiastique. Le dernier est sous l'autorité d'un évêque , dont chacun connoît assez les droits pour ne pas exiger que j'en parle : mais comme le gouvernement civil de cette cité , n'a aucune ressemblance avec ceux qui sont adoptés par les autres monarchies , il ne peut manquer d'exciter la curiosité du lecteur.

A R T I C L E I.

Du Lord Maire.

Le lord maire, qui ne tient ce nom que de Richard I, en 1189, est le premier magistrat de la ville de Londres, ou du moins de la partie qu'on désigne sous le nom de cité, pour la distinguer du quartier de Westminster, qui en fait aujourd'hui une portion considérable, mais qui a ses droits & ses privilèges à part.

Le gouverneur général est choisi chaque année dans le jour de S. Michel, ou le Samedi précédent, si comme en 1771 le jour fixé par la loi est un dimanche. Les représentants des corps de métiers de la ville de Londres font le choix de deux échevins qui ont rempli les fonctions de Shérif, & le corps de ces échevins nomme ensuite, pour lord maire, celui qui lui paroît le plus digne entre les deux, qui lui ont été présentés par le peuple.

Ce magistrat tient cette dignité pendant un an, qui commence le 8 novembre, jour où, au milieu du plus pompeux cortège, il est admis à Westminster & entre en fonctions. Quoique cette place expose à beaucoup de dépenses, il est cependant peu de citoyens qui n'y aspirent; & la cour est occupée chaque année à modérer l'ambition de ceux dont les sentimens peuvent lui être opposés.

La dernière élection a fait assez sentir combien elle redoutoit de voir revivre les Beckfort, ou continuer les Crosby: mais elle a eu la satisfaction, malgré tous les efforts d'un parti puissant, de faire tomber ce poste important à Guillaume Nash écuyer, qui avant & depuis son élection, n'a cessé de braver avec courage les imprécations

& les fureurs du peuple irrité de son élévation.

Le pouvoir du lord maire de Londres est très-étendu, car il exerce une juridiction souveraine sur la ville & les fauxbourgs de cette capitale de l'Angleterre, ainsi que sur la Tamise, jusques à son confluent avec la Medway du côté de l'orient, & jusques à la Colne du côté occidental.

Sa cour est composée des grands officiers qui entourent ordinairement le trône d'un monarque puissant; & lorsqu'il paroît en public, même pour aller chez son souverain, on porte devant lui l'épée d'état.

Son habillement de cérémonie est une longue robe d'écarlate ou de pourpre, bordée de riches fourures, & ornée d'un chaperon de velours noir. Il a, autour du cou, une grande chaîne d'or, qui soutient un riche joyau pendant sur sa poitrine: & son reveu annuel peut monter à environ 3000 l. st. qui font à peu près 68,250 liv. tournois, sans compter le casuel, qui ne peut manquer d'être considérable, puisqu'il y a dans la ville plus de 400 charges ou emplois qui sont à sa nomination dans le cas de vacance.

ARTICLE II.

Des Aldermen ou Echevins.

Le lord maire a un conseil toujours subsistant, composé de vingt-six *aldermen* ou échevins, dont dont chacun est chef d'un des quartiers de la ville. Leurs places sont au choix des habitants du district: mais une fois choisis, ils les gardent pendant leur vie. Leur élection leur donne le titre & leur attribue les fonctions de juges à paix; & s'ils refusoient de souscrire aux choix qu'un quartier auroit fait de leurs personnes pour y présider, ils devroient payer une amende de

500 l. st. ou 11,375 liv. tournois. C'est par eux que le lord maire est définitivement choisi, & selon une pratique constante il est pris parmi eux, mais on paroît aujourd'hui douter si ce dernier usage est fondé sur une loi qu'on ne puisse enfreindre.

ARTICLE III.

Des Shérifs.

Les shérifs dans tous les comtés sont à la nomination annuelle du roi, si l'on excepte celui de Westmorland & de Cumberland dont la place est héréditaire; & les deux de Londres qui, malgré qu'ils le soient en même temps du comté de Middlesex, sont élus chaque année, dans le jour de S. Jean, à la pluralité des voix des seuls représentants des compagnies de la cité de Londres.

Si ceux qui sont choisis veulent s'exempter d'en faire les fonctions, ils doivent payer 400 l. d'une part à la ville, & de l'autre 13 l. 6 s. 8 d. aux ministres de ses prisons.

Quoiqu'élus dans le jour de S. Jean, les shérifs n'entrent en exercice que dans le jour fixé pour le choix du lord maire.

C'est à eux une fois en place à faire obéir aux ordres qui leur sont signifiés de la part du prince, à voir exécuter toutes les sentences criminelles & à poursuivre le paiement des amendes & des confiscations. Gardiens, par la loi, des personnes arrêtées pour dettes, ils ne sont pas juges des motifs de la détention, comme on le prétendoit dernièrement; mais ils sont chargés de veiller à la sûreté & à la propreté des prisons, & dès qu'un de leurs officiers s'est emparé du corps d'un débiteur, les shérifs eux-mêmes deviennent responsables au créancier de toutes les

hommes qui lui sont dues par l'homme détenu à sa requête, si, par quelque voie que ce soit, le captif parvient à s'échapper.

Cet emploi a par conséquent ses dangers ; néanmoins comme on ne peut devenir maire de Londres sans l'avoir exercé, il se trouve toujours un nombre plus que suffisant de candidats. Je doute que peu de personnes soient parvenues à cette place avec plus de démonstrations de joie de la part du peuple, & par conséquent avec plus de gloire & de satisfaction pour eux, que les shérifs actuels, qui sont Jean Wilkes * & Frédéric Bull écuyers, qui furent choisis par une grande majorité, le 24 juin 1771.

A R T I C L E IV.

Du conseil de la ville de Londres.

Le conseil de la ville est composé de 234 membres, qui chaque année, au jour de S. Thomas, sont nommés ou continués par les divers quartiers de la ville, qui en fournissent plus ou moins selon leur étendue.

Ce corps avec celui des *aldermen* & le lord maire représente exactement la constitution du gouvernement général du royaume d'Angleterre, telle qu'elle est établie dans les deux chambres du parlement, ayant le monarque à leur tête.

* Le Shérif Jean Wilkes a été élu Lord Maire en 1772.





CHAPITRE VI.

Quelques usages particuliers à l'Angleterre.

LES pupilles deviennent majeurs à 20 ans & sont dès-lors capables de tous les contrats civils. Autrefois une fille de 12 ans ou un garçon de 14 pouvoient se marier, sans le consentement de leurs parents ou tuteurs, & même à leur infu, quoique l'un ou l'autre vécût avec eux; puisque le mariage n'exigeoit aucune formalité préalable, & qu'il suffisoit, pour le rendre valide, de trouver un prêtre qui, dans un tel lieu que ce fût, prêtât son ministère, pour ratifier le consentement des parties.

Les abus infinis, qui résultoient de ce défaut d'ordre, dans une partie aussi essentielle à l'harmonie de la société, qu'à la paix des familles, parurent mériter l'attention du parlement qui, dans la 26^e année du dernier roi, chap. 33, ordonna que, sans une permission spéciale de l'archevêque, on ne pourroit, à l'avenir, célébrer aucun mariage, si la cérémonie ne s'en faisoit dans une église, ou dans une chapelle qui eût le droit de publier des bans: que tout prêtre qui prêteroît son ministère à la solemnité du mariage d'un mineur, sans qu'elle eût été précédée ou de publications de bans, ou d'une dispense légitime qui en tint lieu, seroit transporté pour quatorze ans, outre la nullité du mariage en lui même. Toutes les clauses de cet acte, qui seroient trop longues à rapporter, rapprochent la jurisprudence d'Angleterre sur le mariage, de celle qui est la plus

généralement suivie chez les autres potentats de l'Europe.

Cette nouvelle discipline fut reçue il y a environ vingt ans avec une satisfaction générale; & cependant la dernière session du parlement a paru douter si elle n'étoit pas également contraire à la liberté du sujet & à la population de l'état. Il est vrai que la première proposition qu'on fit d'en adoucir la gêne, dut révolter bien des esprits, puisque l'affirmative ne l'emporta que d'une seule voix : mais cela étoit assez pour qu'on y travaillât avec soin, & cet ouvrage, dans ses premiers progrès, ne sembloit pas faire présager les obstacles qu'il devoit rencontrer à la fin. Du moins fera-t-il constant dans tous les âges que la même session du parlement de 1772, a douté dans le mois de mai, s'il ne devoit pas étendre en faveur du commun des Anglois, la liberté de se marier; elle qui en mars précédent avoit bravé toutes les loix naturelles & positives, pour ôter aux princes de la famille royale, non seulement la liberté, mais encore la possibilité de se marier; quand même ils seroient parvenus à cet âge, auquel l'Angleterre, d'accord avec toutes les nations de l'univers, laisse au dernier de ses sujets, la faculté de disposer de sa main & de ses richesses.

Le lecteur ne peut mieux connoître l'absurdité de ce nouvel acte, faux dans ses citations, injuste dans ses principes & tyrannique dans ses conséquences, qu'en trouvant ici une traduction littérale & du dispositif du bill présenté à la chambre des pairs, pour en obtenir la confirmation; & du protêt que le jeudi 5 mars quelques seigneurs crurent devoir faire, lorsqu'ils virent que la force de leur éloquence & la solidité de leurs motifs n'avoient pu empêcher que la pluralité d'entr'eux ne lui donnât une première sanction.



PROJET D'ACTE

Présenté aux deux chambres du parlement d'Angleterre, pour mieux régler les mariages dans la famille royale.

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN ,

« **L'**AFFECTION paternelle que votre majesté a pour sa famille , l'intérêt sincere qu'elle prend au bonheur de son peuple , & le zele qu'elle a pour soutenir la dignité & la gloire de sa couronne , l'ayant engagée à bien vouloir recommander à son parlement, qu'il eût à considérer attentivement, si la sagesse ne peut pas suggérer quelques moyens propres à suppléer aux loix actuelles, en y substituant quelques nouveaux réglemens, qui eussent plus d'efficacité pour empêcher les descendants du feu roi George II , autres que ceux issus de princesses, qui sont, ou qui par la suite pourront être mariées dans des familles étrangères, de contracter des mariages, sans en avoir préalablement obtenu le consentement de votre majesté ou de ses héritiers & successeurs : nous avons fait les plus sérieuses réflexions sur cette importante matiere, & étant convaincus que l'état est spécialement intéressé dans les mariages de la famille royale ; que d'ailleurs le soin d'y pourvoir & le droit de les approuver ont toujours été attachés à la dignité des monarques de ce royaume, nous nous sommes facilement persuadés que la sagesse & la prudence avoient dicté à votre majesté ce qu'elle nous propose ici à considérer.

» Nous les très-soumis & fideles sujets de votre

majesté, les seigneurs spirituels & temporels & les communes, dans ce parlement assemblés, supplions votre majesté, qu'il puisse être arrêté, & qu'il soit arrêté par la sublime autorité du roi, de l'avis & du consentement des seigneurs spirituels & temporels & des communes assemblés dans ce présent parlement; & par la puissance résultante de ce concours, que nul des descendants directs de feu sa majesté le roi George II, qui sont petits enfans & héritiers présomptifs du roi régnant, mâles ou femelles, autres que ceux issus de princesses qui sont ou pourront être mariées dans des familles étrangères, ne sera capable de contracter mariage, sans en avoir préalablement obtenu le consentement ou l'approbation de sa majesté ou de ses héritiers ou successeurs, l'un ou l'autre manifesté par la signature royale, & déclaré en conseil; dont, pour mieux en conserver le souvenir, il est arrêté qu'il sera fait mention expresse dans le registre des mariages & gardé minute par copie couchée tout au long dans les registres du conseil privé: & que tout mariage & contrat matrimonial, que pourroit faire un des susdits descendants, sans ce consentement obtenu par avance, sera nul & de nulle valeur pour telle fin & tel effet que ce puisse être.

» Pourvu néanmoins, selon ce qu'il est ici arrêté par l'autorité susdite, que, si quelque personne issue en ligne directe du corps de feu sa majesté George II, qui auroit passé l'âge de 25 ans, persistoit dans la résolution de contracter un mariage, que le roi n'auroit pas approuvé, ou pour lequel il auroit refusé son consentement, elle soit en pouvoir de la remplir; pourvu cependant qu'elle n'y procédât, qu'après en avoir notifié son intention au conseil privé, & en avoir fait enregistrer une déclaration dans les livres de ce tribu-

nal suprême, douze mois calendaires auparavant que de passer à sa célébration : car alors un tel mariage, quoique fait avec une personne proposée à sa majesté & par elle rejetée, pourra être légalement accompli & l'étant sera bon & valide, sans le consentement préalable de sa majesté, de ses héritiers & successeurs, comme si le présent acte n'avoit jamais eu lieu, à moins cependant qu'avant l'expiration desdits douze mois calendaires, les deux chambres du parlement n'aient expressément déclaré qu'elles désapprouvent ce mariage.

» Il sera de plus arrêté par l'autorité susdite que toute personne, qui sciemment & volontairement prêtera son ministère pour célébrer un tel mariage, qui assistera ou concourra à la solennité d'aucun mariage contracté par un tel descendant qui n'auroit pas obtenu le consentement susdit, sauf les exceptions ci-devant mentionnées, en étant convaincue, sera condamnée & soumise aux peines portées par le statut de *provision & præmunire* fait dans la 6^e. année du regne de Richard II. »

Tel est cet acte qui, à la surprise générale, a eu la sanction de trois ordres de la législation, avec si peu d'altérations, que je crois inutile d'en faire mention; d'autant plus que d'ailleurs elles sont si peu importantes, que leur addition n'a rien changé à l'essence du *bill*.

Le 3 mars 1772, on consentit à remplir l'acte du jour, qui prescrivait à la chambre des pairs de lire pour la troisième fois un *bill* portant pour titre, *acte pour mieux régler les mariages qui se feront à l'avenir dans la famille royale, & de sommer en conséquence les seigneurs de comparoître à leurs places.*

Lecture faite du susdit *bill*; on mit en délibération s'il seroit accepté, & après de longs débats, les

les voix se partagerent pour savoir s'il passeroit : il y eut pour l'affirmative en membres qui voterent en personnes	69.	} 90.
par procureurs	21.	
pour la négative , membres présents	25.	} 26.
par procureur	1.	

Ainsi l'affirmative eut une majorité de 64.

Parmi les opposans , ceux dont on trouvera les noms plus bas , crurent devoir faire entrer dans les registres de leur chambre , un protêt solennel conçu dans les termes suivans

« Les soussignés ne peuvent adhérer à ce *bill* ;

» 1°. Parce qu'ils pensent que le principe posé dans son préambule n'est nullement fondé sur la loi , & que , dans l'étendue qu'on lui donne , il est absolument inutile pour parvenir au but qu'on avoue se proposer par l'obtention du *bill* ; & que son exécution peut d'ailleurs avoir les conséquences les plus dangereuses. Il nous fait dire en effet que nous sommes convaincus que les mariages de la famille royale sont de la plus grande importance pour l'état , & que pour cette raison on a toujours confié aux rois de ce royaume le soin de les régler & le droit de les approuver.

» La maxime par laquelle on établit ici , que le soin des mariages de la famille royale a toujours été confié aux souverains , parce que ces mariages sont de la plus grande importance , est fondée sur une doctrine absurde & contraire à la constitution de l'état , qui doit cependant par la suite avoir force de loi , puisqu'elle aura été reçue par le parlement , quelque dangereuse que soit la conséquence qu'elle emporte , en étendant les prérogatives de la couronne à toutes les matieres qui peuvent ou pourront être d'importance pour l'état ; ce qui est leur donner un degré d'étendue si vague

& si peu naturelle , que l'histoire de cette nation n'en a jamais offert d'exemple , même sous ses rois les plus méchants & les plus despotiques. Nous avons d'ailleurs d'autant plus lieu d'appréhender que , par la fuite des temps , on ne fasse de ce préambule un usage qui expose la nation à des dangers réels , que cette clause est moins nécessaire , pour parvenir au but qu'aux yeux du public on paroît se proposer par le *bill*.

» 2°. Parce que ce préambule déclaratoire paroît autoriser les paroles , que sa majesté , mal conseillée selon notre opinion , a employé dans l'exposé qu'elle a fait de ses intentions à son parlement ; & parce qu'il lui arroe une prérogative , dont neuf des grands juges du pays ne trouvent aucun fondement dans la loi , selon qu'ils l'ont publiquement déclaré , en manifestant devant cette chambre leur opinion unanime à ce sujet.

» 3°. Parce que le terme de *famille royale* , étant employé en *général* , sans être restreint même par l'addition de ces mots , *les personnes issues de princesses mariées dans des familles étrangères* , nous paroît contradictoire au bon ordre , porter la prérogative royale au delà des bornes de juridiction attachée à la couronne Britannique ; ce qui , malgré le sens littéral du préambule , ne peut être autorisé par aucune loi du royaume ; & ce qui en effet répugne essentiellement à la saine raison.

4°. Parce que , si cette déclaration parlementaire doit avoir , de quelque manière que ce soit , un effet rétroactif , (car aucun terme du *bill* ne prévient cette juste crainte) elle est dès-lors aussi dangereuse qu'injuste , & si en adhérant aux discours de ceux qui favorisent l'admission de ce *bill* , on n'entend point lui donner cet effet rétroactif , cette déclaration devient inutile & frivole.

» 5°. Parce que lapartie du *bill* qui contient la nouvelle loi, *en comprenant tous les descendants de George II*, a une étendue contraire à la politique & sujete à bien des inconvénients. La suite des temps peut rendre cette classe si générale, qu'on soit dans la facilité d'y comprendre une très-grande partie des sujets : or nous prévoyons que ce seroit établir un joug insupportable, si l'on faisoit dépendre les mariages d'un si grand nombre de sujets, qui seroient répandus dans tous les ordres de la vie civile, des clauses restrictives statuées par cet acte, spécialement par les termes du préambule, dont on a tâché de maintenir la légalité, en la fondant sur l'opinion que donnerent les grands juges en 1717, par laquelle ils vouloient que le soin de régler ou d'approuver les mariages, emportât nécessairement celui de veiller à l'éducation de la personne, & d'en exercer la tutelle. Nous redoutons que cette étendue de pouvoir ne rende la plupart des premières familles entièrement dépendantes de le couronne ; & nous voyons en gémissant qu'on est résolu de ne point souffrir que les efforts assidus que fait le comité, pour limiter, en quelque chose, la généralité de cette disposition, puissent avoir aucun effet.

» 6°. Parce que, si nous croyons qu'on y a trop étendu la lignée de la famille royale, qu'on soumet à la rigueur de ce *bill* ; nous pensons qu'on y a, avec aussi peu de justice, poussé trop loin le défaut d'âge à l'égard de ceux de cette famille qui voudroient se marier. Nous sommes convaincus que c'est avec la plus grande sagesse que les loix de ce pays & l'esprit de sa constitution ont fixé la cessation de la minorité à l'âge de 21 ans ; & si d'une part nous croirions manquer au respect dû à la famille royale, en nous permettant de soupçonner que

ses membres sont incapables de parvenir à l'âge de discrétion , aussi promptement que le plus abject des sujets du royaume ; de l'autre nous ne pouvons concevoir que des personnes , que la loi déclare à 21 ans capables d'exercer la régence du royaume , ne soient point en état de se choisir une femme , lorsqu'ils sont parvenus à ce même âge. Nous envisageons d'ailleurs qu'en les déclarant incapables de se marier selon leur inclination avant l'âge de 26 ans , c'est les exposer à se précipiter dans la débauche ; dont cependant on doit d'autant plus éloigner les grands seigneurs , que leur exemple a plus de force & d'autorité , pour régler la conduite des particuliers.

» 7°. Parce que la liberté que ce bill accorde à un prince de se marier , lorsqu'il a atteint l'âge de 26 ans , & qu'il a laissé écouler douze mois calendaires , depuis la notification qu'il en a consignée dans les registres du conseil privé , est d'une très-pernicieuse exécution , lorsqu'elle dépend de la restriction énoncée dans les termes suivans : *à moins que les deux chambres du parlement , avant l'expiration desdits douze mois calendaires , n'aient expressément déclaré qu'elles désapprouvent le mariage projeté.* Cette clause ne peut en effet manquer de jeter les parlements subséquents dans l'embarras le plus à redouter , car s'ils gardent le silence dans une circonstance pareille , ce sera équivalement condamner le refus que le roi aura fait de donner son consentement ; & la facilité qu'ils pourroient avoir à valider l'opposition du souverain par la leur , deviendrait une prohibition qui priveroit à jamais une personne du pouvoir de contracter mariage. Nous croyons qu'il n'est aucune puissance législative qui ait le droit de conférer l'autorité arbitraire de s'opposer à toutes sortes de mariages ; soit qu'on se repose sur le monarque seul du soin de l'exercer , comme voudroit l'insinuer la proposition faite

par sa majesté, soit que son exercice soit astreint aux conditions que renferme le *bill*. Un pareil droit est en effet en opposition directe avec celui que tout homme tient de la nature, & qui, comme il n'émane & ne dépend en aucune façon des loix civiles, ne connoît par conséquent rien sur la terre qui puisse l'anéantir. Nous convenons que la législation peut faire des loix relatives au mariage, comme elle en fait pour tout autre contrat particulier : mais nous trouvons une différence essentielle & que l'on ne pourra jamais concilier, entre prescrire la maniere dont l'homme peut se mettre en possession d'un droit, & mettre en principe l'anéantissement absolu de ce droit. Rendre un homme incapable de se marier pendant toute sa vie, ou, ce qui est équivalent, ne faire dépendre le pouvoir qu'il en a, ni de son choix, ni d'aucunes loix fixes : mais seulement de la volonté arbitraire, ou d'un seul homme, ou d'une société spéciale d'hommes, c'est aller au delà du degré d'autorité que la divine providence a bien voulu confier aux législateurs humains ; c'est agir directement contre le premier commandement que Dieu ait fait à la créature ; c'est anéantir les avantages & la consolation que tout être a droit d'attendre de la société domestique ; & vouloir étouffer le desir naturel de se reproduire dans une postérité légitime ; desir qui est le premier & le plus parfait des instincts qu'un mortel tienne de l'auteur de la nature ; desir dont l'extinction est également opposée à la religion soit naturelle, soit révélée, auquel par conséquent on ne peut mettre obstacle que par un de ces actes de despotisme, qui n'ayant jamais l'essence d'une loi, ne peuvent imposer l'obligation d'y obéir.

» 8°. Parce que nous regardons ce *bill*, comme une semence de discordes & de confusions civiles, puisqu'il doit tendre à rendre les droits à la couronne sujets à contestation. Si ceux en

effet qui y auront contrevenu se trouvent avoïr la puissance en mains , il leur sera sans doute facile de faire révoquer cet acte , & d'obtenir qu'on légitime un mariage qu'ils auront contracté contre sa teneur ; mais s'ils n'en ont point l'autorité , ce sera au moins donner occasion de former dans l'état la faction la plus dangereuse pour un pays , savoir celle de ceux qui se flatteront de soutenir les intérêts d'un prétendant au trône , dont la réclamation n'a pour tout obstacle qu'un acte , que l'autorité législative pouvoit d'autant moins faire , que son contexte est plus contraire aux droits communs à l'espece humaine. Une réclamation aussi légitimement fondée , & à laquelle il est aisé de supposer que les circonstances particulières peuvent ajouter de la force , nous paroît en état , dans des temps qui ne sont peut-être pas éloignés , de causer de grands troubles & de jeter l'état dans une confusion générale.

» Enfin , parce que ce *bill* , en ayant recours à des moyens si rigoureux & si peu usités , n'établit ceux qui peuvent le faire parvenir à son but que d'une maniere très-vague & fort imparfaite. On n'y prend aucunes précautions contre le défaut de convenance dans les mariages des princesses qui s'allient dans des familles étrangères , ou dans ceux que peut contracter leur postérité ; quoique les uns & les autres soient dans le cas d'intéresser aussi essentiellement la nation , que ceux des princes qui résident dans les domaines de la grande-Bretagne. On n'y établit aucunes mesures à prendre pour empêcher une alliance mal assortie , que peut former un roi , à tel âge qu'il soit ; quoique de tous les mariages nul ne soit plus intéressant pour l'état , que celui de son monarque actuel. Rien n'y prévient l'indiscrétion que peut commettre un prince du sang parvenu à la régence du royaume , soit en se déterminant dans le choix de

son épouse, soit en permettant aux autres princes de la famille royale de s'allier d'une manière peu digne de leur rang; ce sont cependant autant d'inconvénients auxquels il auroit fallu pourvoir, puisqu'un régent peut exercer à ce sujet toute l'étendue de la prérogative royale, sans l'avis de son conseil privé.

» Nous ne pouvons que hautement désapprouver un acte qui est en opposition aux premiers principes des loix & de la religion, qui peuvent seuls établir la sûreté publique; & qui ne tend qu'à obtenir un but qui n'a nulle proportion avec les peines extraordinaires qu'on se donne pour former des réglemens si peu propres à y faire parvenir; c'est pourquoi nous croyons devoir faire le présent protêt & le rendre public pour laisser à la postérité, qui pourra un jour souffrir des conséquences fatales qui doivent résulter de cet acte, un témoignage authentique du peu de part que nous avons eu dans la source des malheurs dont elle pourra gémir, & qui devront leur naissance à la manière dont ce *bill* rend incertaine la succession à la couronne." *Cette partie étoit signée par les Lords*

Richmond. Devonshire. Portland. Dorset. Rockingham Stamford. Abingdon. Albemarle. Fitzwilliam.	{	Ducs.	Torrington Albergavenny. Craven. Milton. Jean Evêque de Bangor.	}	Vicomte. Barons.
--	---	-------	---	---	-------------------------

» Parce qu'il est de droit naturel que tout homme ait la liberté de se marier.

» Parce que ce droit est autorisé & confirmé

par les saintes écritures , qui déclarent les mariages d'institution divine , & ne refusent à personne les avantages qui résultent de cet établissement.

» Parce que la puissance accordée aux hommes de faire des loix , ne peut jamais leur permettre d'en user d'une manière à mettre leur ouvrage en contradiction avec celles de la nature , ou avec celles qui ont Dieu pour auteur.

» Parce qu'il y a une différence essentielle entre établir des formalités qui seront nécessaires pour jouir d'un droit qu'on tient de la nature , & prendre ou donner un pouvoir arbitraire d'annihiler ce droit.

» Parce que , même en croyant qu'il est conforme à une sage raison de ne pas permettre aux mineurs de se marier sans le consentement de leurs parents ou de leurs tuteurs , & d'exiger ce consentement pour que leur mariage soit bon & valide , ainsi qu'on le requiert pour légitimer toute disposition qu'un mineur peut faire de ses droits ; nous ne permettons pas d'en inférer qu'il nous paroisse juste de retenir ces mineurs , pendant toute leur vie , dans un pareil esclavage , ou d'assujétir une personne de l'un ou de l'autre sexe à une minorité perpétuelle ; puisque faire de pareilles suppositions à l'égard de tout autre que d'un idiot ou d'un fou incurable , ce seroit donner dans une absurdité d'autant moins juste , qu'elle seroit une infraction plus manifeste de la loi de nature.

» Parce que si une défense perpétuelle de se marier , & le pouvoir de le défendre sans limites de temps & d'âges sont , comme nous le pensons , des choses opposées aux loix divines & naturelles , il suit nécessairement qu'une ordonnance qui prescrit cette défense ou qui donne droit de la faire , est nulle en elle-même , & ne peut avoir aucun effet.

» Parce que s'il arrive jamais que le droit de succéder à la couronne dépende de la légalité ou

de l'invalidité de la puissance que ce *bill* confère au souverain , on verra certainement la partie lésée réclamer contre cette loi , & plonger par cette démarche la famille royale & la nation dans toutes les horreurs , qui sont les suites inséparables des guerres civiles.

» Parce que , si l'on doit avouer qu'en mettant l'exercice de ce pouvoir à la disposition jointe du roi & des deux chambres du parlement , on s'expose moins aux abus qui en peuvent résulter , que dans le cas où il dépendroit du roi seul , il n'en est pas moins certain que , dans des temps de corruption & de violence , on peut en user de manière à dépouiller pour jamais quelques princes du droit incontestable qu'ils ont de jouir d'une alliance légitime.

» Parce qu'étant démontré que la puissance est onéreuse & contraire aux droits inhérents à l'humanité , il s'ensuit que le joug qui en résulte , accroît par le nombre infini de personnes que les temps doivent vraisemblablement y assujétir.

» Parce que nous sommes intérieurement convaincus que , pour parvenir au but avantageux qu'on peut s'être proposé en faisant ce *bill* , il est des moyens plus justes & plus sûrs , que celui de mettre une gêne perpétuelle à la liberté du mariage , par une loi à laquelle nous nous croyons obligés de nous opposer par les mouvements intérieurs de notre conscience. »

Cette seconde partie étoit signée par les Lords

Abingdon.	} Comtes.	Clifton.	} Barons.
Temple.		Craven.	
Radnor.		Lyttelton.	

» Et parce que ce *bill* a manqué essentiellement le but qu'on a déclaré se proposer en le faisant ,

puisque l'on n'y établit aucuns moyens d'empêcher le plus grand de tous les maux, en s'opposant aux mariages disproportionnés, que peuvent contracter des princes en possession de la couronne. »

Cette addition n'étoit signée que par le comte RADNOR.

Le lecteur ne peut manquer de sentir toute la solidité des objections contenues dans ce protêt; & cependant le *bill*, contre lequel elles ont été faites, a passé dans les deux chambres sans aucune altération essentielle. C'est aussi sans doute, pour ne pas ajouter la contradiction à l'inconséquence, que le 19 mai 1771, la chambre des communes, par une majorité de 94 contre 32 voix, rejeta le *bill*, que l'on demandoit, pour diminuer la rigueur de l'acte, qui restreint la trop grande liberté, que les anciens Anglois donnoient aux citoyens des deux sexes sur l'article du mariage.

2°. Nul état n'est plus incertain que celui des ministres, que les puissances étrangères envoient résider à Londres. La manière de les recevoir, les rangs qu'ils doivent occuper, les privilèges, ou qui leur sont personnels, ou qu'ils peuvent communiquer à leur suite, tout ce qui les regarde enfin est sujet à des contestations, qui troublent également, & les ministres Anglois chargés de ce détail, & les étrangers, qui perdent souvent, en disputes, mémoires, éclaircissements & demandes, un temps qu'ils emploieroient plus utilement ou plus gracieusement aux affaires de leurs cours.

Chez tous les potentats de l'Europe, il est un droit des gens généralement respecté: mais l'Anglois sans penser qu'une réciprocité de privilèges entre les ministres est très souvent la base de l'harmonie & de la bonne intelligence qui regnent entre les princes, prétend assujétir aux loix de son pays des gens qui n'y sont venus que sous la condition tacite d'en être affranchis. L'examen des inconvénients

qui résultent de cette conduite, passeroit les bornes que doit se proposer un observateur : mais sans m'en écarter, je vais donner le récit des cérémonies observées en Angleterre, lorsque le marquis de Mirepoix y vint comme ambassadeur de France. Ce ministre qui en a lui-même écrit le détail, y fait voir les honneurs qu'on y rend aux ambassadeurs & aux ambassadrices, & n'y déguise pas les désagrémens, auxquels les uns & les autres sont exposés : mais comme il se borne au cérémonial qu'on observe à leur arrivée à Londres, j'ajouterai à son récit quelques notions générales sur les droits accordés, refusés ou contestés aux ministres accrédités à la cour Britannique, & ces ministres y connoîtront avec quelle délicatesse ils doivent se conduire pour maintenir inviolablement leurs privilèges, sans compromettre le respect dû à leur cour & à leur personne.

En arrivant à Calais, *dit M. de Mirepoix*, j'y trouvai un Yacht du roi d'Angleterre, qui y avoit amené le comte Albemarle, & qui avoit ordre de m'y attendre pour me passer à Douvres.

Cette petite ville est toute ouverte, & n'a pour fortification qu'un château, qui domine sur le port & qui n'est occupé que par quelques invalides.

Comme ordinairement il n'y a point de troupes à Douvres, on y avoit fait marcher 300 hommes du régiment d'Auvar, commandés par un lieutenant Colonel, afin de me rendre les mêmes honneurs que le comte Albemarle avoit reçus à Calais.

Lorsque je débarquai, le fort me salua de douze coups de canon, & je fus reçu sur le port par l'officier qui commandoit le détachement, que je trouvai sous les armes. On battit aux champs, & je fus salué par les officiers.

A la porte de l'auberge où je descendis, il y avoit une garde de 50 hommes aux ordres d'un capitaine avec un drapeau.

Je ne m'arrêtai point à Douvres, & lorsque j'en partis, le fort me répéta le salut de douze coups de canon.

De Douvres à Londres il n'y a ni places de guerre ni villes qui tiennent garnison; aussi rien ne m'arrêta dans cette route, & j'arrivai dans cette capitale le dimanche au soir.

Le duc de Bedford, à qui, comme secrétaire d'état de mon département, je devois notifier mon arrivée, & rendre la première visite, & qui devoit me faire savoir le jour, le lieu & l'heure où il plairoit à sa majesté Britannique de me donner ma première audience, étoit à la campagne lorsque j'envoyai à son hôtel: mais les ordres qu'il y avoit laissés le mirent dans le cas d'être instruit si promptement de mon arrivée, que dès le lendemain il étoit à Londres, & reçut ma visite le mardi, en cet ordre.

Tous ses gens étoient rangés en haie sur son escalier; & il vint lui-même jusqu'à la première porte du vestibule de son appartement d'où, en me donnant la droite, il me conduisit dans son cabinet, où j'occupai la première place.

Il observa les mêmes formalités, lors de mon départ, en m'accompagnant jusqu'au même endroit où il m'avoit reçu: mais il y resta jusqu'à ce que je fusse monté dans mon carrosse, & qu'il le vit en mouvement.

Dès le lendemain, il me rendit sa visite, après m'avoir fait préalablement demander l'heure à laquelle je pourrois le recevoir, & j'observai le même cérémonial qu'il avoit pratiqué la veille à mon égard. Il me dit, entre autres choses que le roi me donneroit audience le lendemain, après son lever à Kensington, lieu où George II est dans l'habitude de passer tout le temps de la belle saison.

Je m'y rendis avec M. Durand, dans un carrosse à six chevaux, précédé d'un écuyer, de deux

pagés & de cinq ou six domestiques à cheval ; & les François que j'avois menés en Angleterre , me suivoient dans d'autres carrosses, attelés seulement de deux chevaux chacun.

Je fus reçu à la porte du palais par le chevalier Cotterel , qui fait en même temps les fonctions de maître des cérémonies & d'introducteur des ambassadeurs. Il me conduisit jusques à l'antichambre du cabinet du roi , où le duc de Bedford me prit & m'introduisit dans ce cabinet , où sa Majesté étoit debout ; & dans lequel , après les révérences d'usage, je lui fis mon compliment.

Le duc de Bedford & celui de Newcastle assistèrent à ma première audience , à la fin de laquelle le premier m'accompagna jusques à la porte de l'antichambre.

Je passai dans la pièce où le roi d'Angleterre tient le cercle , & où il n'y a de place marquée pour personne , ainsi je m'y trouvai confondu avec les autres courtisans.

Sa Majesté Britannique parut fort peu de temps après , & me fit l'honneur de m'entretenir avec beaucoup de bonté , presque pendant tout le temps que dura le cercle.

Le prince & la princesse de Galles ne me donnerent audience que le dimanche suivant , & ce fut dans le palais qu'ils ont à Londres. Le chevalier Cotterel , qui m'attendoit au bas de l'escalier , me mena dans l'antichambre du cabinet du prince , dans lequel m'introduisit le gentilhomme de la chambre qui étoit de service ; ce qui fut répété pour me faire parvenir au cabinet de la princesse ; d'où je me rendis dans l'appartement où leurs altesses royales tiennent cercle. Ces princes ne tarderent pas à y paroître , & l'un & l'autre me firent l'honneur de m'entretenir alternative-ment jusqu'au moment où ils se retirèrent.

Huit jours seulement après j'eus, avec les mêmes

formalités , audience du duc de Cumberland & de la princesse Amélie.

Après avoir terminé toutes mes visites à la famille royale , je m'acquittai de celles que je devois faire en cérémonie au duc de Newcastle comme secrétaire d'état , & au duc de Grafton comme grand chambellan , auxquels , selon l'étiquette de la cour d'Angleterre , les ambassadeurs doivent la premiere visite. L'un & l'autre me reçurent de la même maniere que je l'avois été chez le duc de Bedford ; & comme lui , me rendirent leur visite dès le lendemain , après m'en avoir fait demander l'heure , ainsi que je l'avois fait à leur égard.

Quant aux ministres étrangers , il est d'usage depuis long-temps dans cette cour , de supprimer entre eux tout cérémonial pour se rendre & recevoir les premieres visites. A caractere égal , les premiers arrivés vont , sans cérémonie , visiter celui qui ne fait que d'arriver , qui leur rend ensuite sa visite , lorsqu'il a terminé celles qu'il doit à la famille royale ; aussi dès le lendemain de mon arrivée , l'ambassadeur de Danemarck & tous les autres ministres étrangers vinrent me visiter , sans même attendre que je leur eusse notifié mon arrivée.

Après les premieres audiences , il n'y a plus à la cour d'Angleterre de cérémonial particulier pour les ambassadeurs. Ils vont chez le roi , le prince & la princesse de Galles aux heures indiquées pour le cercle comme les autres courtisans.

Le duc de Cumberland & la princesse Amélie ne tiennent point de cercle particulier : mais l'un & l'autre se trouvent ordinairement à celui du roi ; & si l'on excepte la premiere audience , les ambassadeurs & les ministres étrangers ne vont point chez eux , mais comme ils restent au cercle général , après que le roi en est retiré , on profite de ce temps pour leur faire sa cour.

Il n'y a point de cérémonial particulier à la

cour d'Angleterre pour la présentation des ambassadrices. Le chevalier Cotterel leur indique le jour & l'heure où elles pourront être présentées au roi d'Angleterre, ainsi qu'au reste de la famille royale, & se trouve au bas de l'escalier pour les recevoir, où il les ramène après la cérémonie.

Madame de Mirepoix fut présentée au roi à l'heure du cercle par la comtesse Albemarle, & eut dans le même jour audience du prince & de la princesse de Galles.

A ces cercles du roi & des princes, il n'y a aucune place marquée pour les femmes, & madame de Mirepoix assista aux uns & aux autres, comme les autres dames qui viennent y faire leur cour.

Le duc de Cumberland & la princesse Amélie reçurent ensemble la première visite de madame de Mirepoix dans l'appartement de la princesse de Galles.

Tel est le détail que M. de Mirepoix donna à sa cour du cérémonial pratiqué pour sa réception & celle de son épouse à la cour de Londres, auquel je crois devoir ajouter les particularités suivantes.

Les ambassadeurs donnent la main chez eux & sans difficulté à tous les lords ducs, comtes, marquis, vicomtes & barons, ainsi qu'aux archevêques & évêques d'Angleterre : & le ministre étranger, tel relevé que soit son titre, ne doit affecter aucune prétention.

L'ambassadeur comme les autres ministres étrangers, va faire sa cour au monarque, soit à son lever, soit au cercle.

Il est bon d'observer que lorsqu'un ministre étranger va à la cour, son carrosse n'entre au palais de S. James, que par la cour des cuisines.

Il y a gala & bal à cette cour dans les jours anniversaires du roi & de la reine. Le ministre étranger dans ces occasions solennelles est obligé de paroître plus richement vêtu qu'à l'ordinaire, son carrosse doit être plus brillant & ses valets doi-

vent porter ce qu'on appelle la grande livrée.

Il est d'usage que dans les bals, les ministres étrangers ne reçoivent d'autre civilité attachée à leur rang, que celle d'occuper une loge destinée pour leur usage & celui de leurs femmes. Nul ambassadeur ni ambassadrice ne peut y attendre de place distinguée, que de la politesse des autres ministres. Le pêle-mêle y est en effet si bien établi, que les ministres doivent s'y trouver avant que le roi d'Angleterre soit entré au bal; car on ne peut leur garder de place que jusqu'à cet instant, où l'usage veut que l'on ouvre la porte de cette loge, pour laisser à chacun la liberté d'y entrer, sans pouvoir ensuite y déplacer personne.

Les ambassadrices n'ont point ordinairement d'audiences en forme, elles sont seulement présentées au cercle du roi, où se trouve la famille royale; & elles reçoivent de sa majesté Britannique le salut du baiser, comme toutes les autres femmes & filles de Lords: après quoi le roi s'entretient avec elles, & toute la famille royale s'empresse de leur faire des politesses: mais dans cette assemblée, comme dans toutes les autres, l'ambassadrice n'a aucune prétention de rang, ni de civilité particulière à former.

La comtesse de Cambis reçut une distinction particulière à la cour de Londres. Le roi & la reine avoient témoigné un très-grand empressement de la voir. Elle se rendit à la cour qui étoit alors à Hamptoncourt. La reine qui étoit à sa toilette quand elle arriva, envoya Lady Pomfret, dame du palais faisant les fonctions de dame d'honneur, pour recevoir l'ambassadrice au haut de l'escalier, & l'introduire dans la chambre du cercle, où la duchesse de Richmond, & plusieurs tant seigneurs que dames l'entretinrent pendant qu'on habilloit sa majesté. Le Lord Grantham, chevalier d'honneur de cette princesse, vint lui dire de sa part qu'elle

qu'elle étoit fâchée de la faire attendre un instant. Peu de temps après Lady Pomfret vint prendre l'ambassadrice , & l'introduisit dans le cabinet de la reine. Sa majesté fit fermer la porte , donna à madame de Cambis le salut du baïser , resta seule avec elle , & lui dit les choses les plus gracieuses. Le roi survint , salua cette dame & la combla de politesses. Cette audience dura trois quarts d'heure, au bout desquels on ouvrit la porte du cabinet , & le roi & la reine entrèrent au cercle , suivis de madame de Cambis , qui se trouvant auprès du duc de Cumberland & des princesses en fut extrêmement graciée.

Les ambassadeurs sont invités à dîner, le jour de l'anniversaire de la naissance du roi d'Angleterre , chez le secrétaire de leur département : mais les ambassadrices ne le sont en aucun jour.

Lorsque la cour tient table à la campagne , les dames dînent séparément des hommes ; ainsi le grand écuyer fait les honneurs de la table destinée aux derniers , pendant qu'une dame du palais préside à celle préparée pour les premières. On interrompit cependant cet usage , lorsque madame de Cambis alla à Hamptoncourt , pour être présentée à leurs majestés Britanniques ; car le roi & la reine ordonnerent au duc & à la duchesse de Richmond de donner à dîner à cette ambassadrice & à l'ambassadeur son époux , & de leur former une compagnie d'hommes & de femmes ; ce qui fut exécuté.

Les ambassadrices ne doivent jamais danser à une fête de cour , parce que dans aucune cérémonie publique , on ne veut leur accorder de rang qu'après les comtesses d'Angleterre.

L'origine de cet abus vient de ce que , dans le temps où le titre de baron étoit le plus relevé où pût prétendre la noblesse angloise , les fils du roi portoient celui de comtesses , auxquelles par

conséquent les ambassadrices étoient obligées de céder le pas , que d'un autre côté elles prenoient sur toutes les dames d'Angleterre. Mais depuis que les filles de la famille royale ont été distinguées par le titre de princesses joint à leur nom de baptême , & que la noblesse a partagé les dignités de duc , marquis & comte , les angloises ont fait valoir la lettre aux dépens du sens , & ont prétendu que le cérémonial étant que les ambassadrices passeroient après les comtesses , les premières devoient le céder à la dernière comtesse de la nation. La cour pour éviter cette concurrence a trouvé l'expédient d'une loge pour les ambassadeurs & leurs femmes , qui paroissent dans les fêtes publiques ; & il n'y a point d'exemple qu'une ambassadrice ait réussi , quand elle s'est mise en compétition. Il paroît donc que le meilleur parti qu'il y ait à prendre dans cette cour , c'est de se conformer à l'usage , sans former de prétentions.

Je dirai à ce sujet que dans le cercle du soir où les princesses jouent , comme l'ambassadrice n'est pas ordinairement priée du jeu , elle ne s'assied point ; ce qui m'engage à lui conseiller de ne s'y jamais trouver , à moins qu'elle ne se fût antérieurement assurée d'être admise au jeu & d'y occuper la place immédiatement après les princesses de la famille royale. La comtesse de Montijo , ambassadrice d'Espagne , fut présentée le soir au cercle du roi d'Angleterre ; & comme la reine y jouoit & qu'elle ne fut point du jeu , elle se trouva contrainte de rester debout , faute que toute ambassadrice doit soigneusement éviter.

Quant aux franchises des ambassadeurs , contre lesquelles la populace ne cesse de crier , elles se réduisent , comme celles de tous les autres ministres étrangers qui résident à Londres , à la permission de faire entrer , lors de leur arrivée , tou-

res les choses dont ils ont besoin pour leur usage , sans en payer aucuns droits de douane.

On a prétendu jusques à présent qu'un ministre étranger , dont les pouvoirs étoient suspendus par la mort de son souverain , & qui reprenoit ensuite son caractère par les ordres du successeur , avoit un droit incontestable à réclamer de nouveau la jouissance de ce privilege. Il s'en est peu trouvé dans ce cas qui n'aient en effet obtenu quelque franchise , spécialement celle des vins : mais la trésorerie & la douane , après avoir mûrement examiné ce qui avoit été précédemment fait à cet égard , ont déclaré qu'il n'y avoit jamais eu de droit à cette nouvelle entrée , & qu'on n'en autoriseroit point l'abus. Il est vrai qu'en 1771 le baron de Nolken , envoyé extraordinaire de Suede , continué par son monarque actuel , a obtenu de jouir de cette franchise , comme s'il arrivoit à Londres pour la premiere fois : mais il n'a dû cette grace qu'à l'estime spéciale dont l'honneur le roi d'Angleterre , qui d'ailleurs a cru devoir par cette faveur récompenser le désintéressement qu'il avoit fait paroître , lors de sa premiere arrivée , en ne profitant pas de ce droit qui lui étoit alors incontestablement acquis.

Un ministre nouvellement accrédité auprès de la cour Britannique , pour se mettre en possession de ce privilege , doit remettre au secretaire d'état une liste signée de sa main , qui contienne les articles qu'il entend faire venir ; & lorsqu'il arrive quelque partie des effets qui y sont énoncés , il écrit une lettre aux commissaires de la douane , pour réclamer les effets entre leurs mains , dont il donne le détail , en déclarant que c'est pour son usage , & en déduction des choses qui sont contenues dans la liste qu'il a remise.

On ne doit pas croire que cela puisse empêcher les officiers de la douane de visiter les ballots ,

ils en ont le droit, non-seulement pour examiner s'il n'y a rien autre chose que ce qui est déclaré dans la liste, mais encore pour voir s'il ne s'y trouve pas des marchandises prohibées, que la douane se croit alors en droit d'arrêter, quoique la trésorerie, en acceptant la liste, en ait permis la libre entrée. Il est vrai qu'ordinairement ces commis n'ouvrent qu'un ballot ou deux pour s'assurer, sans y rien déranger, qu'ils sont conformes à la liste.

La seule prérogative qui rende l'ambassadeur plus favorisé dans les franchises qu'un autre ministre, est qu'il peut faire entrer 1200 bouteilles de vin, pour toute sa provision, pendant la durée de son ambassade. Le roi d'Angleterre étendit encore cette faveur pour le comte de Cambis, qui en obtint que tous les vins qu'il feroit venir seroient exempts de droits.

Lorsque la liste des ballots est remplie, un ministre étranger peut néanmoins faire venir tout ce qu'il veut, mais en payant les droits non des nationaux, mais des étrangers, qui sont plus forts de 4 pour cent.

Il y a une autre prérogative, commune à tous les ministres, qui est le droit de protection. Fondé sur le droit des nations, il n'eut d'existence positivement assurée en Angleterre que du temps de la reine Anne. Un ambassadeur de Pierre I Czar de Moscovie, ayant été arrêté dans Londres pour une dette de 50 l. donna caution & porta ses plaintes de ce que le droit des gens avoit été violé en sa personne. Le conseil privé prit connoissance de cet attentat, & dix-sept personnes furent mises en prison & poursuivies à la requête du procureur général. On les déclara coupables, en remettant aux juges à décider de la peine qu'elles avoient encourue. Pierre vouloit qu'ils fussent mis à mort; mais la reine ayant fait passer en parlement un

acte pour régler ce privilege, & ordonner le châtiment de ceux qui par la suite pourroient le violer, envoya copie de cet acte au Czar; & le satisfit en lui représentant l'impuissance où elle étoit de décider de la vie de ses sujets, dans des cas où la loi en vigueur n'en dispoſoit point elle-même.

En conſéquence de cet acte les miniſtres étrangers jouiſſent & font jouir du droit de protection tous les officiers de leurs maiſons, de façon qu'on ne peut arrêter leurs perſonnes, ni ſaiſir leurs eſſets, pourvu cependant qu'aucun d'entr'eux ne ſoit commerçant ſujet aux loix faites contre les banqueroutes; que le nom de chacun ſoit enregiſtré au bureau d'un ſecrétaire d'état, qui doit à l'inſtant le notifier au ſhérif de Middleſex. Si malgré l'exécution de toutes ces clauses, dit l'acte de la reine Anne, le domeſtique d'un miniſtre étoit pourſuivi dans ſa perſonne ou dans ſes biens, le procès en réſultant deviendrait nul & de nul effet, tous ceux qui y auroient été employés, ſeroient déclarés violateurs des loix des nations & perturbateurs du repos public, & comme tels condamnés à l'amende & aux peines corporelles, qu'il plairait au Lord Chancelier, & aux deux chefs de juſtice, ou à deux d'entr'eux d'ordonner.

Les miniſtres étrangers ont long temps, pour la plupart, fait difficulté de ſe conformer à la clause de cet acte, qui ſemble les aſtreindre à donner au ſecrétaire d'état une liſte des perſonnes, qu'ils entendent faire jouir du droit de protection. Ils avouoient tous que leur propre tranquillité rendoit cette précaution néceſſaire, mais ils vouloient que ce fût de leur part un acte de complaiſance, & non, comme l'exigeoient les miniſtres anglois, une ſoumiſſion néceſſaire à une loi du parlement, qu'en qualité de représentants des puiffances étrangères, ils ne devoient & ne pouvoient reconnoître.

Les ſecrétaires d'état d'Angleterre, voulant enfin

1.8 O B S E R V A T I O N S

mettre fin aux embarras que leur caufoit chaque jour cette conteftation , envoyèrent en 1771 , demander cette lifte comme une faveur , & le corps refpectable des miniftres étrangers , qui ne s'en étoit jamais déguifé l'avantage , consentit librement & unanimement à la donner.

Tout miniftre étranger fournit donc au fecretaire d'état une lifte de fes fecretaires , chapelains & de tous fes officiers & domeftiques , qui jouiffent dès-lors du droit de protection. Comme il peut y inférer le nom de toute perfonne qu'il veut fouftraire à la juftice du pays , fous la dénomination d'un officier de fa maifon , ces protections font quelquefois follicitées par des gens refpectables en faveur de leurs créatures , mais le miniftre étranger à qui l'on s'adrefle doit en ufer avec beaucoup de difcrétion , pour éviter le foupçon que fes officiers n'en faffent un commerce fous fon nom , & de peur qu'en ne fongeant qu'à aider la vertu malheureufe , on ne protege le dérèglement , la débauche ou la mauvaife foi. Une pareille conduite peut attirer la haine & même des aventures fâcheufes à un miniftre étranger , de la part de la populace angloife , qu'il doit être très attentif à ne fe pas rendre contraire.

J'ajouterai que tout miniftre étranger a la liberté de paffer en caroffe dans le parc de S. James , lorsque la cour n'y eft pas , & que d'ailleurs on ne leur accorde aucune franchife aux barrières , ni fur les ponts , ni ailleurs.

Lorsqu'un ambaffadeur eft fur le point de fon départ , il obferve le même cérémonial , & le même ordre qu'il a fuivi à l'inftant de fon arrivée , tant pour fes audiences que pour fes vifites de congé. Il rotifie fes lettres de récréance au fecretaire d'état de fon département , dont il lui laiffe copie ; & il s'adrefse à l'introduéteur , pour favoir le jour & l'heure où il plaira au roi de lui donner audience.

S'il est absent de la cour d'Angleterre, quand il en doit prendre congé, il écrit au secrétaire d'état une lettre de politesse, qui renferme ses lettres de récréance. Il doit aussi en adresser une pareille au premier commissaire de la trésorerie & aux autres secrétaires d'état. Ces lettres se remettent au ministre de la cour, résidant pour lors à Londres, ou à celui de sa majesté Britannique auprès de la cour de celui qui les écrit.

Le présent que le roi d'Angleterre est en usage de faire dans ces occasions, se proportionne au titre sous lequel a paru dans la cour le ministre qui la quitte, quoique ce monarque puisse l'augmenter à sa volonté. Il est ordinairement présenté en billets de banque, par l'introduit, à qui l'on donne les 15 pour cent, savoir dix pour lui & 5 pour son substitut.

Autrefois l'on donnoit, dans ces occasions, des portraits enrichis de diamants, des bagues ou d'autres bijoux de prix : mais comme l'introduit avoit la commission d'en faire l'emplette, on prétend que les plaintes des ministres étrangers sur le déchet de la valeur du présent fait en bijoux, ont porté à le donner en argent. Il y a eu cependant des ambassadeurs qui ont fait difficulté de le recevoir de cette façon. Un de Venise, entre autres, eut la délicatesse de refuser l'argent, mais il accepta l'offre qui lui fut faite de choisir chez un joaillier les diamants, qui devoient remplir la somme du présent qui lui étoit dû.

M. de Montiño, ambassadeur d'Espagne, fit insinuer qu'il avoit un scrupule de recevoir de l'argent, & on lui donna le portrait du roi d'Angleterre enrichi de diamants, de la valeur à peu près du présent en argent.

La comtesse de Cambis reçut de la même manière le présent qui devoit revenir au feu comte son mari.

Voilà le détail le plus exact que l'on puisse donner du cérémonial que la cour d'Angleterre observe à l'égard des ministres étrangers, & des prérogatives qu'elle leur accorde.

3°. Une dame titrée par sa naissance ou par grace du roi, qui épouse un homme qui lui est inférieur ou même un roturier, conserve son titre, ainsi que le rang & les privilèges qui y sont attachés qui, selon leur nature, pourront même passer à ses enfants : mais elle ne peut les transporter à son mari, lorsque celui-ci fait participer à son épouse tous les avantages qu'il peut tenir de sa naissance ou de ses emplois.



CHAPITRE VII.

Des Douanes d'Angleterre.

LES douanes sont gouvernées par quatorze commissaires, dont 9 pour l'Angleterre, qui ont chacun 1000 l. d'appointements, & 5 pour l'Ecosse avec 500 l. par an, dont 400 l. comme commissaires de la douane, & 100 l. comme employés à la recette des droits du sel.

Tous ces commissaires ont des profits qui excèdent leurs appointements, & tiennent leurs places en vertu d'une patente du roi, lorsque la plupart des officiers qui leur sont subordonnés, sont à la nomination du premier seigneur de la trésorerie.

Les commissaires préposés à la régie des douanes d'Angleterre, doivent résider à Londres, & s'assemblent régulièrement dans une des salles de la douane, où ils décident toutes les affaires contentieuses, examinent les comptes de recette, ordonnent la vente des effets saisis, font remettre à

l'échiquier les revenus qui y doivent rentrer de leur département ; & ils ont une inspection immédiate sur toutes les douanes de la grande-Bretagne & des colonies.

Les ports d'Angleterre sont rangés sous trois classes , qui sont les ports proprement dits , les membres de ports & les criques ou havres. Cette division a été imaginée par les officiers de la douane , pour exécuter toutes leurs opérations avec plus d'ordre & plus de facilité , & elle est autorisée par plusieurs actes du parlement.

Suivant cette division , l'Angleterre compte 22 ports , 53 membres & 117 criques , en tout 192 endroits de commerce maritime quelconque ; & en Ecoffe 18 ports , 5 membres & 169 criques ou 191 places de douanes. Chaque port a sous sa dépendance plus ou moins de membres & de criques , suivant le commerce ou la distance respective des lieux.

Tous les ports , membres ou criques qui composent la douane de Londres , forment deux parties générales , dont la première renferme les ports occidentaux & les colonies , & dont la seconde comprend les ports orientaux ; & c'est de cette division dont on se sert principalement dans les états généraux de recette & de dépense.

Dans chaque port , on tient un registre non-seulement de tous les vaisseaux nationaux & étrangers qui y arrivent , mais encore de tous ceux qui appartiennent à ce port , & aux membres & criques qui en dépendent. Ce registre est envoyé régulièrement à Londres , où se fait le recensement général de tous les vaisseaux qui appartiennent aux sujets de la grande Bretagne , de la quantité de tonneaux que porte chacun en particulier , & du total des matelots qu'exige leur service. Smollet , dans son histoire d'Angleterre , évalue à 9000 le nombre des vaisseaux appartenants aux sujets Bri-

tanniques. En 1731. les vaisseaux du seul port de Londres étoient au nombre de 1417, portant ensemble 178,557 tonneaux, & occupant 21,797 matelots.

Les revenus actuels des douanes d'Angleterre sont évalués à plus de deux millions cinq cent mille livres sterling par an. En 1695 on calcula que le produit de la douane de Londres étoit, au rapport total des autres douanes du royaume prises ensemble, comme 11 est à 15, mais l'augmentation qui s'est faite dans le commerce d'un grand nombre de ports différens, a certainement fait baisser ce rapport à proportion, en sorte que beaucoup de gens sont aujourd'hui d'avis de ne l'évaluer que comme 9 est à 15. Cependant j'avoue que ceci n'est qu'une conjecture hasardée, que je ne garantis en aucune façon.

La douane d'Angleterre qui, après celle de Londres, rapporte le plus, est celle de Liverpool, dont le grand commerce est celui de la côte de Guinée, où ce port envoie chaque année plus de 130 vaisseaux. La troisième douane est celle de Bristol.

On peut se faire une idée du commerce actuel de Londres, par le détail suivant de 1728 époque depuis laquelle on est certain qu'il est beaucoup augmenté. Depuis le 25 décembre 1717, jusques à pareil jour 1728, le nombre des vaisseaux qui étoient entrés dans le port de Londres montoit à 8889, savoir

des ports	{	vaisseaux de la nation	. .	1839
étrangers.	{	vaisseaux étrangers	. . .	213

2052

Caboteurs Anglois 6837

Total des vaisseaux du port de Londres . 8889

Le nombre des officiers de la douane de Londres se monte à plus de 650 sans compter les fur-numéraires dont le nombre est considérable. Quant au reste du royaume, on compte plus de 1800 employés, outre 650 pour l'Ecosse, & plus de 300 distribués dans les colonies.

ARTICLE I.

Des droits de la Douane.

Les droits divers qu'on perçoit dans les douanes angloises, forment aujourd'hui quarante-trois branches différentes de revenus, y compris le droit mis en 1763 sur les vins de France & autres imposés depuis.

Comme le détail compliqué de toutes ces branches seroit certainement ennuyeux, & que d'ailleurs on en aura des notions claires, lorsque je donnerai le tableau du revenu national, je me bornerai ici à quelques observations générales propres à régler la conduite des négociants.

1°. Tous les marchands étrangers, qui ne sont point naturalisés, paient pour leurs marchandises un droit de douane plus fort, que celui qui est imposé sur celles qui viennent pour les naturels du pays. Cet excédent varie suivant la nature des effets importés, & selon que les vaisseaux, qui en sont chargés, sont de construction nationale ou étrangère, & sont manœuvrés par des anglois ou par des sujets d'une autre nation.

2°. Le tarif des droits imposés sur le petit nombre de marchandises de France, dont l'introduction est permise en Angleterre, est pour ainsi dire, indépendant de celui arrêté pour les effets qui viennent des autres nations; & il est actuellement porté si haut, qu'à l'égard de plusieurs articles, les droits excèdent la valeur des marchandises, ce

qui donne lieu à une contrebande qu'on peut dire immense.

3°. Les Anglois, ayant une attention singulière à encourager toutes les manufactures, & sur tout celles de laines, ont affranchi de tout droit d'entrée la plupart des drogues, graines & autres ingrédients qui servent à la teinture; & s'il y en a un petit nombre qui y soit sujet, les impôts qu'on en exige sont très-médiocres.

ARTICLE II.

Règlement pour le commerce des laines en Angleterre.

On fait en général qu'en Angleterre l'exportation des laines du pays est prohibée; mais le commerçant étranger est trop intéressé à connoître en détail les précautions que le gouvernement a prises à ce sujet, pour ne lui en pas donner ici l'abrégé.

On a non seulement défendu la sortie des laines des toisons, sous quelque dénomination que ce soit; mais encore celle des cardes à carder, de la terre à foulons, & de toute terre grasse propre à dégraisser & appelée communément *terre à potier*, dont on fait des pipes.

Tout marchand de laines, qui demeure à dix milles de la mer, dans les provinces de Kent & de Suffex, qui sont les plus voisines de la France, doit, dans les trois jours après la tonte de ses brebis, donner par écrit aux officiers du port le plus voisin, un état du nombre de ses toisons, en spécifiant le lieu où il en a fait le dépôt.

S'il veut en transporter le tout ou partie, il est tenu de le notifier auxdits officiers par un bordereau, qui contienne le nombre des toisons dont il entend se défaire, leur poids, le nom & la

demeure de la personne à qui il les vend , & le nom du lieu pour lequel elles sont destinées. Les officiers lui en remettront un certificat , sous peine , pour ceux qui ne pourroient le représenter , de trois schellings d'amende , par chaque livre pesant de laine , dont on auroit disposé , sans avoir rempli ces formalités.

Les particuliers qui demeurent à la distance de quinze milles de la mer , dans les comtés de Kent & de Suffex , ne peuvent acheter aucunes laines , avant que d'avoir donné caution qu'ils n'entendent point en acheter , pour en disposer en faveur d'une personne , qui ne réside qu'à quinze milles de la mer.

Toutes les laines qui , dans les comtés susdits , seront voiturées ou transportées du côté de la mer , sans que le propriétaire ait donné caution & les ait fait enregistrer , seront saisies & paieront une amende de trois schellings par livre pesant : & l'on confisquera toutes les laines qui se trouveront déposées ou cachées à 15 milles de la mer , sans avoir été enregistrées.

Si un sujet veut envoyer des laines par mer d'un port à un autre , elles ne pourront être chargées sur les voitures , ni être rencontrées à 5 milles du lieu d'où elles seront parties , sans avoir préalablement été enregistrées dans le port de l'embarquement , d'une façon si précise que le certificat en fasse connoître exactement le nombre , le poids & la marque , sous peine de saisie & de l'amende de trois schellings par livre.

On ne peut exporter ni moutons ni brebis , sous peine de 20 schellings d'amende pour chaque bête , & de confiscation du navire où ces animaux seront trouvés , si ce navire appartient à des étrangers , ou à des sujets de la grande Bretagne , mais qui seroient nés ailleurs que dans son isle.

On a excepté les moutons pris à bord des vais-

seaux pour la nourriture de l'équipage & des passagers : comme on permet la sortie des peaux d'agneaux, quand elles sont préparées pour en faire des doublures, la laine des matelats quand elle est cardée ; & l'on accorde, la libre importation de 6600 tods de laine, chaque tod étant du poids de 32 livres, pour les îles de Jersey, Guernesey, Aurigni & Sark par le port de Southampton.

Il n'est jamais permis de transporter, même dans le royaume, des sacs ou ballots de laine ou de terre à foulon, sous peine de saisie, à moins que ce ne soit pendant le jour & aux heures que prescrit la loi, qui sont du 1 mars au 29 septembre, depuis quatre heures du matin jusqu'à huit du soir ; & du 29 septembre au 1 mars, depuis sept heures du matin jusqu'à cinq du soir. On ne peut de même, que depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, en transporter dans les lieux qui ne sont qu'à cinq milles des côtes de la mer.

Toutes les laines & terres à foulon, chargées pour être transportées chez l'étranger, seront saisies & confisquées, ainsi que le navire dans lequel on les aura trouvées. Le principal agent ou intéressé dans cette exportation, sera condamné à une amende du triple de la valeur des marchandises confisquées, ainsi qu'au triple des frais du procès, & toutes les personnes qui auront aidé seront mises en prison pour y rester pendant trois ans.

Les habitants du lieu, d'où les laines seront sorties, & des endroits par où elles auront passé pour être embarquées, paieront une amende de 20 l. st., si la valeur des laines exportées est au-dessous de 10 l. st. ; mais si la valeur excède cette somme, l'amende sera triple de la valeur réelle, ainsi que celle des frais du procès.

L'amirauté doit entretenir trois vaisseaux & quatre chaloupes armées, chargées de croiser constamment depuis le *North-Foreland* jusqu'à l'île de

Wight, afin d'arrêter & saisir tous les navires qui exporteroient des laines ou d'autres marchandises dont la sortie est prohibée, ou qui voudroient en faire entrer dans le royaume, malgré la défense de les y introduire.

Quelle que soit la sévérité de ces réglemens, on fait une contrebande étonnante dans les deux provinces de Kent & de Suffex & sur-tout dans la dernière.

ARTICLE III.

Des moyens employés par l'Angleterre pour encourager l'importation & l'exportation des marchandises.

On a vu dans l'article précédent quelle rigueur la loi angloise a cru devoir employer pour empêcher l'exportation des laines, & de tout ce qui a rapport à leur préparation; & l'on verra dans celui-ci les moyens de douceur que cette même loi donne pour favoriser, tant l'importation que l'exportation des marchandises en général.

Ces moyens, dont l'effet est plus certain que toutes les prohibitions, sont des especes de récompenses connues sous les noms de *Bounty*, *Drawback* & *præmium*. Elles doivent être regardées comme dépendantes de la douane, puisque ce sont ses officiers qui sont chargés de leur distribution, & que les deniers qu'on y emploie, sont pris de ceux que produisent les impôts mis sur les marchandises.

On appelle *Bounty* une gratification accordée sur certaines marchandises ou denrées exportées. *Drawback* est un argent que l'on rend à celui qui exporte des marchandises, qui ont payé dans le royaume le droit d'excise, lequel dans ce cas leur est restitué en entier.

Par *præmium* on entend un avantage fait à un

négociant, pour avoir fait entrer dans le royaume certaines marchandises ou denrées.

Il faut ajouter à ces trois especes, de récompenser 1°. Les *Allowances* qui sont une déduction de droits sur certaines marchandises sujettes à se corrompre ou à s'endommager: 2°. les encouragements en argent, auxquels on donne aussi le nom de *Bounties*, parce que ce sont des gratifications accordées aux vaisseaux qui vont à la pêche de la baleine ou du hareng.

Quoiqu'il soit très-utile aux commerçants de connoître en détail tous les articles qui ont droit à ces divers avantages, je me contenterai d'en donner la liste, & d'y joindre quelques remarques générales, pour satisfaire une partie de mes lecteurs sans fatiguer les autres.

SECTION I.

Articles dont l'exportation est encouragée par Bounty.

Si quelqu'un ne trouvoit pas les instructions que je donne ici assez étendues sur le sujet, il pourra, pour se satisfaire pleinement, lire l'acte du *labourage* appelé *Tillage act*, passé dans la 1^{re}. année de Guillaume & Marie, ainsi que celui de la 5^e. de la reine Anne. Voici les marchandises qui y ont droit.

1°. Les grains qui sont exportés, dans les circonstances où la loi le permet; & sous ce nom générique de grains, on comprend le froment, le seigle, l'orge; la drêche d'orge ou de froment & le gruau d'avoine.

Grains.

Grains.	à exporter lorsqu' le prix ne baisse pas.			Bounty par mesure de Winchester:		
	L.	S.	d.	L.	S.	d.
Froment, évalué par Quarter.	2	8	-	-	5	-
Seigle d°.	1	12	-	-	3	6
Orge. . . . d°.	1	4	-	-	2	6
Orge appelée <i>Beer</i> ou <i>Bigg</i> d°.	1	4	-	-	2	6
Drêche sans accise. . d°.	1	4	-	-	2	6
Drêche de froment. . d°.	2	8	-	-	5	-
Gruau d'Avoine, le grain n'exportant pas. . . .	-	15	-	-	2	6

On remarquera que le *quart* ou *quarter*, mesure de Winchester, contient 8 boisseaux, & que chaque boisseau a 8 gallons. Le gallon de froment doit peser 8 livres de *Troy*, & la farine se pèse comme le froment.

On évalue ordinairement qu'un gallon de farine de froment pèse 7 livres *Avoir-du-poids*, & 8 livres 6 onces 4 penny-weights *poids-de-Troy*; - en sorte qu'un boisseau de même farine peseroit 56 livres, *avoir-du-poids*, & 68 livres 1 once 12 penny-weights *poids-de-Troy*.

A la douane, lorsqu'il s'agit de payer la *bounty* pour l'exportation, 224 livres de farine de froment ou d'autres grains sont censées égaler 4 boisseaux de froment ou d'autres grains non moulus.

Comme tout ce que je viens de dire ne peut bien être entendu, si je n'explique la différence qui se trouve entre les deux poids que j'ai mis en comparaison, j'ajouterai que, dans le *Troy-weight* 24 grains de bled, pris dans le milieu de l'épi & bien secs, font un *penny-weight*, d'ont

20 font une once, & que 12 onces composent la livre *Troy-weight*, qui sert à peser le grain, le pain, les liqueurs, l'or, l'argent, &c. que dans le poids, appelé *Avoir-du-poids weight*, avec lequel on pèse les métaux ordinaires, la laine, le suif, la mercerie & autres choses semblables, 16 dragmes font une once, dont 16 forment la livre, que 28 de ces livres composent un quarteron, dont 4 font le cent, dont 20 font un tonneau. On évalue ordinairement que 14 livres *Avoir-du-poids* sont égales à 17 livres *poids de Troy*.

Le boisseau de Winchester, auquel doivent se mesurer tous les grains, est rond, avec un fond plat & horizontal, & il a par-tout 18 pouces $\frac{1}{2}$ de diamètre, & 8 pouces de profondeur.

2°. La *Bounty* sur l'exportation du sucre raffiné dans la Grande-Bretagne, telle qu'elle a été successivement augmentée par plusieurs actes du parlement, monte aujourd'hui à 9 schellings par cent pesant, de tout sucre qui a été apporté des colonies Angloises, & qui est exporté dans des navires de la nation manœuvrés par des Anglois.

3°. Celle pour les toiles à voiles, fabriquée dans le royaume, est de 2 schellings par aune.

4°. Les soies manufacturées dans le pays y ont part selon le tarif suivant.

	L.	S.	d.
Rubans & étoffes de soie par L. Avoir-du-poids.	-	3	-
Soies & rubans de soie or & argent par dito.	-	4	-
Bas, gants, franges, dentelles & soie à coudre dito.	-	1	3
Etoffes de soie & poil par dito.	-	-	8
Etoffes de soie & fil ou coton par dito.	-	1	-
Etoffes de soie & laine.	-	-	6

5°. L'exportation de la poudre à canon manufacturée dans la Grande-Bretagne, obtient 4 schellings 6 sous par chaque baril du poids de cent livres net, pourvu que le prix courant du baril n'excede pas la somme de 5 *l. St.* car dans ce dernier cas l'exportation en est défendue.

6°. On accorde pareillement une *Bounty*, sur les toiles fabriquées dans la Grande-Bretagne & l'Irlande, que l'on fait sortir, & dans la proportion suivante.

Toute toile de chanvre ou de lin, ayant 25 pouces ou plus de large, & dont le prix de la verge est au-dessous			
de cinq sous, obtient par verge.			
	<i>L.</i>	<i>S.</i>	<i>D.</i>
Celle valant 5 <i>d.</i> & au-dessous de 6 <i>f.</i>	-	-	$\frac{1}{2}$
Celle de 6 <i>d.</i> & qui ne passe pas 18 <i>d.</i>	-	-	$1\frac{1}{2}$

La gratification ne s'étend point aux toiles à carreaux ou rayées, ni aux toiles imprimées ou peintes. Il y a de plus quelques toiles d'Irlande qui ne participent jamais à cet avantage; & pour que les autres toiles de ce pays y donnent droit, il faut qu'à l'instant qu'on le réclame, elles appartiennent à un particulier, dont la résidence soit dans la Grande-Bretagne, ou dans les colonies Angloises.

7°. Les fils, dentelles ou franges d'argent sur soie obtiennent 5 schellings par livre *Avoir-du-poids*, lorsque le même poids de ces effets en or sur soie a 6 schellings 8 sous d'exportation.

8°. La viande & le poisson salés ont aussi une gratification quand ils sont exportés. Avant que d'en exposer le tarif, il n'est pas inutile de remarquer qu'en Angleterre on peut employer toutes

sortes de sel , mais qu'en Ecosse il n'est permis de saler la chair qu'avec du sel étranger , pourvu néanmoins que chaque espece de sel , dont on se sert dans l'un ou l'autre des deux royaumes , ait payé les droits.

	L.	S.	d.
Chaque baril de bœuf ou de porc salé. . .	-	5	-
Le baril de fardine , &c. pesant 50 gallons.	-	7	-
Les mo- { Ayant 14 pouces ou plus en lon- rues, { gueur depuis l'os de la nageoire, merlu- { usques à la 3e. jointure de la ches, &c. { queue par cent.	-	5	-
	-	2	-
	-	3	-
Les vertes par baril de 32 gallons.	-	4	6
Les seches ou <i>haberdines</i> par cent.	-	2	8
Le faumon par baril de 42 gallons. . .	-	1	9
Les harengs salés par baril de 32 gall. .	-	1	-
Les saurs de la premiere sorte par même baril.	-	1	-
La seconde sorte par même baril. . .	-	1	-
Les molettes sechées ou fumées par 20. milliers.	-	1	-

9°. Si le prix de l'orge est de 24 schellings par *quarier* , & celui des autres grains tel qu'il est porté dans l'article premier de cette section , la gratification sur les esprits extraits de grains est comme celle de l'eau de vie , c'est-à-dire , de 30 schellings par tonneau : mais en général elle est payée sur les esprits , comme si les grains , dont ils sont extraits , étoient exportés , en allouant 12 boisseaux d'orge ou de drêche , &c. pour chaque tonneau pesant d'esprits.



SECTION II.

Articles dont l'exportation donne droit au Drawback ou remboursement des frais payés à l'Accise.

On ne peut obtenir ce remboursement qu'en constatant que les droits, dont on réclame la restitution, ont été payés.

1°. Les bougies ont 8 deniers, & les chandelles de suif ou autres n'ont qu'un denier, par livre *Avoir-du-poids*.

2°. Tarif des peaux de moutons, d'agneaux ou de veaux.

		L.	S.	d.
Les peaux de veau en poil ou tannées par livre <i>Avoir-du-poids</i> .		-	-	-
Les mêmes apprêtées ou corroyées par d°		-	-	-
Peaux de moutons ou d'agneaux.	Tannées pour les gantiers, apprêtées dans l'alun, le sel & la farine ou autrement, par même livre.	-	-	-
	Passées à l'huile, par même livre.	-	-	-
		-	-	-

3°. Le savon rend au propriétaire un sou & demi par livre *Avoir du-poids*.

4°. On rembourse, lors de l'exportation, les droits qui ont pu être payés sur toutes espèces de papier, depuis 9 sous jusqu'à 18 sous par rame. Ceux sur les cartons le sont à raison de 4 schellings 6 sous pour 112 livres pesant; ceux sur les papiers bruns d'enveloppe à raison de 9 deniers par 40 rames, & ceux sur les papiers colorés pour tapisser, à raison d'un sou & demi par verge quarrée.

5°. Les foies, toiles & cotonades peintes ont droit au remboursement suivant, lors de leur exportation.

	L.	S.	d.
Les foies imprimées, peintes, &c. si l'on en excepte les mouchoirs de soie, par chaque aune de long sur une demie de large.	-	1	-
Tous les mouchoirs de soie peints ou imprimés, par verge carrée, en observant la proportion pour ceux qui l'ont plus ou moins.	-	-	4
Les toiles de coton peintes, imprimées ou teintes par verge de long sur une de large.	-	-	6
Toiles & étoffes peintes, imprimées ou teintes par verge de longueur & largeur.	-	-	3

Ce remboursement n'a point lieu pour les toiles, cotons ou suraines qui sont en une seule couleur, ni pour les étoffes qui sont de laine en totalité ou en partie.

6°. On accorde 2 deniers pour l'amidon par livre pesant *A. cir-du-poids*.

7°. La règle pour les bottes, fouliers, gants & autres manufactures de cuirs tannés, est que tout cuir tanné, dont, dans les tarifs divers, il n'est point fait mention spéciale, reçoit un sou & demi par livre pesant.

8°. L'argenterie travaillée & tous les ouvrages d'argent obtiennent 6 sous par once *poids-de-Troy*.

9°. On accorde en faveur des manufactures de verres.

	L.	S.	d.
Pour tout verre blanc par cent pesant. .	-	9	4
Pour verres de bouteilles même poids .	-	2	4

10°. Le remboursement des droits sur le sel est,

	L.	S.	d.
En Angleterre. { sel de roche tiré des mines ou des carrières du pays, par boisseau de 65 livres	-	3	4
{ sel de saline ou raffiné par boisseau de 56 livres.	-	3	4
En Ecosse par boisseau.	-	1	-

11°. La douane remet les droits qu'elle peut avoir reçus pour le charbon, qui s'emploie dans les fonderies de cuivre ou d'étain des provinces de Cornouailles & de Devon, ainsi que pour celui qui sert aux machines à feu, destinées à dessécher les mines d'étain ou de cuivre en Cornouailles.

12°. Quoique le remboursement des trois articles suivans ne dépende point des officiers de la douane, mais de ceux de l'*Accise*, je crois néanmoins devoir en faire mention ici, parce qu'ils sont compris sous le nom de *Drawback*.

1°. Les droits payés à l'*Accise* pour la forte-bierre, l'aile, le mum, le cidre & le poiré : 2°. ceux pour les esprits tirés du grain sans le mélange d'aucuns autres ingrédients : 3°. ceux sur les esprits en général, sont rendus par le bureau qui les a reçus.

SECTION III.

Articles dont l'importation paroît mériter un Præmium.

1°. Le *præmium* est de 6 sous par livre de tout bon Indigo, bien marchand, propre pour les teinturiers, importé directement d'une des colonies Angloises de l'Amérique, dans un vaisseau légitimement autorisé à naviguer dans ces colonies, & ayant son équipage tel que le prescrivent les loix. Cet indigo, pour valoir le *præmium* à son propriétaire, doit être du crû de la colonie dont il est importé, & valoir 3 sous la livre, lorsque le meilleur des colonies Françoises, ou tout autre d'égale bonté fera à quatre sous par livre; ou ainsi à proportion.

2°. Les bois de construction, mâts, &c. poix, goudron, &c. forment la seconde classe des marchandises qui obtiennent un *præmium*, qui est plus ou moins fort, selon les endroits dont les effets sont apportés en Angleterre.

1^{er}. Tarif des bois, &c. venant des colonies Angloises.

	L.	S.	d.
Les mâts, vergues, beauprés par tonne, en allouant 40 pieds à la tonne, selon l'usage de mesurer les corps ronds.	1	-	-
Le goudron de bonne qualité, loyal & marchand, sans aucun mélange & propre à faire des cordages, par tonne contenant 8 barils, chacun de 31 gallons & demi, bien cerclés & bien remplis.	2	-	-
Le goudron fait de la manière que je vais décrire, par tonne comme dessus.	4	-	-
Lorsque les arbores sont propres à être			

écorchés, on les dépouille de leur écorce jusqu'à la hauteur de 8 pieds ou environ de la racine, en laissant de chaque côté une bande d'écorce de 4 pouces de large. L'arbre doit rester dans cet état, au moins pendant une année entière, avant que d'être abattu pour en faire du goudron, & celui qu'on en tire alors, ne doit être mêlé avec aucun autre.

La poix de bonne qualité, par tonne pesant deux milliers, à 112 le cent & contenue dans 8 barils d'égale grandeur.

La térébenthine de bonne qualité, loyale & marchande, par tonne en tout conforme à celle ci-dessus.

L.	S.	d.
1	-	-
1	-	-
1	-	-

2^e. Tarif des bois transportés d'Ecosse en Angleterre. Les arbres de 12 pouces de diamètre & au-dessus, propres à faire des mâts, des vergues ou des beauprés, convenablement préparés & dégrossis au moins en huit côtés, sains & frais, de qualité loyale & marchande, ont une livre Sterling, par tonne de 40 pieds selon l'usage.

Ce *premium* est payé par les commissaires de la marine, mais sur le certificat des officiers de la douane.

SECTION IV.

Maniere de régler les Allowances.

L'*Allowance* est 1^o. accordée sur le tabac endommagé, ou gâté, & dans ce cas elle se règle de la façon suivante.

Si la tabac du cru des colonies Angloises a été endommagé en mer à bord du vaisseau sur lequel il étoit apporté, ou parce que ce vaisseau a été jeté à la côte en quelque partie de la Grande-Bretagne, ou parce qu'après son arrivée il s'est brisé à l'ancre; ou si le marchand refusoit de payer les droits de ce tabac, parce qu'il auroit

été endommagé dans l'allege où il faut le charger pour le débarquer ; dans tous ces cas , le propriétaire a la liberté de séparer les parties endommagées de celles qui ne le sont pas , & il lui est alloué un demi sou par chaque livre de tabac endommagé , pourvu cependant que la totalité de cette *Allowance* , sur un boucaut quelconque , n'excede pas 30 schellings , & à condition que tout le tabac ainsi séparé soit jeté au feu pour y être consumé.

2°. Si un marchand , après avoir importé des vins , trouvoit qu'ils fussent gâtés & corrompus , & qu'en conséquence il refusât d'en payer les droits , les commissaires de la douane feroient procéder publiquement à la vente de ces vins , pour être convertis en eaux-de-vie ou en vinaigre ; & l'*Allowance* accordée seroit dans la proportion suivante.

		L.	S.	d.
Pour cha- que ton- ne de vin.	{ Du crû d'Allemagne. . .	4	-	-
	{ de France. . .	4	-	-
	{ d'Espagne , Portugal , &c.	8	-	-

Nulle *Allowance* ne peut être octroyée que pour des vins importés en bariques ou en tonneaux , sur un vaisseau venu en droiture du lieu du crû , ou de celui dans lequel s'en fait d'ordinaire l'embarquement , si l'on excepte les vaisseaux échoués , qui ont la liberté de mettre leurs vins à bord de tout vaisseau , pourvu que lesdits vins soient débarqués dans un des ports du royaume.

3°. Il y a une autre *Allowance* , distinguée par le nom d'*Allowance of portage* , qui est une gratification , que les commissaires de la douane , en vertu de la patente qu'ils tiennent du roi , accordent aux capitaines de vaisseaux , pour les ex-

à payer à donner un état fidele de leur cargaison. Elle leur attribue par cent du produit net des droits qui reviennent à la douane ; savoir, sur les vins & sur les groseilles de Corinthe , 6 schellings 8 sous ; sur les marchandises de Norvege 2 livres sterling, & sur les autres denrées : mais ils ne l'obtiennent qu'autant que le montant des droits qui reviennent à la douane , excède 10 schellings , si l'on excepte les effets venans de la Norvege.

SECTION V.

Des Bounties pour l'encouragement de la pêche.

1°. Tout vaisseau de construction Angloise , du port de 200 tonneaux & au dessus , dont l'équipage est conforme aux réglemens faits à ce sujet , & qui part de la Grande-Bretagne , pour aller pêcher la baleine dans les mers du Groenland , du détroit de Davis ou mers adjacentes , reçoit une gratification de 2 l. St. par tonneau. Un vaisseau qui porte plus de 400 tonneaux ne peut pas exiger une gratification plus forte , que celle qui est fixée pour celui de 400 tonneaux.

On remarquera que chaque bâtiment du port de 200 tonneaux ou au dessous , doit avoir à bord 40 lignes de pêche de 120 brasses , 40 harpons de fer , 4 bateaux avec 7 hommes pour chacun d'eux , y compris un harponier , un timonier & un conducteur de ligne , ce qui fait en tout 28 hommes d'équipage , sans compter le capitaine & le chirurgien.

Un vaisseau au dessus de 200 tonneaux , aura par chaque 50 tonneaux de plus , une augmentation de 6 hommes , d'un bateau , de dix lignes & de dix harpons.

Tout vaisseau doit avoir à bord autant d'apprentifs qu'il porte de fois 50 tonneaux. La règle

générale est que ces apprentifs soient engagés pour trois ans. Ils peuvent être comptés au nombre des hommes qui doivent se trouver sur chaque vaisseau. Un navire qui porte de 30 à 40 tonneaux doit en avoir un, lorsqu'il y en aura deux sur un bâtiment de 50 à 100 tonneaux : mais il est ordonné à tout bâtiment au-dessus de ce dernier port, d'en prendre un par chaque cent tonneaux qu'il a de plus, & c'est aux officiers de la douane à veiller à l'exécution de ce règlement.

Il y a des ordonnances particulières pour les vaisseaux des colonies qui vont à cette pêche, qui les obligent 1^o. à n'être bâtis que depuis deux ans, ce que le propriétaire doit attester par serment; 2^o. à mettre à la voile pour le départ avant le premier de mai, & à ne point quitter le détroit de David ou la Groenlande avant le 20 d'août, à moins qu'avant ce temps ils n'aient eu le bonheur de remplir, de lard de baleine, autant de barils qu'il en faut pour 100 barriques, dans un vaisseau de 100 tonneaux, en observant une égale proportion pour les navires de toute autre grandeur, qui peuvent tous quitter de même leurs stations, si les tempêtes ou les mauvais temps les obligent d'abandonner la pêche.

2^o. La pêche du hareng est exercée par une société qui, selon sa charte du 11 octobre 1750, prend le nom de *society of the Free British fishery*. Elle a un fonds qui ne peut pas être moindre de 100,000 l. st. pour lequel le gouvernement lui paie un intérêt de 3 pour cent, pris sur la masse totale de l'argent des douanes.

La société doit rendre ses comptes tous les ans au parlement; & s'il se trouve qu'il y ait eu de la perte dans une année & du profit dans les suivantes, il faut alors, avant que de fixer les dividendes

des de l'année , remplir le déficit que peut avoir souffert le fonds originaire de 100,000 l. st.

Tout nombre de personnes d'un port quelconque , qui souscriront une somme de 10,000 l. ou plus , au-dessus du fonds de la société , & qui exerceront la pêche à leur compte , en se conformant aux termes de la charte , pourra se désigner sous le nom de chambre de pêche de telle ville ou tel port , qui dès-lors aura droit à la gratification , c'est-à-dire , à l'intérêt de 3 pour cent , pour la somme souscrite , ledit intérêt payable par la société de Londres.

De plus pour chaque *Buff* ou petit bâtiment ponté , portant depuis 20 jusqu'à 40 tonneaux , qui ayant été construit dans la Grande-Bretagne partira d'un de ses ports pour aller à la pêche du hareng , on accorde une gratification de 30 schellings par tonneau , en faveur de ceux qui sont employés pour le service de la société.

Tout bâtiment , destiné à cette pêche , doit avoir à bord , 12 boisseaux de sel , mesure de Winchester , pour chaque last de harengs qu'il peut contenir , c'est-à-dire , pour 12 barils de harengs de trente-deux gallons chaque. Ce sel doit être dans des barils qui n'aient point encore servi ; & le vaisseau est obligé de se charger en outre d'autant de barils qu'il peut en porter , & de deux assortiments de filets qui soient proportionnés à ses dimensions.

Un bâtiment de 20 tonneaux doit avoir six hommes au rendez-vous , & ceux qui sont d'un port plus fort sont tenus d'ajouter un homme par chaque cinq tonneaux qui passent le nombre de 20.

Les réglemens faits pour la société de la pêche du hareng , fixent le temps du départ des vaisseaux , leur manière de pêcher , les côtes d'Ecosse le long desquelles ils doivent suivre le hareng , & le temps où les pêcheurs doivent être de retour.

CHAPITRE VII.

De l'Accise ou de la maltote Angloise.

L'*Accise*, cette branche considérable du revenu de l'Angleterre, est, ainsi que la douane, sous la direction de 14 commissaires, dont 9 pour l'Angleterre à 1000 l. st. d'appointements, & 5 pour l'Ecosse à 500 l. par an.

Ils reçoivent le produit général des droits divers imposés sous le nom d'accise par actes du parlement, & ils comptent à l'échiquier de leur recette. En entrant en place ils s'engagent à ne recevoir aucun argent, à moins qu'il ne leur soit offert par la bonté du roi. Ils prononcent sur toutes les affaires contentieuses de leur ressort; mais on peut toujours appeler de leurs jugemens à d'autres magistrats, nommés pour cela commissaires de l'appel, qui sont au nombre de 5, & qui ont chacun 200 l. d'appointements.

Les denrées, sujettes à l'*accise* proprement dite, sont la drêche, le houblon, l'aile, le cidre, & le poiré; le verjus & le vinaigre, l'espece de biere appellée *mum*, une sorte d'hydromel nommé le *metheg'in* ou le *mead*, l'arrack ou eau-de vie des Indes faite de coco ou de riz, l'eau-de vie ou brandevin, le sherbet ou sorbet, & les autres liqueurs spiritueuses importées du dehors; le café, le chocolat, les noix & la pâte du cacao; les cuirs & les peaux; le vélin & le parchemin; les chandeliers, le savon & l'amidon; le papier blanc ou teint, marbré, peint ou imprimé dans la Grande-Bretagne; les cartons qui y sont fabriqués; les cartes,

les dés, &c. le fil d'or & d'argent, le verre, les soies, les toiles de fil ou de coton, les étoffes de soie ou de laine, le sel, les carrosses, &c.

Il y a actuellement en Angleterre 50 collecteurs de l'accise, qui ont 120 l. d'appointements, outre les gratifications stipulées pour leurs frais de voyage; & 190 surveillants ou inspecteurs en chef, répandus dans les provinces, ayant 90 l. par an, outre des dédommagemens proportionnés aux frais que peuvent occasionner les voyages qu'ils sont obligés de faire. Le nombre des autres officiers inférieurs que l'accise emploie en Angleterre, monte à 4000, & la régie pour ce royaume coûte plus de 227,500 l. Les appointements du seul bureau de Londres montent à 24,000 l.

Lorsqu'un particulier obtient des commissaires un emploi quelconque, il doit payer, une fois pour toutes, trois sous par livre des appointements attachés à la place qu'il prend; ce qui produit chaque année une masse de 14 à 1500 l. st. que l'on répartit en pensions aux officiers ou commis, devenus infirmes, ou qui ont été estropiés après 7 ans de service.

La répartition s'en fait ainsi qu'il suit, de six mois en six mois, sans retenue quelconque.

Commis général des comptes	L. 50	} par an.
Collecteur	25	
Commis inspecteur ou surveillant.	20	
Jaugeur	20	

En Ecoſſe il y a pour la régie des droits d'accise 15 collecteurs, 2 surveillants généraux, 16 surveillants particuliers & environ 200 commis ou ſurnuméraires.

ARTICLE I.

Notions générales sur les droits d'Accise.

Le droit sur la bière, l'aile, les liqueurs spiritueuses ou autres que j'ai dit y être sujettes, est évalué même en temps de guerre, à 1,100,000 l. en Angleterre, & se leve sur environ 300,000 personnes : mais en Ecosse, selon les clauses du traité d'union, il n'est affermé qu'à 33,500 l., & l'on croit que, s'il étoit levé comme en Angleterre, il produiroit plus de 50,000 l.

Celui sur la drêche, avec le droit additionnel sur le mum, le cidre & le poiré, monte annuellement à 750,000 l. qu'on suppose affecter un plus grand nombre de personnes que le premier.

En 1753, l'accise sur le thé monta à 325,000 l., & l'on avoit importé, dans cette année, trois millions deux cents mille livres de thé, dont le produit avoit été à la douane de 58,000 l. Comme cette quantité ne répond nullement à la consommation annuelle de l'Angleterre, il est facile de juger par ce compte quelle doit être la contrebande qui se fait sur cet article.

ARTICLE II.

Droit du Timbre.

Le bureau des droits du timbre est sous la direction de 5 commissaires, qui ont chacun 500 l. par an, & qui font marquer les cartes, les dés, le papier, le vélin & le parchemin qu'on appelle timbrés, les papiers publics, les gazettes. &c. Le bureau de Londres occupe 115 personnes.

Tout livre, qui a depuis deux jusqu'à six feuilles d'impression, est censé brochure, & comme tel paie

paie 3 schellings par feuille pour le droit d'impression & d'enregistrement, quoiqu'on n'y appose point le timbre, & qu'il suffise qu'un inspecteur particulier en parafse la premiere feuille.

Il y a quelques années que les droits sur les papiers, vélins & parchemins timbrés, étoient seuls évalués à 89,110 l. st.

A R T I C L E III.

Droits sur le sel.

Trois commissaires, ayant chacun 300 l. par an, sont chargés du recouvrement des droits sur le sel. Leur bureau général est à Londres, qui occupe 37 officiers ou commis, outre 350 autres qui sont employés dans les provinces.

J'ai déjà dit, dans l'article 10 des remboursements à faire par l'accise, page 135, quels sont les droits sur le sel, il me suffira donc d'ajouter qu'année commune leur produit monte au-delà de 18,000 l. st.

A R T I C L E IV.

Droits sur les voitures.

L'accise sur les voitures que tiennent les particuliers est de 4 l. pour celles qui ont quatre roues, & de 40 schellings pour celles qui n'en ont que deux, & ces droits sont prélevés par le bureau général.

Quant aux voitures & chaises à porteur destinées à la commodité publique, il y a 14 officiers proposés à la perception des droits qu'elles doivent payer. Cinq d'entr'eux sont appelés commissaires, & ont chacun 150 l. d'appointements.

Ils ont l'inspection générale de la police des fiacres & des chaises à porteurs; ils accordent la

permission à ceux qui veulent en louer, & condamnent à des amendes les cochers ou porteurs, qui ont manqué à leur devoir, ou qui ont exigé, pour les courses qu'ils ont pu fournir, un salaire plus fort que celui qui est fixé par les actes de parlement.

On compte dans Londres & Westminster 1000 fiacres enregistrés, parmi lesquels il n'y en a que 200 qui aient la permission de se mettre sur la place dans les jours de dimanche; il y a de plus 300 chaises à porteurs.

Ces dernières sont taxées à dix schellings par an, & les premiers à 13 l.; il suit donc que ceux-ci produisent annuellement 13,000 l. & ceux-là 150 l. mais il faut remarquer que les diligences, les coches & les carrosses de messagerie sont exempts de ce droit, ainsi que les chaises de poste qui ne servent que pour la facilité des voyageurs.

Les Anglois, qui ont écrit sur ce sujet, prétendent qu'il eût été plus juste & plus avantageux de ne taxer les fiacres, que suivant l'accise imposée sur les voitures bourgeoises, c'est à-dire, à 4 l. par an, & de faire payer aux dernières la taxe annuelle de 13 l.

ARTICLE V.

Droits sur les permissions de vendre en détail de la bière, du vin, &c.

Cette branche de droits dépend plus immédiatement de l'accise, que celles dont j'ai parlé ci-dessus; & cependant elle a son bureau particulier, composé d'un solliciteur qui a 60 l. par an, d'un greffier & d'un clerc qui ont chacun 100 l., & de quatre inspecteurs à 50 l. d'appointements.

L'acte qui établit ces droits est de l'année 1725, sous le nom de *pot-act.* ou *acte du pot*, & soumet

tout détailleur résidant dans les villes de Londres , Westminster & banlieue , à une taxe , qui ne peut être moindre de 20 schellings, ni plus forte que 6 l. st.

A R T I C L E VI.

Droits sur les Porte - balles , Colporteurs , &c.

Le bureau général, chargé de la perception de ces droits , est à Londres sous la direction de trois commissaires à 100 l. d'appointements , qui ont sous eux six officiers sédentaires , & quinze inspecteurs ambulants , dont onze à 100 liv. & quatre à 50 l. par an , & la régie monte en total à 2300 l.

Chaque colporteur , porte-balles , petit - mercier , &c. qui fait son trafic à pied , est taxé à 4 l. par an : mais s'il y emploie quelques bêtes de somme , il paie 4 l. pour chaucun des animaux dont il fait usage.



C H A P I T R E IX.

Des Finances actuelles d'Angleterre.

LE systême des finances , que suit de nos jours l'Angleterre , doit sa premiere origine à Guillaume III. Ce prince , dont la politique étoit bien différente de celle d'aucun de ses prédécesseurs, & dont les projets étoient bien plus étendus , souffroit avec peine de se voir à tout moment gêné dans les opérations qu'il avoit en vue , par la difficulté d'obtenir de ses parlements les subsidez qui lui étoient nécessaires.

Ces ressources , sans lesquelles l'administration

Angloise ne peut rien faire, & qu'elle doit solliciter chaque année, avoient dépendu jusques-là des dispositions du peuple qui, habitué à ne les accorder qu'avec peine & à voir qu'on ne les dispensât qu'avec économie, ne pouvoit être facilement porté à y donner un degré d'étendue proportionnée à des besoins toujours renaissans. Il falloit donc trouver un moyen qui, en flattant les passions favorites de tout sujet, mît le monarque en état de tout demander & de tout obtenir.

On se déterminâ à emprunter les subsides, en accordant de gros intérêts à ceux qui en feroient les avances : mais comme ces intérêts étoient hypothéqués, tantôt sur le parlement & tantôt sur le peuple, on ne tarda pas à s'appercevoir, que le peu de confiance générale ne permettroit jamais de tirer de grands avantages de ce plan.

Il fallut avoir recours à un autre expédient qui, en prévenant la défiance du peuple, & en servant la cupidité des courtisans, mît le monarque dans le cas de s'assurer les suffrages des uns, sans redouter le murmure des autres. Il s'attacha à les convaincre tous des grands avantages qu'ils devoient se promettre de son nouveau système. Pour tranquilliser le peuple, on lui fit voir que les intérêts des sommes dont le gouvernement auroit besoin, seroient hypothéqués sur les taxes, qui en répondroient jusqu'au remboursement entier du capital ; & l'on gagna les grands avec facilité, en leur découvrant la nécessité, où l'on alloit être de créer une quantité de nouveaux emplois, dont les plus lucratifs seroient, comme ils l'ont toujours été depuis, donnés aux membres du parlement, à leurs parents, leurs amis & leurs créatures.

Ces emplois sont les commissaires de l'excise, ceux des offices du papier timbré & du sel, ceux de la banque d'Angleterre, & des compagnies actuelles orientales & des mers méridionales, &c.

Les grands flattés par des postes qui leur donnoient des émoluments considérables & de la distinction dans l'état, les autres assurés de faire avantageusement profiter leur argent, tous enfin, sans faire attention que plus la puissance de l'administration augmente & plus celle de l'état diminue, concoururent avec une égale ardeur à remplir le trésor public, & donnerent lieu, sans le prévoir, à ce que l'on appelle aujourd'hui la dette nationale ou dette publique.

Les annuités qui en sont provenues, que je mentionnerai ci-dessous, n^o. 1, 2 & 3, sous le titre *échiquier*, sont de telle nature qu'on continuera de les payer sur le pied de 7 à 14 pour cent, jusqu'à ce qu'on ait entièrement rempli les conditions, accordées aux personnes qui en ont fourni les fonds : le parlement n'a pas le pouvoir d'y faire aucune altération.

L'on doit aussi observer que les propriétaires de cette dette sont exempts de payer, sur les intérêts de leurs annuités, la taxe sur les terres. Cet objet seul, tel que je l'ai fait connoître, p. 35 & 36, a toujours été un puissant motif, pour porter ceux qui sont riches, à tirer leur argent du commerce, pour le placer dans les fonds publics. Ces diverses conditions étoient arrachées à la nécessité de gagner la confiance : aussi le gouvernement ne vit-il pas le public, tant en Angleterre qu'au dehors, non-seulement disposé à profiter de cet avantage quand on le lui proposoit, mais ardent même à rechercher les occasions d'y participer, qu'il fit insérer dans chaque acte d'emprunt, que les fonds prêtés en pourroient être rachetés par le parlement. On n'a dérogé à cette clause qu'en 1761, lorsque les prêteurs des 12,000,000 empruntés pour le service de cette année, obtinrent une annuité de 1 l. 2 s. 6 d. stipulée non rachetable.

L'état, au moyen de cette clause, se réservoir.

le pouvoir de rembourser aux créanciers leur capital, lorsqu'il seroit dans le cas de le faire. Il est vrai que, si l'on excepte quelques circonstances, le parlement a peu mis en usage cette puissance. En général il a cru plus avantageux de réduire les intérêts, d'abord de 6 à 5 pour cent; de les laisser ensuite subsister pendant long-temps à 4, de les faire descendre à $3\frac{1}{2}$; pied sur lequel ils ont resté, jusques & compris la fin de l'année 1757, époque où les intérêts de la dette nationale furent enfin fixés à 3 pour cent; & les propriétaires aimeroient mieux se soumettre à ce rabais que de s'exposer à être remboursés par le parlement, dans la crainte de ne pouvoir employer leur argent avec le même avantage. Il est vrai qu'on exempta de cette loi rigoureuse les articles qui seront mentionnés, n^o. 1, 2, 3, de la dette nationale.

Quoique par cette réduction, on dut avoir besoin de moins d'argent pour satisfaire au crédit public, & que par conséquent le peuple fût en droit d'espérer qu'on supprimeroit quelques unes des taxes les plus onéreuses pour lui: cependant dès 1758, les besoins de l'état forcèrent le parlement à contracter de nouveau sur le pied de $3\frac{1}{2}$; & bientôt il le fit même à 4 pour cent, comme on le verra par les art. 17 & 18 de la dette nationale. Le peuple, loin d'être déchargé du fardeau qui lui avoit été imposé pour subvenir au paiement des premiers intérêts stipulés, a vu, depuis leur réduction, les taxes augmentées, dont quelques unes même ont été rendues perpétuelles par divers actes du parlement.

Il est vrai que le surplus du produit de ces taxes, après que tous les intérêts de la dette nationale sont payés, est déposé à la recette de l'échiquier, sous le nom de *fonds d'amortissement*.

Il fut établi au commencement du règne de George 1, & destiné à payer la dette nationale

contractée avant l'année 1716. Divers actes du parlement y ont annexé la recette de plusieurs droits, dont le produit rentre à l'échiquier, sous la clause de faire bon les annuités, au paiement desquelles ils sont affectés.

Cet établissement sembloit présager que graduellement on diminueroit facilement la dette nationale; mais comme l'acte du parlement qui lui a donné existence, porte que l'argent, ou produit de ce fonds, est réservé, non-seulement pour le rachat de la dette nationale, mais aussi pour que le parlement en puisse disposer en cas de besoin, il est arrivé que les sommes qui s'y sont trouvées, ont été constamment appliquées aux services courants de chaque année, ou hypothéquées aux intérêts des nouveaux emprunts.

Le Lord North dans la session qui vient de finir, a suivi l'exemple de ses prédécesseurs, en faisant affecter à la balance des subsides de cette année, diverses sommes prises du fonds d'amortissement, montant ensemble à celle de 2,883,730 l. 1 s. 11 $\frac{1}{2}$ d., & le plan qu'il a fait accepter pour rembourser dans le cours de cette année une partie des annuités à 3 pour cent, semble présager qu'il songe réellement à diminuer le poids de la dette nationale.

Après ces notions préliminaires il ne me reste qu'à exposer le tableau de la situation actuelle des finances d'Angleterre.



Etat du produit clair & net des différentes branches du revenu public, qui composent le fonds National.

Art.	L.	S.	d.
1. Les $\frac{2}{3}$ du subside de Tunage & Poundage : le premier droit se compte par tonneau, le second a été augmenté depuis son origine, dans laquelle il n'étoit que d'un schelling par livre, sur toutes marchandises importées ou exportées : montant à .	118,711	10	10 $\frac{1}{2}$
2. Droit premièrement établi sur les maisons dans la 7 ^e année de Guillaume III.	103,690	1	10 $\frac{7}{8}$
3. Droits sur les muscades, la canelle, le clou de girofle, la fleur de muscade, les ouvrages de peinture & les mouffelines, avant le 24 juin 1724. . .	1,216	1	10 $\frac{1}{2}$
4. Augmentation de droits sur les articles précédents avant le 24 juin 1724. . . .	4	-	-
5. Nouveau droit au - dedans de 2 schellings par livre sur le café depuis dito. . . .	31,940	12	3
6. Nouveau droit au - dedans d'un schelling, par livre & de 25 pC. sur le thé, depuis le 24 juin 1745.	295,367	10	4
	L. 550,930	2	2 $\frac{1}{2}$

	L.	S.	$2\frac{1}{2}$
<i>Ci - contre.</i>	550,930	2	
7. Nouveaux droits au de- dans d'un schelling six sous par livre sur le chocolat, depuis le 24 juin 1724. . .	8,887	4	9
8. Nouvelles taxes sur les toiles des Indes, parchemins & marchandises de peu de valeur & de rebut.	19,973	8	$\frac{1}{2}$
9. Droit de 15 pCt. sur les soies des Indes apprêtées. . .	2,716	14	$5\frac{1}{2}$
10. Droits des plantations. . .	1,708	2	$2\frac{1}{2}$
11. Droits, sur le houblon. . .	79,390	11	$4\frac{1}{2}$
12. Droits sur les vins & marchandises de France. . .	14,907	-	-
13. Droits sur l'eau de-vie depuis la St. Michel 1736. . .	222,892	10	$5\frac{1}{2}$
14. Droits sur les petits vins depuis dito.	39,232	5	4
15. Sur les esprits britan- niques depuis dito.	56,670	10	$2\frac{1}{2}$
16. Droits d'entrée sur les esprits.	3,758	11	11
17. Droits additionnels sur les petits vins, esprits, &c. depuis le 1 juillet 1751. . .	4,543	18	$11\frac{1}{2}$
18. Impôts sur les vins & vinaigres.	102,089	16	10
19. Impôts sur le tabac. . . .	98,925	8	11
20. Impôts sur les mar- chandises des Indes de l'an- née 1690.	99,750	19	6
21. Impôt additionnel en 1692.	61,586	2	$7\frac{1}{2}$
	<u>L. 1,367,963</u>	<u>14</u>	<u>$3\frac{1}{4}$</u>

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i> . . .	1,367,96	14	3 $\frac{1}{4}$
22. Droit sur les nagoires de baleines. . . .	5,414	7	2 $\frac{1}{2}$
23. Droit sur les chandelles depuis le 1 mai 1715	72,383	12	6 $\frac{1}{2}$
24. Droit additionnel sur les mêmes.	69,176	13	1 $\frac{1}{2}$
25. Droit sur les apprentissages.. . . .	4,220	3	9
26. Substie & 1 pCt. sur la sortie des marchandises, y compris les droits de sortie sur les cuirs tannés, draps blancs de laine & marchandises teintes.	40,650	7	3 $\frac{1}{2}$
27. Droit de 2 schel. par chaldron sur les charbons, le <i>Culm</i> , le <i>Fraïfis</i> , & les <i>Water-houfes</i>	85,485	2	2
Na. Le <i>Culm</i> est le charbon dont se servent les forgerons: le <i>Fraïfis</i> est la cendre de charbon de terre, & les <i>Water-houfes</i>, sont des moulins qui par le moyen du feu, élèvent les eaux pour les distribuer dans les maisons de Londres.			
28. Droits sur les fiacres & chaïses à porteurs. . . .	5,924	10	9 $\frac{1}{4}$
29. Nouveaux droits de timbre sur le vélin, parchemin, papiers, cartes & dés.	17,09	19	11
	<u>L. 1,668,314</u>	<u>11</u>	<u>1</u>

	L.	S.	d.
<i>Ci - contre</i>	1,658,314	11	1
30. Droits sur les peaux, parchemins & vélins. . .	111,721	15	7
31. Droits additionnels sur les mêmes y compris un droit sur les marchandises de peu de valeur, & sur le café & thé.	65,076	-	5
32. Droits sur l'amidon, fil d'or & d'argent. . .	15,427	9	9
33. Police d'assurance. . .	3,655	6	8
34. Nouveaux droits sur le savon, papier imprimé, tentures & autres. . .	140,250	3	$1\frac{3}{4}$
35. Droit de 15 pCt. sur les toiles croisées. . .			
36. Celui sur les foies, toiles de coton, toiles & étoffes imprimées dans le pays.			
37. Nouveaux droits de timbre de l'an 1712, sur les écrits imprimés ou à la main.	22,145	-	-
38. Ancien subside de Tunage & Poundage. . .	17,052	16	$1\frac{1}{2}$
39. Droit de 9 sous par baril d'Accise, appelé le droit des 9 sous des 99 années.	150,618	5	$\frac{1}{2}$
40. Même appelé des 9 sous de banque. . .	150,618	2	$10\frac{3}{4}$
	L. 2,344,879	10	8 $\frac{1}{2}$

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	2,344,879	10	8½
<i>Fonds établis pour payer les annuités des 4, 5 & 6 Années de la reine Anne.</i>	.		
41. Droit de 9 sous par baril d'Accise appelé les 9 sous continués.			
42. Le tiers du subside de tunage & poundage.			
43. Droits sur les col- porteurs, petits merciers, ramoneurs, &c.	182,457	3	5½
44. Sur les petits vins & esprits de 1736.			
45. Dito sur le timbre continués.			
46. D°. de 36 schel. par baril sur les liqueurs dou- ces de l'an 1737.			
47. 700 l. par semaine sur les postes.	36,400	-	-
48. 3700 l. par semaine sur les droits d'Accise héréditaires & temporels.	192,400	-	-
49. Item sur lesdits droits héréditaires.	14,491	8	6½
50. Droit de 3 schel. par chaldron de charbon, <i>Culm</i> , <i>Fraïfis</i> , <i>Water-houfes</i> .	119,193	11	2½
51. Les nouveaux droits sur les maisons.			
	L.2,889,821	113	11

	L.	S.	d.
<i>De ci - contre. . .</i>	2,889,821	13	11
Fonds établis pour payer les <i>Annuités de l'an 1710.</i>			
52. Droit additionnel de 8 d. par baril, &c.			
53. Nouveau droit sur le poivre & les raisins. .	77,016	14	11½
54. Nouveau droit sur les muscades, canelle, clou de girofle, &c. .			
55. Droits de Londres sur le charbon & Culm. .	65,187	10	-
56. Droits sur le sel & sur les harengs, renouvelés du 25 mars 1732. . .	239,001	12	6
57. Droits additionnels sur le vélin, parchemin, & papier de la 9 ^e . année de Guillaume III. . .	29,776	2	
58. Droits sur l'argenterie depuis le 1 juin 1720 .	9	2	1¼
59. Droit de 12 schel. par baril sur les liqueurs douces, &c. . .	3,337	5	½
60. Droits sur les permis- sions de vendre des liqueurs fortes en détail. . .	31,089	7	1½
61. Droits additionnels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes. . .	157,325	12	11½
62. Droits additionnels sur la sortie des vins. . .	71,192	6	6½
	L.3,563,757	7	1½

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	3,563,757	7	$1\frac{3}{4}$
63. Nouveaux droits additionnels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes, & nouveaux droits sur les verres.	90,863	9	$\frac{1}{4}$
<i>Fonds établis pour payer les annuités provenant de la loterie de l'an 1714.</i>			
64. Droit additionnel sur le papier, carton, &c.			
65. Même droit sur les papiers imprimés & à tentures.			
66. Même droit de 15 pCt. sur les toiles croisées.			
67. Même droit sur les foies, toiles de coton & étoffes imprimées.	90,317	5	4
68. Même droit sur l'amidon.			
69. Nouveau droit sur la sortie des charbons.			
70. Nouveau droit de timbre sur le vélin, parchemin & papier.			
71. Nouveaux droits sur les maisons, fenêtres, carrosses, &c.	142,601	3	$8\frac{1}{4}$
72. Subside additionnel de poundage	287,868	1	9
73. Entrée de marchandises de peu de valeur, dont il n'est pas fait mention dans le tarif.	- - -	-	8
	L. 4,175,408	9	$7\frac{1}{4}$

	L.	S.	d.
<i>Ci-contre</i>	4,175,408	9	7 $\frac{1}{4}$
<i>Fonds établis au commencement du règne de George II, pour le soutien de la maison royale, & réunis au fonds national en 1761.</i>			
74 Droits d'Accise héréditaires & temporels. .	284,713	2	-
75. Subside de tunage & poundage. . . .	297,193	13	2 $\frac{1}{2}$
76. Revenus du bureau des postes.	32,010	-	-
77. Permissions de vendre du vin.	7,002	-	-
78. Amendes au bureau des aliénations. . .	4,576	18	8
79. Amendes à la poste.	2,276	-	-
80. Offres des Shérifs.	666	14	11
81. Accords à l'échiquier.	1	10	-
82. Saïfies de marchandises prohibées, & de celles qui n'ont point payé les droits à la douane. .	37,070	19	4
83. Rentes des terres. .	1,926	13	4
84. Amendes sur les baux, &c.	5,536	-	-
	L.4,843,382	1	$\frac{1}{4}$

Des autres parts.

Etat des emprunts depuis la guerre déclarée le 1^{er} mai 1756, jusques à l'année 1761, à la fin de laquelle la paix fut agréée, avec le produit des droits hypothéqués pour en payer les intérêts.

Epo- ques.	Capitaux.			Intérêts.			Produits à la paix desdites hypotheques.			L.	S.	D.
15. 1756.	2,000,000	-	-	67,500	-	-	74,576	-	3	1,751,708	7	3 $\frac{1}{4}$
16. 1757.	5,000,000	-	-	114,749	19	3 $\frac{1}{4}$	81,778	9	3 $\frac{1}{4}$			
17. 1758.	5,000,000	-	-	172,000	-	-	118,558	6	7 $\frac{1}{2}$			
18. 1759.	6,600,000	-	-	198,000	-	-	200,101	11	2			
19. 1760.	8,240,000	-	-	329,600	-	-	319,060	-	-			
20. 1761.	12,000,000	-	-	488,250	-	-	357,634	-	-			
21. 1761.	12,000,000	-	-	600,000	-	-	600,000	-	-	L. 88,62,090	8	4 $\frac{1}{2}$
Totaux.	50,840,000	-	-	1,970,059	19	3 $\frac{1}{4}$	1,751,708	7	3 $\frac{1}{4}$			

Pendant cette guerre la dette nationale a donc été augmentée de 50,840,000 l. dont l'intérêt, pendant ces sept années, est monté à la somme de 1,970,099 l. 19 sous 3 deniers $\frac{1}{4}$; mais comme les fonds y affectés n'ont produit que 1,751,708 l. 7 s. 3 d. $\frac{3}{4}$, il suit donc que, pendant cet espace de temps, il s'est trouvé un déficit de 18,391 l. 11 s. 11 d. $\frac{1}{2}$, ainsi en comprenant ces sommes hypothéquées dans le revenu national, il monte à

Il faut de plus y ajouter ces trois articles.			
92. La taxe sur les terres en 1772.			
93. Les droits sur la drèche, &c.	1,500,000	-	-
94. Les droits sur la gomme du Sénégal.	750,000	-	-
	12,000	-	-
Total du revenu national.	L. 88,62,090	8	4 $\frac{1}{2}$

Etat

Etat des sommes à payer en 1772, sur le fonds national mentionné dans l'état ci-devant détaillé.

Echiquier.	Principal.			Intérêts		
1. Annuités à longs termes pour le restant de la somme originairement fournie & non souscrite à la compagnie du Sud.	1,836,275	17	0 $\frac{3}{4}$	136,453	12	8
2. Annuités à vie avec bénéfice aux survivants pour la somme originairement contribué.	108,100	-	-	7,367	-	-
3. Annuités pour 2 ou 3 vies, étant le reste de ce qui a cessé par la mort des propriétaires.	69,788	1	10 $\frac{1}{4}$	8,505	1	-
4. Billets d'échiquier faits pour intérêts d'anciens billets.	2,200	-	-	-	-	-
5. Annuités pour vie avec survivance de la 5 ^e . année de George II.	18,000	-	-	540	-	-
On remarquera qu'on ne parle point ici du 1,000,000 hypothéqué sur la déduction des 6s. par livre sur les pensions ni de 1,800,000 L. empruntées en 1771, & mises aux subsides de 1772.						
<i>Compagnie des Indes.</i>						
6. Par deux actes de parlement de la 9 ^e . année de Guillaume III, & deux autres de la 6 ^e . & de la 5 ^e . année de la reine Anne à 3 pCt.	3,200,000	-	-	97,285	14	-
	L. 5,233,364			195,1250,351		
				19 10		

<i>D'autre part.</i>	<i>L.</i>						
7. Annuités à 3 p Ct. de l'an 1744, assignées sur le surplus des drois additionnels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes.	5,234,364	12	9	250,351	19	0	
<i>Banque d'Angleterre.</i>							
8. Son premier fonds à 3 p Ct. du 1 août 1743.	1,000,000	-	-	30,401	15	8	
9. Pour éteindre des billets d'échiquier par acte de la 3e. année de George I.	3,200,000	-	-	100,000	-	-	
10. Acheté de la compagnie du sud.	500,000	-	-	15,000	-	-	
11. Annuités à 3 p Ct. sur le surplus des fonds de la loterie de 17 4.	4,000,000	-	-	121,898	3	5	
12. Mêmes sur les droits sur les charbons.	1,250,000	-	-	37,500	-	-	
13 Mêmes de l'an 1746, assignées sur les droits perçus pour les permissions de vendre en détail des liqueurs fortes.	1,750,000	-	-	52,500	-	-	
14 Mêmes des années 15, 18, 29, 31 & 32 de George II, assignées sur le fonds d'amortissement	986,800	-	-	29,604	-	-	
15 Mêmes sur les droits tirés des offices & pensions, 31 année de George II, & ceux sur les chevaux & fenêtres de la 6e de George III.	39,781,521	5	1	1,215,660	14	9	
	500,000-0-0						
<i>L.</i>	57,702,685	17	10 $\frac{1}{2}$	1,852,916	12	10	

<i>Cr contre</i>	L. 57,702,685	17	10	1,832,900	10	$\frac{1}{2}$
16. Mêmes sur le fonds d'amortissement par actes de la 25 ^e . année de George II, & de la 5 ^e . de George III.	19,183,323	16	4	586,290	5	
17. Mêmes à $\frac{1}{2}$ sur les offices & pensions par acte de la 31 ^e . année de George I, & sur les droits sur les chevaux & fenêtres par acte de la 6 ^e . année de George II.	4,500,000	-	-	160,300	5	
18. Mêmes à 4 pCt. sur le fonds d'amortissement par actes de la 33 ^e année de George II, & de la 2 ^e . de George III, étant le rest de 20,140 000, y déduit 1,255,700, mises au capital de 3 pCt. consolidées par acte de la dixième année de George III.	18,986,300	-	-	770,131	10	10
<i>Compagnie du Sud.</i>						
19. Capital & Annuités par acte de la 9 ^e . année de George I.	25,025,309	13	11	765,420	2	
20. Annuités à 4 pCt. de l'an 1751, assignées sur le fonds d'amortissement	2,100,000	-	-	64,181	5	-
Total.	L. 1 7,497,520	8	2	4,198,870	8	5

L'on doit ajouter aux intérêts de la dette nationale, ceux des annuités suivantes.

21. A ceux qui souscrivirent 100 £ dans la loterie de 1745 une annuité, pour une vie, de 9 schellings par billet, lequel article se trouve réduit par mort, en cette année 1772, à

15,700

L. 4,214,556 | 8 | 5
L. 11

	L.	S.	d.
<i>Des autres parts. . .</i>	4,214,556	8	5
22. A ceux qui ont souscrit 100 l. à la loterie de 1746, une annuité, pour une vie, de 18 schellings par billet, réduit en cette année à .	30,450	-	-
23. Aux souscrivants de 100 l. aux 3 pCt. de 1757, avec annuité pour une vie de 1 l. 2 s. 6 d. ce qui au 12 janvier 1772, se trouve ré- duit à .	29,645	-	-
24. Aux souscrivants de 100 l. aux 3 pCt. de 1761, avec annuité pour 99 ans de 1 l. 2 s. 6 d. montant actuelle- ment avec les frais de di- rection à	130,053	10	3
25. A ceux qui ont souscrit aux 12,000,000 l. emprun- tées pour le service de 1762, avec annuités, pour 98 ans, d'une livre, ce qui fait, avec les frais de direction, une dépense pour cette année de.	1,216,687	10	-
Total des intérêts.	4,526,392	8	8
<i>Dépenses annuelles.</i>			
26. Pour la liste civile.	800,000	-	-
27. Pour la régie de an- nuités.	47,272	18	11
28. Gratifications sur la sortie des grains . . .	110,000	-	-
	L. 5,493,665	7	7

	L.	S.	d.
<i>Ci-contre.</i>	5,493,665	7	7
29. Dépenses ordinaires des postes. . . .	23,500	-	-
30. Traits de la levée des taxes.	720,000	-	-
31. Aux Shérifs de Galles.	4,000	-	-
32. Les subfides de cette année 1772. . . .	7,381,745	3	8 $\frac{1}{2}$
Total des dépenses de l'Angleterre. . . .	13,623,310	1	3 $\frac{7}{8}$
Les revenus page 160 , montent à	8,863,090	8	4 $\frac{1}{2}$
Les dépenses excèdent donc les revenus de. .	4,761,220	2	10 $\frac{1}{2}$

Je ne crois pouvoir mieux démontrer au lecteur l'exactitude, avec laquelle j'ai formé cet état actuel des finances de l'Angleterre, qu'en le faisant suivre du tableau des subfides, que le parlement vient d'accorder pour le service de cette année, & de celui des moyens qu'il a dû prendre pour y fournir.

Etat des subfides accordés au roi de la Grande-Bretagne par les Communes assemblées en parlement, dans la séance commencée le mardi 21 janvier 1772.

Par résolution, du 29 janvier.

1. Pour entretenir 25,000 matelots, y compris

L. iij

6,664 soldats de marine, à raison de 4 L. pour chaque homme par mois de 28 jours, ce qui fait 13 mois par an, & pour fournir aux frais,

	L.	S.	d.
de l'artillerie de mer. .	1,300,000	-	-
du 3 février.			
2. Pour l'entretien de 17,547 hommes effectifs de troupes de terre, y compris 1,522 invalides pour la garde de la Grande-Bretagne, Guernsey & Jersey, pour l'année 1772.	619,492	12	4 ⁷ / ₈
Par résolution du 3 février.			
3. Pour l'entretien des forts & garnisons de sa ma- jesté dans les plantations & en Afrique, y compris les garnisons de Minorque & Gibraltar, ainsi que les pro- visions à faire pour les trou- pes dans l'Amérique septen- trionale, à la nouvelle Ecosse, & à Terre neuve, pour l'an- née 1772.	388,953	12	7 ¹ / ₂
4. Pour compenser la diffé- rence de paie entre l'établif- sement Britannique & celui d'Irlande en faveur de 5 ba- taillons & de 4 compagnies d'infanterie, employés dans l'île de Man, à Gibraltar, à Minorque & aux îles cé- dées; pour l'année 1772.	4,723	10	2 ² / ₃
	L.2,323,170	1	2 ¹ / ₂

	L.	S.	d.
<i>Ci - contre.</i>	2,323,170	1	3
5. Pour fournir à la paie des généraux & des officiers de l'étatmajor de la Grande-Bretagne, pendant l'année 1771.	12,322	7	3
6. Pour les pensions des veuves d'officiers réformés, morts sur la demi-paie de la Grande-Bretagne.	644	-	-
7. A compte pour la demi-paie des officiers réformés des troupes de terre & de mer de S.M pour l'année 1771.	115,765	16	-
8. Pour payer les gratifications faites aux officiers & aux cavaliers des deux troupes de gardes à cheval, & aux soldats vétérans des 4 troupes de grenadiers à cheval.	1,281	6	-
9. A compte sur l'entretien des invalides externes de l'hôpital de Chelféa .	124,813	12	5
10. Pour les frais du bureau d'artillerie pendant l'année 1772.	215,883	17	4
11. Pour les dépenses extraordinaires dudit bureau pendant la dernière année, auxquelles le parlement n'avoit pas pourvu. .	32,498	6	3
Par résolution du 19 février.			
12. Pour l'ordinaire de la marine, y compris la demi-paie des officiers de mer, pendant l'année 1772. .	394,725	7	6
	L. 3, 121, 10.	4	10 3/4
	L. IV		

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	3,221,105	4	0
13. Pour bâtir, rebâtir & réparer les vaisseaux, chantiers, quais & magasins du roi, dans l'année 1772.	375,939	-	-
14. Pour maintenir en 1772, l'établissement civil de la nouvelle Ecosse.	5,346	10	5
15. Pour celui de la Géorgie pendant ladite année.	3,186	-	-
16. Pour celui de la Floride orientale.	4,950	-	-
17. Pour l'entretien de l'établissement civil de la Floride occidentale.	5,650	-	-
18. Pour celui de Séné-gambie.	6,336	-	-
19. Pour les frais d'arpentage dans l'Amérique septentrionale.	1,885	-	-
Par résolution du 26 février.			
20. Pour défrayer la paie & l'habillement de la milice, à commencer du 25 mars 1772, & à prendre sur la taxe des terres.	150,000	-	-
du 28 février.			
21. Pour aider les administrateurs du grand cabinet de Londres à améliorer le dépôt qui leur est confié.	2,000	-	-
	L. 3,776,397	14	5

<i>Ci - contre</i>	3,776,397	1	57
du 18 mars.			
22. Pour mettre S. M. en état d'acheter des raretés nouvellement arrivées d'Italie, & de les destiner à l'usage du public.	8,410		
23. Pour mettre les admi- nistrateurs du grand cabinet de Londres en état d'avoir un lieu propre à recevoir cette collection.	840		
du 27 mars.			
24. Pour mettre S. M. en état de payer les billets d'é- chiquier accordés par la der- nière session.	1,800,000		
Par résolution du 30 mars.			
25. Pour donner à S. M. la facilité d'augmenter les sa- laires des juges des grandes sessions de Chester & de la province de Galles, de façon que ceux du grand juge de Chester soient augmentés de 300 l. & ceux de chacun des autres de 200 l.	1,700		
du 6 avril.			
26. Pour maintenir, soutenir & réparer les forts sur les côtes d'Afrique.	13,000		
27 Pour réparer les forts du <i>Castle cap.</i>	24,000		
28. Pour encourager les découvertes à entreprendre vers le pôle méridional.	4,000		
	<u>L. 5,628,347</u>	<u>1</u>	<u>57</u>

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	5,628,347	4	5 ⁷ / ₈
du 8 avril.			
29. Pour payer les dépenses extraordinaires des forces de terre de S. M. jusques au 20 fév. 1772. . .	274,423	4	7
30. Pour faire, pendant cette année, de nouvelles routes & des ponts en Ecosse. du 13 avril.	6,998	14	5
31. Pour remplacer au fonds d'amortissement la somme, qui en a été tirée, pour remplir le déficit, qui s'est trouvé au 3 juillet 1771, dans les droits affectés au paiement des annuités, qui proviennent des 5 millions empruntés par acte de George II, pour le service de l'année 1758.	42,445	5	5
32. Pour mettre la compagnie de Turquie en état de continuer son commerce. .	5,000	-	-
Par résolution du 30 avril.			
33. Pour rembourser à S. M. ce qu'elle a déboursé à la priere de la chambre.	6,580	-	-
34. Pour rembourser à S. M. les sommes qu'elle a fait payer à différentes personnes, pour les dédommager des pertes encourues, en travaillant à prévenir que la maladie ne fit des progrès, parmi les bêtes à corne.. .			
	294	3	11 ¹ / ₂
	L. 5,964,089	2	9 ⁷ / ₈

	L.	s.	d.
<i>Ci-contre</i>	5,964,089	2	9
du 2 mai.			
35. Pour maintenir les forts & les garnisons de S. M. dans les plantations, & pour four nir des provisions aux troupes en garnison dans l'Amérique septentrionale, la nouvelle Ecosse, l'erre neuve, & isles cédées.	20,000	-	-
du 11 mai.			
36. Pour remplir les som mes & les annuités à 3 pCt. provenantes de la souscrip tion faite en vertu d'une ré solution prise le 2 du cou rant.	1,350,000	-	-
37. Pour remplir le déficit des subside accordés pour le service de l'année précé dente 1771.	39,456	-	10 ²
38. Pour mettre S. M. en état de récompenser Ch Irwing, qui a découvert sa méthode aisée de rendre l'eau de la mer fraîche & salutaire.	5,000	-	-
Par résolution du 18 mai.			
39. Pour mettre S. M. en état de dédommager Edmon Hill. des pertes qu'il a souf fertes, en discontinuant l'u sage des p lons dans sa fabri que de poudre à canon.	1,500	-	-
	L. 7,380,045	3	8

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i>	7,380,04	3	8 $\frac{1}{2}$
40. Pour mettre S. M. en état de récompenser le docteur Layard des soins qu'il a pris, afin de porter à exécution un plan, dont le but étoit de prévenir le progrès des maladies contagieuses, parmi les bêtes à cornes.	500	-	-
Par résolution du 3 juin.			
41. Pour mettre Jean Hatfel, clerk de la chambre des communes, en état de faire imprimer 1,500 exemplaires des journaux de cette chambre, à commencer depuis la fin de la dernière session, jusques à celle de la présente.	700	-	-
42. Pour l'index général des journaux de ladite chambre.	500	-	-
<i>Total des subsides pour l'année 1772.</i>	7,381,745	3	8 $\frac{1}{2}$

Moyens employés pour remplir les subsides de l'année 1772.

Par résolution du 3 février.			
1. Les droits sur la drêche, le mum, le cidre & le poiré, continués jusqu'au 24 juin 1773, & évalués.	L. 750,000	-	-
du 5 dito.			
2. La taxe sur les terres à raison de 3 schel. par livre, évaluée pour 1772, à .	1,500,000	-	-
	L. 2,250,000	-	-

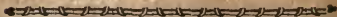
	L.	S.	d.
6i - contre. du 10. fév.	2,250,000	-	-
3. La somme qui, le dix octobre 1771, restoit dans l'échiquier, à la disposition du parlement, comme pro- venant des surplus du fonds d'amortissement. du 19 d°.	136,416	-	8 $\frac{4}{9}$
4. La somme qui s'est trouvée le 5 janvier 1772, à l'échiquier venant du même fonds.	55,192	6	11
Par résolution du 1 avril.			
5. Emprunt en billets d'é- chiquier, dont le rembourse- ment est hypothéqué sur les premiers subsides à accorder dans la session qui doit suivre.	1,800,000	-	-
6. On prendra sur les fonds établis par trois actes de par- lement, l'un de la 31 ^e . année de George II, & les deux autres de la 2 ^e . & de la 5 ^e . année du monarque actuel, pour augmenter le salaire des juges des grandes sessions de Chester & de la province de Galles. du 13 dito.	1,700	-	-
7. Sur les sommes qui res- toient à l'échiquier le 5 avril, provenant du fonds d'amor- tissement, ne fera pas pris plus de.	805,398	13	2
	L. 5,048,707	-	9 $\frac{4}{9}$

	L.	S.	d.
<i>De l'autre part.</i> . . .	5,048,707	-	9
8. Sur le résidu des sommes accordées en 1771 pour augmenter les troupes de terre, il ne sera pas pris une somme plus forte que . . .	138,090	5	10
9. Sur le résidu des sommes accordées sur les extraordinaires de l'année 1770, pour ladite augmentation des troupes de terre en 1771, il ne sera pas pris plus de. . .	36,772	10	-
Par même résolution du 13 avril.			
10. Pour défrayer les dépenses extraordinaires des forces de terre de S. M. jusqu'au 20 de février 1772, auxquelles le parlement n'avoit pas pourvu, il sera pris sur le résidu des sommes accordées, pour faire bon la différence, entre la paie Bretonne & Irlandoise, des 64 & 65 régiments d'infanterie, depuis le premier septembre jusqu'au 24 décembre 1768, une somme qui n'excédera pas. . .	1,683	13	2
Par résolution du 2 mai.			
11. Emprunt par forme de loterie, qui sera composée de 60,000 billets à 12 l. 10 s. le billet, formant une somme de . . .	750,000	-	-
	L. 5,975,253	9	9

	L.	S. d.
<i>Ci - contre.</i>	5,975,253	9 9 ¹ / ₂
11. Les droits sur la gomme du Sénégal, par acte de la 5e. année du regne actuel, & évalués à	12,000	- -
13. Sur les surplus de fonds levés pour composer le fonds d'amortissement, fera pris.	1,856,723	1 2
du 11 mai.		
14. Des excédants qui, le 5 avril dernier, se sont trouvés à l'échiquier, pro- venant du surplus des déduc- tions de 6 s. à la livre sur les salaires, pensions & annuités, il ne sera pas pris une somme plus forte que	21,710	- -
15. Sur les sommes res- tantes à l'échiquier à la dis- position du parlement, on ne pourra prendre plus de.	10,424	6 3
Total des moyens pour l'année 1772.	7,876,112	17 2 ¹ / ₂
Les subsides ne montant page 172, qu'à.	7,381,745	3 8 ¹ / ₂
Les moyens excèdent de la somme de.	494,367	13 6 ¹ / ₂

En examinant avec attention ces deux der-
niers tableaux, on voit que, malgré les dif-
férentes épargnes trouvées à l'échiquier, & dont

on a fait usage pour fournir aux subsides de cette année, il a fallu avoir recours à un nouvel emprunt de 2,550,000 *l.* qui ne produisent qu'un excédent de 494,367 *l.* 13 *s.* 6 *d.* $\frac{1}{4}$. Il est donc facile d'en conclure que l'état des finances actuelles de l'Angleterre, établi *pag.* 147, est aussi exact que la matière peut le permettre, puisqu'en le comparant avec ces derniers, il ne se trouve entr'eux qu'une légère différence de 457,825 *l.* 5 *s.* 9 *d.* $\frac{4}{7}$.



CHAPITRE X.

De l'état militaire de la Grande-Bretagne.

L'ÉTAT militaire de l'Angleterre ne tient son être, sa force & sa subsistance, que des résolutions libres & annuelles du parlement, qui doit mettre toute sa prudence à ne l'augmenter, qu'autant que la nécessité des circonstances l'exige. Il est cependant assez ordinaire que cette assemblée suprême de la nation, en arrêtant l'état annuel, ne fasse que souscrire à la volonté du monarque, sans examiner la pesanteur du fardeau souvent inutile qu'on impose sur le peuple.

Sous le règne de la reine Anne, l'Angleterre avoit une armée composée de 80,000 nationaux, & de 40,000 étrangers, qui avec 40,000 matelots, l'obligèrent à contracter pour plus d'un milliard de dettes, son sort étoit encore plus accablant à la fin de la dernière guerre ; car en 1762, lors de la signature des préliminaires de paix, elle avoit à sa solde 67,676 Anglois, & 74,041 étrangers qui, avec 70,000 matelots, formoient un corps de 211,717 hommes qui ont dû nécessairement la
jeter

jeter dans cet abîme de dettes, dont on paroît vouloir infructueusement la soulager.

Une politique, qu'il est de l'intérêt de la famille régnante d'entretenir, mettant l'administration Angloise dans le cas de prendre part aux affaires du continent de l'Europe, l'oblige à tenir toujours sur pied un corps d'armée respectable, quelque contraire que soit cet établissement au système de liberté, qui assure la constitution du pays.

ARTICLE I.

Des troupes de terre.

On a vu, *page* 166, que la session de cette année 1772, a fixé l'état des troupes de terre à 17,547, quoiqu'on fût autrefois dans l'usage de ne le porter, en temps de paix, qu'à 12,000 hommes au plus.

L'état général de cette armée, qui a pour Feld Maréchal, Jean ô Hara Lord Tyrawley, consiste depuis la promotion du 26 mai 1772, en 25 généraux, 6 lieutenants-généraux, & 5 majors-généraux, dont je vais donner une liste exacte.

FELD MARÉCHAL.

1763. 10 juin. Jean ô Hara Lord Tyrawley.

GÉNÉRAUX.

1761. 9 mars. Ch. Cadogan Lord Cadogan.

1765. 22 fév. Jaq. Oglethorpe.

1770. 30 av. Je. Mordaunt Chevalier du bain. B.

J. Cholmondeley.

J. Lord Murray.

Je. Campbell comte Loudoun.

Guil Maule comte Panmure.

Guill. Henry Kerr, Marq. de Lothian. C.

Guill. Stanhope comte d'Harrington.

1772. 26 mai. Cuthbert Ellifon.

Peregrine Bertie duc d'Ancaſtre.
 Evelyn Pierpoint duc de Kingſton. J.
 Hugh. Boſcawen vicomte Falmouth.
 Simon Harcourt comte d'Harcourt.
 Hen. Arthur Herbert comte Powys.
 Mich. ô Brien Dilkes.
 Jean. Montagu comte Sandwich.
 Henry Seymour Conway.
 Ja. Abercromby.
 Geor. Keppel comte d'Albemarle. J.
 Franc. Leighton.
 Robert Lord Manners.
 Jean Moſſyn.
 Jean Waldegrave comte Waldegrave.
 S. A. R. le duc de Glouceſter. J.

LIEUTENANTS-GE'NE'RAUX.

1760. 22 fév. Edo. Cornwallis.

Geo. Boſcawen.
 Geo. Howard.

10. déc. Rob. Rich. Baronet

11. d. Joſ. Yorke. B.
 14. d. Cha. Shaw Lord Catheart. . . . C.
 17. d. Guil. Belford du corps d'artillerie.
 18. d. Robert Lord Bertie.

Philippe Honywood.

1761. 19 janv. Jean Campbell duc d'Argill.

Daniel Webb.
 Jean Fitz-William.
 Guil. A Court Ashe.
 Ch. Montagu. B.
 Guil. Strode.
 Jeffery Amherſt. B.
 Archibald Douglas.
 Jean Griffin Griffin. B.
 Studholm Hodgſon.

- Geo. Aug. Elliot.
 1770.30 avr. Guill. S. Kinner du corps de Génie.
 Robert Monckton.
 Edou. Sandfort.
 Theodore Dury de la marine.
 Je. Lambton.
 Ch. Colvill.
 Je. Parflow.
 Guil. Brown.
 Th. Gage.
 Geo. vicomte Townshend.
 Fréd. Lord Cavendish.
 Je. Weft comte Delavart.
 Ch. Lenox duc de Richmond.
 Hen. Herbert comte Pembroke.
 Je. Severn.
 Je. Saunders Sebright Baronet.
 Je. Clavering.
 Ge. Cary.
 31. d. Ja. Adol. Oughton.
 Ja. Fitz Gerald duc de Leinster.
 1772.26 mai. Je. Gore.
 Ja. Murray.
 Ge. Williamfon de l'artillerie.
 Cyrus Trapaud.
 Guill. Booth by Baronet.
 Guill. Keppel.
 Rich. Pierfon.
 Benj. Carpenter.
 Jean. Owen.
 Bigot. Armstrong.
 Edo. Harvey.
 Guill. Petty comte Shelburne.
 Guill. Haviland.
 Guill. Rufane.
 Hamilton Lambart.
 Jean Irwin.
 Cadwallader Lord Blaney.

Cha. Vernon.
Guill. Gansel.
David Græme:
Edou. Urnston.

M A J O R S - G E ' N E ' R A U X.

1760. 9 déc. Stringer Lawrence , pour les Indes.
1761. 3 juin. Ja. Prevost , pour l'Amérique.
1764. 11 mai. Rob. Lord Clive, pour les Indes orient.
1766. 7 août. Rob. Melville , pour les Indes occid.
1770. 30 avr. Mariscoe Frédérick.
Guill. comte de Glencairne.
Guill. Deane.
Je. Thomas.
Rob. Dal. Horne Elphinstone.
Guil. Evelyn.
Je. Salter.
Th. Erle.
Rich. Worge.
Ja. Johnston.
Ja. Johnston.
Phil. Sherrard.
Geo. Lane Parker.
Ja. Gisborne.
Ch. comte de Drogheda.
Newill. Tatlon.
Fran. Grant.
Rich. Bendishe , de la marine.
Alex. Mackay.
Guil. Aug. Pitt.
Je. Scot.
1772. 26 mai. Adam Lord Gordon.
Fred. Haldimand.
Guil. Alex. Sorell.
Rie. Lambart.
Alex. Maitland.
Je. Pomeroy.

Comte d'Eglintoun.
 Simon Frazer.
 Tho. Desaguliers, de l'artillerie.
 Geo. Preston.
 Gui Carleton.
 Guil. Napier.
 Tho. Townshend.
 Rob. Clerk.
 Guill. Draper.
 Rob. Cunningham.
 Guill. Howe.
 Je. Bradstreet.
 George Henri Lord Lenox.
 Henri Fletcher Campbell.
 Je. Hale.
 Rob. Boyd.
 Hen. Clinton.
 Cha. Fitzroy.
 Bern. Hale.
 Je. Burgoyne.

Les troupes à la tête desquelles se trouve ce corps nombreux d'officiers généraux, se divisent en celles qui sont spécialement affectées à la garde du monarque, en celles qui roulent dans les garnisons, outre le corps d'artillerie, celui du génie & la milice nationale.

SECTION I.

MAISON MILITAIRE DU ROI. *Les troupes chargées de la garde du monarque Anglois consistent.*

1°. En une troupe de hallebardiers, qu'en 1486, leva Henri VI. Ils n'étoient d'abord que 50, mais bientôt on doubla leur nombre, qui par la suite fut porté à 250 : mais qui est maintenant réduit à 100. La moitié devoit être armée de mousque-

182 O B S E R V A T I O N S

ions : mais Guillaume III. abolit cet usage ; en leur donnant à tous de larges épées & des pertuisanes. ils servent dans les appartemens inférieurs de la maison , 36 pendant le jour , & 18 pendant la nuit. Ce corps est commandé par trois officiers supérieurs & cinq exempts , & coûte à raison de 39 l. 11 s. 3 d. par homme , avec les honoraires des chefs & diverses gratifications , accordées à 8 d'entr'eux & à 4 vétérans , la somme de 7,076 l. 16 s. pour hommes 100

2°. La bande dite des 40 gentilshommes pensionnés , institués par Henri VIII , pour servir par quartier dans la chambre du roi , & fonctionner dans les grandes solennités de la couronne. Elle est sur le pied militaire , puisque l'ordonnance veut qu'à l'armée elle porte des mousquetons & des pistolets , au lieu des haches d'armes qu'elle doit avoir en cour : il n'est cependant personne qui puisse se souvenir de l'avoir vu marcher à l'ennemi. Ces gentilshommes ont chacun 100 l. par an , sous la condition d'entretenir trois chevaux & un valet armé ; ils ont trois officiers & un porte étendart , & la dépense annuelle qu'exige ce corps monte à 4950 l. . . pour. 40

3°. Deux troupes de gardes-du-corps , faisant le service à pied ou à cheval , selon qu'ils sont employés dans l'intérieur ou dans les dehors du palais du roi. Chacune est composée de 142 maîtres , qui achètent leur place & ont 4 schellings par jour. Chaque troupe est commandée par 9 officiers , & 4 brigadiers , 4 sous-brigadiers , un adjudant , 4 quartier-maîtres , 4 caporaux , 4 trompettes & un timbalier , outre un aumônier & un chirurgien. L'entretien de ces troupes monte annuellement à 34,010 l. 6 s. 8 d. pour. 320

460

SUR L'ANGLETERRE.

182

Contre : *hommes de la garde du roi.* . . . 460

4°. A chacune de ces troupes de gardes-de-corps, est attachée une compagnie de grenadiers à cheval, qui n'obéissent cependant qu'à leurs officiers particuliers. Chaque troupe est de 15 maîtres à 2 schellings 6 sous par jour, & elle a 8 officiers supérieurs, un adjudant, 6 sergents, 6 caporaux, 4 trompettes, 4 hautbois, un aumônier & un chirurgien, qui coûtent pour les deux compagnies 21,86 l. 6 s. 8 d. pour 274

5°. Un régiment de cavalerie-garde, composé de 9 compagnies de 28 hommes, faisant 252 maîtres, qui ont 2 schellings par jour, & sont commandés par 27 officiers, outre 9 quartier maîtres, un adjudant, 28 caporaux, 9 trompettes, un timbalier, un aumônier & un chirurgien. Ce régiment coûte 26,054 l. 18 s. 4 d. pour 290

6°. Trois régiments de dragons gardes, dont le premier est de 252 hommes, ayant 27 officiers, un adjudant, 9 quartier maîtres, 18 sergents, 18 caporaux, 9 tambours, 9 hautbois, un aumônier & un chirurgien & coûte 18,878 l. 2 s. 1 d. pour 316

Le second & le troisième n'ont chacun que 18 officiers, 168 hommes, 12 sergents, un adjudant, 6 quartier maîtres, 12 caporaux, 6 trompettes, 6 hautbois, un aumônier & un chirurgien, & les deux coûtent 25,793 l. 6 s. 8 d. pour 422

7°. Trois régiments d'infanterie-garde formant 64 compagnies de 47 hommes chacune, outre 3 sergents, 3 caporaux & 3 tambours.

Le premier régiment des gardes à pied est commandé par S. A. R. le duc de Gloucester.

1762

Des autres parts : hommes de la garde du roi. 1762
 qui a sous ses ordres 84 officiers, 3 adjudants
 & 2 quartier-maîtres. Il y a de plus attaché
 à ce corps, 8 fifres, 3 hautbois, un tambour-
 major, un député-maréchal, un solliciteur,
 un aumônier & un chirurgien avec quatre
 aides; ce seul régiment coûte par an 45,980 l.
 17 l. 6 d. pour 1557

Le second & le troisième sont également
 composés de 18 compagnies par régiment,
 aux ordres de 54 officiers, qui ont deux ad-
 judants, un quartier-maître, un solliciteur,
 un tambour-major, un député-maréchal;
 un aumônier & un chirurgien avec deux aides :
 de façon que chacun de ces deux régiments
 est composé de mille hommes portant les
 armes, dont l'entretien monte à 29,799 l.
 13 l. 4 d. ce qui fait 59,519 liv. 6 l. 8 d.
 pour 2000

Total de la maison militaire du roi. 539

RÉCAPITULATION DES FRAIS.

1. Les haliebardiens.	7,076	16	-
2. Les gentilshommes pensionnaires.	4,950	-	-
3. Les gardes-du-corps.	34,010	6	8
4. Les grenadiers à cheval.	21,486	6	8
5. Le régiment de cavalerie-gardes.	26,054	18	4
6. 3 Régiments de dragons-gardes.	44,671	8	9
7. 3 Régiments d'infanterie-gardes.	105,500	4	2
Total des frais de la garde militaire du roi.	243,750	0	7

SECTION II.

Autres forces militaires de la Grande-Bretagne.

Je ne parle ici de ces forces que sur le pied où elles sont actuellement pendant la paix , ce qui permet d'en évaluer l'importance en temps de guerre , puisqu'il est d'usage de commencer par les doubler, dès qu'on appréhende quelque rupture.

L'Angleterre a quatre régiments de cavalerie de 6 compagnies chacun , commandé par 18 officiers , & lesquels sont tous en garnison en Irlande : 18 régiments de dragons ou chevaux légers , formés comme le second & le troisième des gardes dragons , dont 10 dans la Grande-Bretagne & 8 en Irlande : 70 régiments d'infanterie , dont 49 dans les garnisons du pays , 7 à Gibraltar, 6 à Minorque & 18 en Amérique : 20 compagnies indépendantes d'invalides , composées de 860 hommes sous les ordres de 60 officiers , avec 40 sergents , 40 caporaux & 20 tambours : enfin une milice nationale toujours subsistante , qui forme un corps de 200,000 hommes choisis & recrutés par le sort , qui chaque année se réunissent par comtés , pour s'exercer aux manœuvres militaires.

SECTION III.

De l'Artillerie & du Génie.

Ces deux corps sont doubles , l'un au service & à la paie de la Grande Bretagne , & l'autre à la solde d'Irlande & attaché à son gouvernement.

Le corps d'artillerie de la Grande Bretagne est commandé par Henri Seymour Conway , sous le titre de colonel en second & de lieutenant général d'artillerie, qui a sous lui 4 colonels-commandants,

4 lieutenants colonels , 4 majors , 32 capitaines ;
8 capitaines d'invalides , 33 capitaines lieutenants ,
38 premiers lieutenants , 3 premiers lieutenants
d'invalides , 39 seconds lieutenants , 7 seconds-lieu-
tenants d'invalides , 4 adjudants , 4 quartier-maî-
tres , 4 aumôniers , un chirurgien général & 2
trésoriers.

Celui d'Irlande aux ordres de Charles Moore
comte de Drogheda colonel en chef , n'a qu'un
colonel en second , un lieutenant-commandant ,
un major , quatre capitaines , 4 premiers-lieu-
tenants , 4 seconds , 4 autres artificiers , un adjudant ,
un quartier maître , un maître de pont , un au-
mônier , un chirurgien & un agent.

Le corps des ingénieurs dans la Grande-Breta-
gne est commandé par Guillaume Skinner , en
qualité de chef & colonel , aidé par 2 directeurs ,
lieutenants-colonels , 11 sous-directeurs & majors ,
17 capitaines ingénieurs ordinaires , 13 lieutenants
sous-ingénieurs & 16 enseignes.

Celui entretenu en Irlande a pour directeur en
chef , Henri Mark Mafon , secondé par un direc-
teur major , 2 capitaines ingénieurs ordinaires , 2
lieutenants sous-ingénieurs & un enseigne-in-
génieur.

A R T I C L E II.

Des forces maritimes de l'Angleterre.

Les forces navales de ce royaume sont toujours
plus considérables que celles qu'il entretient par
terre ; & il seroit certainement à souhaiter pour
son propre avantage , qu'il fit dépendre des pre-
mieres sa principale puissance.

Le parlement de cette année 1771 a arrêté que
l'état de la marine seroit de 25,000 matelots , en
y comprenant 664 soldats de marine , qui sont
toujours mis sur le même pied dans les actes de

la législation qui en règle le nombre & la dépense.

On estime que les forces maritimes de l'Angleterre consistent actuellement dans les bâtimens suivans.

	Rangs.	nombre de vaisseaux.	port en ca- nons.	port en hommes.
Vais- seaux du	1	3	de 120 à 100	780
	2	11	90	680
	3	86	de 80 à 64	440
	4	19	de 60 à 50	280
	5	62	de 40 à 26	190
	6	24	de 24 à 20	130
		215		

On compte de plus 60 tant brulots, chaloupes, brigantins, galiotes à bombes, yachts, gardes-côtes, qui sont montés depuis 24 canons jusques à 8 & au dessous, ce qui forme un total de . . 284

Auxquels il faut ajouter ceux qui sont sur les chantiers, savoir de 90 canons. . . . 4
de 74 8
de 64 9
de 50 40

Total des vaisseaux de l'Angleterre 345
qui sont ou en mer, ou dans les ports ou dans leurs chambres. Il en a en Amérique, un du 3^e. rang, deux du 5^e. & quatre du 6^e.; à Terre-neuve, un du 4^e. & un du 5^e.; en croisière, deux du 6^e.; aux Indes orientales, un du 3^e. & un du 5^e.; aux Indes occidentales, un dans la méditerranée, trois des 3^e. & 5^e. rang; à la Jamaïque, trois des 3^e. 4^e. 6^e. & un garde côte du 3^e. Quant aux autres, on prétend qu'en cas de besoin, il ne seroit question que de les armer.

Un vaisseau du premier rang avec tous ses agrès

coûte 60,000 l. non compris l'avitaillement , & outre ceux qu'on bâtit dans la Grande Bretagne , il s'en construit de très-beaux à Boston dans la nouvelle Angleterre , qu'on fait passer en Europe.

On ne portoit autrefois en temps de paix , l'entretien de la marine Angloise qu'à la somme de 130,000 l. ou 2,990,000 l. tournois , & le nombre des matelots qu'à 10 000 , qui , à raison de 4 l. par mois , feroient une dépense de 420.000 liv. ou 11,460,000 l. tournois. Mais dans cette année , après une paix qui dure depuis près de dix ans , le parlement vient d'accorder pour l'entretien de la marine 375,938 l. Pour les gages , nourriture de 25,000 matelots ou soldats & la paie des officiers , 1,400,000 l. & pour l'artillerie de mer & le salaire des officiers à demi-paie , 394.725 liv. 17 s. 6 d. , ce qui forme un total de 1,070,664 l. 17 s. 6 d. , & conséquemment 47,625,192 liv. tournois.



CHAPITRE XI.

De la population ; des especes ; des poids & mesures de la Grande-Bretagne.

ON compte en Angleterre environ six millions d'habitants , treize cents mille en Ecosse & plus de deux cents cinquante mille en Irlande , ce qui doit former un tout d'environ huit millions , un vingtième d'hommes plus que de femmes.

Quoi qu'il en soit de ce calcul , si l'on s'en rapporte à feu M. George Grenville , un des plus habiles hommes que l'Angleterre ait eus en cette partie , la population ne cesse de décroître dans les Isles Britanniques. Il assure , dans ses confi-

dérations sur le commerce & le négoce, que depuis 1759 jusqu'en 1766, temps où son ouvrage a paru, le nombre des maisons en Angleterre & dans la Galles, étoit diminué de cinq mille sept cents quatre vingt dix, quelle que fut la prodigieuse quantité d'édifices nouvellement construits. Si ce patriote vivoit encore, il confirmeroit de nouveau son assertion, en voyant combien la cherté générale cause chaque jour d'émigrations parmi les nationaux & de retraites parmi les étrangers à leur aise : les premiers forcés d'aller sous de nouveaux climats chercher une nourriture, que leur travail ne peut leur fournir, & les autres ambitionnant de jouir avec commodité d'une fortune qui ne leur donne que le nécessaire.

On estime qu'il y a en Angleterre pour onze millions sterling ou 253,000,000 de l. tournois d'or & d'argent monnoyé ; quantité qui ne paroît aucunement proportionnée à la somme de 6,500,000 l. qui se lèvent sur la nation dans les temps ordinaires, non plus qu'aux dépenses de chaque particulier & aux besoins du commerce : mais cette disproportion s'évanouit, lorsqu'on fait attention à la prodigieuse quantité d'effets royaux ou d'état, dont je parlerai ci après & qui sont autant de valeurs représentatives de l'espece.

La proportion de l'or & de l'argent, au titre d'Angleterre, est comme d'un & un vingt-cinquième à quinze. La guinée pèse plus que le louis de France, parce que le roi de la Grande-Bretagne ne prend aucun droit de seigneurage ni de monnoyage.

Quant aux poids & mesures, il y a une conformité parfaite dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne.





CHAPITRE XII.

Des compagnies de commerce.

IL est peu de matieres sur lesquelles on aime plus , en général , à s'entretenir que sur les fonds publics de l'Angleterre ; chacun a dans la bouche le mot d'actions , mais bien peu de personnes en connoissent la nature. Je crois en conséquence devoir l'exposer ici d'une maniere aussi claire que concise , avant que de faire connoître les différentes compagnies de commerce établies dans ce royaume, sur les principales desquelles je donnerai un détail historique qui fera connoître les fonds dont elles sont composées , leurs usages & l'utilité dont ils sont au gouvernement , à ces compagnies & à la généralité des sujets.

Il seroit presque impossible de bien entendre ce que j'ai à dire , si je ne faisois d'abord quelques remarques sur l'argent monnoyé & le papier qui le représente , pour établir la différence qui se trouve entre l'un & l'autre.

C'est sur l'argent que se regle la valeur de toutes les choses qui sont , ou nécessaires , ou commodes au genre humain , & le papier le présente si efficacement , qu'il en tient réellement place , & que par lui on peut remplir tout ce qui a fait prévaloir l'usage de l'or & de l'argent. Pour donner cours à cette espece représentative , il suffit que la compagnie qui la distribue ait un crédit solidement établi , & elle l'aura & le soutiendra , tant qu'elle se montrera en état de reprendre son papier , & d'en donner la valeur en argent , toutes les fois qu'elle en sera requise. Telle est la pratique cons-

tante de la banque d'Angleterre, ses billets ont une valeur égale à celle de l'argent, parce que les porteurs peuvent à leur volonté les changer en especes monnoyées. Ces billets deviennent une especes de monnoie, & la législation en consequence a jugé digne de mort quiconque auroit la hardiesse de contrefaire un billet de banque.

L'usage de déposer son argent à la banque & d'en recevoir en échange des billets, quoique cela se fasse sans en tirer aucun intérêt, a cependant plusieurs grands avantages. Non seulement cet argent y est en plus grande sûreté, que dans les mains du propriétaire même, mais comme les billets sont plus aisés à porter que la monnoie, il est donc plus facile de les faire passer de place en place. Un pareil billet en effet peut être envoyé par la poste, & si l'on craint les attentats des voleurs, on peut les couper en deux morceaux, & faire partir chacune des deux pieces par un courrier différent. En s'adressant à la banque, on peut avoir des billets appelés *Bank post-bills*, ou billets de banque pour la poste, qui sont spécialement faits pour éviter que ceux qui les déroberoient, pussent s'en servir. Ils sont payables à l'ordre de la personne qui les prend & à un certain nombre de jours de vue, ce qui donne moyen d'en arrêter le paiement à la banque, si par quelque hazard ils viennent à se perdre, & ce qui empêche que des étrangers ne les négocient aussi facilement que les billets de banque ordinaires.

Si d'ailleurs l'on considère les hasards, les dépenses & les embarras auxquels on est exposé quand on veut envoyer en especes de grandes sommes, on ne peut s'empêcher de convenir que les billets ont un grand avantage sur l'or & l'argent: mais ce qui est encore bien précieux, c'est que, si le temps ou quelque autre accident détruisoit un billet de banque, le propriétaire peut obtenir

le paiement de la banque, en faisant serment de l'accident qui lui est arrivé, & en donnant caution qu'il bonnifiera la banque de la valeur du billet, s'il venoit à lui être représenté.

Les billets de banque diffèrent de tous les autres papiers courants en trois choses, savoir : 1°. ils sont toujours de la même valeur ; 2°. ils sont payés sans exiger de transport ; 3°. ils ne portent aucun intérêt ; les autres papiers au contraire sont partie des fonds d'une compagnie & sont achetés par les propriétaires, sans aucune stipulation qui leur fasse espérer la rentrée du principal. Les obligations de la compagnie des Indes, que par erreur quelques personnes comprennent sous le nom d'actions, doivent être exceptées, puisqu'elles sont payables, après six mois d'avis donné par le directeur ou par le propriétaire.

Il est bon de remarquer que la banque n'est en aucune façon obligée d'avoir toujours en caisse un fonds qui la mette en état d'acquitter en un seul & même instant tous les billets qu'elle peut faire, il lui suffit d'en avoir assez pour répondre & satisfaire à ceux qu'on lui présente. Il n'est pas non plus nécessaire que les autres compagnies de commerce soient sans cesse en puissance de rembourser les sommes différentes que les particuliers y ont mises pour y avoir un intérêt ; parce que ces portions pouvant facilement se transférer de l'un à l'autre, le propriétaire est toujours en état d'en tirer l'usage qu'il feroit d'une pareille somme d'argent monnoyé.

Le mot *Stock* ou action, dénotoit originairement une somme d'argent que déposoit un particulier, pour former un fonds qui mît une compagnie en état de faire avec succès un commerce spécial. La personne en devenoit dès lors associée, & avoit droit de recevoir sur les profits de cette compagnie, une part proportionnée à l'argent qu'elle

y avoit employé : mais on a , par la suite , donné bien plus d'étendue à ce mot ; & , quoique sans raison , on comprend sous sa signification toute somme d'argent prêtée au gouvernement , sous la condition d'en tirer un intérêt stipulé , jusqu'à ce que le capital en soit remboursé. Comme la sûreté que donne le gouvernement ou celle fondée sur des compagnies publiques sont certainement préférables à celle que peut présenter un particulier tel qu'il soit , comme l'action qui provient des premiers peut se négocier & se vendre en tout temps , que d'ailleurs l'intérêt qu'on en retire est exactement payé à son échéance , il ne peut paroître étonnant qu'ils trouvent à emprunter à un intérêt beaucoup plus bas que celui qu'on exige de l'homme privé , avec lequel on ne peut se défendre de la crainte de perdre le principal & l'intérêt.

Le premier fonds uni par une compagnie a toujours été levé pour un but spécial & limité par le parlement à une certaine somme ; d'où il suit que quand la totalité en est remplie , la compagnie n'a plus rien à vendre : mais les personnes qui en ont acheté les différentes portions , ne les rendent-elles pas effets commercables , en faisant transférer à d'autres le droit qu'elles y ont ? C'est ce transport qui met fréquemment une disproportion considérable entre la valeur primitive de ces portions , & celle qu'on en obtient au moment qu'on les transfère. Si en effet le nombre des demandeurs est plus grand que celui des vendeurs , celui qui n'a aucune raison de vendre , ne consentira à se défaire de sa portion , qu'autant qu'un profit notable pourra l'y déterminer ; mais si ceux qui cherchent à réaliser leurs effets sont en plus grand nombre que ceux qui veulent en faire l'acquisition , il faut que le prix de l'action tombe , selon le plus ou moins d'impatience qu'ont les

possesseurs à s'en défaire. Lorsqu'il y a plus d'acheteurs que de vendeurs, les premiers enchérissent les uns sur les autres : mais dans la circonstance contraire, chacun des derniers s'efforce, à obtenir la préférence, en cédant ses effets à meilleur marché que ne prétendent le faire ses compétiteurs.

Ces observations donneront au lecteur une juste idée de la pratique odieuse qu'on appelle à Londres, *Stock-Jobbing* ou jeu d'action, dont je vais lui exposer tout le mystère () Les personnes qui se mêlent de ce trafic, font des contrats, par lesquels ils s'engagent à vendre ou à acheter, dans un temps spécifié, mais éloigné, une certaine quantité d'effets publics, & pendant le temps qui doit courir jusqu'au moment où ils devront remplir leurs engagements, ils n'épargnent aucuns moyens pour, suivant la nature de leur contrat, faire monter ou baisser le prix des effets qui y sont mentionnés, en répandant dans le public de faux bruits ou des histoires sans fondement, afin de le porter, ou à vendre avec précipitation & conséquemment à bas prix, lorsqu'il est de leur intérêt d'acheter, ou à être éloigné de vendre, ou à le faire à plus haut prix, quand leur contrat les met dans l'occasion de recevoir de ces effets.

Il ne faut pas croire que ces gens qui contractent si facilement, soient réellement possesseurs des actions qu'ils négocient, & qu'à l'échéance de leurs engagements, ils reçoivent ou délivrent la quantité promise. Non, il suffit pour se maintenir en crédit, qu'ils paient la différence qui se trouve entre le prix où étoit l'action lorsqu'ils ont contracté, & celui où elle est au terme de l'échéan-

(*) Voyez le *Traité de la circulation & du crédit* : 1 vol. in-8o. 1771, chez Rey.

ce. Aussi n'est-il pas rare d'en voir parmi eux qui n'ayant pas 100 l. en propre, s'engagent à vendre ou acheter pour 100,000 l. d'actions, selon le langage usité dans l'allée : on donne le nom de *Taureau* à l'acheteur & celui d'*Ours* au vendeur.

Il y a une autre sorte de négociants en cette partie qui, quoique d'un rang plus élevé, ne méritent pas moins d'être confondus avec les autres. Ce sont des gens qui, possesseurs de beaucoup d'argent comptant, trafiquent en actions, & contractent avec le gouvernement pour les sommes qu'il peut avoir besoin d'emprunter. Ils ne se fondent pas en effet sur une richesse chimérique & lorsqu'ils achètent ou vendent, ils le font en réalité : mais en faisant naître de fausses espérances, ou en inspirant des craintes mal fondées, en faisant tout à coup une vente ou un achat considérable d'actions, par le ministère des premiers totalement dévoués à servir leur avarice, ils font à leur gré hausser ou baisser les effets de deux ou trois pour cent.

Quoi qu'il en soit, la valeur effective que peut avoir un effet sur un autre, par le profit qu'il apporte au propriétaire, ou tout ce qui affecte, ou en réalité, ou en imagination le crédit d'une compagnie, ou ce qui peut faire croire en danger le gouvernement sur lequel ce crédit est fondé, tout cela doit nécessairement influer beaucoup sur le sort des actions. Un propriétaire en effet qui est intéressé dans une compagnie commerçante, qui donne 5 ou 6 pour cent d'intérêt, doit regarder la part qu'il y a, comme d'une valeur plus considérable, que si son argent étoit placé en annuités sur le gouvernement qui ne donne que 3 ou 4 pour cent, & conséquemment les actions qu'il a doivent se vendre à plus haut prix que les annuités. Il n'est cependant pas inutile d'observer que, si le gouvernement accordoit le même intérêt qu'on

tire d'une compagnie de négociants , les effets de celle-ci n'auroient pas en bourse de préférence sur les annuités de celui là. On ne saura jamais avoir , dans les obligations contractées par une compagnie spéciale, la confiance que méritent les engagements formés par l'administration. Il est impossible d'être certain qu'une compagnie paiera toujours le même intérêt , puisqu'elle doit établir ses dividendes conformément à ce qu'exige l'étendue ou la limitation des profits qu'elle fait successivement. Supposons par exemple qu'une compagnie assigne actuellement à ses intéressés un dividende de 6 l. par chaque 100 l. de dépôt , & que le prix courant en soit de 134 , l'acheteur fera dans ce cas $4\frac{1}{2}$ pour cent de son argent avancé ; d'un autre côté les Annuités du gouvernement à 3 pour cent sont supposées se vendre à 83 l. ; conséquemment celui qui achete ne fait pas plus de 3 l. 10 s. ou 3 d. par cent de l'argent qu'il avance ; d'où il paroît que les effets de la compagnie sont beaucoup moins chers que les annuités du gouvernement , ce qui provient de ce que les sûretés ne sont pas réputées si solides , & de ce que l'on n'est pas certain que les dividendes continuent au point où ils sont.

Comme les effets de la compagnie des Indes , de la banque & de la compagnie de la mer du Sud , qui sont les trois principales compagnies commerçantes en Angleterre , sont distingués par différentes dénominations . & sont d'une nature également différente , je traiterai de chacune dans des articles séparés pour faire connoître la variété de leurs effets , & je commencerai par la compagnie des Indes , comme celle dont l'établissement est le plus ancien.

ARTICLE I.

De la compagnie des Indes Orientales.

La compagnie Angloise des Indes Orientales prit naissance sur la fin du regne de la reine Elisabeth , & il n'y a presque point eu de souverain par la suite qui n'ait confirmé ou augmenté les privilèges , qui lui avoient été premièrement accordés. Dans son origine , il suffisoit de déposer 50 l. pour avoir part à son fonds qui ne devoit être alors que de 369,891 l. 5 s. En 1676 les directeurs , se trouvant en état d'assigner un dividende considérable , porterent les propriétaires à unir les profits aux capitaux , ce qui en doublant chaque portion fit monter le capital à 739,782 l. 10 s. auquel si l'on ajoute les profits faits jusqu'en 1685, on verra qu'à cette époque, le fonds de la compagnie étoit de 1,703,402 l.

Les pertes que lui occasionnerent les Hollandois d'une part & de l'autre les sujets du Grand Mogol, l'affoiblirent tellement , que lors de la révolution elle étoit dans un état de dépérissement & la guerre qui survint avec la France la réduisit si bas , qu'on jugea qu'il étoit impossible de la soutenir , & on prit la résolution d'en former une autre. Les marchands qui s'y intéresserent obtinrent une charte en 1698 , en considération de laquelle ils prêtèrent au gouvernement 2 millions à 8 pour cent par an , & poussant leur commerce avec une vigueur peu commune , ils se virent bientôt dans le cas de faire deux fois plus d'affaires , que n'en avoit jamais pu entreprendre l'ancienne compagnie. Quelque différence qui se trouvât entre la situation de l'une & de l'autre , on parvint cependant à les réunir au bout de quelques années , ce qui fut effectué en 1702 par une nou-

velle charte, qui les désigne, sous le nom de *Compagnie unie de marchands commerçants aux Indes Orientales*.

Cette compagnie unie dans la 6^e. année de la reine Anne avança de nouveau au gouvernement 1,200,000 l. qui avec les 2,000,000 l. prêtés en 1698 par la nouvelle compagnie, la mirent en avance de la somme de 3,200,000 qu'elle augmenta en 1730 par un nouveau prêt pour obtenir que sa charte fût renouvelée : mais l'intérêt de ce dernier emprunt fut fixé à 3 pour cent & appelé *les Annuités des Indes à trois pour cent*.

Les actions de la compagnie sont d'une nature toute différente. Ce n'est point un argent mis à intérêt ; ce sont des deniers destinés au commerce, & ceux qui concourent à en former la masse, au lieu de recevoir un intérêt annuel fixe & déterminé, ont droit au dividende que permettent de faire les profits, que la compagnie fait successivement dans son commerce ; qui étant ordinairement plus estimé, fait qu'il se vend en général à un prix meilleur que la valeur primitive.

Toutes personnes peuvent s'intéresser dans cette compagnie : l'Anglois, l'étranger, quel que soit son sexe, peut en devenir membre, & dans les assemblées qui se tiennent pour la régie des affaires, quiconque y a 500 l. d'actions, a voix de suffrage dans les assemblées générales, & qui y possède 2000 l. peut en être choisi directeur. Il y a 24 directeurs, inclus le président & son député, qui choisis chaque année peuvent être continués pendant quatre ans sans interruption. Le président a 200 l. & chaque directeur 150 l. de salaire annuel. Les loix n'obligent les directeurs qu'à tenir leurs séances une fois par semaine, mais ordinairement elles sont plus fréquentes, devant paroître toutes les fois que les circonstances prescrivent de les faire sommer.

Les directeurs sont partagés en différents comités, chacun chargé de conduire quelques branches spéciales des affaires de la compagnie ; tels sont les comités de la correspondance, des achats, du trésor, de la chambre, des magasins, des vaisseaux, des comptes, des procès & celui pour s'opposer à l'accroissement du commerce particulier & ces comités ont chacun un secrétaire, un caissier, des clerks, des gardes-magasins, &c.

La compagnie envoie en outre au-dehors des gouverneurs & des facteurs, dont quelques-uns sont entourés de toute la pompe qui caractérise la souveraineté, ayant même des gardes-attachés à leur personne.

On assure que la vente des marchandises que la compagnie Angloise des Indes Orientales fait aux seuls étrangers monte à 600,000 l. ou 11,800,000 l. tourn. & que ce qui vient des colonies & plantations de l'Amérique, consistant en indigo, sucre, tabac, cacao, poisson, mâts, castors, &c. monte à 500,000 l. st. ce qui revient à onze ou douze millions tournois.

A R T I C L E II.

De la banque d'Angleterre.

La banque est l'établissement d'Angleterre le plus solide & le plus nécessaire au crédit de la nation. Elle fut établie sous le regne du roi Guillaume, dans un temps où le gouvernement avoit de la peine à trouver de l'argent à 16 pour cent, & où les billets de l'échiquier perdoient moitié. Ce fut dans les 5e. & 6e. années du roi Guillaume & de la reine Marie, que le parlement en fit une incorporation sous ce titre : *le gouverneur & la compagnie de la banque d'Angleterre*. Son premier fonds fut de 1,600,000 l. & les faveurs qu'elle obtint de l'ad-

ministration, furent en conséquence d'un prêt qu'elle lui fit de 1,200,000 l. pour lequel on accorda aux contribuables près de 8 pour cent.

Il est défendu à cette banque de former aucun emprunt, si ce n'est par acte de parlement, ainsi que de commercer en effets ou marchandises par elle-même ou par les personnes qu'elle emploie. Elle a le privilège de prêter sur les fonds du gouvernement, d'escompter les lettres de change & les billets des particuliers, qu'elle peut cependant refuser : elle fait le commerce de l'or & de l'argent en lingots ou mounoyé venant de l'étranger. Elle tient la caisse de tous les particuliers qui veulent lui confier leurs richesses. Les profits les plus considérables qu'elle fasse viennent des avances qu'elle fait au gouvernement, sur la taxe des terres. Elle ne fournit que ses billets qui circulent dans le public & qui, sans aucune difficulté, sont reçus par tout pour argent comptant : on pourroit cependant les refuser : mais cela n'arrive point. Ils sont tous payables à vue, sans que la compagnie en redoute aucun inconvénient, parce que comme elle a en mains le fonds de toutes les richesses particulières du royaume, tant des seigneurs, que des négociants & des bourgeois, l'argent ne fait que passer d'un compte à un autre sans sortir de la caisse, si ce n'est pour les besoins & les nécessités de la vie : mais ce qui sort d'un côté rentre immédiatement après de l'autre.

Par acte du parlement de la 8e. & 9e. année du roi Guillaume III, la compagnie obtint le droit d'augmenter son capital jusqu'à la somme de 2,201,171 l. 10 s. & il fut déclaré qu'un intérêt dans la banque seroit réputé bien mobilier & non rangé parmi les immeubles ; que nul contrat, soit verbal soit par écrit, ayant pour but d'acheter ou de vendre des effets de la banque, ne seroit légal, si on avoit laissé passer sept jours sans le

faire enregiltter dans les livres de la compagnie ; & que quiconque contreferoit le sceau commun de la banque , aucun de ses billets ou notes & qui en altéreroit la teneur ou y raieroit quelque chose , feroit coupable de félonie , & puni comme tel , sans pouvoir réclamer le bénéfice du clergé.

Par un autre acte de la 7^e. année de la reine Anne , la compagnie fut autorisée à porter son capital à 4,402,343 l. & elle ajouta 400,000 l. aux premières avances qu'elle avoit faites au gouvernement , & en 1714 elle lui prêta de nouveau 1,500.000 l.

Dans la troisième année du regne de George I , on réduisit à 3 pour cent l'intérêt du capital de la banque , qui consentit à délivrer des billets d'échiquier pour 1,000,000 l. en échange d'une annuité de 100,000 l. Elle fut en même temps autorisée à exiger de ses membres qu'ils eussent à contribuer à la levée de cette somme à proportion des intérêts que chacun d'eux avoit dans le capital , & selon le rôle qui en seroit arrêté dans une assemblée générale. Il fut dit que , si quelque membre , qui auroit été légalement sommé de payer sa part & portion , négligeoit de le faire , il y seroit forcé par la saisie de ses dividendes qui seroient appliqués à déduire ce qu'il devoit ; & que cette personne , non-seulement ne pourroit transférer sa propriété tant qu'il n'auroit pas satisfait la compagnie , mais qu'il paieroit en outre 5 pour cent par an des sommes dont il se trouveroit en arriere , & que s'il laissoit passer trois mois sans payer principal & intérêts , la compagnie auroit le droit de vendre autant de portions d'intérêt que le réfractaire auroit dans ses fonds , qu'elle jugeroit nécessaires pour remplir ce qui se trouveroit lui être dû.

La banque réduisit ensuite de 5 à 4 pour cent l'intérêt que lui payoit le gouvernement , pour les

deux millions qu'elle lui avoit prêtés, & acheta plusieurs autres annuités que le gouvernement éteignit par la suite, de façon que la nation ne se trouva plus redevable à la banque que de 1,600,000 l. Mais en 1742 la compagnie s'engagea à secourir le gouvernement d'une pareille somme de 1,600,000 liv. à trois pour cent, sous le nom d'annuités à 3 pour cent, & ainsi à cette époque le gouvernement devoit à la compagnie 3,200,000 liv. dont moitié à 4 & moitié à 3 pour cent.

Dans l'année 1746, la compagnie consentit à ce que ses prétentions pour la somme de 986,800 l. que l'échiquier lui devoit pour billets arriérés, dont le paiement avoit été hypothéqué sur les droits exigés de ceux qui veulent vendre en détail des liqueurs spiritueuses, seroient annullées, en considération d'une annuité de 39,44 l. qui faisoient l'intérêt de cette somme à 4 pour cent. Elle convint de plus d'avancer un million à l'échiquier, dont il lui fourniroit des annuités à 4 pour cent, hypothéquées sur les droits résultants de la taxe sur la drêche & sur les terres; ce qui mit la compagnie dans le cas d'augmenter son capital de 986,800 l. dont l'intérêt, ainsi que celui de ses autres annuités, fut réduit à 3 l. 10 s. par an, & se soutint ainsi usqu'au 25 décembre 1757, où on le remit, comme il a été depuis, à 3 pour cent.

Pour se mettre en état de donner un cours aux billets de l'échiquier, on établit ce qui s'appelle, la *circulation de la banque*, dont si peu de personnes connoissent la nature, qu'on me pardonnera facilement les détails que je vais donner à ce sujet.

La compagnie est obligée d'avoir en tout temps en caisse une somme suffisante pour répondre aux demandes ordinaires & extraordinaires d'argent qu'on peut lui faire, & tout ce qui lui reste au-delà de la somme qu'on y suppose nécessaire, elle l'emploie à ce que l'on appelle le commerce de

la compagnie, c'est-à-dire, à discompter les billets, à acheter de l'or & de l'argent, des effets de la nation, &c.

Lorsque la banque forma cet engagement, comme elle n'entendoit point laisser dans l'inaction une somme plus considérable que celle qu'elle jugeoit nécessaire pour parer aux demandes ordinaires ou extraordinaires qu'on pourroit lui faire, & que d'ailleurs elle ne pouvoit retirer de son courant la somme d'un million, qu'elle s'étoit engagé de fournir au gouvernement, sans diminuer le fonds destiné à son commerce, ce qui ne pouvoit manquer de lui être très-préjudiciable, elle inventa le moyen suivant, d'avoir toujours un million en réserve sans affecter ses fonds.

Elle ouvrit une souscription d'un million qu'elle renouvelle chaque année. Ceux qui s'y intéressent déposent dix pour cent : & s'engagent à payer le reste ou partie toutes les fois qu'ils en seront requis par la banque, sans peine, s'ils manquent à y satisfaire, de perdre leur premier dépôt de dix pour cent. La compagnie de son côté paie aux intéressés 4 pour cent de leur avance faite, & $\frac{1}{4}$ pour cent de toute la somme qu'ils se sont engagés de fournir : & dans le cas où la compagnie se trouveroit dans la nécessité d'exiger des souscrivants la totalité de la somme qu'ils ont promis de fournir, ceux ci en auroient dès lors un intérêt de 5 pour cent, jusqu'à parfait remboursement de l'avance, que la compagnie est obligée de faire dans l'espace d'une année.

Par ce moyen la banque a toujours un million prêt à ramasser selon les circonstances, & ceux qui se sont engagés à le fournir, comme ordinairement ils ne déboursent pas la totalité de leur part de souscription, reçoivent par conséquent six & demi pour cent de leur dépôt, & en même temps la compagnie fait par année un profit de

23,500 liv. comme il est facile de s'en convaincre par l'état que je joins ici. La banque, pour l'avance d'un million, reçoit du gouvernement 30,000 l.

Elle paie aux souscrivants qui ont déposé 100,000 liv. en s'engageant de lui fournir de plus 900,000 liv. 6,500

Il reste donc en profit à cette banque. 23,500 l.

Telle est la situation de cette compagnie, tant qu'elle n'a pas besoin de recourir au résidu de la souscription, & on sent qu'il est de son intérêt de ne l'exiger que dans la dernière nécessité, soit pour ne point diminuer son profit annuel, soit par la crainte de nuire au crédit public.

Cette compagnie, de six mois en six mois, fait des dividendes proportionnés à ses profits, dont elle donne avis public aux intéressés, qui peuvent, à leur volonté, en retirer le montant sans délais, ou le laisser pour être porté en augmentation de leur principal.

Le roi ni ses ministres ne peuvent en aucune façon se mêler dans la régie des affaires de la banque, qui sont conduites par un gouverneur, un député-gouverneur & 24 directeurs choisis chaque année & qui ont 150 l. d'honoraires.

Treize d'entr'eux unis fussent pour traiter les affaires de la compagnie sous la présidence du gouverneur ou de son député : mais si aucun de ces deux chefs ne paroissoit à l'assemblée deux heures après celle qui auroit été indiquée pour sa tenue, les treize, après s'être choisis un président à la pluralité des voix, agiroient par eux-mêmes ; & les décisions qu'ils prendroient seroient aussi valides que si le gouverneur ou son député y avoit donné sanction par sa présence.

ARTICLE III.

De la compagnie de la mer du Sud.

La longue durée de la guerre que la reine Anne eut à soutenir contre la France, ayant mis l'Angleterre dans la nécessité de négliger le paiement de sa marine, força les matelots à recevoir pour leur solde des billets en place d'argent. Il fallut les échanger, & ces gens, pour subvenir à leurs besoins urgents, eurent recours à des avaricieux, qui ne prenoient leurs billets qu'à perte de 40 l. & même 50 pour cent. De cette manière la dette nationale à laquelle le parlement n'avoit pas pourvu & qui montoit à 9,471,321 l. se trouva toute entre les mains de ces usuriers.

M. Harley, qui étoit alors chancelier de l'échiquier, & qu'on a connu depuis sous le nom de comte d'Oxford, proposa d'accorder aux propriétaires de ces dettes & arrérages un intérêt de 6 pour cent, & de les unir en compagnie incorporée avec droit de faire le commerce des mers du sud, ce qui fut exécuté; & on donna à cette nouvelle association le titre suivant: *le gouverneur & la compagnie des marchands de la Grande-Bretagne commerçant dans les mers du sud & autres parties de l'Amérique, chargés d'encourager la pêche, &c.*

Quoique cette compagnie parût expressement formée pour le commerce, il est néanmoins certain que, pendant tout le cours de la guerre, le ministère ne pensa jamais sérieusement à former des établissements sur les côtes de l'Amérique méridionale: objet qui avoit tous les vœux des nouveaux associés, mais auquel le gouvernement ne donna aucune attention, si l'on excepte l'*assiento*, suite du traité d'Utrecht. Cette compagnie y obtenoit le privilège de fournir annuellement à un certain

prix 4800 negres , dans les différentes colonies de l'Amérique Espagnole. Comme ce commerce s'est toujours fait à perte , la cour d'Espagne avoit accordé à cette compagnie , par forme de dédommagement , la faculté d'envoyer tous les ans un vaisseau de permission , chargé de marchandises exemptes de tous droits à la suite des gallions & flotilles : privilege , dont l'Espagne ne prévoyoit pas sans doute toute l'importance. Ce vaisseau ne devoit être à la vérité que de 500 tonneaux espagnols , ou 750 tonneaux anglois , pesant chacun 2000 l. : mais il étoit toujours infiniment plus grand , & sous prétexte d'avitailler l'équipage , on le remplissoit de marchandises à mesure qu'il se vidoit. Le roi d'Espagne avoit un quart dans le bénéfice & cependant loin d'y gagner , il y perdoit ainsi que la compagnie , parce que tout le profit tournoit seulement à l'avantage de quelques particuliers , ce qui fit que cette compagnie n'eut pas beaucoup de regret , quand elle se vit privée de cette prérogative onéreuse par la convention faite entre les cours d'Espagne & de la Grande-Bretagne , peu de temps après le traité d'Aix-la-Chapelle en 1748.

Sous le regne de la reine Anne , cette compagnie avoit prêté diverses sommes au gouvernement à 6 pour cent , mais la totalité des intérêts qu'elle avoit à réclamer , fut également réduite à 5 dans la troisieme année de George I^{er} , qui en emprunta deux millions de plus au même intérêt. Le statut fait dans la 6^e. année de ce même roi , met cette compagnie en puissance de racheter toutes & chacune des dettes nationales qui en sont susceptibles , & pour cela il lui est permis d'augmenter son capital à proportion des parties de ces dettes qu'elle pourra acquitter ; & pour la mettre en état de se procurer les sommes nécessaires pour acheter des annuités , changer en argent comptant les nou-

veaux billets de l'échiquier, & soutenir son commerce, elle est autorisée à prendre toutes les voies qu'elle jugera convenables, pour se procurer les sommes que l'assemblée de la compagnie y croira nécessaires. On lui donna aussi la faculté d'emprunter sur son capital, par contrat, billets, obligations ou reconnoissances munies de son sceau ordinaire. Il y est dit que, si le gouverneur, son député, ou d'autres membres de la compagnie achetoient pour la corporation, soit des terres, soit des revenus de la couronne, ou prêtoient de l'argent en avance sur quelques parties du revenu public, que le parlement n'auroit pas légalement affecté au parlement d'un pareil emprunt, ce gouverneur ou sous-gouverneur seroit condamné à payer trois fois la valeur de la somme ainsi prêtée.

Ce fut seulement en conséquence de ce statut qu'on vit exécuter ce fatal projet de la compagnie des mers du Sud, quoiqu'inventé & arrêté en 1710. Cette compagnie vit d'abord ses efforts avoir de grands succès, aussi pendant les cinq premières années de son établissement, ses effets l'emportèrent-ils en valeur sur ceux de toutes les autres compagnies du royaume, & c'est ce qui déterminâ le roi George I à acheter pour 10,000 l. des effets de cette compagnie, & à accepter le titre de gouverneur.

Les affaires étoient dans cette situation florissante, quand on inventa ce que les Anglois appellent, *la ruse de la mer du sud*. On proposa de lever un fonds destiné à faire valoir le commerce de la mer du sud, à acheter des annuités, &c. On fit en conséquence imprimer & distribuer des programmes, qui en faisant voir les avantages qui paroissent en devoir résulter, engageoient les particuliers à y concourir. La somme qu'on demandoit pour le succès de l'opération & les profits qui en reviendroient, devoient être convertis en

un certain nombre de parts ou de souscriptions ; qui pourroient être achetées par chacun de ceux qui jugeroient à propos d'y risquer leur argent : & afin de mieux couvrir le piège que tendoit ce projet , les directeurs s'engagerent à accorder des dividendes considérables , & déclarerent que chaque 100 liv. de principal rapporteroit 50 liv. par an , ce qui donna un tel crédit aux effets de cette compagnie , qu'il n'étoit pas rare de voir vendre jusqu'à 1000 l. une portion qui essentiellement n'en valoit que 100. Cette opération se fit au mois de juillet ; mais avant même la fin de septembre , le nuage se dissipa & ces effets tombèrent à 150 l. , ce qui occasionna une misère parmi le peuple , telle qu'il sera toujours difficile de la concevoir. Je n'insisterai pas sur les conséquences qui suivirent cet infame projet , parce qu'il est peu de personnes qui ne les connoissent ; & je passerai aussi sous silence les diverses opérations de cette compagnie sous le reste du regne de George I , parce qu'elles n'ont aucun rapport avec le but que je me suis proposé , en traitant de cette compagnie.

Par un statut de la 6^e. année du dernier roi , il fut arrêté que , depuis & après le 24 juin 1733 , le capital de cette compagnie , qui montoit à 14,651,103 l. 8 s. 1 d. , & les portions des propriétaires respectifs , seroient divisés en quatre parts égales , trois desquelles seroient converties en fonds joints portant annuités à 4 pour cent , jusqu'au rachat par le parlement , sous le nom de *nouvelles annuités de la mer du sud* : & dont le quatrième demeureroit entre les mains de la compagnie , comme fonds commercable , en y joignant le résidu des annuités dues par l'échiquier à la compagnie pour son fonds capital jusqu'au rachat , ainsi que les sommes allouées pour les frais de direction , & tous les effets , profits résultants du commerce

commerce, dettes, privilèges & avantages qui appartiennent à la compagnie de la mer du Sud. Il fut de plus stipulé que le comptable de la compagnie rendroit chaque année deux fois un compte exact des affaires de la compagnie, savoir à Noël & à la S. Jean ou un mois après, dans une assemblée générale des intéressés, pour qu'ils pussent établir le dividende à accorder, lequel ne seroit décidé qu'en proportion des profits, sans pouvoir excéder ce que la compagnie peut raisonnablement mettre en partage, sans s'exposer à contracter de nouvelles dettes; pourvu de plus que la compagnie ne portât jamais ce dividende au-delà de 4 pour cent jusqu'à ce que toutes ses dettes soient pleinement acquittées. On y statue encore qu'en exceptant le nouveau fonds joint d'annuités, la compagnie de la mer du Sud & son fonds commercable seront affectés à payer toutes les dettes & actions de la compagnie, qui devra avoir & tenir, dans la ville de Londres, un bureau & des livres pour y entrer les transports des nouvelles annuités, qui ne seront valides en loix, qu'autant qu'ils auront été enregistrés dans les susdits livres, & ratifiés par la signature des deux parties ou de leurs représentants.

Les annuités de cette compagnie ont partagé le sort de celles des autres compagnies & sont maintenant réduites à 3 pour cent par an.

Cette compagnie est régie par un gouverneur, un sous gouverneur, un député gouverneur, & 2 directeurs: & si l'on excepte le roi d'Angleterre, personne ne peut être gouverneur, à moins qu'il n'ait en propriété 5,000 liv. dans le fonds commercable, les autres chefs doivent y avoir le même, savoir, un sous gouverneur, 4,000 liv., un député 3,000 liv., & un directeur 2,000 l.; un membre avec 500 l., a un suff.

frage , deux avec 2,000 l. , trois avec 3,000 l. ;
& quatre avec 5,000 l. dans ledit fonds.

ARTICLE IV.

Des autres compagnies commerçantes.

Les autres compagnies sont celle de Turquie qui est florissante ; celle des marchands aventuriers , qui est la plus ancienne de toutes , ayant été établie il y a quatre cents ans pour faire le transport de la laine : mais l'exportation de cette précieuse denrée ayant été prohibée sous peine de mort , depuis l'établissement des manufactures , la compagnie s'est trouvée réduite au transport des étoffes ; ce qui la rend aujourd'hui peu considérable ; celle de Russie , & celle de la mer baltique sont en assez bon état : mais celle d'Afrique est dans un état bien foible , cependant elle se soutient , parce que , comme il est de l'intérêt de la nation de garder les forts qu'elle a sur les côtes d'Afrique , le parlement lui accorde chaque année gratuitement une somme proportionnée à ses besoins.

La compagnie des Indes orientales , la banque d'Angleterre , & la compagnie de la mer du sud sont donc les seuls corps incorporés auxquels la nation est endettée , si l'on excepte la banque d'un million , dont le capital est de cette valeur destinée à acheter la reversion des grands ordres de l'échiquier.

L'intérêt de toutes les dettes contractées par le gouvernement est maintenant réduit à 3 pour cent , si l'on en excepte cependant les annuités délivrées en 1726 & 1758 , celles à vie & les ordres de l'échiquier. On remarquera aussi que la compagnie de la mer du sud continue toujours à donner 4 pour cent , sur son capital actuel , parce qu'elle

est en état de le faire, tant par les sommes qui lui sont accordées pour la direction des annuités qui sont payées à son bureau, que par la jouissance de l'intérêt des annuités, dont les propriétaires ne font point la réclamation.

Pour comparer les prix divers des effets des différentes compagnies, les uns avec les autres, on doit avoir grande attention de se rappeler que l'intérêt qui leur est dû depuis le dernier paiement qui en a été fait, est toujours contenu dans le prix courant, de façon que le vendeur n'en reçoit aucun dédommagement ; ce qui n'a pourtant point lieu à l'égard des obligations des Indes, dont on compte l'intérêt jusqu'au jour de la vente, dont l'acheteur fait bon au vendeur en addition au prix du marché.

Comme l'intérêt attaché aux différentes especes d'effets se paie à différentes époques, il me paroît nécessaire de dire quelque chose sur cette maniere qui n'étant pas bien entendue, pourroit occasionner des erreurs considérables, dans le calcul de leur valeur ; quelques-uns ayant en effet un quartier d'intérêt en arriere que les autres n'ont pas, il paroît que cela doit mettre une variété sensible dans le prix, quoique réellement il ne puisse y en avoir aucune.

Par exemple, en supposant que les vieilles annuités de la compagnie de la mer du sud se vendent pour $85\frac{1}{2}$ l. ou 85 l. 10 s., & que les nouvelles n'obtiennent que $84\frac{1}{4}$ l. ou 84 l. 15 s. quoique les unes & les autres produisent également 3 pour cent par an ; comme les anciennes ont toujours un quartier d'intérêt en arriere qui monte à 15 s. toute ombre de différence s'évanouit.

Il est cependant à remarquer qu'un ou deux motifs engagent à vendre une especie d'annuités à plus bas prix que les autres. Le premier est lorsque le capital des annuités est peu considéra-

ble, & qu'en conséquence il est difficile de trouver en tout temps une quantité de gens prêts à en acheter, comme les autres en rencontrent lorsque leur nombre est plus étendu : en s'intéressant dans les premières, en a de plus toujours à craindre que chaque fois que le gouvernement se verra en état d'éteindre une partie de la dette nationale, il ne commence par le remboursement des annuités, dont le capital est moins fort.

Le second motif est lorsque la cour de chancellerie ordonne qu'une somme qui étoit dans le fonds d'une compagnie en soit retirée, pour être placée dans un autre qu'elle désigne par son arrêt; car comme il se présente alors plus d'enchérisseurs, l'effet doit naturellement être porté à un plus haut prix, que celui dont on se défait par les voies ordinaires.

Tout ce que je viens de dire doit convaincre le lecteur que le crédit & l'intérêt de la nation Angloise dépend d'un soin scrupuleux à maintenir les fonds publics. Tant que les annuités & l'intérêt attaché aux différents emprunts sera régulièrement payé, & que les capitaux auront pour sûreté le prince & le peuple, les étrangers, qui ne peuvent trouver chez eux un si précieux avantage, seront toujours empressés à prêter leur argent à l'Angleterre, & à faire des vœux sincères pour sa prospérité. Le papier des compagnies se convertira, sans difficulté, en argent ou en marchandises; & la Grande-Bretagne remplira sans gêne les projets les plus vastes dans leur théorie.

Parmi les autres nations, le crédit est fondé sur la parole du prince, si c'est une monarchie, ou sur celle du peuple, si c'est une république : mais en Angleterre on y intéresse en même temps, & le monarque, & le corps de la nation; peut il

Donc y avoir une sûreté plus flatteuse ? Quelque attrait que puisse avoir la probité à tous autres égards, on fait qu'en affaires d'argent, l'intérêt détermine plus puissamment la confiance, parce qu'en général il est beaucoup de personnes qui chérissent leurs intérêts, & peu qui aient le même respect pour la vertu.



CHAPITRE XIII.

Des compagnies d'assurance.

L n'y avoit originairement à Londres que deux compagnies d'assurance qui, pour avoir le droit de former un corps avoué par l'état, ont avancé chacune au gouvernement la somme de 150,000 l. Elles subsistent & assurent la vie des personnes contre les dangers de la mort : elles assurent aussi les vaisseaux, les maisons & les effets des particuliers, contre toutes pertes occasionnées par les incendies, sans cependant priver qui que ce soit du droit d'assurer. Le parlement s'est réservé le droit de dissoudre ces compagnies, quand il jugeroit à propos, pourvu qu'il leur rembourse la somme qu'il en a reçue : mais loin d'y penser, les grands avantages qui en résultent pour la société, ne peuvent qu'engager à maintenir ces établissemens.

Ces compagnies sont aujourd'hui au nombre de huit dans Londres, sans celles qui se proposent des objets purement particuliers. Je ne pourrois faire connoître la création, les moyens & la fin de chacune, sans m'exposer à des redites ennuyantes pour le lecteur, je me contenterai d'en choisir quelques unes, pour développer l'utilité

214 O B S E R V A T I O N S
dont elles font, & avec quelle sagesse elles sont
administrées.

A R T I C L E I.

De la société amicale d'assurance perpétuelle.

Le 25 juillet 1706 l'évêque d'Oxford, le chevalier Thomas Alleyn Baronnet & quelques autres personnes obtinrent de la reine Anne, une charte, pour incorporer eux & leurs successeurs, sous le nom de *société Amicale du bureau d'assurance perpétuelle*, à l'effet de former un établissement, qui pût pourvoir à la fortune de leurs femmes, enfants ou parents, & le tout d'une manière facile, certaine & avantageuse. Ils obtinrent le droit d'acheter des terres, de plaider en leur nom & d'avoir un sceau qui appartient à la société.

Le nombre des personnes qui la composent ne doit pas excéder celui de deux mille : mais il peut être moindre. Chaque intéressé doit recevoir une police scellée du sceau de la Société, laquelle donnera droit, à celui ou à celle qui y sera dénommé, de recevoir un dividende de la compagnie après la mort du propriétaire, de la façon spécifiée dans la charte.

Dans l'origine de son établissement, après avoir payé les frais de la police & donné 10 schellings pour droit d'entrée, chaque intéressé devoit payer six livres quatre schellings par an : mais l'accroissement des fonds a maintenant réduit cette nourriture annuelle à cinq livres par an payables par quartier. C'est de l'union de ces redevances que doivent provenir les dividendes, & s'il arrivoit qu'aucun de ceux qui peuvent y prétendre se trouvât en aucun temps arriéré d'une année & d'un quartier, il seroit exclus de tout le bénéfice qui lui est assuré par sa police.

Les affaires de la Société sont administrées par des directeurs , qui doivent se conformer à l'étendue de pouvoir qui leur est accordé par la charte , & aux réglemens particuliers que le corps a faits ou pourra faire. Ces directeurs sont au nombre de douze , choisis annuellement dans les quarante jours qui suivent le 25 de mars. La majorité des membres unis en convocation générale , (laquelle majorité ne doit jamais être au dessous de 20 membres) est autorisée à faire des statuts & des ordonnances pour la bonne administration de la société.

La charte prescrit qu'un des membres soit élu pour greffier : & comme il doit être en même temps receveur & teneur de livres , il est ordonné par les réglemens particuliers que ce greffier , avant que d'entrer en place , sera tenu de donner caution bonne & valable pour la somme de deux mille livres au moins.

On ne peut admettre dans cette compagnie que des personnes qui aient atteint l'âge de douze ans & qui n'aient pas passé celui de quarante cinq , qui paroissent en bonne santé & d'une complexion forte & robuste ; ainsi celles qui demeurent à la campagne ne seront reçues que sur de bons certificats légalisés , dont on peut voir des modèles au bureau.

Chaque prétendant auroit droit de remettre une assurance pour une nouvelle vie au lieu & place d'une personne décédée , pourvu que ce soit dans les douze mois après l'expiration de l'année dans laquelle ledit décès sera arrivé , & son droit , en vertu de ladite réassurance , sera bon & valable , autant de fois que le cas pourra être répété , en observant néanmoins de payer pour chaque les dix schellings d'entrée.

Toute personne pourra avoir deux ou trois assurances , ou nombres , sur une seule & même

vie, & à ce moyen le propriétaire de ces assurances multipliées aura droit & prétention respectivement sur chaque nombre qu'il se sera procuré.

Cinq membres de la société sont élus annuellement en quaiué d'auditeurs ; & leur emploi est d'avoir inspection sur toutes les affaires que peut transiger la compagnie ; d'examiner tous les certificats justificatifs, afin de vérifier les reçus ou d'ordonner les paiemens ; de produire aux convocations générales, annuelles ou trimestres, les comptes de la société pour le quartier ou pour l'année entière ; & la veille de la tenue de toute assemblée des directeurs, les auditeurs doivent régler les comptes & enregistrer dans le plus tôt directiorial la balance de l'argent comptant qui se trouve dans la caisse de la société.

Le public verra clairement que la société a toujours été très avantageuse, & qu'elle a accompli dans toute son étendue la fin utile qu'elle s'étoit proposée en obtenant la charte de son établissement. Il suffit pour cela de jeter les yeux sur l'état des dividendes annuels qu'elle a distribués depuis la Notre Dame de mars (*) 1710 jusqu'au même jour 1-61. Je prends cette époque, parce que ce fut seulement alors que la société agit par elle-même à cet égard, puisque la charte avoit pourvu en particulier aux paiemens des années qui l'avoient précédée. Ces dividendes successifs au nombre de 51 mis en total, doivent être portés l'un dans l'autre à la somme de 108 l. 11 s. & plus ; mais si l'on ne commence cette évaluation que depuis 1734, temps, où par ordre de l'assemblée générale, une partie du revenu annuel de la société fut appropriée à l'augmentation des dividendes,

(*) Cette liste n'est pas parvenue à l'éditeur.

on verra que depuis 1734 jusqu'en 1761 ces dividendes, l'un portant l'autre, sont montés à 100 l. & dans les douze dernières années, l'accroissement de ces dividendes a été si considérable, qu'en examinant la table suivante, on verra par balance qu'ils ont dû produire l'un par l'autre 155 l. 10 s.

<i>Années.</i>	<i>Dividendes.</i>
1750.	L. 132 - 17 - 1½
1751.	149 - 4 - 7½
1752.	130 - - - -
1753.	187 - 5 - 5½
1754.	185 - 17 - 4½
1755.	149 - 13 - 4½
1756.	120 - 2 - 7½
1757.	136 - 18 - 2½
1758.	140 - 17 - 7½
1759.	147 - 17 - 6½
1760.	260 - 5 - 3
1761.	125 - - - -

Dans l'assemblée générale tenue le 21 mai 1757, on fit une ordonnance, par laquelle, en augmentant les dividendes, il fut statué qu'en exceptant les circonstances imprévues, ces dividendes ne feroient jamais moindres de 125 l. chaque, & à cet effet la société plaça dans les fonds publics une partie considérable de son capital.

Les avantages dont jouissoient alors les membres de cette société, & qui continuent, ne pouvoient, & ne peuvent manquer de devenir de la dernière importance, pour de certaines classes de personnes.

Les ecclésiastiques, les médecins, les chirurgiens, les gens de loix, les artistes ou artisans, & sur-tout les personnes qui possèdent des places

ou des pensions, les peres, les maris, les femmes, & autres dont les revenus se perdent à leur mort, toutes ces personnes, dis-je, ayant recours à cette société, & faisant assurer leur vie, auront du moins, en mourant la consolation de laisser à leur famille ou à leurs héritiers, une rente de 125 l. pour chaque fois cinq livres qu'ils auront annuellement payées à la caisse, si même cette rente ne paroïssoit pas devoir devenir plus considérable, à en juger par l'état que j'ai donné ci-dessus.

Les gens mariés dont la fortune consiste en douaires, pensions ou rentes viageres, qui finissent avec la vie d'un des conjoints ou de tous les deux, doivent sentir l'avantage qu'ils peuvent se procurer, en assurant la vie de ceux dont la mort peut les priver de ces ressources.

Toutes personnes enfin dont la subsistance dépend de la vie d'une autre, peuvent, soit en assurant cette vie par elles-mêmes, ou en obligeant celui dont on redoute la mort, à assurer sa vie, peuvent, dis-je, être admises dans la société, & s'y promettre dès-lors, à tout événement, un dividende capable de les dédommager avec usure de toute perte accidentelle.

Si quelqu'un a besoin d'emprunter de l'argent; en assurant sa vie, il donne à son créancier une sûreté collatérale pour l'argent qu'il lui prête: d'un autre côté, le créancier qui a des réclamations légitimes, mais au paiement desquelles la fortune du débiteur ne suffiroit pas, est dans le cas, en faisant assurer la vie de celui qui lui doit, de mettre à couvert les sommes qu'il a à réclamer.

Tous ces avantages sont principalement attachés aux assurances perpétuelles pour la vie: mais il en est d'autres qui résultent des assurances passageres ou faites pour un temps limité. L'exemple qui suit en démontrera l'importance.

Un particulier est dans l'intention d'acheter une place ou un emploi, il veut bien donner une portion des revenus ou des profits qui y sont attachés, pour gage de la totalité ou de partie de la somme qu'exige le vendeur : mais celui-ci, ou refuse cette condition, ou ne l'accepte qu'en demandant des intérêts exorbitants, dans la juste crainte où il est que la mort de celui avec qui il doit traiter, ne le prive tout à coup, & à jamais de l'espérance de se remplir. L'acheteur peut parer à cet inconvénient en assurant sa vie, jusqu'à ce que les engagements qu'il veut prendre soient entièrement accomplis ; & en limitant cette assurance à son choix, il tranquillise les frayeurs de celui dont il attend son bien-être sans trop gêner son aïssance.

Supposons, par exemple, que cet homme ait besoin de 300 l. Il achète de la société trois nombres, sur chacun desquels il assure sa vie, & par là, en cas qu'il vienne à mourir, ses ayant causes ont un droit acquis à trois portions ou trois dividendes, chacun desquels ne sauroit probablement produire moins de 125 l. ainsi que l'a statué le règlement du 12 mai 1757, mais qui peut être de beaucoup plus fort, si l'on juge des profits que fait successivement la société, par ceux qu'elle a dû avoir pendant les 51 ans dont j'ai exposé le tableau.

L'acheteur, en déposant sa police entre les mains du vendeur ou de tout autre dont il attend de l'argent, en obtient ce qu'il desire en le substituant à ses droits. D'un autre côté, il ne s'impose point par là une charge trop onéreuse ; car sa contribution annuelle sur les trois nombres n'est que de 5 l. pour chacun, ce qui n'est évidemment qu'au taux de 4 pour cent.

Les conditions de la présente société sont beaucoup moins onéreuses, que celles des autres bu-

reaux, dans lesquels l'on n'assure que pour une année, à l'expiration de laquelle ils sont les maîtres de refuser la continuation de l'assurance. Dans celle dont je parle, l'assurance dure autant que la vie de l'assuré, & la société ne peut lui faire perdre ses droits, que dans le cas où il manqueroit de payer par quartier les contributions annuelles. Chaque assureur en outre, ou ceux qui sont porteurs de sa procuration, peuvent à la fin de chaque assurance, se rembourser, en totalité ou en partie, de l'argent que lui a coûté l'achat originaire des nombres, en les vendant au prix courant, ce qui peut se faire en tout temps, sans autre embarras que celui de s'adresser au bureau de la société.

A R T I C L E II.

Du corps d'assurance sous le nom d'assurance de Londres.

La société amicale, qui fait la matière du premier article, n'assure que la vie, mais l'*Assurance de Londres*, dont je parle dans celui-ci, est établie par charte royale pour assurer les maisons & les édifices, les meubles*, denrées & marchandises contre toutes pertes, ou tout dommage par le feu, & même pour assurer la vie. La diversité des objets qu'elle se propose la soumet à un plan d'opérations toutes différentes : voici la manière dont elle l'expose au public.

D'autant que les assurances contre les pertes ou dommages causés par le feu, tendent à préserver plusieurs familles de la pauvreté & de la ruine, auxquelles une pareille calamité pourroit les réduire, Sa Majesté, ayant à cœur d'encourager toutes les entreprises légitimes & louables, qui ont pour objet sa sûreté & l'utilité de ses sujets,

a accordé à ce corps une charte, en vertu de laquelle il assure les maisons & les édifices, les meubles meublants, les hardes si l'on en fait un accord particulier, les meubles, denrées & marchandises, contre toute perte & dommage par le feu, soit que ces différents articles appartiennent à celui qui est assuré, soit qu'il les assure seulement par commission.

Le corps d'assurance excepte tous les articles suivants : verres, glaces & porcelaines, dont on ne fait point commerce ; toutes sortes d'écritures, livres de comptes, billets, promesses par écrit, obligations, tailles, argent comptant, bijoux, argenterie, tableaux, poudre à canon, foin, paille & bled non battu.

Quant au reste voici les conditions.

1°. Ce corps assurera toutes sortes de bâtiments, ayant des murailles de briques ou de pierres, & étant couverts d'ardoises, de tuiles ou de plomb, dans lesquels on n'exerce aucun commerce ou métier risquable, & où l'on ne renferme point de denrées ou de marchandises risquables ; pour les primes annuelles marquées dans la table d'assurances ordinaires sous le N°. 1. ci dessous, & les meubles ou marchandises non risquables, dans des bâtiments de briques ou de pierre au même taux.

2°. Pour la commodité des personnes, qui ont envie d'avoir leur assurance pour un certain nombre d'années, ce corps assurera, sur des bâtiments pareils à ceux désignés dans le premier article, toute somme qui n'excédera pas 1,000 l. au taux de 11 schellings pour cent par an pour sept ans ; & pour toute somme depuis 1,000 l. jusqu'à 2,000 l. au taux de 14 schellings pour cent pour pareil terme de sept ans, & cela sans assujettir ceux qui assurent à aucun appel, ni à aucunes contributions, quand il sera question de justifier leurs pertes.

3°. Les assurances sur les bâtimens & celles sur les meubles, feront des articles distincts & séparés, en sorte que la prime donnée pour les meubles ne soit pas avancée en conséquence d'aucune assurance sur les bâtimens où les meubles se trouvent; ni que la prime donnée pour les bâtimens ne soit pas non plus avancée, en conséquence d'aucune assurance sur les meubles.

4°. Les bâtimens de plâtre ou de bois, couverts d'ardoises, de tuiles ou de plomb, dans lesquels il ne s'exerce aucun commerce ou métier risquable, & où il ne se trouve point de denrées ni de marchandises risquables; & les meubles ou marchandises non risquables qui sont dans les bâtimens de cette nature, peuvent être assurés pour la prime annuelle marquée sous le titre d'assurances risquables, dans la table N°. 1.

5°. Les commerces & métiers risquables, tels que ceux d'apothicaires, boulangers, tant ceux qui font le pain que les boulangers de biscuits, faiseurs de couleurs, chandeliers, agréateurs de vaisseaux, aubergistes, loueurs de chevaux, s'ils sont exercés dans des bâtimens de pierres ou de briques & couverts d'ardoises, de tuiles ou de plomb; & les denrées ou marchandises risquables, telles que le chanvre, le lin, la poix, le goudron, le suif & la térébenthine, qui se trouveront dans des bâtimens de la sorte susdite, pourront être assurés, moyennant les primes annuelles marquées sous le tit. d'assurances risquables dans la Table susdite n°. 2.

6°. Tous les commerces & métiers risquables ci-dessus dits, qui s'exerceront dans des bâtimens de bois ou de plâtre, & les meubles ou denrées qui se trouveront dans de pareils bâtimens, ainsi que les glaces, la porcelaine & la faïence dont on fera commerce, & les bâtimens couverts de chaume avec les meubles qui s'y trouvent, pour-

ront être assurés, moyennant les primes annuelles marquées dans le titre d'assurances doublement risquables dans la table n^o. 3.

7^o. Les chantiers & les boutiques de chymistes, distillateurs, raffineurs de sucre, ainsi que les fourneaux à drêche, &c. qui sont beaucoup plus risquables que tout le reste, par rapport à la nature du métier & des denrées qui y sont propres, qu'à cause du peu d'espace que les boutiques occupent ordinairement, & aussi eu égard à plusieurs autres circonstances dangereuses, ne pourront être assurés que par des accords particuliers.

8^o. Deux maisons ou une maison quelconque & les officiers y appartenants, ou une maison quelconque, & les meubles qui y sont contenus peuvent être renfermés dans la somme de 200 liv.; mais lorsque divers bâtimens ou bâtimens & meubles sont assurés dans la même police, la somme pour laquelle chacun des articles est assuré, doit être spécialement mentionnée.

9^o. Pour prévenir les fraudes, si aucuns bâtimens ou meubles assurés dans cette compagnie, l'étoient dans une autre, la police accordée par celui-ci seroit nulle & de nulle valeur, à moins que l'autre assurance ne soit avouée par un endorsement de ce corps sur ladite police.

10^o. Aucune police ne pourra avoir force, qu'autant qu'on aura payé la prime pour un an; & pour toutes les primes annuelles suivantes, celui qui assure doit recevoir des quittances marquées du sceau du corps, toute autre ne pouvant être admise.

11^o. Nulle police ne sera étendue à l'assurance des bâtimens ou meubles risquables, à moins que ces bâtimens ou meubles n'y soient expressément mentionnés comme tels, & qu'il ne soit constaté que les primes ont été payées à cette proportion.

12^o. On ne fera bon d'aucune perte ou d'aucun

dommage causé par le feu , lorsqu'il proviendra d'une invasion quelconque d'un ennemi étranger , ou d'une force militaire légale ou usurpée.

13°. Toutes les personnes qui seront assurées par ce corps , & qui auront essuyé quelque perte ou dommage par le feu , doivent en donner aussitôt avis , par lettre ou autrement , aux directeurs , ou aux secrétaires , à l'adresse du bureau de la société à Londres ; & dans les quinze jours après le feu , elles feront tenues de remettre un détail de la perte ou du dommage qu'elles ont souffert , aussi circonstancié que la nature de l'accident le permettra. Il faudra de plus que ce détail se trouve prouvé par leur serment ou affirmation , ainsi que par le serment ou affirmation de leurs domestiques , ou par leurs livres de compte , ou par d'autres pièces justificatives , ainsi qu'on l'exigera. Ces personnes devront aussi produire un certificat du curé , des marguilliers , & de quelques notables habitants de la paroisse , qui ne seront point intéressés dans la perte , lesquels attesteront qu'ils sont gens instruits des moyens , des facultés & de la probité de l'incendié ou des incendiés , & qu'ils savent ou qu'ils croient véritablement que ces personnes ont , réellement & par malheur , essuyé la perte ou le dommage mentionné dans le détail produit. S'il s'élevoit quelque différent entre la société & la personne qui a assuré , touchant quelque perte ou dommage , ce différent sera soumis au jugement & à la détermination d'arbitres choisis indifféremment , & la sentence qu'ils donneront par écrit sera conclusive , & les deux parties devront s'y soumettre ; mais lorsque la perte & le dommage auront été fixés , les personnes qui y seront intéressées recevront immédiatement toutes les satisfactions nécessaires.

14°. En fixant les pertes à l'égard des maisons ,
la

la boiserie, la sculpture en bois, &c. ne doivent pas s'évaluer à plus de 4 schellings par verge.

On remarquera qu'il n'y a point de clause d'avarie dans les polices que donne cette société; mais les personnes qui y assurent sont, en cas d'accident, payées en plein du dommage qu'elles ont souffert, en déduisant seulement 3 pour cent, ainsi qu'il est énoncé dans la police.

Les assurances que fait cette compagnie ne dépendent, ni d'un fonds vague, ni d'une contribution incertaine; & les personnes qui sont assurées ne sont suiettes à aucuns engagements ou appels pour justifier les pertes qu'elles peuvent essuyer. Le fonds de ce corps est une sûreté incontestable pour les personnes intéressées, en cas de perte ou de dommage par le feu; & dans ledit cas la personne assurée a des moyens aussi aisés de recouvrer son argent, que ceux que l'on peut employer contre tout particulier ou toute société quelconque.

Afin que les personnes assurées puissent être secourues aussi promptement qu'il est possible, le corps s'est pourvu d'un nombre suffisant de pompes, & de pompiers armés des outils nécessaires pour éteindre les incendies, ainsi que de crocheteurs pour enlever les meubles. Tous ces gens que la compagnie entretient à son service, sont habillés de verd, & ont chacun une plaque sur laquelle est ciselée une figure représentant la Grande-Bretagne, tenant une harpe, & étant appuyée sur l'écu des armes de la ville de Londres. Cette plaque sert à les distinguer des personnes employées par les autres bureaux, & comme chaque plaque est numérotée, on prie les assurés, qui leur confieront des meubles, ou qui auront des plaintes à faire contr'eux, de faire attention au numéro.

Sur les bâtimens assurés par ce corps, on mettra une figure pareille à celle qui est sur les plaques

des pompiers & autres ouvriers qu'il entretient à son service.

Table des primes annuelles à payer pour l'assurance contre le feu.

N^o. 1. Assurances ordinaires.

Toute somme qui n'excede pas 200 l. paie 4 sch. par an.
Celle de 200 à 1000 l. paie 2 schel. pour cent.
de 1,000 à 2,000 l. 2 schel. 6 sous pCt.

N^o. 2. Assurances risquables.

Somme n'excédant pas 200 l. paie 6 sch. par an.
de 200 l. à 1,000 l. . . . 3 den. pCt.
de 1,000 l. à 2,000 l. . . . 4 den.
de 2,000 l. à 3,000 l. . . . 5 den.

N^o. 3. Assurances doublement risquables.

Somme n'excédant pas 200 l. . 10 sch. par an.
de 200 l. à 1,000 l. . . . 5 sch. pCt.
de 1,000 l. à 2,000 l. . . . 7 sch. 6 sous pCt.

Les sommes les plus considérables, ainsi que plusieurs des marchandises ou denrées exceptées dans le préambule, peuvent être assurées par un accord particulier.

15°. Et d'autant qu'on a trouvé par expérience qu'il étoit fort avantageux aux personnes qui avoient des places, des emplois, des terres ou d'autres biens, qui se perdent avec leur vie ou la vie des autres, de faire assurer la vie de celui ou de ceux avec lequel ou avec lesquels la jouissance de ces places, emplois, terres ou autres biens se terminent, sa majesté a bien voulu accorder aussi à ce corps, plein pouvoir & autorité d'as-

sur la vie ou les vies de toute personne ; & ledit corps est prêt à le faire à des conditions fort raisonnables.

Modelé d'une police d'assurance donnée par cette Société.

Meubles ou denrées.

N^o. —

Par le corps d'assurance, dit, *assurance de Londres* pour les maisons & les meubles contre le feu, dans *Birchin-lane* à Londres.

Ce présent écrit, ou police d'assurance, fait foi que d'autant que Jean Baptiste Schineitau courtier, a payé à la caisse du corps de l'*assurance de Londres*, la somme de trois livres quinze schellings pour l'assurance de meubles, ou denrées en commerce sur son propre compte, ou qu'il a par commission, ou qui lui sont confiées, dans un magasin de briques, & couvert de tuiles, connu sous le nom — dans les magasins de — dans — à Londres, exceptés les écrits, livres de compte, billets, obligations, contrats, tailles ou marques, argent-comptant, bijoux, tableaux, poudre à canon, bestiaux, foin, paille & bled non battu : comme aussi exceptés les hardes, l'argenterie, les glaces, la porcelaine & la faïence, le chanvre, le lin, les étoupes, la poix, le goudron & la térébenthine ; à moins que les denrées ci-spécifiées ne soient spécialement désignées, & reconnues avoir été assurées par un écrit mis au dos de la présente police, & signé au moins par deux des directeurs pour lors en exercice.

Savoir, faisons à tous & à chacun, par ces présentes que le fonds capital & tous les effets & biens dudit corps sont assujettis à payer, faire

bon & satisfaire ledit assuré, ses héritiers, exécuteurs ou administrateurs, pour toute perte ou dommage qui arrivera ou peut arriver par le feu, auxdites denrées, dans le bâtiment ci-dessus dit, à la réserve des denrées ci-dessus exceptées, & cela à commencer au — jour du mois de — de l'an de notre Seigneur, mil sept cent — ou avant ledit jour, pour une somme qui n'excede pas celle de trois mille livres; & ledit corps continuera à demeurer assujetti & engagé comme ci-dessus à payer d'année en année à commencer au 25 décembre par chaque année, & pour aussi longtemps que ledit assuré paiera ou fera payer bien fidèlement la somme de 3 l. 15 sch. à la caisse dudit corps, & cela au 25 de décembre ou avant ce jour, & ce terme de paiement reste fixé pour toutes les années suivantes: & ledit corps consentira au paiement des pertes ou dommages, en acceptant & recevant le paiement dudit assuré, & ces pertes ou dommages seront payés en argent, aussitôt qu'ils auront été fixés & ajustés, en déduisant seulement trois pour cent. En cas que ladite perte ou ledit dommage ne soit pas convenu & payé, les déductions ci-dessus mentionnées préalablement faites, dans les soixante jours après que ledit assuré en aura donné connoissance audit corps, alors ledit corps ou ses ouvriers, officiers & employés, à la fin & à l'expiration desdits soixante jours, fourniront audit assuré une quantité de meubles ou denrées entièrement semblables, en qualité, valeur & bonté à ce qui a été endommagé ou consumé par le feu. Bien entendu néanmoins, comme on le déclare ici, que c'est le véritable sens & la vraie signification de cet écrit ou police, que le fonds capital, & tous les biens & effets dudit corps ne seront point engagés ni assujettis à payer ou faire bon à l'assuré d'aucunes pertes ni d'aucuns dommages qu'auroit occasionné le feu, qui pour-

roit arriver en conséquence de quelque invasion faite par un ennemi étranger, ou dans le cas d'une usurpation militaire quelconque : & l'on entend de plus, ainsi qu'on le déclare ici, que cet écrit ou police n'aura aucune force ou contrainte envers ledit corps, au cas que l'assuré ait déjà contracté, ou vienne par la suite à contracter telle autre assurance que ce puisse être pour les meubles & denrées pour lesquels il contracte par la présente, à moins qu'une pareille assurance n'ait été spécifiée & reconnue par une note au dos de cette police, laquelle note devra être signée au moins par deux des directeurs en exercice : ni dans le cas où le bâtiment, dans lequel lesdits meubles ou denrées sont déposés, seroit occupé, au temps que le feu y auroit pris, par une ou plusieurs personnes, y exerçant les professions d'apothicaire, de chymiste, de marchand de couleurs, de distillateur, de raffineur de sucre, de boulanger de pain ou de biscuit, de chandelier, d'approvisionnement de vaisseaux, de loueur de chevaux, d'aubergiste ou de faiseur de dr. che, à moins que deux des directeurs au moins pour lors en exercice n'aient, dans un endossement signé de la manière dite ci-dessus, reconnu & accordé que lesdites professions ou métiers s'exerçoient & se pratiquoient dans lesdits bâtiments : ni dans le cas où l'on feroit usage dudit bâtiment pour ferrer & garder des denrées risquables, telles que le goudron, le chanvre, le lin, les étoupes, la poix, le suif ou la térébenthine, à moins que deux des directeurs au moins, pour lors en exercice, n'aient par un endossement signé, comme il est dit ci-devant, reconnu & accordé que lesdites denrées risquables étoient & pourroient être gardées dans ledit bâtiment, car dans tous & chacun desdits cas, ces présentes & toute clause ou article y contenus cesseront & seront nuls &

de nullefiet ou valeur : mais ces cas exceptés, elles demeureront en pleine force & valeur : en témoignage de quoi ledit corps a ordonné que son sceau y fût appliqué, ce — jour du mois de — dans la présente année du regne de notre souverain seigneur George troisieme, par la grace de Dieu, roi de la Grande Bretagne, de France & d'Irlande, défenseur de la foi, &c. & l'année de notre Seigneur. —

On remarquera que le bureau des directeurs de ce corps a ordonné qu'on délivrât des quittances scellées pour tous les paiements subséquents ; & que la police ne seroit d'aucune force si elle étoit transportée par le propriétaire à quelque personne que ce fût.

ARTICLE III.

Extrait du contrat d'établissement de la société de l'union.

Les deux articles précédents ont donné l'idée, l'une d'une société pour assurer la vie seulement, l'autre pour assurer indistinctement la vie, les meubles & les maisons, j'y crois devoir ajouter cette troisieme qui, sur un plan tout différent n'assure que les effets & marchandises contre toutes pertes occasionnées par le feu. Voici ses loix.

1^o. Toute personne qui obtient la permission d'entrer dans cette société, ainsi que ses exécuteurs, administrateurs & ayant cause, devront, comme membres, se conformer aux réglemens contenus dans ce plan, & en conséquence partageront les profits ou supporteront les pertes que la société pourra faire, mais chacun à proportion de leurs polices respectives.

2^o. La direction des affaires de la société sera

confiée à 24 directeurs qui, sans le consentement d'une assemblée générale, ne tireront aucun salaire, & ne seront à cet égard pas plus avantagés qu'un membre ordinaire.

3°. Tous marchands, négociants, habitants domiciliés de Londres ou de vingt milles aux environs, auront la liberté d'assurer, à moins que, pour de justes raisons qui devront être soumises au jugement de la majorité, les directeurs ne pensent devoir en exclure quelques uns.

4°. Toutes marchandises, meubles, outils, ustensiles & matières de commerce, fournitures de maisons & même l'argenterie qui n'est pas pour le commerce, ne paiera pas plus que 3 sch. 6 sous par once, mais on en exceptera les bordures de tableaux ou de miroirs, les glaces, les porcelaines, l'argent, les bijoux, les livres de comptes, les tailles, les billets ou reconnoissances & généralement tous les écrits, aussi bien que les granges, les tas & meules de bled, foin & paille, & enfin les chevaux.

5°. On ne pourra assurer que pour le terme de sept ans, & toute police expirera à six heures du soir du jour qui finira la septième année de la date de ladite police.

6°. La société répondra des effets assurés, pourvu que la valeur qui leur est donnée n'excede pas la somme de 5,000 l. dans une même maison ou dans un seul & même magasin; & toute perte sera bonifiée dans les soixante jours qui suivront la notification qui en aura été faite, pourvu néanmoins que l'accident n'ait été occasionné, ni par le fait, ni par le consentement, ni par la négligence de celui qui en fait la réclamation.

7°. Toute & chaque personne qui assurera dans cette société, outre les droits de timbre fixés par le parlement, & 3 sch. 8 sous de frais fixés par la compagnie pour la police & la marque, paiera

les sommes qui vont être déclarées, selon les circonstances y énoncées : savoir,

Pour chaque 100 l. de meubles renfermés dans une maison bâtie de briques ou de pierres, 10 sch. de dépôt & 2 de prime.

Si le bâtiment ou la nature des effets expose seul à un demi hasard, 15 sch. de dépôt & 3 de prime. Si le hasard est entier de l'un ou de l'autre côté, 20 sch. de dépôt & 4 sch. de prime.

Si le hasard est d'un côté & le demi hasard de l'autre, 25 sch. de dépôt & 5 de prime.

Si le hasard est de toutes parts, 30 sch. de dépôt & 6 de prime.

Pour chaque 100 l. d'effets assurés qui se trouvent dans une maison bâtie, partie en briques & partie en bois, 12 sch. de dépôt & 9 de prime.

S'il paroît y avoir un demi hasard dans le bâtiment ou dans la nature des effets, 18 sch. 9 sous de dépôt & 3 sch. 9 sous de prime.

Si une partie est hasardeuse, 25 sch. de dépôt & 5 sch. de prime.

S'il y a hasard d'une part & demi hasard de l'autre, 1 l. 11 sch. 3 d. de dépôt & 6 sch. 3 d. de prime.

Si le hasard est de tous côtés, 1 l. 17 sch. 6 d. de dépôt & 7 sch. 6 sous de prime.

Pour chaque 100 l. d'effets assurés & qui sont dans une maison de bois, 15 sch. de dépôt & 3 de prime.

S'il y a demi-hasard d'un des deux côtés, 1 l. 2 s. 6 d. de dépôt & 4 sch. 6 d. de prime.

S'il y a hasard entier d'une part, 20 sch. de dépôt & 6 de prime.

S'il y a hasard d'un côté & demi de l'autre, 1 l. 17 s. 6 d. de dépôt & 6 sch. 6 sous de prime.

Si le péril est de tous côtés, 1 l. 5 s. de dépôt & 9 s. de prime.

Pourvu toutefois que si, par la suite quelque personne vient à assurer ou à faire assurer, sur des effets ou marchandises, pour une somme ou plusieurs dont la totalité n'en passe 1000 l. ou zille jusques à 2,000 l. & même 3,000 l. ou au-dessus, il soit entendu, comme il est ici déclaré & convenu, qu'alors & en pareil cas, tout & chaque personne qui voudra assurer pour une valeur au-dessus de 1,000 l. & jusqu'à celle de 2,000 l. sera tenue de payer ou de faire payer à la société une double prime, qui sera de même triple pour toute somme excédante celle de 2,000 l. jusqu'à celle de 3,000 l. & au-dessus: laquelle prime sera évaluée à tous égards, selon le tarif exposé ci-dessus, & ce nonobstant tout ce qui pourroit avoir été dit ci devant qui y paroîtroit contraire.

8°. Chaque membre doit avoir une police munie de la signature & du sceau particulier de trois curateurs, outre la marque de la société, qui porte deux mains l'une dans l'autre qui doit être attachée à la façade de sa maison. L'assurance sera bonne, dès que l'assureur en aura payé les frais, & qu'il aura signé le contrat d'établissement de la société. A l'expiration de cette police, après compte fait du dépôt & des profits, on devra la remettre au bureau, ainsi que la marque, lorsqu'on aura clos le compte de la police & qu'on quittera l'office.

9°. L'argent de dépôt sera rendu à l'expiration de la police, avec le dividende proportionné que les profits permettront d'accorder, après en avoir déduit préalablement la part proportionnelle que l'assuré a dû supporter dans les pertes & charges accidentelles seulement.

10°. La part que chaque membre pourroit être tenu de contribuer pour bonifier à la société les

pertes ou es frais que le hasard peut lui faire encourir, ne seront jamais portés au delà du dépôt qu'à 10 sch. pour chaque 100 l. assurées à un feu; & si elle devoit excéder 10 sch. pour cent, chaque membre sur l'avis qui lui en seroit donné, seroit libre de quitter la société, & en rendant sa police, seroit pleinement déchargé, en payant néanmoins sa part fixe ci dessus jusqu'au moment de l'abandon qu'ileroit de ses droits sur la société.

11°. Chaque membre qui cédera sa police, ainsi que les exécuteurs ou administrateurs d'un membre qui se morit, ont trois mois au plus pour donner as aux directeurs ou à leurs clercs, & pour apporter la police à l'office, afin que mention soit faite au dos d'icelle de ce transport ou de cette mort, & que l'un ou l'autre soit enregistré dans es livres, car après ce temps écoulé, sans avoir rempli ces formalités, tout bénéfice résultant de la police, seroit perdu. Chacun de ces endossements doit être signé par deux curateurs, parya que les directeurs ne jugent pas convenable de refuser l'admission dans la société aux exécuteurs, administrateurs ou ayant cause qui se présentent pour en devenir membres; ou de rejeter cet endossement demandé pour transport ou pour mort, après avoir exposé leurs motifs & les avoir fait approuver par la majorité. En effet, es personnes n'auroient alors de droits qu'aux sommes échues à leurs polices respectives, & en vertu d'icelles ne pourroient faire aucunes demandes ultérieures à la société.

Il faut remarquer que les peines infligées pour manquer cet article peuvent être remises par les directeurs, s'il n'en résulte aucune perte pour la société, q' leur a laissé le privilege de juger conformément à ce que la raison leur suggérera; selon la nature & les circonstances de l'événement.

12°. L'assurance faite dans cette société d'effets qui le sont ou pourront l'être dans une autre, sera nulle & de nulle valeur : à moins que cette autre assurance ne soit expressément mentionnée au dos de la police accordée par cette société, & confirmée par la signature de deux de ses curateurs ; & dans ce cas, cette société devra seulement payer une part proportionnée, quoiqu'un pareil assureur ne soit pas moins tenu vis-à-vis d'elle à remplir la totalité de son contrat.

13°. Un membre qui a souffert une perte, doit sans délais en donner avis aux directeurs ou à leur clerc, afin d'en prendre connoissance, & il sera tenu de déclarer la valeur de sa perte, qu'il affirmera par son serment & celui de ses domestiques, ou qu'il démontrera par ses livres & autres preuves authentiques, ou qu'il fera attester par certificats du ministre, des marguilliers & des *constables* de sa paroisse, ou de quelques-uns de ses voisins qui ne seront point intéressés dans la perte ; ou enfin par tous autres moyens que la sagesse des directeurs pourra prescrire : & si dans les déclarations faites à ce sujet, on vient à découvrir qu'il y ait de la faude ou du parjure ; celui qui aura fait une fausse déclaration, perdra tout le bénéfice de son assurance.

Si la société avoit de violents soupçons que le réclamant eût agi frauduleusement ou qu'il eût employé des pratiques sourdes, pour autoriser sa demande, quoiqu'elle ne puisse en obtenir la complete, elle laisse alors à la prudence des directeurs de prononcer la nullité de la police, de déclarer le membre tellement exclus de la société, qu'il ne puisse jamais y être admis. Toutes les difficultés qui auront rapport à cet article seront décidées par les directeurs à la pluralité des voix.

14°. Afin de donner, sans perdre de temps, une forme à l'établissement de cette société, on donna

aux vingt quatre premiers souscrivants le titre de directeurs pour en jouir jusqu'au 29 septembre 1715, avec droit de choisir un sceau, de prendre une maison; de nommer des avocats, procureurs, clerks, intendants, mellagers, &c. & de déterminer les rétributions ou salaires qu'il conviendrait de donner à chacun; de prendre d'eux les cautions qu'ils jugeroient nécessaires; de régler la maniere de faire les polices; d'établir les dépôts & les primes qu'on devoit exiger, de les augmenter autant qu'il faudroit pour balancer les charges & les pertes à encourir; de se munir d'un coffre de fer pour la garde des livres; de pouvoir avec juste motif congédier ou remercier toutes les personnes qu'ils auroient prises au service de la société, & de remplacer tous ceux dont les places deviendroient vacantes par mort ou de telle maniere que ce fût. Tous ces arrangements spécifiés dans les semonces envoyées aux membres, aurent la majorité des suffrages dans trois assemblées successives; & on y ajouta le droit de faire tout ce qu'ils jugeroient utile à la société.

15°. Tous les directeurs ont, comme les premiers, la puissance de conduire les affaires de la société, & de disposer des emplois; ils peuvent de même exécuter tout ce qui leur paroît utile, pourvu que rien ne s'éloigne de ce qui est stipulé dans ce contrat.

16°. Les assemblées générales se tiendront deux fois chaque année en mars & en septembre, & plus souvent si les directeurs le jugent à propos, ou qu'ils en soient requis par vingt membres assurant jusqu'à la valeur de 20,000 l. ou plus. Les directeurs pourront la fixer aux premiers mercredis de ces mois ou dans les 21 jours suivants: mais en toute occasion ils en prévientront les membres sept jours auparavant, soit en indiquant le jour dans la gazette, soit en le notifiant d'une

autre maniere. Quarante-huit présens ont tout pouvoir de discuter & de décider toutes les affaires qui ont rapport à la société, d'altérer & de corriger les articles de ce contrat, d'augmenter les taxes pourvu que le tout soit confirmé dans une seconde assemblée générale, & ait été enregistré dans la grande cour de chancellerie. Cette seconde assemblée pourra confirmer toutes loix faites ou toutes résolutions prises par la première, quand même elle ne se trouveroit point composée du nombre de membres requis pour former une assemblée générale, pourvu que la susdite assemblée ait été légalement avertie, & que ceux qui s'y trouvent présens aient laissé passer une heure après le moment marqué pour sa tenue, avant que de se choisir un président. L'assemblée générale de septembre est particulièrement destinée à la nomination des 24 directeurs pour l'année suivante, dont seize sont pris parmi les actuels & sont continués, & huit sont choisis par balottes parmi les membres. Dans cette élection, les huit plus anciens des 24 actuels se retirent, & huit autres sont élus à leur place, avec cette attention qu'on ne peut choisir un membre qui a tenu cette place pendant les trois dernières années. L'élection par ballottes doit commencer dès le premier jour de l'assemblée générale, pour être continuée par ajournement, à la volonté des directeurs. Le lendemain est la tenue de l'assemblée générale, & les directeurs y traitent des affaires de la société, & nomment spécialement quatre d'entre eux, & quelques membres qu'ils chargent d'ouvrir le scrutin, & sous le serment de la plupart d'entre eux, d'en faire un juste rapport à l'assemblée générale au temps de son ajournement, qui ne peut pas être différé plus de sept jours. L'on remarquera que, lors de cet ajournement, l'assemblée générale est légale si elle a 24 membres présens, qu'elle doit entendre le

rapport & se séparer, sans pouvoir s'occuper d'aucune autre affaire, ni être obligée de prolonger sa séance.

17°. A chaque assemblée de semestre, les directeurs présenteront un état général de la situation de la société, & cela spécialement dans celle du mois de mars qu'ils établiront les dividendes à donner pour l'année précédente & les contributions reçues pendant son cours.

18°. Les directeurs, ou la plus grande partie d'entre eux, s'assembleront chaque année ou plus souvent, si les circonstances le requierent, pour choisir parmi eux & par balottes, un trésorier & deux assistants qui devront être approuvés par une seconde assemblée hebdomadaire ou par le corps des directeurs. Ces trésoriers auront chacun une des trois clefs de la caisse, & donneront les cautionnements que voudront en exiger les directeurs, & quand ils quitteront cet emploi, ils rendront leurs comptes & remettront à leurs successeurs les effets qui étoient entre leurs mains.

19°. Ces directeurs choisiront aussi par balottes six curateurs au moins qui, étant approuvés par une seconde assemblée des directeurs, auront le pouvoir de signer les polices, qui doivent l'être de trois d'entr'eux au moins, & ce sera en leur nom commun ou en ceux de trois d'entr'eux que seront passés toutes les obligations & tous les écrits qui intéressent la société. Si par mort ou par abdication ils étoient réduits à deux, ils feroient un transport de tout ce qui leur est confié à ceux qu'il plairoit aux directeurs de nommer pour les remplacer. Tous ceux qui occuperont ces places, devront donner aux directeurs toutes les obligations qu'ils exigeront pour la sûreté des dépôts qui sont entre leurs mains.

20°. Les directeurs choisiront encore parmi eux des auditeurs annuels, qui ne peuvent être moins

de cinq en nombre , trois desquels doivent chaque mois examiner & arrêter les comptes pour en rendre compte aux directeurs , qui ordonnent que la balance en soit mise dans la banque d'Angleterre , & que les reconnoissances en soient déposées dans le coffre.

21°. Les directeurs & spécialement les curateurs seront dédommagés des frais qu'ils font pour expédier & délivrer les polices & pour tous les autres actes qu'ils peuvent être dans le cas de faire en vertu des présentes. & le fonds & les effets de cette société devront être premièrement employés à leur remboursement : & nul d'entre eux ne sera responsable que des effets que chacun aura eus en mains , ou qui reçus par lui , n'auront pas été mis dans la caisse , par leur ordre , sans l'avis des directeurs , & aucun d'eux ne sera responsable des fautes de ses collègues.

22°. Les directeurs s'assembleront où ils jugeront à propos , & aussi souvent qu'ils le croiront nécessaire , mais il devront au moins le faire le mercredi de chaque semaine , entre trois & sept heures du soir , & lorsqu'ils se rencontreront cinq , ils pourront s'occuper de toutes les affaires , qui n'exigent pas la présence d'un plus grand nombre.

23°. Les directeurs avec le concours de la majorité d'entre eux , pourront prêter les sommes qu'ils jugeront à propos , sur hypothèques ou achats de maisons ou de terres , sur des cautions parlementaires ou autres , pourvu que les résolutions prises à ce sujet aient été confirmées dans une seconde assemblée de semaine & que tous les titres & actes aient été approuvés par le conseil de la société , lorsqu'il est question de toute autre sûreté que de celle fondée sur l'autorité du parlement.

24°. Si un directeur vient à mourir , ou refuse d'agir comme tel , ou néglige pendant deux mois calendaires de faire aucune fonction de sa place , les autres directeurs pourront à la majorité des

suffrages choisir par balottes un membre pour le remplacer & si ce choix est approuvé dans une seconde assemblée hebdomadaire des directeurs, la personne ainsi choisie prendra la place du destitué, & jouira de tous les droits qu'il pouvoit avoir : si un directeur refusoit de remplir les emplois que le bureau lui a confiés, ou manquoit à la confiance qu'on a en lui, ou se trouvoit compliqué dans quelque entreprise contraire à l'avantage de la société, il sera déchu de sa place & on lui donnera un successeur.

25°. Les directeurs choisiront un nombre d'hommes & de chariots propres à assister dans les incendies à sauver les effets assurés ; & le bureau devra fournir à ces employés des habits & des marques qui les fassent connoître, il leur assignera des gages & il en exigera les cautions qu'il croira nécessaires.

26°. Tout membre, en prenant un temps convenable, aura toujours la liberté de voir cet acte d'établissement, & tous les réglemens faits depuis par les assemblées générales, ainsi que les transactions des directeurs, les livres de comptes, les assises des dividendes & des contributions, le tarif des gages, &c.

27°. Pour mieux parvenir aux fins que se propose la société, elle a donné aux directeurs le pouvoir de faire de nouveaux réglemens, pourvu qu'ils tendent à faire exécuter ceux-ci avec plus d'exactitude ; de plus que, sur la première proposition qui en sera faite, avis en soit donné à ceux des directeurs qui se trouveroient absents, & qu'ils aient le consentement de la majorité dans trois assemblées de semaine ; qu'enfin ils ne contiennent rien de contradictoire avec ce qui est statué dans cette loi fondamentale. Toutes ces nouvelles ordonnances ou autres loix légalement reçues par les directeurs,

directeurs, les trésoriers & les curateurs, seront obligatoires pour tous les membres.

18°. Pour maintenir une bonne intelligence entre la présente société & celle des *contributants amiables* ou office du feu dit *main en main*, & soutenir le plan qu'on s'est formé, il est décidé que la présente société n'assurera point de maisons, mais seulement les effets & marchandises, & l'on espère que cette résolution, bien loin de porter aucun préjudice aux autres, ne fera au contraire que servir leur but, en cherchant à s'acquérir pour toujours leur amitié, & en travaillant à leur bonheur.

29°. Si un membre de la société transporte ses meubles de la maison où ils étoient, quand il en a fait l'assurance, sans y être forcé par le feu, il ne pourra tirer aucun bénéfice de son association, & on ne sera nullement tenu de lui bonifier les pertes qu'il aura pu faire, jusqu'à ce que ce transport ait été agréé par les directeurs en exercice : & s'il laisse passer trois mois calendaires sans donner avis qu'il a changé ses meubles de place, la police deviendra nulle & de nulle valeur.

30°. A l'avenir la caisse de la société sera déposée à la banque d'Angleterre, & un compte y sera ouvert sous les noms des trois directeurs qui remplissent les fonctions de trésorier & d'assistants trésorier ; & les billets qu'on voudra tirer sur la banque devront être munis de leurs signatures.

On remarquera que cette société, en n'assurant que des meubles est exposée à bien moins de pertes que les autres, aussi depuis le 25 mars 759 a-t-elle ordonné la remise des dépôts à l'expiration des polices, outre un dividende de 2½ pCt, ce qui n'a pu provenir que du grand encouragement, qu'un plan aussi bien concerté a dû rencontrer, puisque les dédommagements qu'elle a

payés à ceux de ses membres qui ont été incendiés depuis sa création jusques à la fin de 1764, montent avec les frais ordinaires à une somme considérable, comme on va le voir par l'état suivant.

En 1715.	.	.	.	L. 34 - 3 - 3
1716.	.	.	.	575 - 15 - 4
1717.	.	.	.	35 - 9 - 9
1718.	.	.	.	601 - 3 - -
1719.	.	.	.	1147 - - -
1720.	.	.	.	10,310 - 1 - -
1721.	.	.	.	610 - 9 - 4
1722.	.	.	.	1,204 - 17 - -
1723.	.	.	.	1,486 - 1 - 4
1724.	.	.	.	572 - 7 - 2
1725.	.	.	.	789 - 4 - -
1726.	.	.	.	3,573 - 1 - -
1727.	.	.	.	1,186 - 5 - -
1728.	.	.	.	204 - 6 - 2
1729.	.	.	.	3,099 - 11 - 11
1730.	.	.	.	2,128 - 3 - 4
1731.	.	.	.	278 - - -
1732.	.	.	.	300 - - -
1733.	.	.	.	969 - 4 - 11
1734.	.	.	.	1,555 - 13 - 4
1735.	.	.	.	559 - 4 - 10
1736.	.	.	.	593 - 10 - 8
1737.	.	.	.	247 - 1 - 9
1738.	.	.	.	682 - - 6
1739.	.	.	.	681 - 13 - 10
1740.	.	.	.	1,689 - 16 - 6
1741.	.	.	.	2,200 - 18 - -
1742.	.	.	.	1,012 - 3 - 6
1743.	.	.	.	532 - 3 - 8
1744.	.	.	.	53 - 2 - 8
				L. 38912 - 12 - 9

SUR L'ANGLETERRE. 243

<i>Ci-contre.</i>	.	.	.	L. 38,912 - 12 - 9
En 1745.	.	.	.	301 - 4 - -
1746.	.	.	.	2,21 - 9 - 9
1747.	.	.	.	386 - 3 - -
1748.	.	.	.	1,631 - 1 - 2
1749.	.	.	.	4312 - 4 - -
1750.	.	.	.	508 - 5 - 2
1751.	.	.	.	184 - 8 - 5
1752.	.	.	.	2,140 - 1 - 5
1753.	.	.	.	73 - 5 - 11
1754.	.	.	.	945 - 18 - -
1755.	.	.	.	2,935 - 10 - 6
1756.	.	.	.	3,048 - 16 - 0
1757.	.	.	.	4,380 - 11 - 6
1758.	.	.	.	981 - 6 - -
1759.	.	.	.	2,110 - 19 - -
1760.	.	.	.	7,586 - 13 - 5
1761.	.	.	.	6,084 - 14 - 5
1762.	.	.	.	630 - 16 - 5
1763.	.	.	.	10,776 - 17 - 4
1764.	.	.	.	1,371 - 16 - 5

Total. . . L. 91,541 - 15 - 5

Les ouvriers ont coûté environ 6,000 - - -

Ce qui fait une dépense de L. 97 541 - 15 - 5





ME'MOIRE HISTORIQUE

Sur le commerce de la ville de HAMBOURG , avec celle de LONDRES , & sur les avantages réciproques , que ces deux villes peuvent tirer des privilèges , dont l'une jouit dans l'autre.

JE ne crois pouvoir donner une plus juste idée de l'intérêt dont peut être ce mémoire , qu'en exposant d'abord les diverses questions que je me propose d'y examiner. Il suffira de les connoître pour juger que l'historien & le commerçant ne peuvent manquer de trouver un égal amusement dans leur discussion. J'entreprends en effet d'y rechercher ,

1°. Quels sont les avantages de commerce dont jouissent en général les Anglois à Hambourg , & les Hambourgeois à Londres , & ceux que la société Angloise en particulier a obtenus à Hambourg.

2°. De quelle importance étoit la maison appelée vulgairement *S. Eliardana* , que les Hambourgeois prétendent leur avoir été autrefois cédée à Londres , en réciprocité de celle qu'ils ont eux mêmes donnée aux Anglois dans leur ville ?

3°. En quelle année les Anglois ont-ils permis l'établissement de cette maison de commerçants étrangers dans la capitale de leur royaume ?

4°. Combien de temps en ont joui les possesseurs ?

5°. A quel usage sert-elle aujourd'hui , & ceux qui en avoient la jouissance , en ont ils été dédommagés par la concession de quelques autres avantages de commerce ?

6°. Pourquoi a-t-on dépouillé les propriétaires ?

On ne peut certainement répondre méthodiquement à ces questions, sans remonter à l'origine de l'union des villes Hanseatiques, & sans faire connoître ce qui a donné lieu en Angleterre à l'institution des sociétés incorporées pour le soutien & l'accroissement du commerce, & c'est aussi le plan que je vais suivre.

On sait que, vers le milieu du douzième ou du treizième siècle, (car cette époque est si incertaine, que les uns la placent vers l'an 1164, & les autres en l'année 1254.) plusieurs villes de l'Europe firent entre elles une association de commerce, à laquelle on donna le nom de *Hanse*. Plusieurs auteurs n'ont cessé de faire des recherches sur l'étymologie de ce mot teutonique, auxquelles je ne prétends rien ajouter, me contentant de croire, avec le plus grand nombre, qu'on doit l'interpréter par celui de société.

Cet établissement, dès son origine, dut produire de très-grands avantages, puisqu'au bout de cinquante ans, on comptoit déjà 72 villes qui s'y étoient unies, depuis la Moscovie jusqu'en Italie, parmi lesquelles Hambourg tenoit un rang considérable.

Quoique le premier soin des instituteurs eût été de mettre une certaine égalité entre les droits dont devoit jouir chacune de ces villes, cependant les avantages que quelques-unes d'entre elles tiroient de leur situation, força à les préférer, en les faisant servir d'entrepôts & de comptoirs pour le commerce général. On en choisit cinq : *Novogorod* en Moscovie, qui étoit gouvernée dans ce temps par des princes particuliers, *Revel* en Livonie, *Berghen* dans la Norvege, *Bruges* qu'*Anvers* remplaça ensuite dans les Pays Bas, & *Londres* dans l'Angleterre.

Ces cinq villes étoient autant de magasins chargés en commun d'approvisionner l'Europe. Les négociants des autres villes Hanſéatiques, & ſur-tout ceux des villes du Sud, n'étoient proprement que des facteurs qui n'avoient que le détail toujours précaire & toujours dépendant des grandes opérations des comptoirs. Les Allemands & les Flamands étoient preſque les ſeuls peuples qui navigoient, & ſi les Anglois les ont imités, ce n'a été que long-temps après.

La *Hanſe* couvroit la mer de ſes vaiſſeaux, & les réglemens maritimes, qu'elle publia dans le temps de ſa ſplendeur, ſont encore fameux de nos jours. En un mot, le nord faiſant ſeul un commerce actif, dont l'avantage lui reſtoit à la fin, engloutiſſoit toutes les richesses du midi, où l'on crut pendant ſi long temps que les habitans des pays pauvres devoient ſeuls chercher des reſſources dans l'induftrie.

Dans chacune des cinq villes que l'on vient de nommer, il y avoit une ſociété particulière compoſée des agents & des députés des autres villes Hanſéatiques. Chacune avoit la garde & l'emploi général des marchandises déposées dans ſes propres magasins. La ſociété ſpéciale qui en avoit la direction, formoit un corps diſtinct des habitans, & elle avoit ſes privilèges & ſes loix, qui ſelon l'opinion la plus vraisemblable, rendoient ces cinq villes aſſez uniformes à cet égard. Entre autres franchiſes, dont les marchands de cette confédération jouiſſoient à Londres, la plus profitable étoit celle de débarquer & de déposer en greniers le bled qu'ils apportoitent dans cette ville, & cela durant quarante jours, qui étoient le terme fixé pour la vente. Ils avoient pareillement le droit de ſe choiſir un chef qui étoit appelé *Alderman*, mot que l'on ne peut bien rendre en françois que par celui d'échevin.

Cet *Alderman* étoit obligé de résider à Londres, & devoit prêter serment à son élection, entre les mains du maire & des échevins de Londres. Il s'y engageoit à administrer la justice avec impartialité aux gens de son pays, & de ne rien faire d'ailleurs qui ne fût conforme aux loix & aux coutumes de la cité de Londres. On nommoit ce privilege *la liberté de Cour*, dont on ne peut mieux connoître l'attribution & les droits, qu'en la comparant à l'espece de cour que les consuls & les sociétés de Francs forment dans les états du Turc.

L'échevin, le directeur ou le consul, comme on voudra l'appeller, avoit divers officiers qui lui étoient subordonnés pour l'administration de la justice. Il jugeoit en premiere instance tous les différends qui pouvoient survenir entre les marchands de la *Hanse*, & les appellations ressortissoient aux magistrats des collèges ou judicatures souveraines de l'association. Il y avoit quatre villes où se tenoient ces collèges, savoir à *Lubeck*, à *Cologne*, à *Brunsvick* & à *Dantzick*. *Lubeck* avoit le premier rang parmi les villes Hanseatiques; on y conservoit les archives & le trésor commun, & tous les trois ans il s'y tenoit une assemblée, qu'on auroit pu appeller le chapitre général des négociants de l'Europe.

Henri III roi d'Angleterre fut le premier qui accorda aux villes Hanseatiques les privileges dont elles jouissent à Londres. Ce fut à la priere de son frere Richard, comte de Cornouailles & prince de l'empire Romain, ainsi qu'il le dit lui-même dans la lettre qu'il écrivit aux citoyens de Londres pour les instruire de sa volonté à cet égard. La lettre est datée de Westminster le 15 juin 1250, & les marchands Hanseatiques y sont désignés sous le nom de marchands *Almain* en Allemagne, ayant la maison appelée *Guilla Aula*.

Teutonicorum. C'est celle que l'on a nommée depuis *Steel-house* ou *steel-yard* dont il sera parlé plus bas.

Ces privilèges furent renouvelés par Edouard I, fils d'Henri II, & l'an 1282, sous le même regne, les citoyens de Londres les confirmèrent dans toute leur étendue, & y en ajoutèrent de nouveaux, entre autres celui d'apporter du bled & d'avoir quarante jours pour le vendre, sous la condition que la *Hanse* seroit obligée d'entretenir & de réparer à ses frais une des portes de la ville, (*Bishop's-gate*) obligation dont les marchands associés avoient voulu s'affranchir. Il paroît même, par les termes dont se servit le Trésorier de l'échiquier qui condamna les marchands à entretenir cette porte & à payer une amende de 210 marcs d'argent, que cette condition leur avoit été accordée en retour de leurs franchises à leur arrivée dans la ville de Londres. ainsi que celle de fournir un tiers pour la défense de cette porte en cas d'attaque : *pro quâ*, dit le juge, *liberi sunt in civitate*.

Les marchandises que les villes Hanseatiques apportoit à Londres étoient principalement du bled, du seigle & d'autres grains, des cables & des cordages, des mâts, de la résine, du goudron, du chanvre & du lin, des toiles, des planches, de la cire & du fer.

On ne peut s'empêcher de remarquer particulièrement cette importation de grains dans la capitale de l'Angleterre. Dantzick & la Livonie nourrissoient Londres, comme elles le faisoient à l'égard de l'Espagne & du Portugal. Le chevalier François Drake, sous le regne d'Elisabeth, prit dans le Tage une flotte entière de soixante vaisseaux chargés de bled que les villes Hanseatiques y avoient envoyés. Le commerce de grains, que ces villes faisoient en Angleterre, étoit si confi-

dérable, qu'il ruinoit le laboureur Anglois ; & ce ne fut qu'après les plaintes réitérées de toutes les provinces , que le parlement défendit d'apporter dans le royaume aucune espece de froment , de seigle ou d'orge , lorsque le *quarter* de froment n'excéderoit pas en Angleterre le prix de six schellings huit sous , celui de seigle le prix de 4 schellings & celui d'orge le prix de 3 schellings.

Jusques ici l'on ne voit pas que la ville de Hambourg ait joui à Londres d'aucun privilege qui lui fut particulier. Elle participoit , comme ville Hanseatique , à tous ceux dont la *Hanse* étoit en possession , & les Anglois ne distinguèrent jamais les négociants d'avec les marchands Teutoniques. La maison appelée improprement *S. Eliardana* n'appartenoit point non plus à la ville de Hambourg ; c'étoit encore la maison de la *Hanse* accordée par les rois d'Angleterre & par les citoyens de Londres au corps entier des marchands d'Allemagne , qui en avoient une pareille dans chacune des cinq villes ou comptoirs , dont on a parlé plus haut. C'étoit le palais où demouroit le directeur de la société , où il avoit ses bureaux & ses officiers , où il rendoit la justice , & où se trouvoient tous les magasins nécessaires pour placer les effets & les marchandises de la *Hanse*. Il y a encore deux de ces palais marchands subsistant en Europe , celui d'Anvers & celui de Berghen dans la Norvege.

Le premier , connu sous le nom de la maison des *Oosterlins* , est un magnifique bâtiment , composé de quatre grands corps de logis , avec une cour au milieu & une haute tour sur la porte d'entrée.

Remarquez , en passant , que ce mot *Oosterlins* que les Anglois rendent par celui d'*Easterlings* , veut dire *les gens de l'Est*. C'étoit ainsi qu'en

Angleterre & en Flandres , on désignoit tous les marchands & navigateurs des ports de la mer Baltique , appelé jusqu'à ce jour la mer de l'Est. Les Hambourgeois étoient aussi compris sous ces noms.

Remarquez encore que l'origine du mot *Sterling*, par rapport à la monnoie Angloise , vient de ces marchands. Ils furent les premiers qui apprirent aux Anglois à raffiner l'argent. Richard I ayant fait venir dans son royaume de ces gens de l'Est pour travailler à sa monnoie , les pieces qu'ils frapperent au taux de l'argent de leur pays , remarquable pour sa finesse , s'appellerent *argent Easterling* , & par corruption *Sterling money*.

La seconde maison de commerce , reste de la splendeur Hanséatique à Berghen , s'appelle le *Cloître*. C'étoit un ancien chapitre, dont les rois de Danemarck firent présent aux habitants de la ville après la réformation de la religion en Norvege. Les associés qui demeurent dans cette maison , sont des especes de moines marchands. Ils vivent entre eux sous de certaines regles , dont la principale est de ne point se marier , tant qu'ils appartiendront à la communanté : au reste ces marchands sont bornés à une seule espece de commerce , & ils ne trafiquent qu'en poissons secs ou salés , tels que les harengs , la morue , la merluche , &c.

Celle que la *Hanse* avoit à Londres fut d'abord connue sous le nom de *Still-house* , ensuite sous celui de *Still-yard* ou *Stil-yard* , & l'est maintenant sous celui de *Steel-yard*. Ce nom veut dire une *Romaine* ou *peseon* , parce que c'étoit le lieu où , dans les premiers temps , étoit placé le poids public. Le nom de *S. Eliardana* , que quelques-uns lui donnent , est certainement une corruption de *Stilliardana domus* , expression barbare qui , dans le latin de ce temps-là , a pu servir quel-

quelquefois à désigner la maison des marchands Teutoniques.

Il ne reste plus rien de cette maison ; & ce qui en existoit encore au dernier siècle , fut consumé dans le grand incendie de 1666. On fait seulement que la *Hanse* payoit à la ville de Londres un loyer annuel de 70 *l.* 3 *s.* 4 *d.* outre les rentes qu'elle étoit obligée de faire à divers particuliers pour les emplacements qu'elle avoit ajoutés au terrain qui lui avoit été originairement accordé ; car l'étendue en étoit immense , ainsi qu'on en peut juger par la multitude des magasins , des hangards , &c. qui le couvrent aujourd'hui.

Le principal édifice étoit construit en pierres de taille. Il faisoit face à la Tamise , & l'on y entroit par trois portes magnifiques sur chacune desquelles on lisoit une des inscriptions suivantes , qui ne mériteroient pas d'être citées , si l'on savoit autre chose de ce bâtiment.

- 1°. *Hæc domus est læta , semper bonitate repleta ;
Hic pax , hic requies , hic gaudia semper honesta.*
- 2°. *Aurum blanditiæ pater est natusque doloris.
Qui caret hoc , morietur ; qui tenet , hic metuit.*
- 3°. *Qui bonis parere recusat , quasi vitato futo in
flammam incidit.*

Steel-yard n'est plus à présent qu'un vaste assemblage de cours & de magasins , dans lesquels on dépose diverses marchandises , & entre autres tout le fer qui arrive à Londres de Suede , de Russie & d'ailleurs. Ces magasins appartiennent à des particuliers , & la compagnie des Indes possède le plus grand nombre.

La Ligue Hanseatique , indépendante comme on vient de la représenter , & faisant seule tout le commerce de l'Europe , donna à la fin de l'ombrage aux Anglois , dont elle avoit réveillé

l'industrie. On s'étoit déjà plaint de son monopole tyrannique. Sous Henri IV, des Anglois s'étant avisés d'envoyer des vaisseaux dans la Mer Baltique, les marchands Teutoniques les confiscèrent, ainsi que les marchandises qu'ils portoient. Henri, qui n'avoit point de marine, fut obligé d'entrer en pourparlers avec Conrad de Jungeu, alors directeur de la *Hanse* en Prusse, & on ne l'écouta point. On murmuroit aussi contre l'infidélité de ces marchands dans le commerce; plusieurs d'entr'eux avoient fait à Londres des banqueroutes frauduleuses, qui avoient ruiné un grand nombre de citoyens Anglois. Enfin dans l'année 1551, sous le regne d'Edouard VI, la ville de Londres, ayant représenté que la *Hanse* Teutonique s'étoit tellement emparée du commerce des draps, que l'année précédente elle en avoit exporté elle seule 44 mille pieces, & selon d'autres 50 mille pieces, tandis que les marchands Anglois, pris ensemble, n'en avoient exporté qu'onze cents pieces, un acte du parlement abolit la compagnie en Angleterre & révoqua tous ses privileges. Marie, sœur d'Edouard VI, qui monta sur le trône l'année suivante, & qui alloit épouser Philippe II, souverain des Pays-bas & des principales villes Hanseatiques, suspendit l'exécution de l'acte pendant trois ans: mais après ce temps, soit en vertu d'un nouvel acte, ou en conséquence de celui d'Edouard, les privileges de la société furent déclarés nuls; & les villes Hanseatiques firent toujours depuis de vains efforts pour les recouvrer. Il y avoit alors 92 ans que la *Hanse* jouissoit de ces privileges, & qu'elle faisoit seule le commerce des Anglois. Il ne paroît pas au reste que cette abolition fit quitter Londres aux marchands Teutoniques; car par un recensement fait en 1580; on compta dans cette ville 6,480 étran-

gers, dont 2301 étoient des marchands Allemands ou Flamands, & 1848 des commerçants François. Sous Elisabeth, qui succéda à Marie, la *Hanse* continua d'être seule en possession de la mer Baltique, & cette princesse, dans toutes les guerres qu'elle entreprit, fut toujours obligée d'acheter des marchandises Hanseatiques, aux prix qu'ils vouloient, le chanvre, la résine, le bray, les mâts & tous les autres articles dont elle eut besoin pour ses flottes.

J'ajouterai, pour conclure cette histoire abrégée des villes Hanseatiques, qu'avant la révocation de leurs privilèges en Angleterre, il s'étoit déjà fait plusieurs changements dans leur association. Un décret passé entre les principales de ces villes, n'admettoit dans la *Hanse* que celles qui étoient censées villes de l'Empire, & l'on mit Dantzick de ce nombre, parce qu'elle avoit autrefois envoyé des députés à la diète. Quelques années après, la réforme devint plus forte encore, & les villes Hanseatiques se réduisirent à quatre, qui furent *Lubeck*, *Dantzick*, *Hambourg* & *Bremen*, & c'est ce qu'on a depuis connu sous le nom de *Hanse* Teutonique. Au reste, ces villes, indépendantes les unes des autres, font séparément, malgré leur association, les réglemens & les traités de commerce que leurs intérêts particuliers exigent.

Les privilèges des Hambourgeois avoient été compris dans la proscription de ceux dont les villes Hanseatiques jouissoient à Londres, & ni les uns ni les autres n'en eurent aucune indemnité & on ne voit pas qu'aucune ait pensé à en demander : mais comme les habitants de Hambourg avoient connu, par une longue expérience, combien il leur étoit avantageux de commercer avec l'Angleterre, ils n'épargnerent aucuns soins pour entretenir un trafic dans ce

royaume. Une occasion se présenta au commencement du dernier siècle , & ils en profitèrent en attirant chez eux une compagnie de marchands Anglois ; & c'est là l'origine des privilèges dont les Anglois jouissent à Hambourg.

Cette compagnie avoit été formée & incorporée en Angleterre par patente du roi Edouard I vers l'an 1296 , sous le nom de *marchands aventuriers* : idée qu'avoit fourni à ce prince la société Hanséatique. Ces Anglois associés , dont le commerce ne consistoit que dans celui des laines , obtinrent bientôt , de Jean duc de Brabant , des privilèges & la permission d'établir un comptoir dans la ville d'Anvers , alors la première ville de commerce qu'il y eût en Europe. L'avantage que l'Angleterre retiroit de cette société parut si essentiel , que ses privilèges furent confirmés & augmentés sous la plupart des régnes suivans. Henri IV qui avoit des raisons particulières de se plaindre des villes Hanséatiques , accorda en 1406 à la société des marchands aventuriers une patente sous le grand sceau d'Angleterre. La reine Elisabeth fut leur plus grande protectrice. Elle avoit renouvelé tous leurs privilèges : mais dans la sixième année de son règne , l'Angleterre étant en guerre avec l'Espagne , maîtresse d'Anvers & des Pays-Bas , ces marchands perdirent tout le négoce qu'ils faisoient en Flandres , & pour les en dédommager , cette grande reine leur accorda le privilège de commercer dans toutes les parties de l'Allemagne. Elle autorisa leur compagnie à traiter avec les états & les villes de cet empire pour un lieu de résidence , & pour des franchises semblables à celles dont ils avoient joui dans les Pays-Bas. Cette permission ne fut pas plutôt connue que les bourgeois de Hambourg , pour engager les marchands aventuriers à s'établir dans leur ville , leur offrirent diverses conditions

avantageuses , & quoiqu'ils n'aient pu eux-mêmes obtenir une maison de commerce à Londres , ils proposèrent à la compagnie Angloise de lui en donner une dans leur ville , & de renouveler en sa faveur toutes les anciennes franchises Hanseatiques.

L'acte de concession faite par les Hambourgeois ne parle pas qu'ils aient reçu une réciprocité de la part des Anglois ; ainsi que les questions paroissent le supposer. Les droits cependant qu'obtint la compagnie furent modelés sur les privilèges dont la *Hanse* lui avoit antérieurement permis de jouir à Anvers. Ils eurent *la liberté de cour* , quoiqu'avec de certaines restrictions , & le privilège exclusif d'importer les draps de leur pays. Ce dernier avantage étoit considérable : mais il finit en 1688, temps où les habitants de Hambourg se donnerent le droit de le partager. La première convention entre cette ville Hanseatique & les marchands aventuriers de Londres est de l'an 1610.

Ces marchands ne conservent plus, même en Angleterre , ce nom d'aventuriers , que dans les actes publics : mais on les distingue sous celui de marchands de Hambourg. La patente qu'ils tiennent des rois , leur donne pouvoir d'élire leurs gouverneurs & autres officiers , tant pour leurs comptoirs des pays étrangers , que pour ceux du royaume , tels que ceux de Londres , Hull , Newcastle & autres villes. Ils sont pareillement autorisés à faire entre eux des ordonnances pour le bon gouvernement du commerce. Ils ont droit de tenir une cour , d'y plaider , de condamner à des amendes & d'emprisonner. Ils ont des armoiries , un sceau public & portent pour devise , *Dieu nous donne bonne aventure*. Quoiqu'elle existe toujours , elle est fort déchuë de

sa splendeur & ne fait valoir aujourd'hui aucune de ses prérogatives.

Elle est composée à Hambourg de treize membres, qui ont à leur tête un gouverneur & son député, que les membres élisent annuellement dans le mois de juin. Tous les différens qui surviennent entre les marchands Anglois sont décidés à la pluralité des voix & en dernier ressort par cette compagnie. Elle juge aussi des demandes que les Anglois ont sur les bourgeois de la ville : mais alors il est nécessaire qu'elle agisse de concert avec deux sénateurs, que le conseil députe pour être présents à ses décisions. Les Anglois prétendent que les jugemens de cette compagnie sont si équitables & si promptement rendus, que les bourgeois de la ville, lorsqu'ils ont quelques demandes sur les marchands Anglois, s'adressent à elle préféablement à toute autre cour de judicature nationale. Elle a sa maison, sa chapelle particulière, & possède encore un très-beau jardin à quelque distance de la ville.

Depuis l'admission de cette société à Hambourg, la nation Angloise y a obtenu le nouveau privilège d'importer des harengs sur le même pied que les Hollandois. L'acte qui leur accorde ce droit est de 1711, & fut renouvelé & étendu en 1719 par une convention signée à Hambourg le 8 février entre Cirille Wich alors ministre d'Angleterre près de cette république, & Jean Anderson syndic, Pierre Burmetter & Henri Dieterick Wiese, sénateurs, & fut ratifiée à Londres le 16 février de la même année par George I. Elle consiste en huit articles, dont voici la teneur.

ARTICLE I.

ARTICLE I.

La ville de Hambourg accorde aux sujets d'Angleterre la liberté d'importer librement les harengs pêchés sur les côtes de la Grande-Bretagne , en payant les mêmes droits d'entrée que les harengs Flamands ou Hollandois ont coutume de payer.

ARTICLE II.

Les harengs , à leur arrivée dans la ville , seront tous déposés dans un magasin , lequel sera le plus commode & le plus convenable , dont le propriétaire aura un loyer raisonnable par tonneau , suivant que les marchands conviendront avec lui.

ARTICLE III.

Les harengs seront ouverts dans le magasin ; ainsi que le sont ceux qui viennent de Hollande , à la vue de tous ceux qui auront envie d'y être présents. On retirera la saumure , & après que chaque caque ou baril aura été rempli de bon poisson , cette même saumure y sera remise : le poisson restant toujours dans le même baril , sans être changé de l'un pour être encaqué dans un autre. En outre les harengs seront appréciés & évalués , & suivant leur qualité , on mettra une marque dans un cercle au milieu du dessus de chaque baril ; & pour faire voir que ce ne sont point des harengs de Flandres ou de Hollande , mais de la Grande-Bretagne , un B. couronné sera marqué avec un fer rouge à la partie la plus apparente du baril.

ARTICLE IV.

Pour cet effet le sénat s'oblige de choisir & de commettre deux appréciateurs appelés communément *Wraquers* & deux *Packers* ou encaqueurs ; & pour que ces gens ne puissent être soupçonnés d'agir par partialité , il est arrêté qu'ils ne pourront avoir aucun intérêt dans les affaires des *Schonem Fahrers* ou vendeurs de poisson , & ces dits appréciateurs & encaqueurs prêteront un serment solennel, conformément au sens de cet article , devant l'honorable sénat , lequel sera renouvelé chaque année , au commencement de juin , devant des députés du sénat.

ARTICLE V.

Si les propriétaires ou leurs facteurs viennent en personnes avec leurs harengs , ils auront la liberté de les vendre indifféremment à tous les bourgeois ou habitants quelconques de la ville , avec lesquels ils jugeront à propos de trafiquer : mais si , après le terme de huit jours , ils n'ont pas trouvé à en disposer avec lesdits bourgeois ou habitants , il leur sera libre de les vendre à qui il leur plaira , ou de les envoyer hors de la ville , à tel endroit qu'ils jugeront convenable.

ARTICLE VI.

Lorsque les propriétaires voudront envoyer leurs harengs à des facteurs , ils seront obligés

de les choisir , ou parmi la louable compagnie Angloise établie dans cette ville , ou parmi les bourgeois , lesquels pourront alors les vendre à qui il leur plaira , ou les envoyer hors de la ville dans les lieux qu'ils jugeront à propos de choisir.

ARTICLE VII.

Outre ce qui est déjà accordé ci-dessus , les sujets de sa majesté Britannique jouiront dans le commerce des harengs des mêmes privilèges & avantages que l'on a ci - devant accordés , ou que l'on pourra par la suite accorder aux sujets de leurs hautes puissances les états généraux des provinces-unies.

ARTICLE VIII.

Il est permis pareillement aux sujets de sa majesté Britannique d'apporter à Hambourg du saumon , de la merluche , de la morue & toute autre sorte de poissons , soit sec , soit fumé , en baril ou salé , à condition de payer , suivant la coutume , le droit d'entrée ou une gabelle modérée. De la même manière , il est stipulé pour les bourgeois & habitants de Hambourg , qu'ils trafiqueront , suivant leur ancienne coutume , dans les provinces du royaume Britannique , qu'ils pourront y porter leurs marchandises & les troquer ou échanger pour ces sortes de poissons ou pour d'autres denrées.

Pour n'avoir rien à désirer sur cette matière , j'ajouterai que la convention de 1711 , renou-

R ij

260 ME'MOIRE HISTORIQUE
vellée par les articles ci-dessus , étoit en tout
semblable au traité des Hambourgeois avec
les Hollandois. Ce traité fixoit pour chaque
année le commencement de l'importation des
harengs à la St. Jean : mais cinq ans après ,
les Anglois firent des représentations , & ob-
tinrent la permission d'entrer leurs harengs avant
ce temps , & voici à ce sujet le résultat de la
premiere délibération du sénat.

EXTRAIT DU PROTOCOLE

Du sénat de Hambourg , le 3 avril 1716.

Résolu de députer M. le syndic Sillem , &
M. van Sum pour communiquer au résident
de sa majesté Britannique , une copie authen-
tique du traité fait avec les états de Hollan-
de , avec injonction de lui représenter qu'il
verra par ce traité comment on a toujours
admis pour principe invariable qu'aucun hā-
reng ne peut parvenir à sa maturité avant la
S. Jean ; & que pour cette raison , le sénat
ne sauroit prendre sur lui de changer la regle
établie ; que cependant le sénat donne assu-
rance à M. le résident que , si les sujets de
sa majesté Britannique , peuvent prouver que
le principe qui se trouve établi n'a aucun fon-
dement réel , & qu'ils apportent ici des ha-
rengs en maturité avant la S. Jean , alors le-
dit sénat ne fera aucune difficulté de permet-
tre l'importation de ces harengs aux Anglois ,
même avant ce temps.

Ils prouverent que le principe étoit faux ,

en apportant à Hambourg de bons harengs avant la S. Jean , & la permission de pouvoir par la suite devancer cette époque leur fut confirmée par le sénat , sous le sceau privé de la ville en date du 3 juillet 17.6.

RECAPITULATION.

Il résulte de ce mémoire.

1°. Que les Hambourgeois n'ont en Angleterre ni privilèges ni franchises , excepté le droit d'apporter dans le royaume les marchandises d'Allemagne , avec la liberté de les vendre , de les troquer ou de les échanger pour celle du pays ; encore ce dernier privilège n'est-il point exclusif en leur faveur.

2°. Que les franchises dont les Hambourgeois ont pu jouir en Angleterre , n'ont jamais été accordées spécialement à leur ville , mais qu'elles lui ont été communes comme à une partie du corps Hanseatique.

3°. Que les Anglois , au contraire comme Anglois , ont de grands privilèges à Hambourg , tels que ceux de former une compagnie de négociants , d'avoir une maison de commerce , une cour de judicature & le droit d'introduire des harengs dans la ville sur le même pied que les Hollandois.

4°. Enfin que la maison appelée *St. Eliardana* ou *Steel-yard* , qui ne subsiste plus , n'ayant jamais appartenu aux Hambourgeois , il ne peut y avoir eu de réciprocité dans la grace

262 MEMOIRE HISTORIQUE; &c.
postérieure qu'ils ont faite aux Anglois; en
leur accordant une maison de commerce dans
leur ville.

FIN DU TOME VII.

E R R A T A.

*Retranchez la note qui se trouve au bas de la
page 91,*



22647

